

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*Traités et Engagements internationaux
enregistrés par le Secrétariat de la
Société des Nations*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the
League of Nations*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*Traités et Engagements internationaux
enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations*

VOLUME CLXXV

1937

N^o 4049-4052

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
N^o 4049. — Albanie, Allemagne, Arabie Saoudienne, République Argentine, Autriche, etc. (Union postale universelle) :	
Arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée, avec protocole final et règlement d'exécution. Signés au Caire, le 20 mars 1934	5
N^o 4050. — Albanie, Allemagne, Arabie Saoudienne, République Argentine, Autriche, etc. (Union postale universelle) :	
Arrangement concernant les colis postaux, avec protocole final, règlement d'exécution et dispositions concernant le transport des colis postaux par voie aérienne, avec protocole final. Signés au Caire, le 20 mars 1934	73
N^o 4051. — Albanie, Allemagne, Arabie Saoudienne, République Argentine, Autriche, etc. (Union postale universelle) :	
Arrangement concernant les mandats de poste, avec règlement d'exécution et supplément concernant le service des bons postaux de voyage. Signés au Caire, le 20 mars 1934	269
N^o 4052. — Albanie, Allemagne, Arabie Saoudienne, République Argentine, Autriche, etc. (Union postale universelle) :	
Arrangement concernant les virements postaux, et règlement d'exécution. Signés au Caire, le 20 mars 1934	363

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations*

VOLUME CLXXV

1937

Nos. 4049-4052

TABLE OF CONTENTS.

	Page
No. 4049. — Albania, Germany, Saudi Arabia, Argentine Republic, Austria, etc. (Universal Postal Union) :	
Agreement concerning Insured Letters and Boxes, with Final Protocol and Detailed Regulations. Signed at Cairo, March 20th, 1934	5
No. 4050. — Albania, Germany, Saudi Arabia, Argentine Republic, Austria, etc. (Universal Postal Union) :	
Parcel Post Agreement, with Final Protocol, Detailed Regulations and Provisions regarding the Conveyance of Postal Parcels by Air, with Final Protocol. Signed at Cairo, March 20th, 1934	73
No. 4051. — Albania, Germany, Saudi Arabia, Argentine Republic, Austria, etc. (Universal Postal Union) :	
Money Orders Agreement, with Detailed Regulations and Supplement concerning the Service of Travellers' Postal Vouchers. Signed at Cairo, March 20th, 1934	269
No. 4052. — Albania, Germany, Saudi Arabia, Argentine Republic, Austria, etc. (Universal Postal Union) :	
Agreement concerning Transfers to and from Postal Cheque Accounts, and Detailed Regulations. Signed at Cairo, March 20th, 1934	363



N° 4049.

ALBANIE, ALLEMAGNE,
ARABIE SAOUDIENNE,
RÉPUBLIQUE ARGENTINE,
AUTRICHE, etc.

(Union postale universelle.)

Arrangement concernant les lettres
et les boîtes avec valeur déclarée,
avec protocole final et règlement
d'exécution. Signés au Caire, le
20 mars 1934.

ALBANIA, GERMANY,
SAUDI ARABIA,
ARGENTINE REPUBLIC,
AUSTRIA, etc.

(Universal Postal Union.)

Agreement concerning Insured Let-
ters and Boxes, with Final Pro-
tocol and Detailed Regulations.
Signed at Cairo, March 20th, 1934.

VALEURS — ARRANGEMENT.

UNION POSTALE UNIVERSELLE

N° 4049. — ARRANGEMENT CONCERNANT LES LETTRES ET LES BOÎTES AVEC VALEUR DÉCLARÉE. SIGNÉ AU CAIRE, LE 20 MARS 1934.

Texte officiel français communiqué par les ministres des Affaires étrangères d'Égypte et des Pays-Bas. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 5 février 1937.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

- Art.
1. Objet de l'arrangement.
 2. Maximum de déclaration de valeur.
 3. Taxes.
 4. Conditions générales.
 5. Récépissé.
 6. Taxe de poste restante.
 7. Droit de dédouanement.
 8. Droits de douane et autres droits non postaux.
 9. Envois francs de droits.
 10. Remise par exprès.
 11. Déclaration frauduleuse de valeur.
 12. Interdictions.
 13. Franchises.
 14. Retrait. Modification d'adresse.
 15. Avis de réception.
 16. Réexpédition. Rebut.
 17. Réclamations.

CHAPITRE II.

RESPONSABILITÉ.

18. Étendue de la responsabilité.
19. Exceptions au principe de la responsabilité.
20. Cessation de la responsabilité.
21. Paiement de l'indemnité. Délai de paiement. Remboursement à l'administration expéditrice.
22. Détermination de la responsabilité.
23. Limitation de la responsabilité.

CHAPITRE III.

ENVOIS CONTRE REMBOURSEMENT.

- Art.
24. Taxes et conditions.
 25. Annulation ou réduction du montant du remboursement.
 26. Responsabilité en cas de perte, de spoliation ou d'avarie de l'envoi.
 27. Indemnité en cas de non-encaissement du montant du remboursement, d'encaissement insuffisant ou frauduleux.
 28. Garantie des sommes encaissées. Obligation de payer. Délais et recours. Partage des taxes.

CHAPITRE IV.

ATTRIBUTION DES TAXES. FRAIS DE TRANSIT.

29. Attribution des taxes.
30. Frais de transit.

CHAPITRE V.

DISPOSITIONS DIVERSES.

31. Application des règles de la convention.
32. Bureaux participant au service.
33. Approbation des propositions faites dans l'intervalle des réunions.

DISPOSITIONS FINALES.

34. Mise à exécution et durée de l'arrangement.

PROTOCOLE FINAL DE L'ARRANGEMENT

ARTICLE UNIQUE.

Maximum de déclaration de valeur.

INSURED LETTERS AND BOXES — AGREEMENT.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

UNIVERSAL POSTAL UNION.

No. 4049. — AGREEMENT CONCERNING INSURED LETTERS AND BOXES. SIGNED AT CAIRO, MARCH 20TH, 1934.

*French official text communicated by the Egyptian and the Netherlands Ministers for Foreign Affairs.
The registration of this Agreement took place February 5th, 1937.*

TABLE OF CONTENTS.

CHAPTER I.

GENERAL PROVISIONS.

Art.

1. Subject of the Agreement.
2. Maximum Insured Value.
3. Rates.
4. General Conditions.
5. Receipt.
6. *Poste restante* Fee.
7. Fee for Customs Clearance.
8. Customs Duties and Other Non-Postal Charges.
9. Articles for Delivery free of Charges.
10. Express Delivery.
11. Fraudulent Declaration of Value.
12. Prohibitions.
13. Exemption from Postal Charges.
14. Withdrawal from Post. Alteration of Address.
15. Advice of Delivery.
16. Redirection. Undelivered Packets.
17. Enquiries.

CHAPTER II.

RESPONSIBILITY.

18. Extent of Responsibility.
19. Exceptions to the Principle of Responsibility.
20. Cessation of Responsibility.
21. Payment of Compensation. Period for Payment. Repayment to the Despatching Administration.
22. Fixing of Responsibility.
23. Limitation of Responsibility.

CHAPTER III.

CASH-ON-DELIVERY PACKETS.

Art.

24. Charges and Conditions.
25. Cancellation or Reduction of the Amount of the Trade Charge.
26. Responsibility in Case of Loss of, Abstraction from or Damage to the Article.
27. Compensation in Case of Failure to collect the Amount of the Trade Charge, or of Insufficient or Fraudulent Collection.
28. Guarantee of Sums collected. Obligation to pay. Period for Payment: Claims. Division of the Charges.

CHAPTER IV.

ALLOCATION OF POSTAGE COLLECTIONS.
TRANSIT CHARGES.

29. Allocation of Postage Collections.
30. Transit Charges.

CHAPTER V.

MISCELLANEOUS PROVISIONS.

31. Application of the Rules of the Convention.
32. Offices which transact Insurance Business.
33. Approval of Proposals made in the Interval between Meetings.

FINAL PROVISIONS.

34. Entry into Force and Duration of the Agreement.

FINAL PROTOCOL TO THE AGREEMENT.

ARTICLE I.

Maximum Insured Value.

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

VALEURS — ARRANGEMENT.

UNION POSTALE UNIVERSELLE

Arrangement¹ concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée conclu entre L'ALBANIE, L'ALLEMAGNE, LE ROYAUME DE L'ARABIE SAOUDITE, LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE, L'AUTRICHE, LA BELGIQUE, LA COLONIE DU CONGO BELGE, LA BOLIVIE, LE BRÉSIL, LA BULGARIE, LE CHILI, LA CHINE, LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE, LA RÉPUBLIQUE DE CUBA, LE DANEMARK, LA VILLE LIBRE DE DANTZIG, LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, L'ÉGYPTE, L'ESPAGNE, l'ensemble des COLONIES ESPAGNOLES, L'ESTONIE, L'ETHIOPIE, LA FINLANDE, LA FRANCE, L'ALGÉRIE, LES COLONIES ET PROTECTORATS FRANÇAIS DE L'INDOCHINE, l'ensemble des autres COLONIES FRANÇAISES,

¹ Ratifications déposées au Caire :

ARABIE SAOUDIENNE	21 octobre 1934.	ESPAGNE (y compris l'ensemble des colonies espagnoles ainsi que le Maroc (zone espagnole))	24 avril 1935.
PAYS-BAS (pour le Royaume en Europe, les Indes néerlandaises, Surinam et Curaçao)	23 octobre 1934.	HONGRIE	1 ^{er} mai 1935.
SUISSE	20 novembre 1934.	TCHÉCOSLOVAQUIE	5 mai 1935.
NORVÈGE	3 décembre 1934.	UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES	7 mai 1935.
SUÈDE	3 décembre 1934.	CONGO BELGE	23 mai 1935.
DANEMARK	18 décembre 1934.	INDE	2 juin 1935.
ETAT DE LA CITÉ DU VATICAN	26 décembre 1934.	FINLANDE	4 juillet 1935.
ÉGYPTE	30 décembre 1934.	IRAN	4 septembre 1935.
NOUVELLE-ZÉLANDE	30 janvier 1935.	POLOGNE	17 septembre 1935.
JAPON, CHOSEN ET ENSEMBLE DES AUTRES DÉPENDANCES JAPONAISES	10 février 1935.	ETHIOPIE	22 septembre 1935.
ALLEMAGNE	16 février 1935.	ROUMANIE	5 novembre 1935.
BELGIQUE	18 février 1935.	CHINE	11 janvier 1936.
ISLANDE	27 février 1935.	COLOMBIE	21 mai 1936.
AUTRICHE	5 mars 1935.	ESTONIE	4 juillet 1936.
CHILI	26 mars 1935.	IRAK	5 août 1936.
ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD (y compris les colonies, territoires d'outre-mer, protectorats ou territoires sous suzeraineté ou sous mandat énumérés en appendice à l'arrangement)	30 mars 1935.	YOUgoslavIE	26 juin 1937.
ITALIE (y compris la Tripolitaine, la Cyrénaïque, l'Erythrée et la Somalie)	6 avril 1935.	FRANCE	} 9 août 1937.
		ALGÉRIE	
		MAROC (à l'exclusion de la Zone espagnole)	
		TUNISIE	
		COLONIES ET PROTECTORATS FRANÇAIS DE L'INDOCHINE	
		ENSEMBLE DES AUTRES COLONIES FRANÇAISES	
		ÉTATS DU LEVANT SOUS MANDAT FRANÇAIS (Syrie et LIBAN)	

Adhésions :

Notifiées au Gouvernement égyptien conformément à l'article XIV du Protocole final de la Convention postale universelle :

LUXEMBOURG	18 août 1934.	HAÏTI	19 décembre 1934.
YÉMEN	20 août 1934.		

INSURED LETTERS AND BOXES — AGREEMENT.

UNIVERSAL POSTAL UNION.

Agreement ¹ concerning Insured Letters and Boxes concluded between ALBANIA, GERMANY, KINGDOM OF SAUDI ARABIA, ARGENTINE REPUBLIC, AUSTRIA, BELGIUM, BELGIAN CONGO, BOLIVIA, BRAZIL, BULGARIA, CHILE, CHINA, REPUBLIC OF COLOMBIA, REPUBLIC OF CUBA, DENMARK, THE FREE CITY OF DANZIG, DOMINICAN REPUBLIC, EGYPT, SPAIN, the Whole of THE SPANISH COLONIES, ESTONIA, ETHIOPIA, FINLAND, FRANCE, ALGERIA, THE FRENCH COLONIES AND PROTECTORATES OF INDO-CHINA, the Whole of THE OTHER FRENCH COLONIES, THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, GREECE, REPUBLIC OF HAITI, REPUBLIC OF HONDURAS,

¹ Ratifications deposited at Cairo :

SAUDI ARABIA	October 21st, 1934.	SPAIN (including the Whole of the Spanish Colonies and Morocco (Spanish Zone))	April 24th, 1935.
THE NETHERLANDS (for the Kingdom in Europe, the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao)	October 23rd, 1934.	HUNGARY	May 1st, 1935.
SWITZERLAND	November 20th, 1934.	CZECHOSLOVAKIA	May 5th, 1935.
NORWAY	December 3rd, 1934.	UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS	May 7th, 1935.
SWEDEN	December 3rd, 1934.	BELGIAN CONGO	May 23rd, 1935.
DENMARK	December 18th, 1934.	INDIA	June 2nd, 1935.
STATE OF THE CITY OF THE VATICAN	December 26th, 1934.	FINLAND	July 4th, 1935.
EGYPT	December 30th, 1934.	IRAN	September 4th, 1935.
NEW ZEALAND	January 30th, 1935.	POLAND	September 17th, 1935.
JAPAN, CHOSEN AND THE WHOLE OF THE OTHER JAPANESE DEPENDENCIES	February 10th, 1935.	ETHIOPIA	September 22nd, 1935.
GERMANY	February 16th, 1935.	ROUMANIA	November 5th, 1935.
BELGIUM	February 18th, 1935.	CHINA	January 11th, 1936.
ICELAND	February 27th, 1935.	COLOMBIA	May 21st, 1936.
AUSTRIA	March 5th, 1935.	ESTONIA	July 4th, 1936.
CHILE	March 26th, 1935.	IRAK	August 5th, 1936.
UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND (including the Colonies, Overseas Territories, Protectorates or Territories under suzerainty or under mandate enumerated in the Appendix to the Agreement)	March 30th, 1935.	YUGOSLAVIA	June 26th, 1937.
ITALY (including Tripolitania, Cyrenaica, Eritrea and Somaliland)	April 6th, 1935.	FRANCE	} August 9th, 1937.
		ALGERIA	
		MOROCCO (except the Spanish Zone)	
		TUNIS	
		FRENCH COLONIES AND PROTECTORATES OF INDO-CHINA	
		THE WHOLE OF THE OTHER FRENCH COLONIES	
		STATES OF THE LEVANT UNDER FRENCH MANDATE (Syria and Lebanon)	

Accessions :

Notified to the Egyptian Government in accordance with Article XIV of the Final Protocol of the Universal Postal Convention :

LUXEMBURG	August 18th, 1934.	HAITI	December 19th, 1934.
YEMEN	August 20th, 1934.		

VALEURS — ARRANGEMENT.

LE ROYAUME-UNI DE LA GRANDE-BRETAGNE ET DE L'IRLANDE DU NORD, LA GRÈCE, LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI, LA RÉPUBLIQUE DU HONDURAS, LA HONGRIE, L'INDE BRITANNIQUE, L'IRAK, L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE, L'ISLANDE, L'ITALIE, l'ensemble des COLONIES ITALIENNES, LE JAPON, LE CHOSEN, l'ensemble des autres DÉPENDANCES JAPONAISES, LA LETTONIE, LES ÉTATS DU LEVANT SOUS MANDAT FRANÇAIS (Syrie et Liban), LA RÉPUBLIQUE DE LIBÉRIA, LA LITHUANIE, LE LUXEMBOURG, LE MAROC (à l'exclusion de la Zone espagnole), LE MAROC (Zone espagnole), LE NICARAGUA, LA NORVÈGE, LA NOUVELLE-ZÉLANDE, LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA, LE PARAGUAY, LES PAYS-BAS, CURAÇAO ET SURINAM, LES INDES NÉERLANDAISES, LA PERSE, LA POLOGNE, LE PORTUGAL, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'AFRIQUE ORIENTALE, DE L'ASIE ET DE L'OCÉANIE, LA ROUMANIE, LA RÉPUBLIQUE DE SAINT-MARIN, LE TERRITOIRE DE LA SARRE, LE SIAM, LA SUÈDE, LA CONFÉDÉRATION SUISSE, LA TCHÉCOSLOVAQUIE, LA TUNISIE, LA TURQUIE, L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES, L'ÉTAT DE LA CITÉ DU VATICAN, LES ÉTATS-UNIS DU VENEZUELA, L'YÉMEN et LE ROYAUME DE YOUGOSLAVIE.

Les soussignés, plénipotentiaires des gouvernements des pays ci-dessus énumérés, vu l'article 3 de la Convention postale universelle¹ conclue au Caire le 20 mars 1934, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté l'arrangement suivant :

CHAPITRE PREMIER

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article premier.

OBJET DE L'ARRANGEMENT.

Il peut être échangé entre les pays contractants, sous la dénomination de lettres ou de boîtes avec valeur déclarée, des lettres contenant des valeurs-papier et des documents de valeur ainsi que des boîtes contenant des bijoux et autres objets précieux, avec assurance du contenu pour le montant de la déclaration.

Dans les relations entre les pays qui se sont déclarés d'accord à ce sujet, les lettres avec valeur déclarée peuvent aussi contenir des objets passibles de droits de douane.

La participation à l'échange des boîtes avec valeur déclarée est limitée à ceux des pays adhérents qui déclarent assurer ce service.

Article 2.

MAXIMUM DE DÉCLARATION DE VALEUR.

Chaque administration a la faculté de limiter la déclaration de valeur, en ce qui la concerne, à un montant qui ne peut être inférieur à 10.000 francs.

Dans les relations entre pays qui ont adopté des maxima différents, la limite la plus basse doit être observée de part et d'autre.

Article 3.

TAXES.

La taxe des lettres et des boîtes avec valeur déclarée doit être acquittée à l'avance. Cette taxe se compose :

- a) Pour les lettres, du port et du droit fixe applicables à une lettre recommandée du même poids et pour la même destination ;

¹ Vol. CLXXIV, page 171, de ce recueil.

INSURED LETTERS AND BOXES — AGREEMENT.

HUNGARY, BRITISH INDIA, IRAQ, THE IRISH FREE STATE, ICELAND, ITALY, the Whole of THE ITALIAN COLONIES, JAPAN, CHOSEN, the Whole of THE OTHER JAPANESE DEPENDENCIES, LATVIA, LEVANT STATES UNDER FRENCH MANDATE (Syria and Lebanon), REPUBLIC OF LIBERIA, LITHUANIA, LUXEMBURG, MOROCCO (except the Spanish Zone), MOROCCO (Spanish Zone), NICARAGUA, NORWAY, NEW ZEALAND, REPUBLIC OF PANAMA, PARAGUAY, NETHERLANDS, CURAÇAO AND SURINAM, NETHERLANDS INDIES, PERSIA, POLAND, PORTUGAL, THE PORTUGUESE COLONIES IN WEST AFRICA, THE PORTUGUESE COLONIES IN EAST AFRICA, ASIA AND OCEANIA, ROUMANIA, REPUBLIC OF SAN MARINO, THE TERRITORY OF THE SAAR, SIAM, SWEDEN, SWISS CONFEDERATION, CZECHOSLOVAKIA, TUNIS, TURKEY, THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS, THE STATE OF THE CITY OF THE VATICAN, UNITED STATES OF VENEZUELA, YEMEN and THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA.

Having regard to Article 3 of the Universal Postal Convention ¹, concluded at Cairo on 20th March, 1934, the undersigned, Plenipotentiaries of the Governments of the above-named countries, have, by mutual agreement and subject to ratification, concluded the following Agreement :

CHAPTER I.

GENERAL PROVISIONS.

Article 1.

SUBJECT OF THE AGREEMENT.

Letters containing valuable paper (money, securities, etc.) or documents of value, as well as boxes containing jewellery or other valuables, may be exchanged between the contracting countries under the name of insured letters or boxes, and the contents insured up to the amount of the declared value.

In relations between countries which have notified their agreement to that effect, insured letters may also contain articles liable to Customs duty.

The service of insured boxes is limited to those countries, Parties to the Agreement, which have notified their agreement to establish this service.

Article 2.

MAXIMUM INSURED VALUE.

Each Administration has the option of limiting the insured value in its relations with other Administrations to an amount which may not be less than 10,000 francs.

In relations between countries which have adopted different maxima, the lowest limit must be observed mutually.

Article 3.

RATES.

The charges upon insured letters and boxes must be prepaid.
They are made up as follows :

(a) For letters, the postage and fixed fee applicable to a registered letter of the same weight and for the same destination ;

¹ Vol. CLXXIV, page 171, of this Series.

VALEURS — ARRANGEMENT.

b) Pour les boîtes, d'un port de 20 centimes par 50 grammes avec un minimum de 1 franc et, en outre, du droit fixe de recommandation ;

c) Pour les lettres et les boîtes, d'un droit d'assurance qui ne doit pas dépasser 50 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs déclarés, quel que soit le pays de destination, même dans les pays qui se chargent des risques pouvant dériver du cas de force majeure.

Article 4.

CONDITIONS GÉNÉRALES.

1. Les boîtes avec valeur déclarée ne doivent contenir aucun document ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle.

Il est permis, cependant, d'insérer dans l'envoi une facture ouverte réduite à ses énonciations constitutives ainsi qu'une simple copie de la suscription de la boîte avec mention de l'adresse de l'expéditeur.

2. Les boîtes avec valeur déclarée ne peuvent pas dépasser le poids de 1 kilogramme, ni présenter des dimensions supérieures à 30 centimètres en longueur, 20 centimètres en largeur et 10 centimètres en hauteur.

3. Les envois avec valeur déclarée qui ne remplissent pas les conditions requises et qui auraient été admis à tort doivent être renvoyés à l'administration d'origine. Toutefois, l'administration de destination est autorisée à les remettre aux destinataires, en leur appliquant, le cas échéant, les règles de taxation fixées à l'article 34, § 9, de la convention. Le fait qu'une boîte avec valeur déclarée contient un document ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle ne peut, en aucun cas, entraîner le renvoi à l'expéditeur.

Article 5.

RÉCÉPISSÉ.

Un récépissé doit être délivré gratuitement, au moment du dépôt, à l'expéditeur d'un envoi avec valeur déclarée.

Article 6.

TAXE DE POSTE RESTANTE.

Les envois avec valeur déclarée adressés poste restante peuvent être frappés par les administrations des pays de destination de la taxe spéciale qui serait prévue par leur législation pour les objets de même nature du régime interne.

Article 7.

DROIT DE DÉDOUANEMENT.

Les envois soumis au contrôle douanier dans le pays de destination peuvent être frappés de ce chef, au titre postal, d'un droit de dédouanement de 50 centimes au maximum par envoi.

INSURED LETTERS AND BOXES — AGREEMENT.

(b) For boxes, a postage rate of 20 centimes for every 50 grammes with a minimum of 1 franc and, in addition, the fixed registration fee ;

(c) For both letters and boxes, an insurance fee which may not exceed 50 centimes per 300 francs or fraction of 300 francs insured, whatever may be the country of destination, even in countries which undertake to cover risks arising from causes beyond control.

Article 4.

GENERAL CONDITIONS.

1. Insured boxes may not contain any document having the character of current personal correspondence.

It is, however, permissible to enclose in the packet an open invoice reduced to its essential elements, as well as a copy of the address of the box and the address of the sender.

2. Insured boxes may not exceed 1 kilogramme in weight, nor exceed 30 centimetres in length, 20 centimetres in breadth, or 10 centimetres in depth.

3. Insured articles which do not fulfil the conditions laid down and which have been wrongly accepted must be returned to the Administration of origin. Nevertheless, an Administration of destination is authorised to deliver such packets to the addressees, applying, if occasion arises, the rules as to charges fixed by Article 34, § 9, of the Convention. The fact that an insured box contains a document having the character of current personal correspondence may not, in any case, involve its return to the sender.

Article 5.

RECEIPT.

A receipt must be given free of charge, at the time of posting, to the sender of an insured article.

Article 6.

POSTE RESTANTE FEE.

Insured articles addressed *poste restante* may be charged by the Administration of the country of destination with the special fee which is prescribed by its legislation for articles of the same nature in its inland service.

Article 7.

FEE FOR CUSTOMS CLEARANCE.

A Customs clearance fee of 50 centimes at the maximum per article may be collected as a postal charge on articles submitted to the Customs in the country of destination.

VALEURS — ARRANGEMENT.

Article 8.

DROITS DE DOUANE ET AUTRES DROITS NON POSTAUX.

1. Les boîtes avec valeur déclarée sont soumises à la législation du pays d'origine ou du pays de destination en ce qui concerne, à l'exportation, la restitution des droits de garantie et, à l'importation, l'exercice du contrôle de la garantie et de la douane.

2. Les droits fiscaux et frais d'essayage exigibles à l'importation sont perçus sur les destinataires lors de la distribution. Si, par suite de changement de résidence du destinataire, de refus ou pour toute autre cause, une boîte avec valeur déclarée vient à être réexpédiée sur un autre pays participant à l'échange ou renvoyée au pays d'origine, ceux des frais dont il s'agit qui ne sont pas remboursables à la réexportation sont recouverts sur le destinataire ou sur l'expéditeur.

Article 9.

ENVOIS FRANCS DE DROITS

Dans les relations entre les pays qui se sont déclarés d'accord à cet égard, les expéditeurs de lettres et de boîtes avec valeur déclarée peuvent prendre à leur charge, dans les conditions déterminées par l'article 43 de la convention, la totalité des droits postaux et non postaux dont ces envois sont grevés à la livraison.

Article 10.

REMISE PAR EXPRES.

L'expéditeur d'un envoi peut en demander la remise à domicile par porteur spécial immédiatement après l'arrivée, aux conditions fixées par l'article 45 de la convention.

Est, toutefois, réservée à l'administration de destination la faculté de faire remettre par expès un avis d'arrivée de l'envoi, au lieu de l'envoi lui-même, lorsque ses règlements le comportent.

Article 11.

DÉCLARATION FRAUDULEUSE DE VALEUR.

La déclaration de valeur ne peut pas dépasser la valeur réelle du contenu de l'envoi, mais il est permis de ne déclarer qu'une partie de cette valeur. Le montant de la déclaration des papiers représentant une valeur à raison de leurs frais d'établissement ne peut pas dépasser les frais de remplacement éventuels de ces documents en cas de perte.

Toute déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du contenu d'un envoi est passible des poursuites judiciaires que peut comporter la législation du pays d'origine.

Article 12.

INTERDICTIONS.

1. Il est interdit d'insérer les objets visés dans la colonne 1 du tableau ci-après dans les envois désignés dans la colonne 2. Lorsque ces objets ont été admis à tort à l'expédition, ils doivent subir le traitement indiqué dans la colonne 3.

INSURED LETTERS AND BOXES — AGREEMENT.

Article 8.

CUSTOMS DUTIES AND OTHER NON-POSTAL CHARGES.

1. Insured boxes are subject to the legislation of the country of origin or of destination as regards the repayment of fees for assay on exportation and as regards the operations of the assay and Customs authorities on importation.

2. Fiscal charges and costs of assay leviable on importation are collected from the addressees at the time of delivery. If, in consequence of the removal of the addressee or his refusal to accept delivery or for any other reason, an insured box has to be redirected to another country taking part in the service or sent back to the country of origin, those of the charges in question which cannot be cancelled on re-exportation are collected from the addressee or the sender.

Article 9.

ARTICLES FOR DELIVERY FREE OF CHARGES.

In the service between the countries which have notified their agreement on the subject, senders of insured letters and boxes may, under the conditions laid down by Article 43 of the Convention, make themselves responsible for the whole of the postal and non-postal charges due on these packets on delivery.

Article 10.

EXPRESS DELIVERY.

The sender of a packet may ask for delivery at the residence of the addressee by special messenger immediately on arrival, subject to the conditions prescribed by Article 45 of the Convention.

The Administration of destination, however, is permitted, when its regulations so require, to deliver by express messenger an advice of the arrival of the packet instead of the packet itself.

Article 11.

FRAUDULENT DECLARATION OF VALUE.

The insured value may not exceed the real value of the contents of the packet, but the insurance of a part only of that value is permitted. The amount of the insured value of papers which represent value by reason of the cost of preparation may not exceed the cost of replacing these documents in case of loss.

The fraudulent insurance of a packet for a sum greater than the real value of the contents is subject to the legal proceedings to which it may be liable under the legislation of the country of origin.

Article 12.

PROHIBITIONS.

1. It is forbidden to enclose the articles indicated in column 1 of the following table in the packets designated in column 2. If these articles have been wrongly admitted to the post, they must be treated as indicated in column 3.

VALEURS — ARRANGEMENT.

Objets 1	Nature des envois avec valeur déclarée 2	Traitement des envois admis à tort 3
a) Les objets qui, par leur nature ou leur emballage, peuvent présenter du danger pour les agents, salir ou détériorer les correspondances ;	Lettres et boîtes	
b) Les objets passibles de droits de douane, à l'exception des valeurs-papier, sous réserve des dispositions de l'article premier ;	Lettres	
c) L'opium, la morphine, la cocaïne et autres stupéfiants. Toutefois, cette interdiction ne s'applique pas aux expéditions sous forme de boîte avec valeur déclarée effectuées dans un but médical ou scientifique pour les pays qui les admettent à cette condition ;	Lettres et boîtes	A traiter selon les règlements intérieurs de l'administration qui en constate la présence ; toutefois, les objets visés sous c) ne sont en aucun cas ni acheminés à destination, ni délivrés aux destinataires, ni renvoyés à l'origine ;
d) Les objets dont l'admission ou la circulation est interdite dans le pays de destination ;	Lettres et boîtes	
e) Les matières explosibles, inflammables ou dangereuses ;	Lettres et boîtes	A détruire sur place par l'administration qui en constate la présence ;
f) Les objets obscènes ou immoraux ;	Lettres et boîtes	
g) Les animaux vivants ;	Lettres et boîtes	A renvoyer au pays d'origine ; toutefois, si leur présence n'est constatée que par l'administration de destination, celle-ci est autorisée à les remettre aux destinataires aux conditions prévues par ses règlements intérieurs.
h) Les pièces de monnaie, le platine, l'or ou l'argent, manufacturés ou non, les pierreries, les bijoux et autres objets précieux ;	Lettres	
i) Les billets de banque, les billets de monnaie ou les valeurs quelconques au porteur.	Boîtes	

2. Dans les cas où des lettres ou des boîtes avec valeur déclarée admises à tort à l'expédition ne seraient ni renvoyées à l'origine, ni remises au destinataire, l'administration expéditrice doit être informée, d'une manière précise, du traitement appliqué à ces envois.

Article 13.

FRANCHISES.

1. Les lettres avec valeur déclarée relatives au service postal échangées, soit par les administrations postales entre elles, soit entre ces administrations et le Bureau international, sont exemptes de toutes taxes postales.

2. Il en est de même des lettres et des boîtes avec valeur déclarée non grevées de remboursement, concernant les prisonniers de guerre, expédiées ou reçues conformément aux dispositions de l'article 49, § 2, de la convention.

INSURED LETTERS AND BOXES — AGREEMENT.

Articles 1	Nature of the insured packets 2	Treatment of packets wrongly admitted 3	
(a) Articles which, from their nature or by their packing, may expose postal officials to danger, or soil or damage correspondence ;	Letters and Boxes	} To be treated according to the inland regulations of the Administration which discovers them ; nevertheless, articles indicated under (c) may, in no case, be sent forward to destination, or delivered to the addressees or returned to origin.	
(b) Articles liable to Customs duty, with the exception of valuable paper (money, securities, etc.), subject to the provisions of Article 1 ;	Letters		
(c) Opium, morphine, cocaine and other narcotics. This prohibition does not, however, apply to narcotics sent in insured boxes for medical or scientific purposes to countries which admit them under this condition ;	Letters and Boxes		
(d) Articles of which the importation or the circulation is forbidden in the country of destination ;	Letters and Boxes		
(e) Explosive, inflammable or dangerous substances ;	Letters and Boxes		} To be destroyed on the spot by the Administration which discovers them.
(f) Obscene or immoral articles ;	Letters and Boxes		
(g) Living animals ;	Letters and Boxes		} To be returned to the country of origin ; nevertheless, if they are discovered by the Administration of the country of destination, that Administration is authorised to deliver them to the addressees under the conditions prescribed by its inland regulations.
(h) Coin, platinum, gold or silver, manufactured or not, precious stones, jewellery and other valuables ;	Letters		
(i) Bank notes, currency notes or securities payable to bearer.	Boxes		

2. If insured letters or boxes wrongly admitted to the post are neither returned to origin nor delivered to the addressee, the Administration of origin must be advised exactly how the packets have been treated.

Article 13.

EXEMPTION FROM POSTAL CHARGES.

1. Insured letters relative to the postal service exchanged between Postal Administrations or between these Administrations and the International Bureau are exempt from all postal charges.

2. The same exemption applies to insured letters and boxes, with the exception of Trade Charge packets, concerning prisoners of war, sent or received in accordance with the provisions of Article 49, § 2, of the Convention.

VALEURS — ARRANGEMENT.

Article 14.

RETRAIT. MODIFICATION D'ADRESSE.

L'expéditeur d'un envoi avec valeur déclarée peut le faire retirer du service ou en faire modifier l'adresse aux fins de réexpédition soit à l'intérieur du pays de destination primitive, soit sur l'un quelconque des pays participants, aux conditions fixées par l'article 51 de la convention.

S'il s'agit d'une demande de modification d'adresse par voie télégraphique, la taxe du télégramme est augmentée de la taxe applicable à une lettre recommandée de port simple.

Article 15.

AVIS DE RÉCEPTION.

L'expéditeur peut obtenir un avis de réception dans les conditions déterminées par l'article 55 de la convention.

Article 16.

RÉEXPÉDITION. REBUTS.

Les dispositions de l'article 52 de la convention s'appliquent aux envois avec valeur déclarée réexpédiés ou tombés en rebut.

Article 17.

RÉCLAMATIONS.

En ce qui concerne les réclamations des lettres et boîtes avec valeur déclarée, les administrations se conforment aux dispositions de l'article 53 de la convention.

CHAPITRE II

RESPONSABILITÉ.

Article 18.

ÉTENDUE DE LA RESPONSABILITÉ.

1. Sauf les cas prévus à l'article 19 ci-après, les administrations répondent de la perte, de la spoliation ou de l'avarie des envois avec valeur déclarée.

Leur responsabilité est engagée tant pour les envois transportés à découvert que pour ceux qui sont acheminés en dépêches closes.

L'expéditeur a droit à une indemnité correspondant au montant réel de la perte, de la spoliation ou de l'avarie, sans que l'indemnité puisse dépasser en aucun cas le montant de la déclaration de valeur en francs-or.

2. Les administrations n'assument aucune responsabilité pour les envois saisis par la douane par suite de fausse déclaration de leur contenu.

3. Les dommages indirects ou les bénéfices non réalisés ne sont pas pris en considération.

INSURED LETTERS AND BOXES — AGREEMENT.

Article 14.

WITHDRAWAL FROM POST. ALTERATION OF ADDRESS.

The sender of an insured article may withdraw it from the post, or have the address altered, with a view to its redirection either within the original country of destination or to any other of the participating countries, under the conditions laid down by Article 51 of the Convention.

In the case of a request for alteration of address by telegraph, the charge for a single-rate registered letter is added to the telegraph charge.

Article 15.

ADVICE OF DELIVERY.

The sender may obtain an advice of delivery under the conditions laid down by Article 55 of the Convention.

Article 16.

REDIRECTION. UNDELIVERED PACKETS.

The provisions of Article 52 of the Convention apply to redirected or undelivered insured articles.

Article 17.

ENQUIRIES.

As regards enquiries for insured letters and boxes, Administrations follow the provisions of Article 53 of the Convention.

CHAPTER II.

RESPONSIBILITY.

Article 18.

EXTENT OF RESPONSIBILITY.

1. Except as provided for in Article 19 below, Administrations are responsible for loss, abstraction or damage in the case of insured articles.

They are equally responsible for packets transmitted *à découvert* and for those which are despatched in closed mails.

The sender is entitled to compensation corresponding to the actual amount of the loss, abstraction or damage, with the restriction that this compensation may not exceed in any case the amount of the insured value in gold francs.

2. Administrations accept no responsibility for articles seized by the Customs authorities owing to a false declaration of their contents.

3. Indirect loss or loss of profits is not taken into consideration.

VALEURS — ARRANGEMENT.

4. L'indemnité est calculée d'après le prix courant, converti en francs-or, des objets de valeur de même nature, au lieu et à l'époque où ils ont été acceptés au transport. A défaut de prix courant, l'indemnité est calculée d'après la valeur ordinaire des objets évaluée sur les mêmes bases.

5. En cas de perte de l'envoi ou de destruction complète de son contenu, l'expéditeur a droit, en outre, à la restitution des frais d'expédition.

6. Le droit d'assurance reste acquis, dans tous les cas, aux administrations.

Article 19.

EXCEPTIONS AU PRINCIPE DE LA RESPONSABILITÉ.

Les administrations sont dégagées de toute responsabilité :

a) En cas de force majeure ; toutefois, la responsabilité subsiste à l'égard de l'administration expéditrice qui a accepté de couvrir les risques de force majeure (article 3, lettre *c*). L'administration responsable de la perte, de la spoliation ou de l'avarie doit, suivant sa législation intérieure, décider si cette perte, spoliation ou avarie est due à des circonstances constituant un cas de force majeure ;

b) Lorsque, la preuve de leur responsabilité n'ayant pas été administrée autrement, elles ne peuvent rendre compte des envois par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure ;

c) Lorsque le dommage a été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur ou provient de la nature de l'objet ;

d) Lorsqu'il s'agit d'envois dont le contenu tombe sous le coup des interdictions prévues à l'article 12 ;

e) Lorsqu'il s'agit d'envois qui ont fait l'objet d'une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du contenu ;

f) Lorsque l'expéditeur n'a formulé aucune réclamation dans le délai d'un an prévu à l'article 53 de la convention ;

g) En matière de transport maritime, lorsque les administrations des pays adhérents ont fait connaître qu'elles n'étaient pas en mesure d'accepter la responsabilité des valeurs à bord des navires dont elles font emploi ; ces administrations assument néanmoins, pour le transit d'envois avec valeur déclarée en dépêches closes, la responsabilité qui est prévue pour les envois recommandés.

Article 20.

CESSATION DE LA RESPONSABILITÉ.

Les administrations cessent d'être responsables des envois avec valeur déclarée dont elles ont effectué la remise dans les conditions prescrites par leur règlement intérieur pour les envois de même nature.

Toutefois, la responsabilité est maintenue :

a) Lorsque, le règlement intérieur le permettant, le destinataire ou, en cas de renvoi, l'expéditeur formule des réserves en prenant livraison d'un envoi spolié ou avarié ;

b) Lorsque le destinataire ou, en cas de renvoi, l'expéditeur, nonobstant décharge donnée régulièrement, déclare sans délai à l'administration qui lui a délivré l'envoi avoir constaté un dommage et prouve, à la satisfaction de cette administration, que la spoliation ou l'avarie est antérieure à la livraison.

INSURED LETTERS AND BOXES — AGREEMENT.

4. Compensation is calculated on the current price, converted into gold francs, of articles of the same nature, at the place and time at which the articles were accepted for transmission. In the absence of the current price, compensation is calculated on the ordinary value of the articles estimated on the same basis.
5. In case of loss of the packet or of complete destruction of its contents, the sender is also entitled to repayment of the postage charges.
6. The insurance fee is retained in all cases by the Postal Administration concerned.

Article 19.

EXCEPTIONS TO THE PRINCIPLE OF RESPONSIBILITY.

Administrations are relieved of all responsibility :

- (a) In case of causes beyond control ; but responsibility is maintained in the case of the despatching Administration which has undertaken to cover risks arising from causes beyond control (Art. 3 (c)). The Administration responsible for the loss, abstraction or damage must decide according to its internal legislation whether the loss, abstraction or damage is due to circumstances constituting a cause beyond control ;
- (b) When they cannot account for packets in consequence of the destruction of the relative documents through a cause beyond control, provided that their responsibility has not been proved otherwise ;
- (c) When the loss or damage has been caused by the fault or negligence of the sender or has arisen from the nature of the article ;
- (d) In the case of packets of which the contents fall under one of the prohibitions mentioned in Article 12 ;
- (e) When the sender has made a fraudulent declaration of value in excess of the real value of the contents ;
- (f) When the sender has not made application within the period of one year provided for in Article 53 of the Convention ;
- (g) In case of sea transit, when the Administrations of contracting countries have notified that they are not able to accept responsibility for insured articles on board the ships used by them. These Administrations, nevertheless, assume in respect of the transmission of insured packets in closed mails the same responsibility as for registered packets.

Article 20.

CESSATION OF RESPONSIBILITY.

Administrations cease to be responsible for insured articles which they have delivered under the conditions prescribed by their internal regulations for packets of the same nature.

Responsibility is, however, maintained :

- (a) When, if internal legislation allows it, the addressee or, in the case of return, the sender makes reservations in accepting delivery of a packet that has been tampered with or is damaged ;
- (b) When the addressee or, in case of return, the sender, notwithstanding the giving of a regular discharge, notifies without delay that loss or damage has occurred and proves to the satisfaction of the delivering Administration that the loss or the damage took place before delivery.

VALEURS — ARRANGEMENT.

*Article 21.*PAYEMENT DE L'INDEMNITÉ. DÉLAI DE PAYEMENT.
REMBOURSEMENT A L'ADMINISTRATION EXPÉDITRICE.

En ce qui concerne le paiement de l'indemnité ainsi que des taxes et droits à restituer, le délai de paiement et le remboursement à l'administration expéditrice, les dispositions des articles 59, 60 et 62 de la convention s'appliquent au service des envois avec valeur déclarée.

Article 22.

DÉTERMINATION DE LA RESPONSABILITÉ

1. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'administration qui, ayant reçu l'objet sans faire d'observation et étant mise en possession de tous les moyens réglementaires d'investigation, ne peut établir ni la délivrance au destinataire, ni, s'il y a lieu, la transmission régulière à l'administration suivante.

Une administration intermédiaire ou destinataire est, jusqu'à preuve du contraire, dégagée de toute responsabilité :

a) Lorsqu'elle a observé les dispositions de l'article 109, §§ 2 à 4, du règlement ;

b) Lorsqu'elle peut établir qu'elle n'a été saisie de la réclamation qu'après la destruction des documents de service relatifs à l'envoi recherché, le délai de garde prévu à l'article 177 du règlement de la convention étant expiré. Cette réserve ne porte pas atteinte aux droits du réclamant.

Jusqu'à preuve du contraire, l'administration qui a transmis un envoi avec valeur déclarée à une autre administration est déchargée de toute responsabilité, si le bureau d'échange auquel l'envoi a été livré n'a pas fait parvenir, par le premier courrier utilisable après la vérification, à l'administration expéditrice, un procès-verbal constatant l'absence ou l'altération, soit du paquet entier des valeurs déclarées, soit de l'envoi lui-même.

2. Si la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite en cours de transport sans qu'il soit possible d'établir sur le territoire ou dans le service de quel pays le fait s'est accompli, les administrations en cause supportent le dommage par parts égales. Toutefois, si la spoliation ou l'avarie a été constatée dans le pays de destination ou, en cas de renvoi à l'expéditeur, dans le pays d'origine, il incombe à l'administration de ce pays de prouver que ni l'emballage, ni la fermeture de l'objet n'ont décelé aucune déféctuosité apparente et que le poids n'a pas différé de celui qui avait été constaté lors du dépôt.

Lorsque pareille preuve a été faite par l'administration de destination ou, le cas échéant, par l'administration d'origine, aucune des autres administrations en cause ne peut décliner sa part de responsabilité en invoquant le fait qu'elle a livré l'envoi sans que l'administration suivante ait formulé d'objection.

3. Si la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite sur le territoire ou dans le service d'une administration intermédiaire qui n'a pas adhéré au présent arrangement, les autres administrations supportent par parts égales le dommage non couvert par cette administration en vertu des dispositions prévues à l'article 26 de la convention. Dans ce cas, l'expéditeur doit prouver d'une manière authentique que le contenu de l'envoi était complet, intact et soigneusement emballé.

La procédure prévue à l'alinéa précédent pour la répartition de l'indemnité à payer entre les administrations intéressées est également appliquée en cas de transport maritime si la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite dans le service d'une administration adhérente qui n'accepte pas la responsabilité (article 19, lettre g).

INSURED LETTERS AND BOXES — AGREEMENT.

*Article 21.*PAYMENT OF COMPENSATION. PERIOD FOR PAYMENT.
REPAYMENT TO THE DESPATCHING ADMINISTRATION.

As regards the payment of compensation, as well as the fees and charges to be repaid, the period for payment and reimbursement to the Administration of origin, the provisions of Articles 59, 60 and 62 of the Convention apply to the insurance service.

Article 22.

FIXING OF RESPONSIBILITY.

1. Until the contrary is proved, responsibility rests with the Administration which, having received the packet without making any observation, and being furnished with all the particulars for enquiry prescribed by the Regulations, cannot establish delivery to the addressee or regular transfer to the next Administration, as the case may be.

Until the contrary is proved, an intermediate or delivering Administration is relieved of all responsibility :

(a) When it has observed the provisions of Article 109, §§ 2 to 4, of the Detailed Regulations ;

(b) When it can prove that it has not received an enquiry until after the destruction of the official documents relating to the packet under enquiry at the end of the period of retention laid down by Article 177 of the Detailed Regulations of the Convention. This reservation does not affect the rights of the person making the enquiry.

Until the contrary is proved, an Administration which has despatched to another Administration an insured article is relieved of all responsibility, if the office of exchange to which the article has been forwarded has not sent to the despatching Administration, by the first available mail after check, a report notifying either that the whole bundle of insured articles or the particular article is missing or has been tampered with.

2. If the loss, abstraction or damage has occurred in course of conveyance without its being possible to establish in which country's territory or service the loss, abstraction or damage took place, the Administrations concerned bear the loss in equal shares. If, however, it is discovered in the country of destination or, in the case of return to the sender, in the country of origin that abstraction or damage has taken place, the Administration of that country must prove that neither the packing nor the make-up showed any apparent defect and that the weight was the same as that established at the time of posting.

If this has been proved by the Administration of destination or of origin, as the case may be, no other Administration may repudiate its share of the responsibility on the ground that when it transferred the packet the next Administration did not formulate any objection.

3. If the loss, abstraction or damage has occurred on the territory or in the service of an intermediate Administration which has not adhered to the present Agreement, the other Administrations bear in equal shares the loss not borne by that Administration in accordance with the provisions of Article 26 of the Convention. In that case, the sender must definitely prove that the contents of the packet were complete, intact and carefully packed.

The procedure laid down in the preceding paragraph as to the sharing of the compensation payable between the Administrations concerned applies also in case of sea transit if the loss, abstraction or damage has occurred in the service of an Administration, Party to the Agreement, which does not accept responsibility (Art. 19 (g)).

VALEURS — ARRANGEMENT.

4. Les droits de douane et autres dont l'annulation n'a pu être obtenue tombent à la charge des administrations responsables de la perte.

5. L'administration qui a effectué le paiement de l'indemnité est subrogée, jusqu'à concurrence du montant de cette indemnité, dans les droits de la personne qui l'a reçue, pour tout recours éventuel, soit contre le destinataire, soit contre l'expéditeur ou contre des tiers.

6. En cas de découverte ultérieure d'un envoi considéré comme perdu, la personne à qui l'indemnité a été payée doit être avisée qu'elle peut prendre possession de l'envoi contre restitution du montant de l'indemnité.

Article 23.

LIMITATION DE LA RESPONSABILITÉ.

1. La responsabilité d'une administration à l'égard des autres administrations n'est en aucun cas engagée au delà du maximum de déclaration de valeur qu'elle a adopté.

2. Lorsqu'un envoi avec valeur déclarée a été perdu, spolié ou avarié dans des circonstances de force majeure, l'administration sur le territoire ou dans le service de laquelle la perte, la spoliation ou l'avarie a eu lieu n'en est responsable envers l'administration expéditrice que si les deux pays se chargent des risques dérivant du cas de force majeure.

CHAPITRE III

ENVOIS CONTRE REMBOURSEMENT.

Article 24.

TAXES ET CONDITIONS.

Les lettres et les boîtes avec valeur déclarée peuvent être expédiées contre remboursement aux conditions prévues à l'article 63 de la convention. Elles sont soumises aux formalités et aux taxes des envois avec valeur déclarée de la catégorie à laquelle elles appartiennent.

Article 25.

ANNULATION OU RÉDUCTION DU MONTANT DU REMBOURSEMENT.

L'expéditeur d'un envoi avec valeur déclarée, grevé de remboursement, peut demander le dégrèvement total ou partiel du montant du remboursement.

Les demandes de cette nature sont soumises aux dispositions de l'article 64 de la convention.

Article 26.

RESPONSABILITÉ EN CAS DE PERTE, DE SPOLIATION OU D'AVARIE DE L'ENVOI.

La perte, la spoliation ou l'avarie d'un envoi avec valeur déclarée, grevé de remboursement, engagent la responsabilité du service postal dans les conditions déterminées par le chapitre II.

INSURED LETTERS AND BOXES — AGREEMENT.

4. Customs and other charges which cannot be cancelled fall to the charge of the Administrations responsible for the loss.

5. The Administration which has effected payment of compensation takes over, up to the amount paid, the rights of the person who has received compensation, in any action which may be taken against the addressee, the sender or third parties.

6. If, however, a packet regarded as lost is found later, the person to whom compensation has been paid must be advised that he may take possession of it against reimbursement of the amount of compensation paid.

Article 23.

LIMITATION OF RESPONSIBILITY.

1. Each Administration is only responsible to other Administrations up to the amount of the maximum of insured value that it has adopted.

2. When an insured article has been lost, had its contents abstracted, or has been damaged, through a cause beyond control, the Administration on the territory or in the service of which the loss, abstraction or damage has occurred is responsible to the despatching Administration only if both countries undertake responsibility in respect of risks arising from causes beyond control.

CHAPTER III.

CASH-ON-DELIVERY PACKETS.

Article 24.

CHARGES AND CONDITIONS.

Insured letters and boxes may bear a trade charge to be collected on delivery, under the conditions prescribed by Article 63 of the Convention. Articles so sent are subject to the general conditions and charges for insured packets of the class to which they belong.

Article 25.

CANCELLATION OR REDUCTION OF THE AMOUNT TO THE TRADE CHARGE.

The sender of an insured article marked with a trade charge may request that the trade charge be cancelled or reduced.

Requests of this kind are subject to the provisions of Article 64 of the Convention.

Article 26.

RESPONSIBILITY IN CASE OF LOSS OF, ABSTRACTION FROM OR DAMAGE TO THE ARTICLE.

The loss of, abstraction from or damage to an insured article, marked with a trade charge, renders the postal service responsible under the conditions specified in Chapter II.

VALEURS — ARRANGEMENT.

*Article 27.*INDEMNITÉ EN CAS DE NON-ENCAISSEMENT DU MONTANT DU REMBOURSEMENT,
D'ENCAISSEMENT INSUFFISANT OU FRAUDULEUX.

1. Si l'envoi a été livré au destinataire sans encaissement du montant du remboursement, l'expéditeur a droit à une indemnité, pourvu qu'une réclamation ait été formulée dans le délai prévu à l'article 53 de la convention et à moins que le non-encaissement ne soit dû à une faute ou à une négligence de sa part, ou que le contenu de l'envoi ne tombe sous le coup des interdictions prévues aux articles 11 et 12.

Il en est de même si la somme encaissée du destinataire est inférieure au montant du remboursement indiqué ou si l'encaissement a été effectué frauduleusement.

L'indemnité ne pourra dépasser, en aucun cas, le montant du remboursement.

2. L'administration qui a effectué le paiement de l'indemnité est subrogée, jusqu'à concurrence du montant de cette indemnité, dans les droits de la personne qui l'a reçue, pour tout recours éventuel, soit contre le destinataire, soit contre l'expéditeur ou contre des tiers.

*Article 28.*GARANTIE DES SOMMES ENCAISSÉES. OBLIGATION DE PAYER. DÉLAIS ET RECOURS.
PARTAGE DES TAXES.

Les dispositions des articles 66, 68, 69, 70, 71, 72 et 73 de la convention s'appliquent au service des envois avec valeur déclarée grevés de remboursement.

CHAPITRE IV

ATTRIBUTION DES TAXES. FRAIS DE TRANSIT.

Article 29.

ATTRIBUTION DES TAXES.

Sauf ce qui est stipulé à l'article 73 de la convention, chaque administration garde en entier les taxes qu'elle a perçues.

Article 30.

FRAIS DE TRANSIT.

Les envois avec valeur déclarée sont assujettis aux frais de transit prévus par la convention.

CHAPITRE V

DISPOSITIONS DIVERSES.

Article 31.

APPLICATION DES RÈGLES DE LA CONVENTION.

Les dispositions de la convention et de son règlement s'appliquent aux envois avec valeur déclarée pour tout ce qui n'est pas expressément prévu dans le présent arrangement et son règlement.

INSURED LETTERS AND BOXES — AGREEMENT.

*Article 27.*COMPENSATION IN CASE OF FAILURE TO COLLECT THE AMOUNT OF THE TRADE CHARGE,
OR OF INSUFFICIENT OR FRAUDULENT COLLECTION.

1. If the packet has been delivered to the addressee without collection of the trade charge, the sender has a right to compensation, provided that a claim has been lodged within the period prescribed by Article 53 of the Convention and unless the failure to collect is due to fault or negligence on his part or the contents of the packet fall under one of the prohibitions mentioned in Articles 11 and 12.

This applies also if the sum collected from the addressee is less than the amount of the trade charge indicated or if it has been collected fraudulently.

Compensation will not, in any case, exceed the amount of the trade charge.

2. The Administration which effects payment of compensation takes over, up to the amount paid, the rights of the person who has received compensation in any action which may be taken against the addressee, the sender or third parties.

*Article 28.*GUARANTEE OF SUMS COLLECTED. OBLIGATION TO PAY. PERIOD FOR PAYMENT :
CLAIMS. DIVISION OF THE CHARGES.

The provisions of Articles 66, 68, 69, 70, 71, 72 and 73 of the Convention apply to the service of insured articles with trade charges to be collected.

CHAPTER IV.

ALLOCATION OF POSTAGE COLLECTIONS. TRANSIT CHARGES.

Article 29.

ALLOCATION OF POSTAGE COLLECTIONS.

Except as laid down in Article 73 of the Convention, each Administration retains the whole of the charges which it has collected.

Article 30.

TRANSIT CHARGES.

Insured articles are subjected to the transit charges laid down by the Convention.

CHAPTER V.

MISCELLANEOUS PROVISIONS.

Article 31.

APPLICATION OF THE RULES OF THE CONVENTION.

The provisions of the Convention and its Detailed Regulations apply to insured articles in all cases not expressly provided for in the present Agreement and its Detailed Regulations.

VALEURS — ARRANGEMENT.

Article 32.

BUREAUX PARTICIPANT AU SERVICE.

Les administrations prennent les mesures nécessaires pour assurer, autant que possible, le service des lettres et des boîtes avec valeur déclarée dans tous les bureaux de leur pays.

Article 33.

APPROBATION DES PROPOSITIONS FAITES DANS L'INTERVALLE DES RÉUNIONS.

Pour devenir exécutoires, les propositions faites dans l'intervalle des réunions (articles 19 et 20 de la convention) doivent réunir :

- a) L'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions ou de la modification des dispositions des articles 1 à 7, 10, 13, 14, 15, 17 à 31, 33 et 34 du présent arrangement, de celles de son protocole final et de l'article 116 de son règlement ;
- b) Les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification, soit des dispositions du présent arrangement autres que celles des articles précités, soit des dispositions des articles 103, 104, 105, 107, 108, 109, 111 et 115 de son règlement ;
- c) La majorité absolue, s'il s'agit de la modification des autres articles du règlement ou de l'interprétation des dispositions du présent arrangement, de son protocole final et de son règlement, hors le cas de dissentiment à soumettre à l'arbitrage prévu à l'article 11 de la convention.

DISPOSITIONS FINALES

Article 34.

MISE A EXÉCUTION ET DURÉE DE L'ARRANGEMENT.

Le présent arrangement sera mis à exécution le 1^{er} janvier 1935 et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des gouvernements des pays ci-dessus énumérés ont signé le présent arrangement en un exemplaire qui restera déposé aux archives du Gouvernement de l'Égypte et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait au Caire, le 20 mars 1934.

Pour l'Albanie :

Pan. NASSE.

Pour l'Allemagne :

K. ORTH.

K. ZIEGLER.

D^r W. SEEBASS.

Pour le Royaume de l'Arabie Saoudite :

Fawzan EL-SABEK.

Pour la République Argentine :

R. R. TULA.

Pour l'Autriche :

D^r Rudolf KUHN.

Pour la Belgique :

O. SCHOCKAERT.

E. MONS.

INSURED LETTERS AND BOXES — AGREEMENT.

Article 32.

OFFICES WHICH TRANSACT INSURANCE BUSINESS.

Administrations take the necessary measures to maintain, so far as possible, the service of insured letters and boxes in all the offices of their countries.

Article 33.

APPROVAL OF PROPOSALS MADE IN THE INTERVAL BETWEEN MEETINGS.

To become binding, proposals made in the interval between meetings (Articles 19 and 20 of the Convention) must obtain :

(a) A unanimous vote, if they involve the addition of new provisions, or the alteration of the provisions of Articles 1 to 7, 10, 13, 14, 15, 17 to 31, 33 and 34 of the present Agreement, of its Final Protocol and of Article 116 of its Detailed Regulations ;

(b) Two-thirds of the votes, if they involve the alteration of either the provisions of the present Agreement other than those of the above-mentioned Articles, or the provisions of Articles 103, 104, 105, 107, 108, 109, 111 and 115 of its Detailed Regulations ;

(c) A majority, if they involve the alteration of the other Articles of the Detailed Regulations or affect the interpretation of the provisions of the present Agreement, its Final Protocol and its Detailed Regulations, except in the case of dispute submitted to arbitration provided for by Article 11 of the Convention.

FINAL PROVISIONS.

Article 34.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE AGREEMENT.

The present Agreement will enter into force on the 1st of January, 1935, and will remain in force for an indefinite period.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the Governments of the above-named countries have signed the present Agreement in a single copy which shall remain in the archives of the Government of Egypt and of which a copy shall be delivered to each Party.

Done at Cairo, the 20th day of March, 1934.

For Albania :

Pan. NASSE.

For Germany :

K. ORTH.

K. ZIEGLER.

Dr. W. SEEBASS.

For the Kingdom of Saudi Arabia :

Fawzan EL-SABEK.

For the Argentine Republic :

R. R. TULA.

For Austria :

Dr. Rudolf KUHN.

For Belgium :

O. SCHOCKAERT.

E. MONS.

VALEURS — ARRANGEMENT.

- Pour la Colonie du Congo belge :*
G. TONDEUR.
- Pour la Bolivie :*
Ernesto CÁCERES.
Pour Edmundo de la Fuente,
Ernesto CÁCERES.
- Pour le Brésil :*
C. M. DE FIGUEIREDO.
J. SANCHEZ PEREZ.
- Pour la Bulgarie :*
IV. KATZAROFF.
- Pour le Chili :*
R. SUAREZ BARROS.
- Pour la Chine :*
HOO Chi-Tsai.
CHANG Hsin-Hai.
HUANG Nai-Shu.
- Pour la République de Colombie :*
E. ZALDÚA P.
- Pour la République de Cuba :*
Alfredo ASSIR.
- Pour le Danemark :*
C. MONDRUP.
Arne KROG.
- Pour la Ville libre de Dantzig :*
R. STARZYŃSKI.
- Pour la République Dominicaine :*
Luis Alejandro AGUILAR.
- Pour l'Égypte :*
M. CHARARA.
E. MAGGIAR.
S. A. GHALWASH.
- Pour l'Espagne :*
Alonso CARO.
A. RAMOS.
- Pour l'ensemble des Colonies espagnoles :*
Demetrio PEREDA.
- Pour l'Estonie :*
G. E. F. ALBRECHT.
- Pour l'Éthiopie :*
ALAMOU Tch.
- Pour la Finlande :*
G. E. F. ALBRECHT.
- Pour la France :*
M. LEBON.
L. GENTHON.
P. GRANDSIMON.
A. CABANNE.
DUSSEYERRE.
- Pour l'Algérie :*
E. HUGUENIN.
- Pour les Colonies et Protectorats français de l'Indochine :*
NICOLAS.
- Pour l'ensemble des autres Colonies françaises :*
J. CASSAGNAC.
- Pour le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord :*
F. H. WILLIAMSON.
W. G. GILBERT.
D. O. LUMLEY.
- Pour la Grèce :*
Vassili DENDRAMIS.
J. LACHNIDAKIS.
- Pour la République d'Haïti :*
- Pour la République du Honduras :*
D^r TUCCIMEI.
- Pour la Hongrie :*
Gabriel Baron SZALAY.
Charles DE FORSTER.

INSURED LETTERS AND BOXES — AGREEMENT.

- For the Belgian Congo :*
G. TONDEUR.
- For Bolivia :*
Ernesto CÁCERES.
For Edmundo de la Fuente :
Ernesto CÁCERES.
- For Brazil :*
C. M. DE FIGUEIREDO.
J. SANCHEZ PEREZ.
- For Bulgaria :*
IV. KATZAROFF.
- For Chile :*
R. SUAREZ BARROS.
- For China :*
HOO Chi-Tsai.
CHANG Hsin-Hai.
HUANG Nai-Shu.
- For the Republic of Colombia :*
E. ZALDÚA P.
- For the Republic of Cuba :*
Alfredo ASSIR.
- For Denmark :*
C. MONDRUP.
ARNE KROG.
- For the Free City of Danzig :*
R. STARZYŃSKI.
- For the Dominican Republic :*
Luis Alejandro AGUILAR.
- For Egypt :*
M. CHARARA.
E. MAGGIAR.
S. A. GHALWASH.
- For Spain*
Alonso CARO.
A. RAMOS.
- For the whole of the Spanish Colonies :*
Demetrio PEREDA.
- For Estonia :*
G. E. F. ALBRECHT.
- For Ethiopia :*
ALAMOU Tch.
- For Finland :*
G. E. F. ALBRECHT.
- For France :*
M. LEBON.
L. GENTHON.
P. GRANDSIMON.
A. CABANNE.
DUSSERRE.
- For Algeria :*
E. HUGUENIN.
- For the French Colonies and Protectorates of Indo-China :*
NICOLAS.
- For the whole of the Other French Colonies :*
J. CASSAGNAC.
- For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland :*
F. H. WILLIAMSON.
W. G. GILBERT.
D. O. LUMLEY.
- For Greece. :*
Vassili DENDRAMIS.
J. LACHNIDAKIS.
- For the Republic of Haiti :*
- For the Republic of Honduras :*
Dr. TUCCIMEI.
- For Hungary :*
Gabriel Baron SZALAY.
Charles DE FORSTER.

VALEURS — ARRANGEMENT.

Pour l'Inde britannique :

P. N. MUKERJI.
S. C. GUPTA.
Mohd. AL HASAN.

Pour l'Irak :

Douglas W. GUMBLEY.
Jos. SHAUL.

Pour l'Etat libre d'Irlande :

P. S. Ó'H-ÉIGEARTAIGH.
S. S. PUIRSÉAL.

Pour l'Islande :

C. MONDRUP.
Arne KROG.

Pour l'Italie :

Pietro TOSTI.
GALDI Michele.

Pour l'ensemble des Colonies italiennes :

CRETY Donato.

Pour le Japon :

Masao SEKI.
T. HARIMA.
J. KAGEYAMA.

Pour le Chosen :

Masao SEKI.
Ryuzo KAWAZURA.

Pour l'ensemble des autres Dépendances japonaises :

T. HARIMA.
H. FUJIKAWA.

Pour la Lettonie :

D^r Reinhold FURRER.
Ls ROULET.

Pour les Etats du Levant sous mandat français (Syrie et Liban) :

CIANFARELLI.
L. PERNOT.

*Pour la République de Libéria :**Pour la Lithuanie :**Pour le Luxembourg :**Pour le Maroc (à l'exclusion de la Zone espagnole) :*

H. DUTEIL.

Pour le Maroc (Zone espagnole) :

A. RAMOS.

Pour le Nicaragua :

Victor DURÁN M.

Pour la Norvège :

Klaus HELSING.
Oskar HOMME.

Pour la Nouvelle-Zélande :

G. MCNAMARA.

Pour la République de Panama :

E. ZALDÚA P.

Pour le Paraguay :

R. R. TULA.

Pour les Pays-Bas :

DUYNSTEE.
v. GOOR.

Pour Curaçao et Surinam :

HOOGWOONING.

Pour les Indes néerlandaises :

PERK.
BRIL.
HOOGWOONING.

Pour la Perse :

S. A. RAD.
R. ARDJOMENDE.

Pour la Pologne :

R. STARZYŃSKI.

Pour le Portugal :

A. DE Q. R. VAZ PINTO.
A. C. BIANCHI.

INSURED LETTERS AND BOXES — AGREEMENT.

For British India :

P. N. MUKERJI.
S. C. GUPTA.
Mohd. AL HASAN.

For Iraq :

Douglas W. GUMBLEY.
Jos. SHAUL.

For the Irish Free State :

P. S. Ó'H-ÉIGEARTAIGH.
S. S. PUIRSÉAL.

For Iceland :

C. MONDRUP.
Arne KROG.

For Italy :

Pietro TOSTI.
GALDI Michele.

For the whole of the Italian Colonies :

CRETY Donato.

For Japan :

Masao SEKI.
T. HARIMA.
J. KAGEYAMA.

For Chosen :

Masao SEKI.
Ryuzo KAWAZURA.

For the whole of the Other Japanese Dependencies :

T. HARIMA.
H. FUJIKAWA.

For Latvia :

Dr. Reinhold FURRER.
Ls ROULET.

For the Levant States under French Mandate (Syria and Lebanon) :

CIANFARELLI.
L. PERNOT.

*For the Republic of Liberia :**For Lithuania :**For Luxemburg :**For Morocco (except the Spanish Zone) :*

H. DUTEIL.

For Morocco (Spanish Zone) :

A. RAMOS.

For Nicaragua :

Victor DURÁN M.

For Norway :

Klaus HELSING.
Oskar HOMME.

For New Zealand :

G. McNAMARA.

For the Republic of Panama :

E. ZALDÚA P.

For Paraguay :

R. R. TULA.

For the Netherlands :

DUYNSTEE.
v. GOOR.

For Curaçao and Surinam

HOOGWOONING.

For the Netherlands Indies :

PERK.
BRIL.
HOOGWOONING.

For Persia :

S. A. RAD.
R. ARDJOMENDE.

For Poland :

R. STARZYŃSKI.

For Portugal :

A. DE Q. R. VAZ PINTO.
A. C. BIANCHI.

VALEURS — ARRANGEMENT.

Pour les Colonies portugaises de l'Afrique occidentale :

Ernesto Julio NAVARRO.

Pour les Colonies portugaises de l'Afrique orientale, de l'Asie et de l'Océanie :

Mario CORRÊA BARATA DA CRUZ.

Pour la Roumanie :

Ilariu MANEANU.

C. STEFANESCU.

Pour la République de Saint-Marin :

CRETY Donato.

Pour le Territoire de la Sarre :

Pour le Siam :

Pour la Suède :

Anders ÖRNE.

Gunnar LAGER.

Arvid BILDT.

Pour la Confédération suisse :

D^r Reinhold FURRER.

Ls ROULET.

Pour la Tchécoslovaquie :

Václav KUČERA.

Josef RADA.

Pour la Tunisie :

H. DUTEIL.

Pour la Turquie :

Yusuf ARIFI.

M. SAKIN.

M. TEVFIK.

Pour l'Union des Républiques soviétiques socialistes :

D^r Eugène HIRSCHFELD.

D^r S. RAPOPORT.

Hel. SEREBRIAKOVA.

Pour l'Etat de la Cité du Vatican :

M^{sr} Giuseppe MAZZOLI.

Pour les Etats-Unis du Venezuela :

Luis Alejandro AGUILAR.

Pour l'Yémen :

Pour le Royaume de Yougoslavie :

Kosta ZLATANOVITCH.

La délégation de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord déclare que l'acceptation par elle du présent arrangement comprend les Colonies, Territoires d'outre-mer, Protectorats ou Territoires sous suzeraineté ou sous mandat énumérés ci-après :

Terre-Neuve.

Barbade.

Bermudes.

Guyane britannique.

Honduras britannique.

Ceylan.

Chypre.

Falkland (Iles et Dépendances).

Fidji (Iles).

Gambie (Colonie et Protectorat).

Gibraltar.

Côte d'Or :

a) Colonie.

b) Ashanti.

c) Territoires du Nord.

d) Togoland sous mandat britannique.

Hong-Kong.

Jamaïque (y compris les îles Caymans).

Kenya (Colonie et Protectorat).

Iles Leeward :

Antigoa.

Dominique.

Montserrat.

Saint-Christophe et Nevis.

Vierges (Iles).

Etats malais :

a) Etats malais fédérés :

Negri Sembilan.

Pahang.

Perak.

Selangor.

INSURED LETTERS AND BOXES — AGREEMENT.

For the Portuguese Colonies in West Africa :

Ernesto Julio NAVARRO.

*For the Portuguese Colonies in East Africa,
Asia and Oceania :*

Mario CORRÊA BARATA DA CRUZ.

For Roumania :

Hariu MANEANU.

C. STEFANESCU.

For the Republic of San Marino :

CRETY Donato.

*For the Territory of the Saar :**For Siam :**For Sweden :*

Anders ÖRNE.

Gunnar LAGER.

Arvid BILDT.

For the Swiss Confederation :

Dr. Reinhold FURRER.

Ls ROULET.

For Czechoslovakia :

Václav KUČERA.

Josef RADA.

For Tunis :

H. DUTEIL.

For Turkey :

Yusuf ARIFI.

M. SAKIN.

M. TEVFIK.

For the Union of Soviet Socialist Republics :

Dr. Eugène HIRSCHFELD.

Dr. S. RAPOPORT.

Hel. SEREBRIAKOVA.

For the State of the City of the Vatican :

Mgr. Giuseppe MAZZOLI.

For the United States of Venezuela :

Luis Alejandro AGUILAR.

*For Yemen :**For the Kingdom of Yugoslavia :*

Kosta ZLATANOVITCH.

The Delegation for Great Britain and Northern Ireland declares that its acceptance of the present Agreement includes the Colonies, oversea territories, Protectorates, and territories under suzerainty or mandate enumerated below :

Newfoundland.

Barbados.

Bermuda.

British Guiana.

British Honduras.

Ceylon.

Cyprus.

Falkland Islands and Dependencies.

Fiji Islands.

Gambia (Colony and Protectorate).

Gibraltar.

Gold Coast :

(a) Colony.

(b) Ashanti.

(c) Northern territories.

(d) Togoland under British Mandate.

Hong-kong.

Jamaica (including Cayman Islands).

Kenya (Colony and Protectorate).

Leeward Islands :

Antigua.

Dominica.

Montserrat.

St. Christopher and Nevis.

Virgin Islands.

Malay States :

(a) Federated Malay States :

Negri Sembilan.

Pahang.

Perak.

Selangor.

VALEURS — ARRANGEMENT.

Etats malais :	Palestine.
<i>b)</i> Etats malais non fédérés :	Sainte-Hélène.
Johore.	Sarawak.
Kedah.	Seychelles.
Kelantan.	Sierra Leone (Colonie et Protectorat).
Perlis.	Somaliland (Protectorat).
Trengganu.	Straits Settlements.
Brunei.	Tanganyika (Territoire).
Malte.	Trinité et Tobago.
Maurice.	Uganda (Protectorat).
Nigéria :	Iles Windward :
<i>a)</i> Colonie.	Grenade.
<i>b)</i> Protectorat.	Sainte-Lucie.
<i>c)</i> Cameroun sous mandat britannique.	Saint-Vincent.
Bornéo du Nord (Etat).	Zanzibar (Protectorat).

LE CAIRE, le 20 mars 1934.

F. H. WILLIAMSON.

W. G. GILBERT.

D. O. LUMLEY.

La délégation de la Nouvelle-Zélande déclare que l'acceptation par elle du présent arrangement comprend le Territoire sous mandat de Samoa occidentale.

LE CAIRE, le 20 mars 1934.

G. McNAMARA.

INSURED LETTERS AND BOXES — AGREEMENT.

Malay States :	Palestine.
(b) Non-Federated Malay States :	St. Helena.
Johore.	Sarawak.
Kedah.	Seychelles.
Kelantan.	Sierra Leone (Colony and Protectorate).
Perlis.	Somaliland (Protectorate).
Trengganu.	Straits Settlements.
Brunei.	Tanganyika (Territory).
Malta.	Trinity and Tobago.
Mauritius.	Uganda (Protectorate).
Nigeria :	Windward Islands :
(a) Colony.	Grenada.
(b) Protectorate.	Saint Lucia.
(c) Cameroon under British Mandate.	St. Vincent.
North Borneo (State).	Zanzibar (Protectorate).

CAIRO, *March 20th*, 1934.

F. H. WILLIAMSON.

W. G. GILBERT.

D. O. LUMLEY.

The New Zealand Delegation declares that its acceptance of the present Agreement includes the Mandated Territory of Western Samoa.

CAIRO, *March 20th*, 1934.

G. MCNAMARA.

PROTOCOLE FINAL DE L'ARRANGEMENT

Au moment de procéder à la signature de l'arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée, conclu à la date de ce jour, les plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit :

Article unique.

MAXIMUM DE DÉCLARATION DE VALEUR.

En dérogation à l'article 2 de l'arrangement, toute administration a la faculté de limiter le maximum de déclaration de valeur, en ce qui la concerne, à 5.000 francs ou au chiffre adopté dans son service intérieur, si ce chiffre est inférieur à 5.000 francs.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent protocole qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même de l'arrangement auquel il se rapporte, et ils l'ont signé en un exemplaire qui restera déposé aux archives du Gouvernement de l'Égypte, et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait au Caire, le 20 mars 1934.

Pour l'Albanie :

Pan. NASSE.

Pour l'Allemagne :

K. ORTH.

K. ZIEGLER.

D^r W. SEEBASS.

Pour le Royaume de l'Arabie Saoudite :

Fawzan EL-SABEK.

Pour la République Argentine :

R. R. TULA.

Pour l'Autriche :

D^r Rudolf KUHN.

Pour la Belgique :

O. SCHOCKAERT.

E. MONS.

Pour la Colonie du Congo belge :

G. TONDEUR.

Pour la Bolivie :

Ernesto CÁCERFS.

Pour Edmundo de la Fuente,

Ernesto CÁCERES.

Pour le Brésil :

C. M. DE FIGUEIREDO.

J. SANCHEZ PEREZ.

Pour la Bulgarie :

IV. KATZAROFF.

Pour le Chili :

R. SUAREZ BARROS.

Pour la Chine :

HOO Chi-Tsai.

CHANG Hsin-Hai.

HUANG Nai-Shu.

Pour la République de Colombie :

E. ZALDÚA P.

INSURED LETTERS AND BOXES — AGREEMENT — FINAL PROTOCOL.

FINAL PROTOCOL TO THE AGREEMENT.

At the moment of proceeding to sign the Agreement concerning insured letters and boxes, concluded on this day, the undersigned Plenipotentiaries have agreed as follows :

Article I.

MAXIMUM INSURED VALUE.

In modification of the provision in Article 2 of the Agreement, any Administration has the right to limit, in so far as it is concerned, the maximum of insured value to 5,000 francs or to the amount adopted in its internal service if this amount is less than 5,000 francs.

In faith whereof the under-mentioned Plenipotentiaries have drawn up the present Protocol, which shall have the same force and validity as if the provisions contained in it were inserted in the actual text of the Agreement to which it relates, and they have signed it in a single copy which shall remain in the archives of the Government of Egypt and of which a copy shall be delivered to each Party.

Done at Cairo, the 20th day of March, 1934.

For Albania :

Pan. NASSE.

For Germany :

K. ORTH.

K. ZIEGLER.

Dr. W. SEEBASS.

For the Kingdom of Saudi Arabia :

Fawzan EL-SABEK.

For the Argentine Republic :

R. R. TULA.

For Austria :

Dr. Rudolf KUHN.

For Belgium :

O. SCHOCKAERT.

E. MONS.

For the Belgian Congo :

G. TONDEUR.

For Bolivia :

Ernesto CÁCERES.

For Edmundo de la Fuente :

Ernesto CÁCERES.

For Brazil :

C. M. DE FIGUEIREDO.

J. SANCHEZ PEREZ.

For Bulgaria :

Iv. KATZAROFF.

For Chile :

R. SUAREZ BARROS.

For China :

HOO Chi-Tsai.

CHANG Hsin-Hai.

HUANG Nai-Shu.

For the Republic of Colombia :

E. ZALDÚA P.

Pour la République de Cuba :

Alfredo ASSIR.

Pour le Danemark :

C. MONDRUP.

Arne KROG.

Pour la Ville libre de Dantzig :

R. STARZYŃSKI.

Pour la République Dominicaine :

Luis Alejandro AGUILAR.

Pour l'Égypte :

M. CHARARA.

E. MAGGIAR.

S. A. GHALWASH.

Pour l'Espagne :

Alonso CARO.

A. RAMOS.

Pour l'ensemble des Colonies espagnoles :

Demetrio PEREDA.

Pour l'Estonie :

G. E. F. ALBRECHT.

Pour l'Éthiopie :

ALAMOU Tch.

Pour la Finlande :

G. E. F. ALBRECHT.

Pour la France :

M. LEBON.

L. GENTHON.

P. GRANDSIMON.

A. CABANNE.

DUSSERRE.

Pour l'Algérie :

E. HUGUENIN.

Pour les Colonies et Protectorats français de l'Indochine :

NICOLAS.

Pour l'ensemble des autres Colonies françaises :

J. CASSAGNAC.

Pour le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord :

F. H. WILLIAMSON.

W. G. GILBERT.

D. O. LUMLEY.

Pour la Grèce :

Vassili DENDRAMIS.

J. LACHNIDAKIS.

*Pour la République d'Haïti :**Pour la République du Honduras :*

Dr TUCCIMEI.

Pour la Hongrie :

Gabriel Baron SZALAY.

Charles DE FORSTER.

Pour l'Inde britannique :

P. N. MUKERJI.

S. C. GUPTA.

Mohd. AL HASAN.

Pour l'Irak :

Douglas W. GUMBLEY.

Jos. SHAUL.

Pour l'État libre d'Irlande :

P. S. Ó'H-ÉIGEARTAIGH.

S. S. PUIRSÉAL.

INSURED LETTERS AND BOXES — AGREEMENT — FINAL PROTOCOL.

For the Republic of Cuba :

Alfredo ASSIR.

For Denmark :

C. MONDRUP.

Arne KROG.

For the Free City of Danzig :

R. STARZYŃSKI.

For the Dominican Republic :

Luis Alejandro AGUILAR.

For Egypt :

M. CHARARA.

E. MAGGIAR.

S. A. GHALWASH.

For Spain :

Alonso CARO.

A. RAMOS.

For the whole of the Spanish Colonies :

Demetrio PEREDA.

For Estonia :

G. E. F. ALBRECHT.

For Ethiopia :

ALAMOU Tch.

For Finland :

G. E. F. ALBRECHT.

For France :

M. LEBON.

L. GENTHON.

P. GRANDSIMON.

A. CABANNE.

DUSSERRE.

For Algeria

E. HUGUENIN.

For the French Colonies and Protectorates of Indo-China :

NICOLAS.

For the whole of the Other French Colonies :

J. CASSAGNAC.

For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland :

F. H. WILLIAMSON.

W. G. GILBERT.

D. O. LUMLEY.

For Greece :

Vassili DENDRAMIS.

J. LACHNIDAKIS.

*For the Republic of Haiti :**For the Republic of Honduras :*

Dr. TUCCIMEI.

For Hungary :

Gabriel Baron SZALAY.

Charles DE FORSTER.

For British India :

P. N. MUKERJI.

S. C. GUPTA.

Mohd. AL HASAN.

For Iraq :

Douglas W. GUMBLEY.

Jos. SHAUL.

For the Irish Free State :

P. S. Ó'H-ÉIGEARTAIGH.

S. S. PUIRSÉAL.

VALEURS — ARRANGEMENT — PROTOCOLE FINAL.

Pour l'Islande :

C. MONDRUP.
Arne KROG.

Pour l'Italie :

Pietro TOSTI.
GALDI Michele.

Pour l'ensemble des Colonies italiennes :

CRETY Donato.

Pour le Japon :

Masao SEKI.
T. HARIMA.
J. KAGEYAMA.

Pour le Chosen :

Masao SEKI.
Ryuzo KAWAZURA.

Pour l'ensemble des autres Dépendances japonaises :

T. HARIMA.
H. FUJIKAWA.

Pour la Lettonie :

D^r Reinhold FURRER.
Ls ROULET.

Pour les Etats du Levant sous mandat français (Syrie et Liban) :

CIANFARELLI.
L. PERNOT.

*Pour la République de Libéria :**Pour la Lithuanie :**Pour le Luxembourg :**Pour le Maroc (à l'exclusion de la Zone espagnole) :*

H. DUTEIL.

Pour le Maroc (Zone espagnole) :

A. RAMOS.

Pour le Nicaragua :

Victor DURÁN M.

Pour la Norvège :

Klaus HELSING.
Oskar HOMME.

Pour la Nouvelle-Zélande :

G. McNAMARA.

Pour la République de Panama :

E. ZALDÚA P.

Pour le Paraguay :

R. R. TULA.

Pour les Pays-Bas :

DUYNSTEE.
v. GOOR.

Pour Curaçao et Surinam :

HOOGWOONING.

Pour les Indes néerlandaises :

PERK.
BRIL.
HOOGWOONING.

Pour la Perse :

S. A. RAD.
R. ARDJOMENDE.

Pour la Pologne :

R. STARZYŃSKI.

Pour le Portugal :

A. DE Q. R. VAZ PINTO.
A. C. BIANCHI.

INSURED LETTERS AND BOXES — AGREEMENT — FINAL PROTOCOL.

For Iceland :

C. MONDRUP.
Arne KROG.

For Italy :

Pietro TOSTI.
GALDI Michele.

For the whole of the Italian Colonies :

CRETY Donato.

For Japan :

Masao SEKI.
T. HARIMA.
J. KAGEYAMA.

For Chosen :

Masao SEKI.
Ryuzo KAWAZURA.

For the whole of the Other Japanese Dependencies :

T. HARIMA.
H. FUJIKAWA.

For Latvia :

Dr. Reinhold FURRER.
Ls ROULET.

For the Levant States under French Mandate (Syria and Lebanon) :

CIANFARELLI.
L. PERNOT.

*For the Republic of Liberia :**For Lithuania :**For Luxemburg :**For Morocco (except the Spanish Zone) :*

H. DUTEIL.

For Morocco (Spanish Zone) :

A. RAMOS.

For Nicaragua :

Victor DURÁN M.

For Norway :

Klaus HELSING.
Oskar HOMME.

For New Zealand :

G. McNAMARA.

For the Republic of Panama :

E. ZALDÚA P.

For Paraguay :

R. R. TULA.

For the Netherlands :

DUYNSTEE.
V. GOOR.

For Curaçao and Surinam :

HOOGWOONING.

For the Netherlands Indies :

PERK.
BRIL.
HOOGWOONING.

For Persia :

S. A. RAD.
R. ARDJOMENDE.

For Poland :

R. STARZYŃSKI.

For Portugal :

A. DE Q. R. VAZ PINTO.
A. C. BIANCHI.

VALEURS — ARRANGEMENT — PROTOCOLE FINAL.

Pour les Colonies portugaises de l'Afrique occidentale :

Ernesto Julio NAVARRO.

Pour les Colonies portugaises de l'Afrique orientale, de l'Asie et de l'Océanie :

Mario CORRÊA BARATA DA CRUZ.

Pour la Roumanie :

Ilariu MANEANU.

C. STEFANESCU.

Pour la République de Saint-Marin :

CRETY Donato.

Pour le Territoire de la Sarre :

Pour le Siam :

Pour la Suède :

Anders ÖRNE.

Gunnar LAGER.

Arvid BILDT.

Pour la Confédération suisse :

D^r Reinhold FURRER.

Ls ROULET.

Pour la Tchécoslovaquie :

Václav KUČERA.

Josef RADA.

Pour la Tunisie :

H. DUTEIL.

Pour la Turquie :

Yusuf ARIFI.

M. SAKIN.

M. TEVFIK.

Pour l'Union des Républiques soviétiques socialistes :

D^r Eugène HIRSCHFELD.

D^r S. RAPOPORT.

Hel. SEREBRIAKOVA.

Pour l'Etat de la Cité du Vatican :

M^{gr} Giuseppe MAZZOLI.

Pour les Etats-Unis du Venezuela :

Luis Alejandro AGUILAR.

Pour l'Yémen :

Pour le Royaume de Yougoslavie :

Kosta ZLATANOVITCH.

INSURED LETTERS AND BOXES — AGREEMENT — FINAL PROTOCOL.

For the Portuguese Colonies in West Africa :

Ernesto Julio NAVARRO.

*For the Portuguese Colonies in East Africa,
Asia and Oceania :*

Mario CORRÊA BARA1A DA CRUZ.

For Roumania :

Ilariu MANEANU.

C. STEFANESCU.

For the Republic of San Marino :

CRETY Donato.

*For the Territory of the Saar :**For Siam :**For Sweden :*

Anders ÖRNE.

Gunnar LAGER.

Arvid BILDT.

For the Swiss Confederation :

Dr. Reinhold FURRER.

Ls ROULET.

For Czechoslovakia :

Václav KUČERA.

Josef RADA.

For Tunis :

H. DUTEIL.

For Turkey :

Yusuf ARIFI.

M. SAKIN.

M. TEVFIK.

For the Union of Soviet Socialist Republics :

Dr. Eugène HIRSCHFELD.

Dr. S. RAPOPORT.

Hel. SEREBRIAKOVA.

For the State of the City of the Vatican :

Mgr. Giuseppe MAZZOLI.

For the United States of Venezuela :

Luis Alejandro AGUILAR.

*For Yemen :**For the Kingdom of Yugoslavia :*

Kosta ZLATANOVITCH.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT LES LETTRES ET LES BOITES AVEC VALEUR DÉCLARÉE

TABLE DES MATIÈRES

<p>CHAPITRE PREMIER.</p> <p>DISPOSITIONS GÉNÉRALES.</p> <p>Art.</p> <p>101. Renseignements à fournir aux administrations.</p> <p>102. Voies de transmission.</p> <p>103. Mode de transmission.</p> <p>CHAPITRE II.</p> <p>CONDITIONS D'ACCEPTATION.</p> <p>104. Conditionnement des envois.</p> <p>105. Indication du montant de la valeur. Déclarations en douane.</p> <p>106. Déclaration frauduleuse.</p> <p>CHAPITRE III.</p> <p>OPÉRATIONS AU DÉPART ET A L'ARRIVÉE.</p> <p>107. Indication du poids des envois. Timbre à date. Envois francs de droits.</p> <p>108. Feuilles d'envoi. Confection des paquets. Insertion dans les dépêches.</p>	<p>Art.</p> <p>109. Vérification des paquets. Irrégularités diverses.</p> <p>110. Réexpédition. Rebut.</p> <p>CHAPITRE IV.</p> <p>COMPTABILITÉ. RÈGLEMENT DES COMPTES.</p> <p>111. Frais de transit.</p> <p>112. Envois francs de droits. Liquidation des comptes.</p> <p>CHAPITRE V.</p> <p>DISPOSITIONS DIVERSES.</p> <p>113. Avis de réception. Remboursements. Exprès. Réclamations.</p> <p>114. Retrait. Modification d'adresse.</p> <p>115. Communications à adresser au Bureau international.</p> <p>DISPOSITIONS FINALES.</p> <p>116. Mise à exécution et durée du règlement.</p> <p>ANNEXES</p> <p>Formules VD 1 à VD 3.</p>
--	---

INSURED LETTERS AND BOXES — DETAILED REGULATIONS.

DETAILED REGULATIONS FOR THE EXECUTION OF THE
AGREEMENT CONCERNING INSURED LETTERS AND BOXES.

TABLE OF CONTENTS.

<p style="text-align: center;">CHAPTER I.</p> <p style="text-align: center;">GENERAL PROVISIONS.</p> <p>Art.</p> <p>101. Information to be furnished to Administrations.</p> <p>102. Routes.</p> <p>103. Method of Transmission.</p> <p style="text-align: center;">CHAPTER II.</p> <p style="text-align: center;">CONDITIONS OF ACCEPTANCE.</p> <p>104. Packing of Insured Articles.</p> <p>105. Method of indicating Insured Value. Customs Declarations.</p> <p>106. Fraudulent Declaration.</p> <p style="text-align: center;">CHAPTER III.</p> <p>DESPATCH AND RECEIPT OF INSURED ARTICLES.</p> <p>107. Weight to be shown. Date Stamp. Insured Articles for Delivery free of Charges.</p> <p>108. Despatch Lists. Making-up of Bundles. Method of Inclusion in the Mails.</p>	<p>Art.</p> <p>109. Checking of Bundles. Various Irregularities.</p> <p>110. Redirection. Undelivered Packets.</p> <p style="text-align: center;">CHAPTER IV.</p> <p style="text-align: center;">ACCOUNTING. SETTLEMENT OF ACCOUNTS.</p> <p>111. Transit Charges.</p> <p>112. Insured Articles for Delivery free of Charges. Settlement of Accounts.</p> <p style="text-align: center;">CHAPTER V.</p> <p style="text-align: center;">MISCELLANEOUS PROVISIONS.</p> <p>113. Advice of Delivery. Cash on Delivery. Express Delivery. Enquiries.</p> <p>114. Withdrawal from the Post. Alteration of Address.</p> <p>115. Communications to be addressed to the International Bureau.</p> <p style="text-align: center;">FINAL PROVISIONS.</p> <p>116. Entry into Force and Duration of the Detailed Regulations.</p> <p style="text-align: center;">ANNEXES.</p> <p>Forms V D 1 to V D 3.</p>
---	--

VALEURS — RÈGLEMENT.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT LES LETTRES
ET LES BOITES AVEC VALEUR DÉCLARÉE

Les soussignés, vu l'article 4 de la Convention postale universelle conclue au Caire le 20 mars 1934, ont, au nom de leurs administrations respectives, arrêté, d'un commun accord, les mesures suivantes pour assurer l'exécution de l'arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée.

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 101.

RENSEIGNEMENTS A FOURNIR AUX ADMINISTRATIONS

Les administrations des pays contractants qui entretiennent des échanges directs se notifient mutuellement, au moyen de tableaux conformes au modèle VD 1 ci-annexé, les renseignements concernant l'échange des envois avec valeur déclarée.

Article 102.

VOIES DE TRANSMISSION.

Au moyen des tableaux VD 1 reçus de ses correspondants, chaque administration détermine les voies à employer pour la transmission de ses envois avec valeur déclarée.

Article 103.

MODE DE TRANSMISSION

1. La transmission des envois avec valeur déclarée entre pays limitrophes ou reliés entre eux au moyen d'un service maritime direct est effectuée par les bureaux d'échange que les deux administrations intéressées désignent d'un commun accord.

2. Dans les rapports entre pays séparés par un ou plusieurs services intermédiaires, les envois avec valeur déclarée doivent toujours suivre la voie la plus directe et, en règle générale, être livrés à découvert à la première administration intermédiaire, si celle-ci est à même d'assurer la transmission dans les conditions déterminées par les articles 101 et 102.

3. Toutefois, est réservée aux administrations d'origine et de destination la faculté de s'entendre entre elles, pour échanger des valeurs déclarées en dépêches closes, au moyen des services d'un ou de plusieurs pays intermédiaires participant ou non à l'arrangement. Les administrations intermédiaires doivent être prévenues en temps utile.

Les administrations intéressées peuvent également s'entendre pour assurer la transmission à découvert par des voies détournées, au cas où ce mode de transmission par la voie directe ne comporterait pas la garantie de responsabilité sur tout le parcours.

INSURED LETTERS AND BOXES — DETAILED REGULATIONS.

DETAILED REGULATIONS FOR THE EXECUTION OF THE AGREEMENT
CONCERNING INSURED LETTERS AND BOXES.

Having regard to Article 4 of the Universal Postal Convention concluded at Cairo on the 20th of March, 1934, the undersigned, in the name of their respective Administrations, have drawn up by mutual agreement the following Regulations for carrying out the Agreement concerning insured letters and boxes.

CHAPTER I.

GENERAL PROVISIONS.

Article 101.

INFORMATION TO BE FURNISHED TO ADMINISTRATIONS.

The Administrations of the contracting countries which maintain direct services communicate to each other, by means of tables in the form of statement V D 1 annexed, information concerning the exchange of insured articles.

Article 102.

ROUTES.

By means of the tables V D 1 received from the other countries sharing the service, each Administration settles the routes to be used for the transmission of its insured articles.

Article 103.

METHOD OF TRANSMISSION.

1. The transmission of insured articles between adjacent countries or countries connected by a direct sea service is effected by the offices of exchange which the two Administrations concerned appoint for the purpose by mutual agreement.

2. In exchanges between countries separated by one or more intermediate services, insured articles must always follow the most direct route, and as a general rule be delivered *à découvert* to the first intermediate Administration if this Administration is in a position to provide for the transmission in the conditions laid down in Articles 101 and 102.

3. The Administrations of origin and of destination, however, retain the right to arrange with one another to exchange insured articles in closed mails by means of the services of one or more intermediate countries, whether such countries are Parties to the Agreement or not. The intermediate Administrations must be duly advised.

The Administrations concerned may also arrange with one another to provide for transmission *à découvert* by circuitous routes, where transmission by the direct route does not carry with it a guarantee of responsibility over the whole distance.

VALEURS — RÈGLEMENT.

CHAPITRE II

CONDITIONS D'ACCEPTATION.

Article 104.

CONDITIONNEMENT DES ENVOIS.

1. Les lettres avec valeur déclarée ne peuvent être admises que sous une enveloppe fermée au moyen de cachets identiques en cire fine, espacés, reproduisant un signe particulier, et appliqués en nombre suffisant pour retenir tous les plis de l'enveloppe. Les enveloppes doivent être solides, confectionnées d'une seule pièce et permettre la parfaite adhérence des cachets. Il est interdit d'employer des enveloppes entièrement transparentes ou à bords coloriés et des enveloppes à panneau transparent.

2. Chaque lettre doit être conditionnée de telle façon qu'il ne puisse être porté atteinte à son contenu sans endommager d'une manière apparente l'enveloppe ou les cachets.

3. Les timbres-poste employés à l'affranchissement et les étiquettes se rapportant au service postal doivent être espacés, afin qu'ils ne puissent servir à cacher des lésions de l'enveloppe. Ils ne doivent pas, non plus, être repliés sur les deux faces de celle-ci de manière à couvrir la bordure. Il est interdit d'apposer sur les lettres avec valeur déclarée des étiquettes autres que celles se rapportant au service postal.

L'affranchissement des envois avec valeur déclarée peut être représenté par la mention, en chiffres, de la somme perçue, exprimée en monnaie du pays d'origine, sous la forme : « Taxe perçue : Fr. ... c. ... ».

Cette mention doit être portée à l'angle droit supérieur de la suscription et être appuyée d'une empreinte du timbre à date du bureau d'origine.

4. Les bijoux et autres objets précieux doivent être renfermés dans des boîtes suffisamment résistantes, en bois ou en métal ; les parois des boîtes en bois doivent avoir au moins 8 millimètres d'épaisseur.

5. Les faces supérieure et inférieure des boîtes doivent être recouvertes de papier blanc pour recevoir l'adresse du destinataire, la déclaration de la valeur et l'empreinte des timbres de service. Puis ces boîtes sont entourées d'un croisé de ficelle solide sans nœuds et dont les deux bouts sont réunis sous un cachet en cire fine portant une empreinte particulière. Elles sont enfin scellées, sur les quatre faces latérales, de cachets identiques au précédent.

6. Les envois avec valeur déclarée adressés sous des initiales ou dont l'adresse est indiquée au crayon ainsi que ceux qui portent des ratures ou surcharges dans leur suscription ne sont pas admis. Les envois de l'espèce qui auraient été admis à tort sont obligatoirement renvoyés au bureau d'origine.

Article 105.

INDICATION DU MONTANT DE LA VALEUR. DÉCLARATIONS EN DOUANE.

1. La déclaration de la valeur doit être exprimée dans la monnaie du pays d'origine et être inscrite, par l'expéditeur, sur l'adresse de l'envoi, en caractères latins, en toutes lettres et en chiffres arabes, sans ratures ni surcharges, même approuvées.

2. Le montant de la déclaration de valeur doit être converti en francs-or par l'expéditeur ou par l'administration d'origine. Le résultat de la conversion doit être indiqué par de nouveaux chiffres placés à côté ou au-dessous de ceux qui représentent le montant de la déclaration dans la

INSURED LETTERS AND BOXES — DETAILED REGULATIONS.

CHAPTER II.

CONDITIONS OF ACCEPTANCE.

Article 104.

PACKING OF INSURED ARTICLES.

1. Insured letters may only be accepted if enclosed in envelopes fastened by means of identical seals in fine wax, with spaces between, reproducing a private mark, and affixed in sufficient number to secure all the folds of the envelope. Envelopes must be strong, made up in one piece, and allow the seals to adhere completely. The use of entirely transparent envelopes or envelopes with coloured borders or transparent panels is forbidden.

2. Every letter must be made up in such a manner that its contents cannot be tampered with without visible damage to the envelope or the seals.

3. Spaces must be left between the postage stamps used for prepayment and between the official labels so that they cannot serve to hide injuries to the envelope. They must not be folded over the two sides of the envelope so as to cover the edge. It is forbidden to affix to insured letters labels other than those belonging to the postal service.

The prepayment of insured articles may be indicated by the indication, in figures, of the sum paid, expressed in the money of the country of origin, in the form : "*Taxe perçue : Fr.*
c. " (Amount collected :).

This indication must be placed at the top right-hand corner of the address side together with an impression of the date stamp of the office of origin.

4. Jewellery and other valuables must be enclosed in stout boxes of wood or metal ; the sides of wooden boxes must be at least 8 millimetres (a third of an inch) thick.

5. The surfaces of the top and bottom of insured boxes must be covered with white paper to receive the address of the addressee, the declaration of the insured value, and the impression of the official stamps. The boxes must then be tied round crosswise with strong string, without knots, the two ends of the string being held together under a seal in fine wax bearing a private mark. They must also be sealed on the four sides, and all the seals must be identical.

6. Insured articles addressed to initials or in pencil, as well as articles which bear erasures or corrections in the address, are not accepted. Such insured articles, if forwarded in error, must be returned to the office of origin.

Article 105.

METHOD OF INDICATING INSURED VALUE. CUSTOMS DECLARATIONS.

1. The amount of the insured value must be expressed in the money of the country of origin and must be written by the sender on the address side of the article in words in Roman characters and in Arabic figures, without erasures or corrections, even if certified.

2. The amount of the insured value must be converted into gold francs by the sender or by the Administration of origin. The result of the conversion must be shown by fresh figures placed at the side of or below those representing the amount of the insured value in the money of the

VALEURS — RÈGLEMENT.

monnaie du pays d'origine. Cette disposition n'est pas applicable aux relations directes entre pays ayant une monnaie commune.

Le montant en francs-or doit être souligné d'un fort trait au crayon de couleur.

3. Les boîtes avec valeur déclarée doivent être accompagnées de déclarations en douane conformes au modèle C 2 annexé au règlement de la convention dans les relations qui comportent l'emploi de semblables déclarations.

4. Les administrations n'assument aucune responsabilité du chef des déclarations en douane.

Article 106.

DÉCLARATION FRAUDULEUSE.

Lorsque des circonstances quelconques ou les réclamations des intéressés viennent à révéler l'existence d'une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle insérée dans une lettre ou boîte, avis en est donné à l'administration d'origine, dans le plus bref délai possible et, le cas échéant, avec les pièces de l'enquête à l'appui.

CHAPITRE III

OPÉRATIONS AU DÉPART ET A L'ARRIVÉE

Article 107.

INDICATION DU POIDS DES ENVOIS. TIMBRE A DATE. ENVOIS FRANCS DE DROITS.

1. Le poids exact, en grammes, de chaque envoi avec valeur déclarée doit être inscrit sur l'objet, par l'administration d'origine, à l'angle gauche supérieur de la suscription.

2. L'envoi doit être frappé par le bureau d'origine, du côté de la suscription, du timbre indiquant le lieu et la date du dépôt. En outre, chaque envoi doit être revêtu d'une étiquette indiquant, en caractères latins, le nom du bureau de dépôt et le numéro d'ordre de l'envoi ainsi que d'une étiquette de couleur rouge portant, en gros caractères, la mention « Valeur déclarée ».

Toutefois, il est loisible aux administrations de faire usage, au lieu des deux étiquettes prévues à l'alinéa précédent, d'une seule étiquette de couleur rouge conforme au modèle VD 2 ci-annexé, avec l'indication en caractères latins de la lettre V, du nom du bureau d'origine et du numéro d'ordre de l'envoi.

3. Aucun numéro d'ordre ne doit être porté au recto des envois avec valeur déclarée par les administrations intermédiaires.

4. Le bureau destinataire applique, au verso, une empreinte de son timbre à la date de la réception.

5. Les dispositions des articles III et 144 du règlement de la convention sont applicables aux envois avec valeur déclarée à remettre francs de droits.

Article 108.

FEUILLES D'ENVOI. CONFECTION DES PAQUETS. INSERTION DANS LES DÉPÊCHES.

1. Les envois avec valeur déclarée sont inscrits par le bureau d'échange expéditeur, sur des feuilles d'envoi spéciales, conformes au modèle VD 3 ci-annexé, avec tous les détails que ces formules comportent.

INSURED LETTERS AND BOXES — DETAILED REGULATIONS.

country of origin. This provision does not apply to direct services between countries having a common currency.

The amount in gold francs must be heavily underlined in coloured pencil.

3. In services necessitating the use of such declarations, insured boxes must be accompanied by Customs declarations identical with form C 2 annexed to the Detailed Regulations of the Convention.

4. Administrations accept no responsibility in respect of Customs declarations.

Article 106.

FRAUDULENT DECLARATION.

When circumstances of any kind or the enquiries made by the persons concerned disclose that a fraudulent insurance has been effected for a sum greater than the actual value of the contents of a letter or box, information is given, as soon as possible, to the Administration of origin, and is supported by the documents, if any, relating to the investigation.

CHAPTER III.

DESPATCH AND RECEIPT OF INSURED ARTICLES.

Article 107.

WEIGHT TO BE SHOWN. DATE STAMP. INSURED ARTICLES FOR DELIVERY FREE OF CHARGES.

1. The exact weight in grammes of each insured article must be marked by the Administration of origin in the top left-hand corner of the address side of the article.

2. The article must also be impressed by the office of origin on the address side with a stamp indicating the place and date of posting. In addition, each article must bear a label indicating, in Roman characters, the name of the office of posting and the serial number under which it is entered in the records of that office, as well as a red label bearing in large letters the words " *Valeur déclarée* " (Insured).

Instead of the two labels prescribed by the preceding paragraph, Administrations may, however, use a single red label identical with form V D 2 annexed, bearing in Roman characters the letter " V ", the name of the office of origin and the serial number of the insured article.

3. No serial number may be placed on the address side of an insured article by intermediate Administrations.

4. The office of destination applies on the back an impression of its date stamp showing the date of receipt.

5. The provisions of Articles 111 and 144 of the Detailed Regulations of the Convention are applicable to insured articles intended for delivery free of charges.

Article 108.

DESPATCH LISTS. MAKING-UP OF BUNDLES. METHOD OF INCLUSION IN THE MAILS.

1. Insured articles are entered by the despatching office of exchange on special despatch lists identical with form V D 3 annexed, all the details required by this form being entered.

VALEURS — RÈGLEMENT.

En regard de l'inscription des envois à faire remettre par exprès, la mention « Exprès » doit être portée dans la colonne « Observations ».

2. Les envois avec valeur déclarée forment, avec la feuille ou les feuilles d'envoi, un ou plusieurs paquets spéciaux qui sont ficelés et enveloppés de papier solide, puis ficelés extérieurement et cachetés à la cire fine sur tous les plis, au moyen du cachet du bureau d'échange expéditeur. Ces paquets portent la suscription « Valeurs déclarées » ou « Lettres avec valeur déclarée » ou « Boîtes avec valeur déclarée ».

Les lettres avec valeur déclarée, au lieu d'être réunies en un paquet, peuvent être insérées dans une enveloppe de fort papier fermée au moyen de cachets à la cire.

Si le nombre ou le volume des envois avec valeur déclarée le nécessite, ils peuvent aussi être renfermés dans un sac, lequel doit être convenablement clos et cacheté à la cire ou plombé.

3. La présence de ces paquets ou sacs est signalée au tableau III de la feuille d'avis modèle C 16 annexé au règlement de la convention. Lorsque la dépêche ne contient pas de paquets ou sacs avec valeur déclarée, la mention « Néant » est portée à ce tableau.

4. Le paquet ou sac de valeurs déclarées est inséré dans le paquet ou sac contenant les objets recommandés. Lorsque les objets recommandés sont renfermés dans plus d'un sac, le paquet ou sac de valeurs déclarées doit être placé dans le sac au col duquel est fixée l'enveloppe spéciale renfermant la feuille d'avis.

5. Toutes les fois qu'une des deux administrations correspondantes le demande, les boîtes avec valeur déclarée doivent être décrites sur des formules VD 3 distinctes et être emballées séparément.

Article 109.

VÉRIFICATION DES PAQUETS. IRRÉGULARITÉS DIVERSES.

1. A la réception d'un paquet ou sac de valeurs déclarées, le bureau d'échange destinataire s'assure en premier lieu que ce paquet ou sac ne présente aucune irrégularité dans son état ou sa confection extérieure, et que les formalités prescrites par l'article 108 ont été observées.

2. Ce bureau procède ensuite à la vérification particulière des envois avec valeur déclarée et, s'il y a lieu, à la constatation des manquants ou autres irrégularités ainsi qu'à la rectification des feuilles d'envoi, en se conformant aux règles tracées pour les objets recommandés par l'article 159, §§ 2 à 6, du règlement de la convention.

3. La constatation, soit d'un manquant, soit d'une altération ou autre irrégularité de nature à engager la responsabilité des administrations est opérée au moyen d'un procès-verbal qui est transmis, accompagné, autant que possible, de l'emballage complet (sac, enveloppe, ficelles et cachets) de tous les paquets ou sacs intérieurs et extérieurs dans lesquels les envois avec valeur déclarée étaient insérés, et sous recommandation, à l'administration centrale du pays auquel appartient le bureau d'échange expéditeur, indépendamment du bulletin de vérification à transmettre immédiatement à ce bureau. Un double du procès-verbal est en même temps adressé à l'administration centrale à laquelle ressortit le bureau d'échange destinataire ou à tout autre organe de direction désigné par cette dernière.

4. Sans préjudice de l'application des dispositions du paragraphe 3, le bureau d'échange qui reçoit d'un bureau correspondant un envoi avarié ou insuffisamment emballé doit y donner cours après l'avoir emballé de nouveau, s'il y a lieu, en conservant autant que possible l'emballage primitif.

Si l'avarie est telle que le contenu de l'envoi a pu être soustrait, le bureau doit procéder d'abord à l'ouverture d'office de l'envoi et à la vérification de son contenu.

INSURED LETTERS AND BOXES — DETAILED REGULATIONS.

The word "*Exprès*" (Express) must be entered in the "Observations" column against the entry of articles intended for express delivery.

2. Insured articles are made up with the despatch list or lists (*i.e.*, form V D 3) into one or more special bundles, which are tied up and enclosed in stout paper, then tied outside and sealed with fine wax on all the folds with the seal of the despatching office of exchange. These bundles are marked with the words "*Valeurs déclarées*" (Insured articles) or "*Lettres avec valeur déclarée*" (Insured letters) or "*Boîtes avec valeur déclarée*" (Insured boxes).

Instead of being made up in a bundle, insured letters may be placed in an envelope of stout paper sealed with wax.

If the number or the volume of insured articles renders it necessary, they may also be enclosed in a bag, which must be suitably closed and sealed with wax or lead.

3. The presence of these bundles or bags is advised in Table III of the letter bill form C 16 annexed to the Detailed Regulations of the Convention. When the mail does not contain any bundles or bags of insured articles, the word "*Néant*" is entered in that table.

4. The bundle or bag of insured articles is enclosed in the bundle or bag of registered articles. When the registered articles are enclosed in more than one bag, the bundle or bag of insured articles must be placed in the bag to the neck of which the special envelope containing the letter bill is attached.

5. Whenever one of two corresponding Administrations so requests, the insured boxes must be entered on separate forms V D 3 and must be packed separately.

Article 109.

CHECKING OF BUNDLES. VARIOUS IRREGULARITIES.

1. On receipt of a bundle or bag of insured articles, the office of exchange of destination satisfies itself, in the first place, that the bundle or bag shows no irregularity in its condition or external packing, and that the rules prescribed by Article 108 have been observed.

2. That office then proceeds to check one by one the insured articles and, if necessary, to report missing articles or other irregularities and to correct the despatch lists, acting in accordance with the rules laid down for registered articles by Article 159, §§ 2 to 6, of the Detailed Regulations of the Convention.

3. The loss of an article, or an alteration or other irregularity of such a kind as to involve the responsibility of the respective Administrations, is notified by means of a formal report which, accompanied as far as possible by the complete packing (bag, envelope, strings and seals) of all the bundles or bags, outer and inner, in which the insured articles were included, is forwarded officially registered to the central Administration of the country to which the despatching office of exchange belongs, this report being sent independently of the Verification Note due to be transmitted directly to that office. A duplicate of the report is at the same time forwarded to the central Administration which controls the receiving office of exchange, or to any other superior authority appointed by that Administration.

4. Without prejudice to the observance of the provisions of § 3, an office of exchange which receives from a corresponding office an article in a damaged condition or insufficiently packed must repack it, if necessary, and send it on, the original packing being as far as possible preserved.

If the damage is such that the contents of the article could have been abstracted, the office must at once open it officially and check its contents.

VALEURS — RÈGLEMENT.

Dans les deux cas, le poids de l'envoi doit être constaté avant et après le nouvel emballage et indiqué sur l'enveloppe. Cette indication est suivie de la mention « Remballé à ... », d'une empreinte du timbre à date et de la signature des agents ayant effectué le remballage.

Le résultat de la vérification du contenu fait l'objet d'un procès-verbal dont une copie est jointe à l'envoi.

5. Les envois avec valeur déclarée non ou insuffisamment affranchis sont remis sans taxe aux destinataires, sauf les cas où ils ont été grevés de taxes par suite de réexpédition au delà du premier parcours (article 16 de l'arrangement). L'irrégularité est toutefois signalée au bureau d'origine par bulletin de vérification.

Article 110.

RÉEXPÉDITION. REBUTS.

1. Tout envoi avec valeur déclarée, dont le destinataire est parti pour un pays non participant au présent arrangement, est renvoyé immédiatement en rebut au pays d'origine, pour être rendu à l'expéditeur, à moins que l'administration de la première destination ne soit en mesure de le faire parvenir.

2. Les envois avec valeur déclarée qui sont tombés en rebut doivent être renvoyés, aussitôt que possible, et, au plus tard, dans les délais fixés par l'article 52 de la convention.

Ces envois sont inscrits sur la feuille VD 3 et compris dans le paquet ou sac intitulé « Valeurs déclarées ».

3. Les droits de douane et les autres droits non postaux dont l'annulation n'a pu être obtenue à la réexpédition ou au renvoi à l'origine sont recouvrés, sur l'administration de la nouvelle destination, dans les conditions prévues à l'article 145, § 8, du règlement de la convention.

CHAPITRE IV

COMPTABILITÉ. RÈGLEMENT DES COMPTES.

Article 111.

FRAIS DE TRANSIT.

Les frais de transit dus aux administrations intermédiaires sont calculés de la manière prescrite par la convention.

Article 112.

ENVOIS FRANCS DE DROITS. LIQUIDATION DES COMPTES.

Les dispositions de l'article 175 du règlement de la convention sont applicables à la liquidation des comptes afférents aux envois avec valeur déclarée à remettre francs de droits.

Toutefois, les administrations qui déclarent ne pouvoir adhérer au mode de règlement prévu par cet article doivent indiquer les dispositions qu'elles désirent adopter.

INSURED LETTERS AND BOXES — DETAILED REGULATIONS.

In both cases, the weight of the article must be checked before and after repacking and noted on the outside. The note is followed by the words "*Remballé à . . .*" (Repacked at . . .), an impression of the date stamp and the signature of the officers who have repacked the articles.

The result of the check of the contents forms the subject of a formal report of which a copy is attached to the article.

5. Insured articles unpaid or insufficiently prepaid are delivered to the addressees without surcharge, unless they have been marked with charges raised in consequence of redirection after the first transmission (Article 16 of the Agreement). The irregularity is, however, reported to the office of origin by means of a Verification Note.

Article 110.

REDIRECTION. UNDELIVERED ARTICLES.

1. If the addressee of an insured article has left for a country which is not a Party to the present Agreement, the article is sent back immediately as undeliverable to the country of origin for return to the sender, unless the first Administration of destination is in a position to provide for its delivery.

2. Insured articles, which are undeliverable, must be sent back as soon as possible, and, at latest, within the periods fixed by Article 52 of the Convention.

These articles are entered on the despatch list V D 3 and included in the bundle or bag labelled "*Valeurs déclarées*" (Insured articles).

3. Customs and other non-postal charges which it has not been possible to cancel on redirection or on return of an article to origin are claimed from the Administration of the new destination under the conditions laid down by Article 145, § 8, of the Detailed Regulations of the Convention.

CHAPTER IV.

ACCOUNTING. SETTLEMENT OF ACCOUNTS.

Article 111.

TRANSIT CHARGES.

Transit charges due to intermediate Administrations are calculated in the manner prescribed by the Convention.

Article 112.

INSURED ARTICLES FOR DELIVERY FREE OF CHARGES. SETTLEMENT OF ACCOUNTS.

The provisions of Article 175 of the Detailed Regulations of the Convention are applicable to the settlement of the accounts relating to insured articles for delivery free of charges.

Nevertheless, Administrations which state that they are unable to adopt the method of settlement laid down by that Article must indicate the arrangement that they wish to adopt.

VALEURS — RÈGLEMENT.

CHAPITRE V

DISPOSITIONS DIVERSES.

Article 113.

AVIS DE RÉCEPTION. REMBOURSEMENTS. EXPRES. RÉCLAMATIONS.

Les dispositions des articles 126 et 127 (avis de réception), 128 à 140 (remboursements), 142 et 156 (expres), 151 et 152 (réclamations) du règlement de la convention sont applicables aux envois avec valeur déclarée.

Article 114.

RETRAIT. MODIFICATION D'ADRESSE.

Les dispositions des articles 148 et 149 du règlement de la convention sont applicables aux retraits ou modifications d'adresse des envois avec valeur déclarée.

S'il s'agit d'une modification d'adresse demandée par voie télégraphique, cette demande doit être confirmée, par le premier courrier, par une demande postale accompagnée du fac-similé dont il est question à l'article 148, § 1, du règlement de la convention et portant en tête l'annotation soulignée au crayon de couleur « Confirmation de la demande télégraphique du ... ». Dans ce cas, le bureau destinataire se borne à retenir l'envoi, à la réception du télégramme, et attend la confirmation postale pour faire droit à la demande.

Toutefois, l'administration destinataire peut, sous sa propre responsabilité, donner suite à une demande télégraphique de modification d'adresse sans attendre cette confirmation.

Article 115.

COMMUNICATIONS A ADRESSER AU BUREAU INTERNATIONAL.

1. Les administrations doivent, trois mois au moins avant de mettre l'arrangement à exécution, communiquer aux autres administrations, par l'intermédiaire du Bureau international :

a) Le tarif des droits d'assurance applicable, dans leur service, aux envois avec valeur déclarée, en conformité de l'article 3 de l'arrangement ;

b) Le maximum jusqu'à concurrence duquel elles admettent la déclaration de valeur ;

c) Le nombre de déclarations en douane exigé pour les boîtes avec valeur déclarée à destination de leur pays et pour les boîtes en transit ainsi que les langues dans lesquelles ces déclarations doivent être rédigées ;

d) Le cas échéant, la liste de ceux de leurs bureaux à destination desquels il peut être admis des envois avec valeur déclarée (arrangement, article 32) ;

e) Le cas échéant, ceux de leurs services maritimes réguliers, utilisés pour le transport des correspondances ordinaires, qui peuvent être affectés, avec garantie de responsabilité, au transport des envois avec valeur déclarée.

2. Toute modification ultérieure doit être notifiée sans retard.

INSURED LETTERS AND BOXES — DETAILED REGULATIONS.

CHAPTER V.

MISCELLANEOUS PROVISIONS.

Article 113.

ADVICE OF DELIVERY. CASH ON DELIVERY. EXPRESS DELIVERY. ENQUIRIES.

The provisions of Articles 126 and 127 (Advice of Delivery), 128 to 140 (Cash on Delivery), 142 and 156 (Express Delivery), 151 and 152 (Enquiries) of the Detailed Regulations of the Convention are applicable to insured articles.

Article 114.

WITHDRAWAL FROM THE POST. ALTERATION OF ADDRESS.

The provisions of Articles 148 and 149 of the Detailed Regulations of the Convention are applicable to withdrawal from the post or alteration of address of insured articles.

If an alteration of address is applied for by telegraph, this application must be confirmed by first post by means of a postal application accompanied by the facsimile referred to in Article 148, § 1, of the Detailed Regulations of the Convention and marked at the top with the words, underlined in coloured pencil, "*Confirmation de la demande télégraphique du . . .*" ("Confirmation of the telegraphic application of the . . ."). In this case the office of destination retains the article on receipt of the telegram and awaits the postal confirmation before complying with the application.

The Administration of destination may, however, on its own responsibility, accede to a telegraphic request for an alteration of address without awaiting that confirmation.

Article 115.

COMMUNICATIONS TO BE ADDRESSED TO THE INTERNATIONAL BUREAU.

1. At least three months before the Agreement is brought into operation, Administrations must communicate to other Administrations through the medium of the International Bureau :

(a) The insurance fees applicable in their service to insured articles in accordance with Article 3 of the Agreement ;

(b) The maximum amount up to which they admit insurance ;

(c) The number of Customs declarations required for insured boxes addressed to their country and to insured boxes in transit, as well as the languages in which these declarations must be prepared ;

(d) If necessary, a list of those of their offices for which insured articles may be accepted (*see* Article 32 of the Agreement) ;

(e) If necessary, a list of such of their regular sea services, used for the transmission of ordinary correspondence, as may be utilised, with a guarantee of responsibility, for the transmission of insured articles.

2. Every modification subsequently introduced must be notified without⁷delay.

VALEURS — RÈGLEMENT.

DISPOSITIONS FINALES

Article II6.

MISE A EXÉCUTION ET DURÉE DU RÈGLEMENT.

Le présent règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée.

Il aura la même durée que cet arrangement, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les Parties intéressées.

Fait au Caire, le 20 mars 1934.

Pour l'Albanie :

Pan. NASSE.

Pour l'Allemagne :

K. ORTH.

K. ZIEGLER.

D^r W. SEEBASS.

Pour le Royaume de l'Arabie Saoudite :

Fawzan EL-SABEK.

Pour la République Argentine :

R. R. TULA.

Pour l'Autriche :

D^r Rudolf KUHN.

Pour la Belgique :

O. SCHOCKAERT.

E. MONS.

Pour la Colonie du Congo belge :

G. TONDEUR.

Pour la Bolivie :

Ernesto CÁCERES.

Pour Edmundo de la Fuente,

Ernesto CÁCERES.

Pour le Brésil :

C. M. DE FIGUEIREDO.

J. SANCHEZ PEREZ.

Pour la Bulgarie :

Iv. KATZAROFF.

Pour le Chili :

R. SUAREZ BARROS.

Pour la Chine :

HOO Chi-Tsai.

CHANG Hsin-Hai.

HUANG Nai-Shu.

Pour la République de Colombie :

E. ZALDÚA P.

Pour la République de Cuba :

Alfredo ASSIR.

Pour le Danemark :

C. MONDRUP.

Arne KROG.

*Pour la Ville libre de Dantzig :**Pour la République Dominicaine :*

Luis Alejandro AGUILAR.

Pour l'Égypte :

M. CHARARA.

E. MAGGIAR.

S. A. GHALWASH.

Pour l'Espagne :

Alonso CARO.

A. RAMOS.

Pour l'ensemble des Colonies espagnoles :

Demetrio PEREDA.

INSURED LETTERS AND BOXES — DETAILED REGULATIONS.

FINAL PROVISIONS.

Article II6.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE DETAILED REGULATIONS.

The present Detailed Regulations shall come into force on the day on which the Agreement concerning insured letters and boxes comes into force.

They shall have the same duration as that Agreement, unless renewed by mutual agreement between the Contracting Parties.

Done at Cairo, the 20th day of March, 1934.

For Albania :

Pan. NASSE.

For Germany :

K. ORTH.

K. ZIEGLER.

Dr. W. SEEBASS.

For the Kingdom of Saudi Arabia :

Fawzan EL-SABEK.

For the Argentine Republic :

R. R. TULA.

For Austria :

Dr. Rudolf KUHN.

For Belgium :

O. SCHOCKAERT.

E. MONS.

For the Belgian Congo :

G. TONDEUR.

For Bolivia :

Ernesto CÁCERES.

For Edmundo de la Fuente :

Ernesto CÁCERES.

For Brazil :

C. M. DE FIGUEIREDO.

J. SANCHEZ PEREZ.

For Bulgaria :

Iv. KATZAROFF.

For Chile :

R. SUAREZ BARROS.

For China :

HOO Chi-Tsai.

CHANG Hsin-Hai.

HUANG Nai-Shu.

For the Republic of Colombia :

E. ZALDÚA P.

For the Republic of Cuba :

Alfredo ASSIR.

For Denmark :

C. MONDRUP.

Arne KROG.

*For the Free City of Danzig :**For the Dominican Republic :*

Luis Alejandro AGUILAR.

For Egypt :

M. CHARARA.

E. MAGGIAR.

S. A. GHALWASH.

For Spain :

Alonso CARO.

A. RAMOS.

For the whole of the Spanish Colonies :

Demetrio PEREDA.

VALEURS — RÈGLEMENT.

Pour l'Estonie :

G. E. F. ALBRECHT.

Pour l'Ethiopie :

ALAMOU Tch.

Pour la Finlande :

G. E. F. ALBRECHT.

Pour la France :

M. LEBON.

L. GENTHON.

P. GRANDSIMON.

A. CABANNE.

DUSSEYRE.

Pour l'Algérie :

E. HUGUENIN.

Pour les Colonies et Protectorats français de l'Indochine :

NICOLAS.

Pour l'ensemble des autres Colonies françaises :

J. CASSAGNAC.

Pour le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord :

F. H. WILLIAMSON.

W. G. GILBERT.

D. O. LUMLEY.

Pour la Grèce :

Vassili DENDRAMIS.

J. LACHNIDAKIS.

*Pour la République d'Haïti :**Pour la République du Honduras :*D^r TUCCIMEI.*Pour la Hongrie :*

Gabriel Baron SZALAY.

Charles DE FORSTER.

Pour l'Inde britannique :

P. N. MUKERJI.

S. C. GUPTA.

Mohd. AL HASAN.

Pour l'Irak :

Douglas W. GUMBLEY.

Jos. SHAUL.

Pour l'Etat libre d'Irlande :

P. S. Ó'H-ÉIGEARTAIGH.

S. S. PUIRSÉAL.

Pour l'Islande :

C. MONDRUP.

Arne KROG.

Pour l'Italie :

Pietro TOSTI.

GALDI Michele.

Pour l'ensemble des Colonies italiennes :

CRETY Donato.

Pour le Japon :

Masao SEKI.

T. HARIMA.

J. KAGEYAMA.

Pour le Chosen :

Masao SEKI.

Ryuzo KAWAZURA.

Pour l'ensemble des autres Dépendances japonaises :

T. HARIMA.

H. FUJIKAWA.

*Pour la Lettonie :*D^r Reinhold FURRER.

Ls ROULET.

Pour les Etats du Levant sous mandat français (Syrie et Liban) :

CIANFARELLI.

L. PERNOT.

*Pour la République de Libéria :**Pour la Lithuanie :**Pour le Luxembourg :*

INSURED LETTERS AND BOXES — DETAILED REGULATIONS.

For Estonia :

G. E. F. ALBRECHT.

For Ethiopia :

ALAMOU Tch.

For Finland :

G. E. F. ALBRECHT.

For France :

M. LEBON.

L. GENTHON.

P. GRANDSIMON.

A. CABANNE.

DUSSERRE.

For Algeria :

E. HUGUENIN.

For the French Colonies and Protectorates of Indo-China :

NICOLAS.

For the whole of the Other French Colonies :

J. CASSAGNAC.

For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland :

F. H. WILLIAMSON.

W. G. GILBERT.

D. O. LUMLEY.

For Greece :

Vassili DENDRAMIS.

J. LACHNIDAKIS.

*For the Republic of Haiti :**For the Republic of Honduras :*

Dr. TUCCIMEI.

For Hungary :

Gabriel Baron SZALAY.

Charles DE FORSTER.

For British India :

P. N. MUKERJI.

S. C. GUPTA.

Mohd. AL HASAN.

For Iraq :

Douglas W. GUMBLEY.

Jos. SHAUL.

For the Irish Free State :

P. S. Ó'H-ÉIGEARTAIGH.

S. S. PUIRSÉAL.

For Iceland :

C. MONDRUP.

Arne KROG.

For Italy :

Pietro TOSTI.

GALDI Michele.

For the whole of the Italian Colonies :

CRETY Donato.

For Japan :

Masao SEKI.

T. HARIMA.

J. KAGEYAMA.

For Chosen :

Masao SEKI.

Ryuzo KAWAZURA.

For the whole of the Other Japanese Dependencies :

T. HARIMA.

H. FUJIKAWA.

For Latvia :

Dr. Reinhold FURRER.

Ls ROULET.

For the Levant States under French Mandate (Syria and Lebanon) :

CIANFARELLI.

L. PERNOT.

*For the Republic of Liberia :**For Lithuania :**For Luxemburg :*

VALEURS — RÈGLEMENT.

Pour le Maroc (à l'exclusion de la Zone espagnole) :

H. DUTEIL.

Pour le Maroc (Zone espagnole) :

A. RAMOS.

Pour le Nicaragua :

Victor DURÁN M.

Pour la Norvège :

Klaus HELSING.

Oskar HOMME.

Pour la Nouvelle-Zélande :

G. MCNAMARA.

Pour la République de Panama :

E. ZALDÚA P.

Pour le Paraguay :

R. R. TULA.

Pour les Pays-Bas :

DUYNSTEE.

v. GOOR.

Pour Curaçao et Surinam :

HOOGWOONING.

Pour les Indes néerlandaises :

PERK.

BRIL.

HOOGWOONING.

Pour la Perse :

S. A. RAD.

R. ARDJOMENDE.

Pour la Pologne :

R. STARZYŃSKI.

Pour le Portugal :

A. DE Q. R. VAZ PINTO.

A. C. BIANCHI.

Pour les Colonies portugaises de l'Afrique occidentale :

Ernesto Julio NAVARRO.

Pour les Colonies portugaises de l'Afrique orientale, de l'Asie et de l'Océanie :

Mario CORRÊA BARATA DA CRUZ.

Pour la Roumanie :

Ilariu MANEANU.

C. STEFANESCU.

Pour la République de Saint-Marin :

CRETY Donato.

Pour le Territoire de la Sarre :

Pour le Siam :

Pour la Suède :

Anders ÖRNE.

Gunnar LAGER.

Arvid BILDT.

Pour la Confédération suisse :

D^r Reinhold FURRER.

Ls ROULET.

Pour la Tchécoslovaquie :

Václav KUČERA.

Josef RADA.

Pour la Tunisie :

H. DUTEIL.

Pour la Turquie :

Yusuf ARIFI.

M. SAKIN.

M. TEVFIK.

Pour l'Union des Républiques soviétiques socialistes :

D^r Eugène HIRSCHFELD.

D^r S. RAPOFORT.

Hel. SEREBRIAKOVA.

Pour l'Etat de la Cité du Vatican :

M^{sr} Giuseppe MAZZOLI.

Pour les Etats-Unis du Venezuela :

Luis Alejandro AGUILAR.

Pour l'Yémen :

Pour le Royaume de Yougoslavie :

Kosta ZLATANOVITCH.

INSURED LETTERS AND BOXES — DETAILED REGULATIONS.

For Morocco (except the Spanish Zone) :

H. DUTEIL.

For Morocco (Spanish Zone) :

A. RAMOS.

For Nicaragua :

Victor DURÁN M.

For Norway :

Klaus HELSING.

Oskar HOMME.

For New Zealand :

G. McNAMARA.

For the Republic of Panama :

E. ZALDÚA P.

For Paraguay :

R. R. TULA.

For the Netherlands :

DUYNSTEE.

v. GOOR.

For Curaçao and Surinam :

HOOGWOONING.

For the Netherlands Indies :

PERK.

BRIL.

HOOGWOONING.

For Persia :

S. A. RAD.

R. ARDJOMENDE.

For Poland :

R. STARZYŃSKI.

For Portugal :

A. DE Q. R. VAZ PINTO.

A. C. BIANCHI.

For the Portuguese Colonies in West Africa :

Ernesto Julio NAVARRO.

*For the Portuguese Colonies in East Africa,
Asia and Oceania :*

Mario CORRÊA BARATA DA CRUZ.

For Roumania :

Ilariu MANEANU.

C. STEFANESCU.

For the Republic of San Marino :

CRETY Donato.

For the Territory of the Saar :

For Siam :

For Sweden :

Anders ÖRNE.

Gunnar LAGER.

Arvid BILDT.

For the Swiss Confederation :

Dr. Reinhold FURRER.

Ls ROULET.

For Czechoslovakia :

Václav KUČERA.

Josef RADA.

For Tunis :

H. DUTEIL.

For Turkey :

Yusuf ARIFI.

M. SAKIN.

M. TEVFIK.

For the Union of Soviet Socialist Republics :

Dr. Eugène HIRSCHFELD.

Dr. S. RAPOPORT.

Hel. SEREBRIAKOVA.

For the State of the City of the Vatican :

Mgr. Giuseppe MAZZOLI.

For the United States of Venezuela :

Luis Alejandro AGUILAR.

For Yemen :

For the Kingdom of Yugoslavia :

Kosta ZLATANOVITCH.

ANNEXES

Formules VD 1 à VD 3.

ANNEXES

Forms VD 1 to VD 3.

VALEURS — FORMULES.

VD 1

(Règl., art. 101)

ADMINISTRATION DES POSTES

d

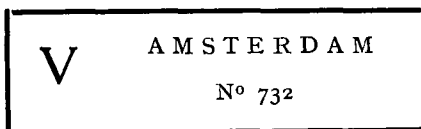
ÉCHANGE DE LETTRES ET BOITES AVEC VALEUR DÉCLARÉE
ENTRE PAYS NON LIMITROPHESTableau indiquant les pays pour lesquels l'Administration des postes d
est à même de servir d'intermédiaire.

Numéro d'ordre	Pays de desti- nation	Voies de trans- mission	Désignation des pays intermédiaires et des services maritimes à employer	Limite de la déclaration de valeur	Admission des boîtes avec valeur déclarée	Nombre de déclarations en douane à joindre aux boîtes	Observations
1	2	3	4	5	6	7	8

(Dimensions : 210 × 297 mm.)

VD 2

(Règl., art. 107, § 2)



(Dimensions : 13 × 37 mm., couleur rouge)

INSURED LETTERS AND BOXES — FORMS.

VD 1

(D.R., Art. 101)

POSTAL ADMINISTRATION

of

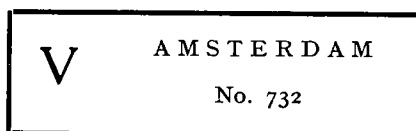
EXCHANGE OF INSURED LETTERS AND BOXES
BETWEEN NON-CONTIGUOUS COUNTRIESTable indicating the countries for which the Post Office of
is able to serve as intermediary.

Number	Country of destination	Routes	Intermediate countries and sea services to be used	Maximum limit of insurance	Admission of insured boxes	Number of Customs declarations for boxes	Observations
1	2	3	4	5	6	7	8

(Dimensions : 210 × 297 mm.)

VD 2

(D.R., Art. 107, § 2)



(Dimensions : 13 × 37 mm., colour red)

VALEURS — FORMULES.

V D 3

(Règl., art. 108, § 1)

PAYS D'ORIGINE

PAYS DE DESTINATION

Timbre du bureau
expéditeur

FEUILLE D'ENVOI

Timbre du bureau
destinataire

DES LETTRES ET BOITES AVEC VALEUR DÉCLARÉE

expédiées par le bureau d'échange d.....

au bureau d'échange d.....

Départ (.....^e envoi) du 19... à h. m.

Numéro d'ordre	Bureau d'origine	Numéro d'ordre de l'envoi	Lieu de destination	Montant des valeurs déclarées	Observations
1	2	3	4	5	6
1				Fr.-or	
2					
3					
4					
5					
.					
.					
.					
21					

Les agents du bureau expéditeur :

Les agents du bureau destinataire :

(Dimensions : 148 × 210 ou 210 × 297 mm.)

Certifié conforme à l'original :

Le Chef du Protocole
au Ministère des Affaires étrangères,
 M. Amin Fouad.

Certifié pour copie conforme :

Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas,
 A. M. Snouck Hurgronje.

INSURED LETTERS AND BOXES — FORMS.

VD 3

(D.R., Art. 108, § 1)

COUNTRY OF ORIGIN

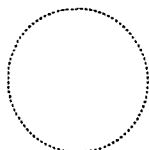
COUNTRY OF DESTINATION

Stamp of despatching office

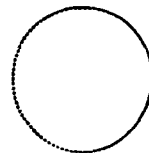
DESPATCH LIST

Stamp of office of destination

OF INSURED LETTERS AND BOXES



forwarded by the office of exchange of
to the office of exchange of



Departure (..... despatch) of 19... at h. m.

Number	Office of posting	Registration No.	Destination	Insured value	Observations
1	2	3	4	5	6
1				Gold francs	
2					
3					
4					
5					
.					
.					
.					
21					

Despatching officers :

Receiving officers :

(Dimensions : 148 × 210 or 210 × 297 mm.)

N° 4050.

ALBANIE, ALLEMAGNE,
ARABIE SAOUDIENNE,
RÉPUBLIQUE ARGENTINE,
AUTRICHE, etc.

(Union postale universelle.)

Arrangement concernant les colis postaux, avec protocole final, règlement d'exécution et dispositions concernant le transport des colis postaux par voie aérienne, avec protocole final. Signés au Caire, le 20 mars 1934.

ALBANIA, GERMANY,
SAUDI ARABIA,
ARGENTINE REPUBLIC,
AUSTRIA, etc.

(Universal Postal Union.)

Parcel Post Agreement, with Final Protocol, Detailed Regulations and Provisions regarding the Conveyance of Postal Parcels by Air, with Final Protocol. Signed at Cairo, March 20th, 1934.

COLIS — ARRANGEMENT.

UNION POSTALE UNIVERSELLE

N^o 4050. — ARRANGEMENT CONCERNANT LES COLIS POSTAUX.
SIGNÉ AU CAIRE, LE 20 MARS 1934.

*Texte officiel français communiqué par les ministres des Affaires étrangères d'Égypte et des Pays-Bas.
L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 5 février 1937.*

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER.

Art.

1. Objet de l'arrangement.

CHAPITRE II.

DISPOSITIONS APPLICABLES A TOUS LES COLIS.

2. Affranchissement. Taxes.
3. Droit territorial.
4. Droit maritime.
5. Réduction ou majoration du droit territorial.
6. Réduction ou majoration du droit maritime.
7. Surtaxe.
8. Colis encombrants. Taxe additionnelle.
9. Droit de dédouanement.
10. Remise au destinataire. Droit de remise à domicile.
11. Droits de douane et autres droits non postaux.
12. Colis francs de droits.
13. Droit de remballage.
14. Droit de magasinage.
15. Colis exprès.
16. Interdictions.
17. Colis acceptés à tort.
18. Colis pour les prisonniers de guerre.
19. Retrait. Modification d'adresse.
20. Avis de réception.

Art.

21. Réexpédition.
22. Rebuts.
23. Annulation des droits de douane et autres droits non postaux.
24. Vente. Destruction.
25. Colis abandonnés.
26. Récupération des frais sur l'expéditeur.
27. Réclamations.

CHAPITRE III.

COLIS CONTRE REMBOURSEMENT.

28. Taxes et conditions. Liquidation.
29. Annulation ou réduction du montant du remboursement.
30. Responsabilité en cas de perte, de spoliation ou d'avarie du colis.
31. Indemnité en cas de non-encaissement du montant du remboursement, d'encaissement insuffisant ou frauduleux.
32. Détermination de la responsabilité.
33. Application des dispositions de la convention aux indemnités et sommes à payer. Délais de paiement et remboursement des avances.
34. Mandats de remboursement et bulletins de versement.

PARCEL POST — AGREEMENT.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

UNIVERSAL POSTAL UNION.

No. 4050. — PARCEL POST AGREEMENT. SIGNED AT CAIRO,
MARCH 20TH, 1934.

*French official text communicated by the Egyptian and the Netherlands Ministers for Foreign Affairs.
The registration of this Agreement took place February 5th, 1937.*

TABLE OF CONTENTS.

Art.	CHAPTER I.	Art.
1.	Subject of the Agreement.	21. Redirection.
		22. Non-Delivery.
		23. Cancellation of Customs and Other Non-Postal Charges.
		24. Sale. Destruction.
		25. Abandoned Parcels.
		26. Recovery of the Charges from the Sender.
		27. Applications.
	CHAPTER II.	
	PROVISIONS APPLICABLE TO ALL PARCELS.	
2.	Prepayment of Postage. Rates.	
3.	Land Rate.	
4.	Sea Rate.	
5.	Reduction or Increase of the Land Rate.	
6.	Reduction or Increase of the Sea Rate.	
7.	Surcharges.	
8.	Cumbersome Parcels. Additional Charge.	
9.	Fee for Customs Clearance.	
10.	Delivery to Addressee. Fee for Delivery at Place of Address.	
11.	Customs Charges and Other Non-Postal Charges.	
12.	Parcels for Delivery free of Charge.	
13.	Charge for Repacking.	
14.	Warehousing Charge.	
15.	Express Parcels.	
16.	Prohibitions.	
17.	Parcels wrongly accepted.	
18.	Parcels for Prisoners of War.	
19.	Withdrawal. Alteration of Address.	
20.	Advice of Delivery.	
		CHAPTER III.
		CASH-ON-DELIVERY PARCELS.
		28. Charges and Conditions. Settlement.
		29. Cancellation or Reduction of Amount of Trade-Charge.
		30. Responsibility for Loss, Abstraction or Damage.
		31. Compensation in Case of Failure to collect the Trade-Charge or of Insufficient or Fraudulent Collection.
		32. Fixing of Responsibility.
		33. Application of the Provisions of the Convention to Compensation and Other Sums to be paid. Period for Payment and Repayment of Sums advanced.
		34. Trade-Charge Money Orders and Transfer Notes.

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

COLIS — ARRANGEMENT.

CHAPITRE IV.

COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE.

Art.

- 35. Taxes et conditions.
- 36. Déclaration frauduleuse de valeur.

CHAPITRE V.

COLIS URGENTS.

- 37. Taxes et conditions.

CHAPITRE VI.

RESPONSABILITÉ.

- 38. Etendue de la responsabilité.
- 39. Exceptions au principe de la responsabilité.
- 40. Cessation de la responsabilité.
- 41. Paiement de l'indemnité.
- 42. Délai de paiement de l'indemnité.
- 43. Détermination de la responsabilité.
- 44. Remboursement de l'indemnité.

CHAPITRE VII.

ATTRIBUTION DES TAXES.

- 45. Bonifications de transport.
- 46. Reprises en cas de réexpédition ou de renvoi.
- 47. Taxes d'express.
- 48. Taxe pour la réexpédition dans le pays de destination.

Art.

- 49. Droits divers.
- 50. Bonification de la taxe et du droit de remboursement.
- 51. Droit d'assurance.

CHAPITRE VIII

DISPOSITIONS DIVERSES.

- 52. Application des dispositions d'ordre général de la convention.
- 53. Approbation des propositions faites dans l'intervalle des réunions.

DISPOSITIONS FINALES.

- 54. Mise à exécution et durée de l'arrangement.

PROTOCOLE FINAL DE L'ARRANGEMENT

- I. Exploitation du service par les entreprises de transport.
- II. Services aériens.
- III. Transit.
- IV. Surtaxes.
- V. Surtaxes spéciales.
- VI. Tarifs spéciaux.
- VII. Colis avec valeur déclarée.
- VIII. Exceptions au principe de la responsabilité.
- IX. Poids, dimensions et volume.
- X. Colis encombrants.

 PARCEL POST — AGREEMENT.

CHAPTER IV.

INSURED PARCELS.

Art.

- 35. Rates and Conditions.
- 36. Fraudulent Insurance.

CHAPTER V.

URGENT PARCELS.

- 37. Rates and Conditions.

CHAPTER VI.

RESPONSIBILITY.

- 38. Extent of Responsibility.
- 39. Exceptions to the Principle of Responsibility.
- 40. Termination of Responsibility.
- 41. Payment of Compensation.
- 42. Period for Payment of Compensation.
- 43. Fixing of Responsibility.
- 44. Repayment of Compensation.

CHAPTER VII.

APPORTIONMENT OF THE POSTAGE.

- 45. Credits for Conveyance.
- 46. Claims in Case of Redirection or Return.
- 47. Express Delivery Fees.
- 48. Charge for Redirection in the Country of Destination.

Art.

- 49. Miscellaneous Fees.
- 50. Credit in respect of the Cash-on-Delivery Charge and Fee.
- 51. Insurance Fee.

CHAPTER VIII.

MISCELLANEOUS PROVISIONS.

- 52. Application of the General Regulations of the Convention.
- 53. Approval of Proposals made between Meetings.

FINAL PROVISIONS.

- 54. Entry into Force and Duration of the Agreement.

FINAL PROTOCOL TO THE AGREEMENT.

- I. Execution of the Service by Transport Organisations.
 - II. Air Services.
 - III. Transit.
 - IV. Surcharges.
 - V. Special Surcharges.
 - VI. Special Tariffs.
 - VII. Insured Parcels.
 - VIII. Exceptions to the Principle of Responsibility.
 - IX. Weight, Dimensions and Volume.
 - X. Cumbersome Parcels.
-

COLIS — ARRANGEMENT.

UNION POSTALE UNIVERSELLE

Arrangement¹ concernant les colis postaux conclu entre L'AFGHANISTAN, L'ALBANIE, L'ALLEMAGNE, LE ROYAUME DE L'ARABIE SAOUDITE, LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE, L'AUTRICHE, LA BELGIQUE, LA COLONIE DU CONGO BELGE, LA BOLIVIE, LE BRÉSIL, LA BULGARIE, LE CHILI, LA CHINE, LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE, LA RÉPUBLIQUE DE COSTA-RICA, LA RÉPUBLIQUE DE CUBA, LE DANEMARK, LA VILLE LIBRE DE DANTZIG, LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, L'EGYPTE, L'EQUATEUR, L'ESPAGNE, l'ensemble des COLONIES ESPAGNOLES, L'ESTONIE, L'ETHIOPIE, LA FINLANDE, LA FRANCE, L'ALGÉRIE, LES COLONIES ET PROTECTORATS FRANÇAIS DE L'INDOCHINE, l'ensemble des

¹ Ratifications déposées au Caire :

ARABIE SAOUDIENNE	21 octobre 1934.	INDE	2 juin 1935.
PAYS-BAS (pour le Royaume en Europe, les Indes néerlandaises, Surinam et Curaçao)	23 octobre 1934.	FINLANDE	4 juillet 1935.
SUISSE	20 novembre 1934.	IRAN	4 septembre 1935.
NORVÈGE	3 décembre 1934.	POLOGNE	17 septembre 1935.
SUÈDE	3 décembre 1934.	ETHIOPIE	22 septembre 1935.
DANEMARK	18 décembre 1934.	BELGIQUE	22 octobre 1935.
ETAT DE LA CITÉ DU VATI- CAN	26 décembre 1934.	CONGO BELGE	22 octobre 1935.
EGYPTE	30 décembre 1934.	ROUMANIE	5 novembre 1935.
JAPON, CHOSEN ET ENSEM- BLE DES AUTRES DÉPEN- DANCES JAPONAISES	10 février 1935.	EQUATEUR	31 décembre 1935.
ALLEMAGNE	16 février 1935.	CHINE	11 janvier 1936.
ISLANDE	27 février 1935.	COLOMBIE	21 mai 1936.
AUTRICHE	5 mars 1935.	ESTONIE	4 juillet 1936.
CHILI	26 mars 1935.	IRAK	5 août 1936.
ITALIE (y compris la Tri- politaine, la Cyrénaïque, l'Erythrée et la Somalie)	6 avril 1935.	RÉPUBLIQUE DOMINICAINE .	14 novembre 1936.
ESPAGNE (y compris l'en- semble des colonies espa- gnoles, ainsi que le Maroc (Zone espagnole))	24 avril 1935.	PÉROU	16 novembre 1936.
HONGRIE	1 ^{er} mai 1935.	YOUgosLAVIE	26 juin 1937.
TCHÉCOSLOVAQUIE	5 mai 1935.	FRANCE	} 9 août 1937.
VENEZUELA	10 mai 1935.	ALGÉRIE	
		MAROC (à l'exclusion de la Zone espagnole)	
		TUNISIE	
		COLONIES ET PROTECTORATS FRANÇAIS DE L'INDO- CHINE	
		ENSEMBLE DES AUTRES COLO- NIES FRANÇAISES	
		ETATS DU LEVANT SOUS MAN- DAT FRANÇAIS (Syrie et LIBAN)	

Adhésions :

Notifiées au Gouvernement égyptien conformément à l'article XIV du Protocole final de la Convention postale universelle :

LUXEMBOURG	18 août 1934.	HAÏTI	19 décembre 1934.
YÉMEN	20 août 1934.	SALVADOR	30 décembre 1934.

Adhésion :

Notifiée au Gouvernement de la Confédération suisse conformément à l'article 2 de la Convention postale universelle :

LIBÉRIA	10 juin 1936.
-------------------	---------------

PARCEL POST — AGREEMENT.

UNIVERSAL POSTAL UNION.

Parcel Post Agreement¹ concluded between AFGHANISTAN, ALBANIA, GERMANY, THE KINGDOM OF SAUDI ARABIA, ARGENTINE REPUBLIC, AUSTRIA, BELGIUM, THE COLONY OF THE BELGIAN CONGO, BOLIVIA, BRAZIL, BULGARIA, CHILE, CHINA, REPUBLIC OF COLOMBIA, REPUBLIC OF COSTA RICA, REPUBLIC OF CUBA, DENMARK, THE FREE CITY OF DANZIG, DOMINICAN REPUBLIC, EGYPT, ECUADOR, SPAIN, the Whole of the SPANISH COLONIES, ESTONIA, ETHIOPIA, FINLAND, FRANCE, ALGERIA, THE FRENCH COLONIES AND PROTECTORATES OF INDO-CHINA, the Whole of the OTHER FRENCH COLONIES, GREECE, GUATEMALA, REPUBLIC OF HAITI, REPUBLIC OF HONDURAS .

¹ Ratifications deposited at Cairo :

SAUDI ARABIA	October 21st, 1934.	IRAN	September 4th, 1935.
THE NETHERLANDS (for the Kingdom in Eu- rope, the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao)	October 23rd, 1934.	POLAND	September 17th, 1935.
SWITZERLAND	November 20th, 1934.	ETHIOPIA	September 22nd, 1935.
NORWAY	December 3rd, 1934.	BELGIUM	October 22nd, 1935.
SWEDEN	December 3rd, 1934.	BELGIAN CONGO	October 22nd, 1935.
DENMARK	December 18th, 1934.	ROUMANIA	November 5th, 1935.
STATE OF THE CITY OF THE VATICAN	December 26th, 1934.	ECUADOR	December 31st, 1935.
EGYPT	December 30th, 1934.	CHINA	January 11th, 1936.
JAPAN, CHOSEN AND THE WHOLE OF THE OTHER JAPANESE DEPENDEN- CIES	February 10th, 1935.	COLOMBIA	May 21st, 1936.
GERMANY	February 16th, 1935.	ESTONIA	July 4th, 1936.
ICELAND	February 27th, 1935.	IRAQ	August 5th, 1936.
AUSTRIA	March 5th, 1935.	DOMINICAN REPUBLIC	November 14th, 1936.
CHILE	March 26th, 1935.	PERU	November 16th, 1936.
ITALY (including Tripoli- tania, Cyrenaica, Eri- trea and Somaliland)	April 6th, 1935.	YUGOSLAVIA	June 26th, 1937.
SPAIN (including the whole of the Spanish Colonies and Morocco (Spanish Zone))	April 24th, 1935.	FRANCE	} August 9th, 1937.
HUNGARY	May 1st, 1935.	ALGERIA	
CZECHOSLOVAKIA	May 5th, 1935.	MOROCCO (except the Spanish Zone)	
VENEZUELA	May 10th, 1935.	TUNIS	
INDIA	June 2nd, 1935.	FRENCH COLONIES AND PROTECTORATES OF IN- DO-CHINA	
FINLAND	July 4th, 1935.	THE WHOLE OF THE OTHER FRENCH COLO- NIES	
		STATES OF THE LEVANT UNDER FRENCH MAN- DATE (Syria and Leba- non)	

Accessions :

Notified to the Egyptian Government in accordance with Article XIV of the Final Protocol of the Universal Postal Convention :

LUXEMBURG	August 18th, 1934.	HAITI	December 19th, 1934.
YEMEN	August 20th, 1934.	SALVADOR	December 30th, 1934.

Accession :

Notified to the Government of the Swiss Confederation in accordance with Article 2 of the Universal Postal Convention :

LIBERIA	June 10th, 1936.
-------------------	------------------

COLIS — ARRANGEMENT.

autres COLONIES FRANÇAISES, LA GRÈCE, LE GUATÉMALA, LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI, LA RÉPUBLIQUE DU HONDURAS, LA HONGRIE. L'INDE BRITANNIQUE, L'IRAK, L'ISLANDE, L'ITALIE, l'ensemble des COLONIES ITALIENNES, LE JAPON, LE CHOSÉN, l'ensemble des autres DÉPENDANCES JAPONAISES, LA LETTONIE, LES ÉTATS DU LEVANT SOUS MANDAT FRANÇAIS (Syrie et Liban), LA RÉPUBLIQUE DE LIBÉRIA, LA LITHUANIE, LE LUXEMBOURG, LE MAROC (à l'exclusion de la Zone espagnole), LE MAROC (Zone espagnole), LE NICARAGUA, LA NORVÈGE, LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA, LE PARAGUAY, LES PAYS-BAS, CURAÇAO ET SURINAM, LES INDES NÉERLANDAISES, LE PÉROU, LA PERSE, LA POLOGNE, LE PORTUGAL, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'AFRIQUE ORIENTALE, DE L'ASIE ET DE L'OCÉANIE, LA ROUMANIE, LA RÉPUBLIQUE DE SAINT-MARIN, LA RÉPUBLIQUE DE EL SALVADOR, LE TERRITOIRE DE LA SARRE, LE SIAM, LA SUÈDE, LA CONFÉDÉRATION SUISSE, LA TCHÉCOSLOVAQUIE, LA TUNISIE, LA TURQUIE, LA RÉPUBLIQUE O. DE L'URUGUAY, L'ÉTAT DE LA CITÉ DU VATICAN, LES ÉTATS-UNIS DU VENEZUELA, L'YÉMEN et LE ROYAUME DE YOUGOSLAVIE.

Les soussignés, plénipotentiaires des gouvernements des pays ci-dessus énumérés, vu l'article 3 de la Convention postale universelle ¹ conclue au Caire le 20 mars 1934, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté l'arrangement suivant :

CHAPITRE PREMIER

Article premier.

OBJET DE L'ARRANGEMENT.

1. Il peut être échangé, sous la dénomination de « colis postaux », entre les pays contractants, soit directement, soit par l'intermédiaire de l'un ou de plusieurs d'entre eux, des colis jusqu'à concurrence de 20 kilogrammes, avec les coupures de poids suivantes :

- 1^o Jusqu'à 1 kg. ;
- 2^o De plus de 1 kg. jusqu'à 5 kg. ;
- 3^o De plus de 5 kg. jusqu'à 10 kg. ;
- 4^o De plus de 10 kg. jusqu'à 15 kg. ;
- 5^o De plus de 15 kg. jusqu'à 20 kg.

2. L'échange des colis excédant 10 kilogrammes est facultatif.

CHAPITRE II

DISPOSITIONS APPLICABLES A TOUS LES COLIS.

Article 2.

AFFRANCHISSEMENT. TAXES.

1. L'affranchissement des colis est obligatoire.

2. La taxe se compose des droits revenant à chaque administration participant au transport territorial ou maritime. Elle comprend également, s'il y a lieu, les droits et taxes supplémentaires prévus aux articles 5 à 8.

Article 3.

DROIT TERRITORIAL.

Le droit de transport territorial est fixé, pour chaque pays, à :

- 30 centimes par colis jusqu'au poids de 1 kg. ;
- 50 centimes par colis de plus de 1 jusqu'à 5 kg. ;

¹ Vol. CLXXIV, page 171, de ce recueil.

PARCEL POST — AGREEMENT.

HUNGARY, BRITISH INDIA, IRAQ, ICELAND, ITALY, the Whole of the ITALIAN COLONIES, JAPAN, CHOSEN, the Whole of the OTHER JAPANESE DEPENDENCIES, LATVIA, LEVANT STATES UNDER FRENCH MANDATE (Syria and Lebanon), REPUBLIC OF LIBERIA, LITHUANIA, LUXEMBURG, MOROCCO (except the Spanish Zone), MOROCCO (Spanish Zone), NICARAGUA, NORWAY, REPUBLIC OF PANAMA, PARAGUAY, NETHERLANDS, CURAÇAO AND SURINAM, NETHERLANDS INDIES, PERU, PERSIA, POLAND, PORTUGAL, PORTUGUESE COLONIES IN WEST AFRICA, PORTUGUESE COLONIES IN EAST AFRICA, ASIA AND OCEANIA, ROUMANIA, REPUBLIC OF SAN MARINO, REPUBLIC OF EL SALVADOR, TERRITORY OF THE SAAR, SIAM, SWEDEN, SWISS CONFEDERATION, CZECHOSLOVAKIA, TUNIS, TURKEY, THE EASTERN REPUBLIC OF URUGUAY, THE STATE OF THE CITY OF THE VATICAN, UNITED STATES OF VENEZUELA, YEMEN and THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA.

The undersigned Plenipotentiaries of the Governments of the above-named countries, in view of Article 3 of the Universal Postal Convention¹ concluded at Cairo on the 20th of March, 1934, have, by mutual consent and subject to ratification, drawn up the following Agreement :

CHAPTER I.

Article 1.

SUBJECT OF THE AGREEMENT.

1. Parcels may be exchanged, under the designation of "postal parcels", between the contracting countries either directly or through the medium of one or more of them. They may not weigh more than 20 kilogrammes, with the following scale of weights :

- (i) Not exceeding 1 kg. ;
- (ii) Exceeding 1 and not exceeding 5 kg. ;
- (iii) Exceeding 5 and not exceeding 10 kg. ;
- (iv) Exceeding 10 and not exceeding 15 kg. ;
- (v) Exceeding 15 and not exceeding 20 kg.

2. The exchange of parcels exceeding 10 kilogrammes is optional.

CHAPTER II.

PROVISIONS APPLICABLE TO ALL PARCELS.

Article 2.

PREPAYMENT OF POSTAGE. RATES.

1. The prepayment of the postage on parcels is compulsory.

2. The postage is made up of the sums accruing to each Administration taking part in the conveyance by land or sea. It includes also any supplementary charges and surcharges levied in accordance with Articles 5 to 8.

Article 3.

LAND RATE.

The rate for conveyance by land is fixed, for each country, at :

- 30 centimes per parcel up to the weight of 1 kg. ;
- 50 centimes per parcel exceeding 1 and not exceeding 5 kg. ;

¹ Vol. CLXXIV, page 171, of this Series.

COLIS — ARRANGEMENT.

100 centimes par colis de plus de 5 jusqu'à 10 kg. ;
 150 centimes par colis de plus de 10 jusqu'à 15 kg. ;
 200 centimes par colis de plus de 15 jusqu'à 20 kg.

Toutefois, en ce qui concerne les colis des deux dernières coupures de poids, les administrations de départ et d'arrivée ont la faculté de fixer à leur gré les droits de transport qui leur reviennent.

Article 4.

DROIT MARITIME.

En cas de transport maritime, il est perçu pour chaque service participant à ce transport un droit dont le taux est fixé ainsi qu'il suit :

Echelons de distance	Colis jusqu'à 1 kg.	Colis de plus de 1 kg. jusqu'à 5 kg.	Colis de plus de 5 kg. jusqu'à 10 kg.	Colis de plus de 10 kg. jusqu'à 15 kg.	Colis de plus de 15 kg. jusqu'à 20 kg.
1	2	3	4	5	6
	Fr. c.	Fr. c.	Fr. c.	Fr. c.	Fr. c.
Jusqu'à 500 milles marins	—,15	—,25	—,50	—,75	1,—
De 501 à 1.000 milles marins .	—,25	—,40	—,75	1,10	1,60
» 1.001 » 2.000 » » .	—,40	—,60	1,10	1,60	2,25
» 2.001 » 3.000 » » .	—,50	—,80	1,45	2,10	2,90
» 3.001 » 4.000 » » .	—,60	1,—	1,80	2,60	3,55
» 4.001 » 5.000 » » .	—,70	1,20	2,15	3,10	4,20
» 5.001 » 6.000 » » .	—,80	1,40	2,50	3,60	4,85
» 6.001 » 7.000 » » .	—,90	1,60	2,85	4,10	5,50
» 7.001 » 8.000 » » .	1,—	1,80	3,20	4,60	6,15
» 8.001 » 9.000 » » .	1,10	2,—	3,55	5,10	6,80
» 9.001 » 10.000 » » .	1,20	2,20	3,90	5,60	7,45
Et ainsi de suite en ajoutant par 1.000 milles ou fraction de 1.000 milles.	—,10	—,20	—,35	—,50	—,65

Le cas échéant, les échelons sont établis d'après la distance moyenne entre les ports respectifs des deux pays correspondants.

Le transport maritime entre deux ports d'un même pays ne peut donner lieu à perception du droit prévu au premier alinéa, lorsque l'administration de ce pays reçoit déjà, du chef des colis transportés, la rémunération afférente au transport territorial.

Article 5.

RÉDUCTION OU MAJORATION DU DROIT TERRITORIAL.

Les pays contractants ont la faculté, sous réserve d'aviser trois mois au moins à l'avance l'administration des postes suisses, de réduire ou de majorer simultanément leur droit territorial de départ et d'arrivée.

Les modifications de ce droit entrent en vigueur aux dates suivantes : 1^{er} janvier, 1^{er} juillet. La réduction ou la majoration est valable pendant une période d'un an au minimum.

La majoration ne peut, en aucun cas, dépasser pour chaque coupure de poids le droit prévu à l'article 3.

PARCEL POST — AGREEMENT.

100 centimes per parcel exceeding 5 and not exceeding 10 kg. ;
 150 centimes per parcel exceeding 10 and not exceeding 15 kg. ;
 200 centimes per parcel exceeding 15 and not exceeding 20 kg.

Nevertheless, so far as parcels at the two last steps in the weight scale are concerned, the Administrations of origin and of destination are at liberty to fix, as they wish, the charges for conveyance due to them.

Article 4.

SEA RATE.

For conveyance by sea there is charged for each service used a rate fixed according to the following scale :

Scale of Distances	On a parcel weighing				
	not more than 1 kg.	more than 1 kg. but not more than 5 kg.	more than 5 kg. but not more than 10 kg.	more than 10 kg. but not more than 15 kg.	more than 15 kg. but not more than 20 kg.
1	2	3	4	5	6
	Fr. c.	Fr. c.	Fr. c.	Fr. c.	Fr. c.
Not exceeding 500 nautical miles.	— .15	— .25	— .50	— .75	1.—
From 501 to 1,000 " " "	— .25	— .40	— .75	1.10	1.60
" 1,001 " 2,000 " " "	— .40	— .60	1.10	1.60	2.25
" 2,001 " 3,000 " " "	— .50	— .80	1.45	2.10	2.90
" 3,001 " 4,000 " " "	— .60	1.—	1.80	2.60	3.55
" 4,001 " 5,000 " " "	— .70	1.20	2.15	3.10	4.20
" 5,001 " 6,000 " " "	— .80	1.40	2.50	3.60	4.85
" 6,001 " 7,000 " " "	— .90	1.60	2.85	4.10	5.50
" 7,001 " 8,000 " " "	1.—	1.80	3.20	4.60	6.15
" 8,001 " 9,000 " " "	1.10	2.—	3.55	5.10	6.80
" 9,001 " 10,000 " " "	1.20	2.20	3.90	5.60	7.45
And so on, adding for each 1,000 miles or fraction of 1,000 miles.	— .10	— .20	— .35	— .50	— .65

If necessary, the distances are determined according to the mean distance between the respective ports of the two countries concerned.

For sea conveyance between two ports of the same country the charge referred to in the first paragraph is not payable when the Administration of that country already receives, for the parcels conveyed, the payment applicable to conveyance by land.

Article 5.

REDUCTION OR INCREASE OF THE LAND RATE.

The contracting countries are entitled, provided they give at least three months' notice to the Swiss Administration, to reduce or increase their outward and inward land rate simultaneously.

The alterations of the rate come into force on the following dates : 1st January, 1st July.
 The reduction or increase holds good for at least one year.

The increase shall in no case exceed, for each step in the weight scale, the rate prescribed in Article 3.

COLIS — ARRANGEMENT.

Article 6.

RÉDUCTION OU MAJORATION DU DROIT MARITIME.

Les administrations ont la faculté de réduire ou de majorer de 50 % au maximum, dans les conditions prévues à l'article 5, le droit applicable au transport maritime indiqué à l'article 4.

Toute majoration doit aussi être appliquée aux colis qui sont expédiés par l'administration dont dépendent les services qui effectuent le transport maritime. Toutefois, cette règle ne s'applique pas aux relations entre un pays et ses colonies, etc., ni aux relations de ces colonies, etc., entre elles.

Article 7.

SURTAXE.

Chacun des pays contractants a la faculté d'appliquer aux colis postaux provenant ou à destination de ses bureaux une surtaxe de 25 centimes par colis.

Article 8.

COLIS ENCOMBRANTS. TAXE ADDITIONNELLE.

1. Sont considérés comme encombrants :

a) Les colis dont l'une des dimensions dépasse 1 mètre 50 ou dont la somme de la longueur et du plus grand pourtour, pris dans un sens autre que celui de la longueur, dépasse 3 mètres ;

b) Les colis qui, par leur forme, leur nature ou leur fragilité ne se prêtent pas facilement au chargement avec d'autres colis ou qui demandent des précautions spéciales, tels que plantes ou arbustes en paniers, cages vides ou renfermant des animaux vivants, boîtes à cigares vides ou autres boîtes en fardeaux, meubles, vannerie, jardinières, voitures d'enfants, rouets, vélocipèdes, etc.

2. Les administrations qui assurent des services maritimes ont la faculté de considérer comme encombrant tout colis qui emprunte ces services et dont une dimension est supérieure à 1 mètre 25 ou dont le volume dépasse :

60 dm ³	s'il s'agit de colis jusqu'à 5 kg. ;
80 » » » » »	de plus de 5 jusqu'à 10 kg. ;
100 » » » » »	» » » » 10 » 15 »
120 » » » » »	» » 15 » 20 »

3. Les colis encombrants sont admis seulement dans les relations avec les pays qui acceptent d'en assurer le transport.

4. Pour ces colis, la taxe d'affranchissement d'un colis ordinaire est majorée de 50 %. Elle est arrondie, s'il y a lieu, au demi-décime supérieur.

Article 9.

DROIT DE DÉDOUANEMENT.

L'administration destinataire peut percevoir, soit pour la remise à la douane et le dédouanement, soit pour la remise à la douane seulement, un droit s'élevant à 50 centimes au maximum par colis. Sauf arrangement contraire, ce droit est perçu au moment de la livraison.

PARCEL POST — AGREEMENT.

Article 6.

REDUCTION OR INCREASE OF THE SEA RATE.

Administrations have the right to reduce or increase up to a maximum of 50%, under the conditions prescribed by Article 5, the charge for sea conveyance specified in Article 4.

Any increase must also be applied to parcels despatched by the Administration responsible for the services which perform the sea conveyance. Nevertheless, this rule does not apply in the relations between a country and its colonies, etc., nor to the services between these colonies, etc., themselves.

Article 7.

SURCHARGES.

Each of the contracting countries has the right to collect on parcels, originating in or addressed to its offices, a surcharge of 25 centimes per parcel.

Article 8.

CUMBERSOME PARCELS. ADDITIONAL CHARGE.

I. Parcels considered as cumbersome are :

(a) Parcels of which one dimension exceeds 1 metre 50 or of which the sum of the length and of the greatest circumference measured in a direction other than that of the length exceeds 3 metres ;

(b) Parcels which from their shape, their nature or their fragility do not easily lend themselves to loading with other parcels or which require special precautions, such as plants or shrubs in baskets, cages empty or containing living animals, empty cigar boxes or other boxes in bundles, furniture, basket-work, flower-stands, baby-carriages, wheels, bicycles, etc.

2. Administrations which provide sea services have the option of considering as cumbersome any parcel conveyed by those services of which one dimension exceeds 1 metre 25 or of which the volume exceeds :

60	cubic	decimetres	in	the	case	of	a	parcel	not	exceeding	5	kg. ;
80	"	"	"	"	"	"	"	exceeding	5	and	not	exceeding 10 kg. ;
100	"	"	"	"	"	"	"	10	"	"	"	15 "
120	"	"	"	"	"	"	"	15	"	"	"	20 "

3. Cumbersome parcels are admitted only in the services with those countries which undertake to convey them.

4. For such parcels, the postage payable on an ordinary parcel is increased by 50%. It is rounded up, if necessary, to the nearest 5 centimes.

Article 9.

FEE FOR CUSTOMS CLEARANCE.

The Administration of destination may collect, either in respect of delivery to the Customs and clearance through the Customs, or in respect of delivery to the Customs only, a fee not exceeding 50 centimes per parcel. In the absence of an arrangement to the contrary, this fee is collected on delivery.

COLIS — ARRANGEMENT.

Article 10.

REMISE AU DESTINATAIRE. DROIT DE REMISE A DOMICILE.

1. Les colis sont remis aux destinataires dans le plus bref délai possible et conformément aux dispositions en vigueur dans le pays de destination.

Ce pays peut percevoir, pour la remise des colis à domicile, un droit égal à celui qui est fixé dans son service intérieur, avec un maximum de 50 centimes par colis. Le même droit est applicable, le cas échéant, à toute présentation, autre que la première, faite au domicile du destinataire.

2. Lorsque les colis ne sont pas livrés à domicile, le destinataire doit être avisé sans retard de leur arrivée. Les pays dont le régime intérieur en fait une obligation peuvent percevoir une taxe spéciale pour la remise d'un tel avis ; cette taxe ne peut dépasser celle d'une lettre ordinaire de port simple du service intérieur. La même taxe est applicable, le cas échéant, à tout nouvel avis envoyé ultérieurement au domicile du destinataire.

Article 11.

DROITS DE DOUANE ET AUTRES DROITS NON POSTAUX.

Les administrations sont autorisées à percevoir sur les destinataires des colis les droits de douane et tous autres droits non postaux éventuels.

Article 12.

COLIS FRANCS DE DROITS.

Dans les relations entre les pays qui se sont déclarés d'accord à cet égard, les expéditeurs peuvent prendre à leur charge, moyennant déclaration préalable au bureau de départ, la totalité des droits postaux et non postaux dont les colis sont grevés à la livraison. Tant qu'un colis n'a pas été délivré au destinataire, l'expéditeur peut, postérieurement au dépôt et moyennant la taxe fixée pour une lettre recommandée de port simple, demander que le colis soit remis franc de droits.

Dans ces cas, les expéditeurs doivent s'engager à payer les sommes qui pourraient être réclamées par le bureau destinataire et, le cas échéant, verser des arrhes suffisantes.

L'administration destinataire est autorisée à percevoir un droit de commission qui ne peut dépasser 50 centimes par colis. Ce droit est indépendant de celui qui est prévu à l'article 9.

Article 13.

DROIT DE REMBALLAGE.

L'administration sur le territoire de laquelle le colis a dû être remballé pour protéger son contenu est autorisée à frapper ce colis d'un droit de remballage fixé à 30 centimes. Ce droit ne peut être appliqué qu'aux colis réexpédiés ou renvoyés à l'origine et une fois seulement au cours du transport de bout en bout. Il est récupéré sur le destinataire ou, le cas échéant, sur l'expéditeur.

Article 14.

DROIT DE MAGASINAGE.

Le pays de destination est autorisé à percevoir le droit de magasinage fixé par sa législation pour les colis adressés poste restante ou non retirés dans les délais prescrits.

Ce droit ne peut toutefois excéder 5 francs.

PARCEL POST — AGREEMENT.

Article 10.

DELIVERY TO THE ADDRESSEE. FEE FOR DELIVERY AT THE PLACE OF ADDRESS.

1. Parcels are delivered to the addressees as quickly as possible and in accordance with the conditions in force in the country of destination.

This country may collect, in respect of delivery of parcels at the addressee's residence, a fee equal to that fixed in its internal service, with a maximum of 50 centimes per parcel. The same fee may be charged, if the case arises, for each presentation after the first at the addressee's residence.

2. When parcels are not delivered at the addressee's residence, the addressee must be advised without delay of their arrival. Countries whose internal regulations oblige them to do so may collect a special charge for the delivery of such an advice; this charge may not exceed that for an ordinary single-rate letter in the inland service. The same charge is applicable, where necessary, to each fresh advice sent subsequently to the addressee's residence.

Article 11.

CUSTOMS CHARGES AND OTHER NON-POSTAL CHARGES.

Administrations are authorized to collect from the addressees of parcels the Customs charges and all other non-postal charges which may be due.

Article 12.

PARCELS FOR DELIVERY FREE OF CHARGE.

In the services between countries which have declared themselves in agreement in this respect, the senders may, by making a declaration beforehand at the office of posting, undertake the payment of the total amount of the postal and non-postal charges due on the parcels on delivery. So long as a parcel has not been delivered to the addressee, the sender may request, subsequently to posting and subject to the payment of the charge fixed for a single-rate registered letter, that the parcel may be delivered free of charge.

In these cases, the senders must undertake to pay the sums which may be claimed by the office of destination and, if necessary, make adequate deposits.

The Administration of destination is authorized to collect a commission not exceeding 50 centimes per parcel. This fee is distinct from that which is prescribed in Article 9.

Article 13.

CHARGE FOR REPACKING.

The Administration on the territory of which a parcel has had to be repacked in order to protect its contents is authorized to impose in respect of that parcel a charge for repacking fixed at 30 centimes per parcel. This charge may be applied only to parcels redirected or returned to origin, and once only during the whole course of conveyance. It is collected from the addressee or the sender, as the case may be.

Article 14.

WAREHOUSING CHARGE.

The country of destination is authorized to collect the warehousing charge fixed by its legislation for parcels which are addressed "poste restante" or which are not claimed within the prescribed periods.

This charge may in no case exceed 5 francs.

COLIS — ARRANGEMENT.

Article 15.

COLIS EXPRÈS.

1. Les colis sont, à la demande des expéditeurs, remis à domicile par porteur spécial immédiatement après l'arrivée, dans les pays dont les administrations consentent à se charger de ce service.

2. Ces envois, qualifiés « exprès », sont soumis, en sus du port ordinaire, à une taxe spéciale de 80 centimes qui doit être acquittée complètement et à l'avance par l'expéditeur, que le colis puisse ou non être remis au destinataire ou seulement signalé par exprès.

3. Lorsque le domicile du destinataire se trouve en dehors du rayon de distribution locale du bureau de destination, la remise par exprès peut donner lieu à la perception d'une taxe complémentaire jusqu'à concurrence de celle qui est fixée dans le service interne.

La remise par exprès n'est toutefois pas obligatoire dans ce cas.

4. Lorsqu'un colis exprès est réexpédié ou tombe en rebut, la taxe complémentaire reste exigible suivant les dispositions de l'article 47, § 2, ci-après.

5. La remise par exprès du colis ou d'un avis d'arrivée au destinataire n'est essayée qu'une fois. Après un essai infructueux, le colis cesse d'être considéré comme exprès et sa remise s'effectue dans les conditions requises pour les colis ordinaires.

Article 16.

INTERDICTIONS.

1. L'expédition des objets visés dans la colonne 1 du tableau ci-après est interdite. Lorsque les colis qui contiennent ces objets ont été admis à tort à l'expédition, ils doivent subir le traitement indiqué dans la colonne 2.

Objets 1	Traitement des colis admis à tort 2
<p>a) Les objets qui, par leur nature ou leur emballage, peuvent présenter du danger pour les agents, salir ou détériorer les autres colis ;</p> <p>b) L'opium, la morphine, la cocaïne et autres stupéfiants ; toutefois, cette interdiction ne s'applique pas aux expéditions effectuées dans un but médical ou scientifique pour les pays qui les admettent à cette condition ;</p> <p>c) Les objets dont l'admission ou la circulation est interdite dans le pays de destination ;</p> <p>d) Tout document ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle, ainsi que les objets de correspondance de toute nature portant une autre adresse que celle du destinataire ou des personnes habitant avec ce dernier.</p> <p>Cependant, il est permis d'insérer une facture ouverte réduite à ses énonciations constitutives ;</p> <p>e) Les matières explosibles, inflammables ou dangereuses ; toutefois, les administrations peuvent s'entendre pour le transport des capsules et des cartouches métalliques chargées pour les armes à feu portatives, des éléments de fusées d'artillerie inexplosibles et des allumettes ;</p> <p>f) Les objets obscènes ou immoraux</p>	<p>A traiter selon les règlements intérieurs de l'administration qui en constate la présence ; toutefois, les objets visés sous b) ne sont en aucun cas ni acheminés à destination, ni délivrés aux destinataires, ni renvoyés à l'origine.</p> <p>En cas de contravention à la disposition prévue sous d), s'il s'agit de l'insertion d'un seul objet de correspondance, celui-ci est traité de la manière prescrite pour les lettres non affranchies. Le colis ne peut en aucun cas être renvoyé à l'origine ;</p> <p>A détruire sur place par l'administration qui en constate la présence ;</p>

PARCEL POST — AGREEMENT.

Article 15.

EXPRESS PARCELS.

1. Parcels are, at the request of the senders, sent out for delivery by special messenger immediately after their arrival in countries whose Administrations undertake this service.

2. Such parcels, called "express", are subject, in addition to the ordinary postage, to a special charge of 80 centimes, which must be fully prepaid by the sender in advance, whether the parcel itself or merely a notice of its arrival can be delivered to the addressee by express.

3. When the addressee's house is situated outside the local delivery zone of the office of destination, delivery by express may give rise to the collection of a complementary charge up to the amount of the fee fixed for express delivery in the inland service.

Delivery by express is not, however, obligatory in this case.

4. When an express parcel is redirected or cannot be delivered, the additional charge is maintained in accordance with the provisions of Article 47, § 2.

5. Only one attempt is made to deliver by express to the addressee either the parcel itself or the notice of its arrival. After an unsuccessful attempt, the parcel ceases to be considered as an express parcel, and it is delivered under the conditions which apply to ordinary parcels.

Article 16.

PROHIBITIONS.

1. The despatch of the articles indicated in column 1 of the following table is forbidden. If parcels containing these articles have been wrongly admitted to the post, they must be treated as indicated in column 2.

Articles 1	Treatment of parcels wrongly admitted 2
<p>(a) Articles which from their nature or by their packing may expose postal officials to danger, or soil or damage other parcels ;</p> <p>(b) Opium, morphine, cocaine and other narcotics ; this prohibition does not, however, apply in the case of parcels forwarded for medical or scientific purposes to countries which admit them on this condition ;</p> <p>(c) Articles the circulation of which is forbidden in the country of destination ;</p> <p>(d) Any document which constitutes an actual and personal correspondence, as well as correspondence of any kind bearing an address other than that of the addressee of the parcel or of persons living with him.</p> <p style="padding-left: 2em;">It is, however, permissible to enclose an open invoice confined to the particulars which constitute an invoice ;</p> <p>(e) Explosive, inflammable, or dangerous substances ; Administrations may, however, come to a mutual understanding regarding the conveyance of cartridges and loaded metal caps for portable firearms, non-explosive components of artillery fuses, and matches ;</p> <p>(f) Obscene or immoral articles ;</p>	<p>To be treated according to the internal regulations of the Administration which discovers them ; nevertheless, articles indicated under (b) are in no case sent forward to destination, delivered to the addressee or returned to origin.</p> <p>In a case where the provisions under (d) have been contravened by the inclusion of a single item of correspondence, the latter is treated in the manner prescribed for unpaid letters. The parcel cannot in any case be returned to origin.</p> <p>To be destroyed on the spot by the Administration which discovers them.</p>

COLIS — ARRANGEMENT.

Objets 1	Traitement des colis admis à tort 2
<p><i>g)</i> Les animaux vivants, pour autant que leur transport par la poste n'est pas autorisé par les règlements postaux des pays intéressés ;</p> <p><i>h)</i> Les pièces de monnaie, les billets de banque, les billets de monnaie ou les valeurs quelconques au porteur, le platine, l'or ou l'argent, manufacturés ou non, les pierreries, les bijoux et autres objets précieux, dans les colis sans valeur déclarée à destination des pays qui admettent la déclaration de valeur.</p>	<p>A renvoyer au pays d'origine, sauf le cas où l'administration de destination serait disposée à les remettre aux destinataires aux conditions prévues par ses règlements intérieurs.</p>

2. Dans le cas où les colis admis à tort à l'expédition ne seraient ni renvoyés à l'origine, ni remis au destinataire, l'administration expéditrice doit être informée, d'une manière précise, du traitement appliqué à ces colis.

Article 17.

COLIS ACCEPTÉS A TORT.

Les colis dont le poids ou les dimensions dépassent sensiblement les limites admises et qui auraient été acceptés à tort à l'expédition sont soumis au traitement prescrit pour les envois visés à l'article 16, § 1, lettres *g)* et *h)*.

Article 18.

COLIS POUR LES PRISONNIERS DE GUERRE.

Sauf lorsqu'ils sont grevés de remboursement, les colis destinés aux prisonniers de guerre ou expédiés par eux sont exonérés de toutes taxes prévues par le présent arrangement, aussi bien dans les pays d'origine et de destination que dans les pays intermédiaires. Ces colis ne donnent lieu ni à bonification, ni à paiement d'indemnité en cas de perte, de spoliation ou d'avarie.

Il en est de même des colis concernant les prisonniers de guerre, expédiés ou reçus, soit directement, soit à titre d'intermédiaire, par les bureaux de renseignements qui seraient établis éventuellement pour ces personnes dans des pays belligérants ou dans les pays neutres ayant recueilli des belligérants sur leur territoire.

Les belligérants recueillis et internés dans un pays neutre sont assimilés aux prisonniers de guerre proprement dits, en ce qui concerne l'application des dispositions ci-dessus.

Article 19.

RETRAIT. MODIFICATION D'ADRESSE.

L'expéditeur d'un colis peut le faire retirer du service ou en faire modifier l'adresse aux conditions déterminées pour les correspondances par l'article 51 de la convention, avec cette addition que, si l'expéditeur demande le renvoi ou la réexpédition d'un colis, il est tenu de garantir d'avance le paiement du port dû pour la nouvelle transmission.

Pour les colis avec valeur déclarée qui font l'objet d'une modification d'adresse demandée par voie télégraphique, la taxe du télégramme est augmentée de la taxe applicable à une lettre recommandée de port simple.

PARCEL POST — AGREEMENT.

Articles 1	Treatment of parcels wrongly admitted 2
<p>(g) Live animals, in so far as their conveyance by post is not authorised by the postal regulations of the countries concerned;</p> <p>(h) Coin, bank notes, currency notes or any kind of securities payable to bearer, platinum, gold or silver, whether manufactured or unmanufactured, precious stones, jewels or other precious articles in uninsured parcels addressed to countries which admit insurance.</p>	<p>To be returned to the country of origin, except in a case in which the Administration of destination is prepared to deliver them to the addressees under the conditions of its internal regulations.</p>

2. If parcels wrongly admitted to the post are neither returned to origin nor delivered to the addressee, the Administration of origin must be informed in a precise manner of the treatment accorded to the parcels.

Article 17.

PARCELS WRONGLY ACCEPTED.

Parcels of which the weight or dimensions appreciably exceed the limits allowed and which have been wrongly admitted to the post are subject to the treatment prescribed for the articles indicated in Article 16, § 1 (g) and (h).

Article 18.

PARCELS FOR PRISONERS OF WAR.

Unless subject to trade-charges, parcels sent to or by prisoners of war are exempt from all charges prescribed by the present Agreement, whether in the country of origin, in the country of destination or in the countries of transit. These parcels give rise neither to a credit nor to the payment of compensation in the case of loss, abstraction or damage.

The same applies to postal parcels concerning prisoners of war, sent or received either directly by or through the agency of information bureaux which may be established for prisoners in belligerent countries or in neutral countries which have received belligerents in their territory.

Belligerents received and interned in a neutral country are treated like prisoners of war properly so called, in so far as the application of the above-mentioned rules is concerned.

Article 19.

WITHDRAWAL. ALTERATION OF ADDRESS.

The sender of a parcel can have it withdrawn from the post or have its address altered under the conditions prescribed for letters, etc., by Article 51 of the Convention, with this addition, that, if the sender requests the return or redirection of a parcel, he must guarantee in advance the payment of the postage due for the new transmission.

If a telegraphic request for alteration of address relates to an insured parcel, the charge for the telegram is increased by the charge for a single-rate registered letter.

COLIS — ARRANGEMENT.

Article 20.

AVIS DE RÉCEPTION.

L'expéditeur peut demander un avis de réception dans les conditions fixées par l'article 55 de la convention.

Article 21.

RÉEXPÉDITION.

1. La réexpédition d'un colis, par suite de changement de résidence du destinataire dans le territoire du pays de destination, peut être faite, soit sur la demande de l'expéditeur ou du destinataire, soit sans demande expresse, si les règlements du pays de destination le comportent.

La réexpédition d'un colis, d'un pays sur un autre, n'a lieu que sur la demande de l'expéditeur ou du destinataire, pourvu que le colis réponde aux conditions requises pour le nouveau transport.

L'expéditeur est autorisé à interdire toute réexpédition, au moyen d'une annotation appropriée sur le bulletin d'expédition et sur le colis.

2. La réexpédition des colis sur un autre pays, par suite du changement de résidence des destinataires, donne lieu à la perception supplémentaire des taxes fixées par les articles 3 à 8 et 35, §§ 3 et 5. Lorsqu'un colis a été réexpédié dans le territoire du pays de destination, l'administration de ce pays peut percevoir une taxe de réexpédition sur la base de ses règlements internes. Ces taxes, qui sont exigibles en cas de réexpédition ultérieure ou de renvoi à l'origine, sont perçues sur les destinataires ou, le cas échéant, sur les expéditeurs, sans préjudice du remboursement des droits de douane ou autres frais spéciaux dont le pays de destination n'accorde pas l'annulation.

La même procédure est suivie pour les colis frappés de l'une des interdictions prévues à l'article 16.

3. La réexpédition des colis parvenus en fausse direction ou le renvoi des colis admis à tort à l'expédition a lieu suivant les prescriptions de l'article 134, §§ 1 et 2, du règlement.

4. En cas de réexpédition, les délais de conservation au nouveau bureau destinataire sont conformes aux délais prévus à l'article 22, § 5, ci-après.

Article 22.

REBUTS.

1. Les expéditeurs sont tenus d'indiquer, au verso des bulletins d'expédition et sur les colis, la manière dont il doit être disposé de leurs envois en cas de non-livraison.

Lorsque cette prescription n'est pas observée, et que les colis sont tombés en rebut, ils sont renvoyés immédiatement au bureau d'origine.

Sauf impossibilité, le renvoi a lieu par la voie suivie à l'aller.

2. Le renvoi d'un colis tombé en rebut doit aussi avoir lieu immédiatement si la demande de l'expéditeur, formulée sur le bulletin d'expédition et sur le colis, n'a pas abouti au résultat voulu.

Lorsque, en réponse à l'avis de non-remise, l'expéditeur (ou le tiers dont il est question à l'article 108, § 1, du règlement) a formulé une ou plusieurs des demandes visées à l'article 136, § 1, lettres *a*), *b*), *c*), *d*) ou *e*) du règlement et que, malgré l'exécution de ces instructions, le résultat voulu n'a pas été atteint, le colis est renvoyé au bureau d'origine.

PARCEL POST — AGREEMENT.

Article 20.

ADVISE OF DELIVERY.

The sender may request an advice of delivery under the conditions laid down in Article 55 of the Convention.

Article 21.

REDIRECTION.

1. A parcel may be redirected in consequence of the addressee's change of address in the country of destination, at the request either of the sender or of the addressee, or without a definite request if the regulations of the country of destination admit of it.

A parcel may be redirected from one country to another only at the sender's or the addressee's request, and provided that the parcel complies with the conditions required for its further conveyance.

The sender is entitled to forbid any redirection, by means of a suitable entry on the despatch note and on the parcel.

2. For the redirection of parcels from one country to another in consequence of the removal of the addressees, additional postage is charged at the rates fixed by Articles 3 to 8 and 35, §§ 3 and 5. When a parcel has been redirected within the country of destination, the Administration of that country may collect a redirection charge on the basis of its internal regulations. These charges, which are not cancelled in case of further redirection or of return to origin, are collected from the addressees or, where necessary, from the senders, without prejudice to the payment of any Customs charges or other special expenses incurred which the country of destination does not agree to cancel.

The same procedure is followed in the case of parcels falling under one of the prohibitions specified in Article 16.

3. Parcels received out of course, or wrongly accepted, are retransmitted or returned in accordance with the provisions of Article 134, §§ 1 and 2, of the Detailed Regulations.

4. In cases of redirection, the periods of retention at the new office of destination are similar to those prescribed in Article 22, § 5.

Article 22.

NON-DELIVERY.

1. Senders must state, on the back of the despatch notes and on the parcels, how their parcels are to be disposed of in the event of non-delivery.

If this regulation is not complied with, undelivered parcels are returned to the office of origin immediately.

A parcel must be returned if possible by the same route by which it was received.

2. An undelivered parcel must also be returned immediately if the sender's request furnished on the despatch note and on the parcel has not produced the desired result.

When, in reply to an advice of non-delivery, the sender (or the third party referred to in Article 108, § 1, of the Detailed Regulations) has furnished one or more of the requests provided for in Article 136, § 1 (*a*), (*b*), (*c*), (*d*) or (*e*), of the Detailed Regulations, and in spite of the execution of these instructions the desired result has not been obtained, the parcel is returned to the office of origin.

COLIS — ARRANGEMENT.

3. L'administration destinataire, tant qu'elle n'a pas reçu des instructions de l'expéditeur, est autorisée, soit à livrer, le cas échéant, le colis au destinataire primitif ou à un autre destinataire indiqué éventuellement, soit à le réexpédier à une nouvelle adresse.

4. Il peut être perçu, sur l'expéditeur ou sur le tiers dont il est question à l'article 108, § 1, du règlement, au moment où il aura à remplir la formule de non-remise mentionnée à l'article 135 du règlement, un droit qui ne dépasse pas le double de la taxe applicable à une lettre de port simple. S'il s'agit de plusieurs colis faisant l'objet d'un seul avis de non-remise, conformément aux prescriptions du règlement, le droit ne peut être perçu qu'une fois.

Si, dans le délai d'un mois à compter de l'expédition de l'avis de non-remise, le bureau destinataire n'a pas reçu des instructions suffisantes, le colis est renvoyé au bureau d'origine. Ce délai est porté à quatre mois dans les relations avec les pays éloignés.

5. Les colis dont l'arrivée a été notifiée aux destinataires sont conservés à leur disposition quinze jours ou, au plus tard, un mois à compter du lendemain de l'expédition de l'avis. Passé ce délai, ils sont considérés comme tombés en rebut.

Lorsqu'une notification n'a pu avoir lieu, les colis gardés en instance, de même que les colis adressés poste restante, ne sont considérés comme tombés en rebut qu'après le délai de conservation prescrit par les règlements du pays de destination. Toutefois, ce délai ne peut dépasser, en règle générale, deux mois, sauf les cas exceptionnels où l'administration de destination juge nécessaire de prolonger la conservation jusqu'à quatre mois au maximum.

Le renvoi au pays d'origine doit avoir lieu dans un délai plus court, si l'expéditeur l'a demandé par une annotation au verso du bulletin et sur le colis dans une langue connue dans le pays de destination.

6. Le renvoi des colis tombés en rebut donne lieu à la perception des taxes prévues à l'article 21, § 2.

Article 23.

ANNULATION DES DROITS DE DOUANE ET AUTRES DROITS NON POSTAUX.

Les administrations s'engagent à intervenir auprès des services intéressés de leur pays pour que les droits de douane et autres droits non postaux soient annulés sur les colis renvoyés au pays d'origine, abandonnés par les expéditeurs, détruits pour cause d'avarie complète du contenu ou réexpédiés sur un tiers pays.

Elles doivent agir de même en ce qui concerne les colis perdus, spoliés ou avariés dans leur service.

Article 24.

VENTE. DESTRUCTION.

Les articles dont la détérioration ou la corruption prochaines sont à craindre peuvent seuls être vendus immédiatement, même en route, à l'aller ou au retour, sans avis préalable et sans formalité judiciaire, au profit de qui de droit. Si, pour une cause quelconque, la vente est impossible, les objets détériorés ou corrompus sont détruits.

Article 25.

COLIS ABANDONNÉS.

Les colis qui n'ont pu être délivrés aux destinataires et dont les expéditeurs ont fait abandon ne sont pas renvoyés. L'administration de destination les traite d'après sa législation.

PARCEL POST — AGREEMENT.

3. The Administration of destination, so long as it has not received instructions from the sender, is authorised either to deliver the parcel, if necessary, to the first addressee or to an alternative addressee as indicated, or to redirect it to a new address.

4. A fee not exceeding double the postage applicable to a single-rate letter may be collected from the sender, or from the third party referred to in Article 108, § 1, of the Detailed Regulations, when he is called upon to fill up the notice of non-delivery mentioned in Article 135 of the Detailed Regulations. In cases in which several parcels form the subject of a single advice of non-delivery, in accordance with the Detailed Regulations, the fee may be collected once only.

If, within one month from the date of despatch of the notice of non-delivery, the office of destination has not received adequate instructions, the parcel is returned to the office of origin. This period is extended to four months in services with distant countries.

5. Parcels of which the arrival has been notified to the addressees are kept at their disposal for fifteen days or, at the longest, one month from the day after the despatch of the notice. After this period they are considered as undeliverable.

Parcels which are retained when it has not been possible to notify the addressees of their arrival, as well as parcels addressed "poste restante", are only considered as undeliverable after the expiration of the period of retention prescribed by the regulations of the country of destination, but this period may not exceed, as a general rule, two months, save in the exceptional cases in which the Administration of the country of destination considers it necessary to extend it up to four months at most.

The parcel must be returned to the country of origin within a shorter period, if the sender has requested it by means of an appropriate entry on the back of the despatch note and on the parcel in a language understood in the country of destination.

6. Returned undelivered parcels are subject to the charges referred to in Article 21, § 2.

Article 23.

CANCELLATION OF CUSTOMS AND OTHER NON-POSTAL CHARGES.

The Administrations agree to urge the services concerned in their countries to cancel Customs and other non-postal charges on parcels which are returned to the country of origin, abandoned by the senders, destroyed because the contents are completely damaged, or redirected to a third country.

The same applies to cases of loss, abstraction or damage which take place in their service.

Article 24.

SALE. DESTRUCTION.

Articles of which the early deterioration or corruption is to be expected, and these only, may be sold immediately, even when in transit on the outward or return journey, without previous notice or judicial formality, for the benefit of the rightful owner. If for any reason a sale is impossible, the spoilt or putrid articles are destroyed.

Article 25.

ABANDONED PARCELS.

Parcels which cannot be delivered to the addressees and which the senders have abandoned are not returned. The Administration of destination deals with them in accordance with its legislation.

COLIS — ARRANGEMENT.

Article 26.

RÉCUPÉRATION DES FRAIS SUR L'EXPÉDITEUR.

Les expéditeurs sont tenus de payer les frais de transport ou autres dont les administrations se trouvent à découvert par suite de la non-livraison des colis, même si ces derniers ont été abandonnés, vendus ou détruits. Ces frais sont repris sur l'administration d'origine.

Lorsque l'expéditeur indique comme adresse la poste restante ou un hôtel, le bureau de dépôt peut percevoir des arrhes pour se couvrir des frais qui pourraient résulter de la non-livraison des colis.

Article 27.

RÉCLAMATIONS.

1. La réclamation de tout colis ou de tout mandat de remboursement peut donner lieu à la perception d'un droit fixe de 60 centimes au maximum.

Ce droit est perçu pour chaque colis, même si la réclamation concerne plusieurs colis déposés simultanément par le même expéditeur à l'adresse du même destinataire.

Aucun droit n'est perçu si l'expéditeur a déjà acquitté le droit spécial pour un avis de réception.

2. Les réclamations ne sont admises que dans le délai d'un an à compter du lendemain du dépôt du colis.

Chaque administration est, toutefois, tenue de donner suite aux simples demandes de renseignements, introduites après ce délai, dont elle est saisie par une autre administration au sujet de colis expédiés depuis moins de deux ans.

3. Chaque administration est obligée d'accepter les réclamations concernant des colis déposés sur le territoire d'autres administrations.

4. Lorsqu'une réclamation a été motivée par une faute de service, le droit de réclamation est restitué.

CHAPITRE III

COLIS CONTRE REMBOURSEMENT.

Article 28.

TAXES ET CONDITIONS. LIQUIDATION.

1. Les colis peuvent être expédiés contre remboursement dans les relations entre les pays dont les administrations conviennent d'assurer ce service.

2. Les colis expédiés contre remboursement sont soumis aux formalités et aux taxes des colis ordinaires ou, le cas échéant, des colis avec valeur déclarée.

En outre, l'expéditeur paie à l'avance :

a) Une taxe fixe qui ne peut dépasser 50 centimes par colis et un droit proportionnel de $\frac{1}{2}\%$ au maximum du montant du remboursement, s'il désire que ce montant soit liquidé au moyen d'un mandat de remboursement émis gratuitement à son profit ;

b) Une taxe fixe de 25 centimes au maximum, s'il demande la liquidation au moyen d'un versement en compte courant postal dans le pays de destination du colis.

3. Le mode de liquidation prévu au § 2, lettre *b)*, n'est admis que si les administrations intéressées se chargent d'appliquer ce procédé de liquidation. L'administration de destination verse

PARCEL POST — AGREEMENT.

Article 26.

RECOVERY OF THE CHARGES FROM THE SENDER.

The senders are required to pay the transport or other charges incurred by the Administrations in consequence of the non-delivery of parcels, even if the parcels have been abandoned, sold or destroyed. These charges are recovered from the Administration of origin.

When the sender furnishes as his address the "poste restante" or an hotel, the office of posting may collect a deposit to cover the charges which might result from the non-delivery of the parcel.

Article 27.

APPLICATIONS.

1. A fixed fee not exceeding 60 centimes may be charged for enquiry concerning every parcel or every trade-charge money order.

This fee is chargeable for each parcel, even if the enquiry concerns several parcels posted at the same time by the same sender for the same addressee.

No fee is charged if the sender has already paid the special fee for an advice of delivery.

2. Enquiries are admitted only within the period of one year from the day following the posting of the parcel.

Each Administration is bound, however, to comply with simple requests for information received after this period from another Administration concerning parcels posted not more than two years previously.

3. Each Administration is bound to accept enquiries concerning parcels posted in the territory of other Administrations.

4. When an enquiry is the outcome of an irregularity in the postal service, the enquiry fee is refunded.

CHAPTER III.

CASH-ON-DELIVERY PARCELS.

Article 28.

CHARGES AND CONDITIONS. SETTLEMENT.

1. Parcels marked for the collection of trade-charges may be exchanged between countries the Administrations of which agree to maintain this service.

2. Cash-on-delivery parcels are subject to the formalities and to the charges prescribed for ordinary or for insured parcels, as the case may be.

In addition, the sender pays in advance :

(a) A fixed charge which may not exceed 50 centimes per parcel, and a proportionate charge not exceeding $\frac{1}{2}\%$ of the amount of the trade-charge if he wishes the amount to be settled by means of a trade-charge money order issued, free of commission, in his favour.

(b) A fixed charge not exceeding 25 centimes if he requires settlement through a postal cheque account in the country of destination of the parcel.

3. The method of settlement provided for under § 2 (b) is admitted only if the Administrations concerned undertake to apply this method of settlement. The Administration of destination pays

COLIS — ARRANGEMENT.

en compte courant, au moyen d'un bulletin de versement du régime intérieur, le montant encaissé sur le destinataire, après déduction d'une taxe fixe de 25 centimes au maximum et de la taxe ordinaire des versements applicable dans son service intérieur.

4. Quel que soit le mode de liquidation, le montant maximum du remboursement est égal à celui qui est fixé pour les mandats de poste à destination du pays d'origine du colis.

5. Sauf arrangement contraire, le montant du remboursement est exprimé dans la monnaie du pays d'origine du colis. Toutefois, en cas de versement en compte courant postal tenu dans le pays de destination du colis, le montant doit être indiqué dans la monnaie de ce pays.

6. Chaque administration a la faculté d'adopter, pour la perception du droit proportionnel prévu au § 2, lettre *a*), l'échelle qui répond le mieux à ses convenances de service.

7. Chaque administration est tenue d'assurer le transit des colis contre remboursement, même si elle n'admet pas ces envois dans son service. Les pays intermédiaires doivent également assurer le transit des colis dont le montant du remboursement dépasse le maximum fixé pour leur propre trafic.

Article 29.

ANNULATION OU RÉDUCTION DU MONTANT DU REMBOURSEMENT.

L'expéditeur d'un colis grevé de remboursement peut demander le dégrèvement total ou partiel du montant du remboursement.

Les demandes de cette nature sont soumises aux dispositions de l'article 64 de la convention.

Article 30.

RESPONSABILITÉ EN CAS DE PERTE, DE SPOILIATION OU D'AVARIE DU COLIS.

La perte, la spoliation ou l'avarie d'un colis grevé de remboursement engage la responsabilité du service postal dans les conditions déterminées par le chapitre VI ci-après.

*Article 31.*INDEMNITÉ EN CAS DE NON-ENCAISSEMENT DU MONTANT DU REMBOURSEMENT,
D'ENCAISSEMENT INSUFFISANT OU FRAUDULEUX.

1. Si le colis a été livré au destinataire sans encaissement du montant du remboursement, l'expéditeur a droit à une indemnité, pourvu qu'une réclamation ait été formulée dans le délai prévu à l'article 27 et à moins que le non-encaissement ne soit dû à une faute ou à une négligence de sa part, ou que le contenu du colis ne tombe sous le coup des interdictions prévues à l'article 16, § 1, lettres *b*), *c*), *e*), *f*), *g*) et *h*), ou que le colis n'ait fait l'objet d'une déclaration frauduleuse de valeur.

Il en est de même si la somme encaissée du destinataire est inférieure au montant du remboursement indiqué ou si l'encaissement a été effectué frauduleusement.

L'indemnité ne pourra dépasser, en aucun cas, le montant du remboursement.

2. L'administration qui a effectué le paiement de l'indemnité est subrogée, jusqu'à concurrence du montant de cette indemnité, dans les droits de la personne qui l'a reçue, pour tout recours éventuel, soit contre le destinataire, soit contre l'expéditeur ou contre des tiers.

PARCEL POST — AGREEMENT.

into the postal cheque account, by means of a transfer note of its internal service, the amount collected from the addressee, after deduction of a fixed charge not exceeding 25 centimes and the ordinary charge for transfers applicable in its internal service.

4. Whatever may be the method of settlement, the maximum amount of a trade-charge is equal to the maximum amount fixed for money orders addressed to the country of origin of the parcel.

5. In the absence of contrary arrangement, the amount of the trade-charge is expressed in the money of the country of origin of the parcel. Nevertheless, in cases of payment into a postal cheque account in the country of destination of the parcel, the amount must be indicated in the money of that country.

6. Each Administration may adopt, for the collection of the proportionate charge prescribed by § 2 (*a*), the scale which best suits the convenience of its service.

7. Each Administration is obliged to undertake the transmission of cash-on-delivery parcels, even if it does not admit such parcels in its own service. Intermediate countries must likewise undertake the transmission of parcels bearing trade-charges exceeding the maximum fixed for their own traffic.

Article 29.

CANCELLATION OR REDUCTION OF AMOUNT OF TRADE-CHARGE.

The sender of a cash-on-delivery parcel may request the cancellation or reduction of the trade-charge.

Requests of this nature are subject to the provisions of Article 64 of the Convention.

Article 30.

RESPONSIBILITY FOR LOSS, ABSTRACTION OR DAMAGE.

The postal service is responsible under the conditions fixed by Chapter VI for the loss of a cash-on-delivery parcel and for the abstraction of or damage to its contents.

Article 31.

COMPENSATION IN CASE OF FAILURE TO COLLECT THE TRADE-CHARGE, OR OF INSUFFICIENT OR FRAUDULENT COLLECTION.

1. If a parcel has been delivered to the addressee without the collection of the trade-charge, the sender is entitled to compensation provided that an enquiry has been made within the period prescribed by Article 27 and that the failure to collect the charge is not due to fault or negligence on his part, or that the contents of the parcel are not prohibited under the provisions of Article 16, § 1 (*b*), (*c*), (*e*), (*f*), (*g*) and (*h*), or that the parcel has not been fraudulently insured.

The same rule applies if the amount collected from the addressee is less than the amount of the trade-charge indicated, or if the collection of the amount has been made fraudulently.

The compensation may not, in any case, exceed the amount of the trade-charge.

2. The Administration paying compensation takes over the rights of the person to whom it has been paid, to the extent of the amount paid, in any action which may be taken against the addressee or against the sender or against a third party.

COLIS — ARRANGEMENT.

Article 32.

DÉTERMINATION DE LA RESPONSABILITÉ.

Le paiement, par l'administration expéditrice, des sommes encaissées régulièrement ou de l'indemnité prévue à l'article 31 se fait pour le compte de l'administration destinataire. Celle-ci est responsable, à moins qu'elle ne puisse prouver que la faute est due à la non-observation d'une disposition réglementaire par l'administration expéditrice ou établir que, lors de la transmission à son service, le colis et le bulletin d'expédition y afférent ne portaient pas les désignations prescrites par le règlement pour les colis grevés de remboursement.

En cas d'encaissement frauduleux à la suite de la disparition, dans le service, d'un colis contre remboursement, la responsabilité des administrations en cause est déterminée selon les règles prévues à l'article 43 ci-après.

Toutefois, la responsabilité d'une administration intermédiaire qui ne participe pas au service des remboursements est limitée à celle qui est prévue aux articles 38 et 39 ci-après pour les colis non grevés de remboursement. Les autres administrations supportent par parts égales le montant non couvert.

*Article 33.*APPLICATION DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION AUX INDEMNITÉS ET SOMMES A PAYER.
DÉLAIS DE PAYEMENT ET REMBOURSEMENT DES AVANCES.

Les dispositions des articles 66, 68, 69 et 71 de la convention s'appliquent aux colis grevés de remboursement.

Article 34.

MANDATS DE REMBOURSEMENT ET BULLETIN DE VERSEMENT.

1. Le montant d'un mandat de remboursement qui, pour un motif quelconque, n'a pas été payé au bénéficiaire, n'est pas remboursé à l'administration d'émission. Il est tenu à la disposition du bénéficiaire par l'administration expéditrice du colis grevé de remboursement et revient définitivement à cette administration après l'expiration du délai légal de prescription.

A tous les autres égards et sous les réserves prévues au règlement, les mandats de remboursement sont soumis aux dispositions fixées par l'arrangement concernant les mandats de poste.

2. Lorsque, pour une cause quelconque, un bulletin de versement émis en conformité des prescriptions de l'article 28, ne peut être porté au crédit du bénéficiaire indiqué par l'expéditeur du colis contre remboursement, le montant de ce bulletin doit être mis, par l'administration qui l'a encaissé, à la disposition de l'administration d'origine pour être payé à l'expéditeur du colis.

Si ce paiement ne peut être effectué, il est procédé comme il est prévu au § 1.

CHAPITRE IV

COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE.

Article 35.

TAXES ET CONDITIONS.

1. Les colis peuvent comporter une déclaration de valeur dans les relations entre les pays dont les administrations assurent ce service.

2. Chaque administration a la faculté de limiter la déclaration de valeur, en ce qui la concerne, à un montant qui ne peut être inférieur à 1.000 francs.

PARCEL POST — AGREEMENT.

Article 32.

FIXING OF RESPONSIBILITY.

The payment by the Administration of origin of the amounts duly collected, or the payment of compensation under Article 31, is made on behalf of the Administration of destination. The latter is responsible unless it can prove that the fault is due to a breach of the regulations by the Administration of origin or can establish that, when handed over to its service, the parcel and the relative despatch note did not bear the particulars prescribed by the Detailed Regulations for cash-on-delivery parcels.

In the case of fraudulent collection following upon the disappearance in the postal service of a cash-on-delivery parcel, the responsibility of the Administrations concerned is fixed in accordance with the provisions of Article 43.

Nevertheless, the responsibility of an intermediate Administration which does not participate in the cash-on-delivery service is limited to that prescribed by Articles 38 and 39 for ordinary parcels. The other Administrations bear in equal shares the amount not covered.

Article 33.

APPLICATION OF THE PROVISIONS OF THE CONVENTION TO COMPENSATION AND OTHER SUMS TO BE PAID. PERIOD FOR PAYMENT AND REPAYMENT OF SUMS ADVANCED.

The provisions of Articles 66, 68, 69 and 71 of the Convention apply to cash-on-delivery parcels.

Article 34.

TRADE-CHARGE MONEY ORDERS AND TRANSFER NOTES.

1. The amount of a trade-charge money order which for any reason whatever has not been paid to the payee is not repaid to the Administration of issue. It is held at the disposal of the payee by the Administration of origin of the cash-on-delivery parcel and accrues definitely to that Administration at the end of the legal period of validity.

In all other respects and subject to the reservations specified in the Detailed Regulations, trade-charge money orders are subject to the rules of the Money Order Agreement.

2. When, for any reason, a transfer note issued in accordance with the provisions of Article 28 cannot be carried to the credit of the payee indicated by the sender of the cash-on-delivery parcel, the amount of the note must be placed, by the Administration which has collected it, at the disposal of the Administration of origin to be paid to the sender of the parcel.

If this payment cannot be effected, the procedure prescribed in § 1 is followed.

CHAPTER IV.

INSURED PARCELS.

Article 35.

RATES AND CONDITIONS.

1. Insured parcels may be exchanged between countries the Administrations of which undertake this service.

2. Each country has the right to limit the amount for which a parcel may be insured to an amount which may not be less than 1,000 francs.

COLIS — ARRANGEMENT.

Dans les relations entre pays qui ont adopté des maxima différents, la limite la plus basse doit être observée de part et d'autre.

3. Il est perçu, à titre de droit d'assurance, par 300 francs ou fraction de 300 francs déclarés et en sus des taxes applicables aux colis ordinaires :

- a) 5 centimes par administration participant au transport territorial ;
- b) 10 centimes par service maritime emprunté.

4. L'administration d'origine peut toutefois percevoir un droit global d'assurance qui ne doit pas dépasser 50 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs déclarés.

5. Les pays qui acceptent de couvrir, pour les colis avec valeur déclarée, les risques pouvant dériver du cas de force majeure, sont autorisés à percevoir une taxe spéciale, sous réserve que cette taxe et le droit d'assurance réunis ne dépassent pas le droit prévu au § 4.

6. L'administration d'origine a la faculté de percevoir un droit d'expédition qui ne peut dépasser 50 centimes par colis.

7. Un récépissé doit être délivré gratuitement à l'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée, au moment du dépôt.

Article 36.

DÉCLARATION FRAUDULEUSE DE VALEUR.

La déclaration de valeur ne peut pas dépasser la valeur réelle du contenu du colis, mais il est permis de ne déclarer qu'une partie de cette valeur.

Toute déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle de l'envoi est passible des poursuites judiciaires que peut comporter la législation du pays d'origine.

CHAPITRE V

COLIS URGENTS.

Article 37.

TAXES ET CONDITIONS.

1. Dans les relations entre les pays qui se sont déclarés d'accord à ce sujet, l'expéditeur peut demander qu'un colis soit transporté autant que possible par les moyens rapides utilisés pour le transport de la poste aux lettres.

2. Pour ces colis, qualifiés urgents, seuls les droits et majorations fixés par les articles 3, 5 et 7 sont doublés. Tous les autres frais leur sont appliqués sans augmentation.

Les colis urgents considérés comme encombrants sont passibles, en outre, de la simple taxe additionnelle définie par l'article 8, § 4.

CHAPITRE VI

RESPONSABILITÉ.

Article 38.

ÉTENDUE DE LA RESPONSABILITÉ.

1. Sauf les cas prévus à l'article 39 ci-après, les administrations répondent de la perte, de la spoliation ou de l'avarie des colis.

PARCEL POST — AGREEMENT.

In the services between countries which have adopted different maxima, the lowest limit must be mutually observed.

3. The following insurance fees, over and above the rates applicable to ordinary parcels, are charged on each 300 francs or part of 300 francs of the insured value :

- (a) 5 centimes for each Administration taking part in land conveyance ;
- (b) 10 centimes for each sea service of which use is made.

4. The Administration of origin may, however, collect an inclusive insurance fee not exceeding 50 centimes per 300 francs or part of 300 francs of the insured value.

5. Countries which agree to cover, in respect of insured parcels, the risks arising from causes beyond control (*force majeure*) are authorized to collect a special charge, provided that this charge together with the insurance fee does not exceed the amount laid down in § 4.

6. The Administration of origin has the right to collect a despatch fee not exceeding 50 centimes per parcel.

7. A receipt must be given free of charge at the time of posting to the sender of an insured parcel.

Article 36.

FRAUDULENT INSURANCE.

The insured value may not exceed the actual value of the contents of the parcel, but it is permissible to insure only part of this value.

The fraudulent insurance of a parcel for a sum exceeding the actual value is subject to any legal proceedings which may be admitted by the laws of the country of origin.

CHAPTER V.

URGENT PARCELS.

Article 37.

RATES AND CONDITIONS.

1. In the services between countries which have declared themselves in agreement on this subject, the sender of a parcel may request that it should be forwarded so far as possible by the fast services used for the conveyance of letter mails.

2. For these parcels, described as " urgent ", only the rates and increases fixed by Articles 3, 5 and 7 are doubled. All other charges are applied without increase.

Urgent parcels considered as cumbersome are subject, in addition, to the single additional charge defined by Article 8, § 4.

CHAPTER VI.

RESPONSIBILITY.

Article 38.

EXTENT OF RESPONSIBILITY.

1. Except in the cases mentioned in the Article 39 following, Administrations are responsible for the loss of parcels and for the abstraction of or damage to their contents.

COLIS — ARRANGEMENT.

L'expéditeur a droit à une indemnité correspondant au montant réel de la perte, de la spoliation ou de l'avarie. Pour les colis ordinaires, cette indemnité ne peut dépasser :

10 francs	par colis	jusqu'au poids de	1 kg.		
25 »	»	»	»	de plus de	1 jusqu'à 5 kg.
40 »	»	»	»	»	» 5 » 10 »
55 »	»	»	»	»	» 10 » 15 »
70 »	»	»	»	»	» 15 » 20 »

Pour les colis avec valeur déclarée, l'indemnité ne peut en aucun cas dépasser le montant de la déclaration de valeur en francs-or.

L'indemnité est versée au destinataire lorsque celui-ci la réclame, soit après avoir formulé des réserves en prenant livraison d'un colis spolié ou avarié, soit s'il établit que l'expéditeur s'est désisté de ses droits en sa faveur.

2. Les dommages indirects ou les bénéfices non réalisés ne sont pas pris en considération.

3. L'indemnité est calculée d'après le prix courant, converti en francs-or, des marchandises de même nature, au lieu et à l'époque où la marchandise a été acceptée au transport. A défaut de prix courant, l'indemnité est calculée d'après la valeur ordinaire de la marchandise évaluée sur les mêmes bases.

4. Dans le cas où une indemnité est due pour la perte, la destruction ou la spoliation complète d'un colis, l'expéditeur a droit, en outre, à la restitution des taxes et droits acquittés, sauf l'exception prévue au § 5 ci-après. Il en est de même quant aux envois refusés par les destinataires à cause de leur mauvais état, pourvu que celui-ci soit imputable au service postal et engage sa responsabilité.

Lorsque la perte, la destruction ou la spoliation complète résulte d'un cas de force majeure, ne donnant pas lieu au paiement d'une indemnité, l'expéditeur a droit à la restitution des quotes-parts de transport non utilisées ou afférentes au service non rendu.

5. Le droit d'assurance reste acquis, dans tous les cas, aux administrations.

6. L'expéditeur d'un colis est responsable, dans la mesure énoncée au § 1 et pour chaque colis endommagé, de tout dommage causé par son envoi, lorsque la provenance du dommage est dûment établie et qu'il n'y a pas eu faute ou négligence des transporteurs. Il appartient à l'administration de dépôt d'intenter l'action contre l'expéditeur.

Article 39.

EXCEPTIONS AU PRINCIPE DE LA RESPONSABILITÉ.

Les administrations sont dégagée de toute responsabilité :

a) En cas de force majeure ; toutefois, la responsabilité subsiste à l'égard de l'administration expéditrice qui a accepté de couvrir les risques de force majeure (article 35, § 5). Le pays responsable de la perte, de la spoliation ou de l'avarie doit, suivant sa législation intérieure, décider si cette perte, spoliation ou avarie est due à des circonstances constituant un cas de force majeure ;

b) Lorsque, la preuve de leur responsabilité n'ayant pas été administrée autrement, elles ne peuvent rendre compte des colis par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure ;

c) Lorsque le dommage a été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur ou provient de la nature de l'objet ;

d) Lorsqu'il s'agit de colis dont le contenu tombe sous le coup des interdictions prévues à l'article 16, § 1, lettres b), c), e), f), g) et h) ;

PARCEL POST — AGREEMENT.

The sender is entitled to compensation corresponding to the actual amount of the loss, abstraction or damage. For ordinary parcels the amount of compensation may not exceed :

10 francs	for a parcel not exceeding 1 kg. in weight.
25 " " " "	exceeding 1 and not exceeding 5 kg. ;
40 " " " "	" 5 " " " 10 "
55 " " " "	" 10 " " " 15 "
70 " " " "	" 15 " " " 20 "

For insured parcels the amount of compensation may not exceed in any case the amount for which they were insured in gold francs.

Compensation is paid to the addressee when he claims it, either after making reservations when accepting delivery of a pilfered or damaged parcel, or if he proves that the sender has waived his rights in his favour.

2. Indirect loss or loss of profits is not taken into consideration.

3. Compensation is calculated on the current price, converted into gold francs, of goods of the same nature at the place and time at which the goods were accepted for transmission. In the absence of the current price, compensation is calculated on the ordinary value of the goods estimated on the same basis.

4. Where compensation is due for the loss or destruction of a parcel or for the abstraction of the whole of the contents, the sender is also entitled to the return of the charges and fees which have been paid, except as provided in § 5 below. The same applies to parcels refused by the addressees on account of damage, provided that the damage is attributable to the postal service and involves its responsibility.

When the loss, destruction or abstraction of the whole of the contents results from a cause beyond control (*force majeure*), not giving rise to the payment of compensation, the sender is entitled to the return of the portions of the charges for conveyance which have not been used or which relate to a service which has not been rendered.

5. In every case the insurance fee is retained by the Administrations.

6. The sender of a parcel is responsible, to the extent indicated in § 1 and in respect of every damaged parcel, for all damage caused by his parcel, when the cause of the damage has been duly established and there has been no fault or negligence on the part of the transport service. It rests with the Administration of origin to take the action against the sender.

Article 39.

EXCEPTIONS TO THE PRINCIPLE OF RESPONSIBILITY.

Administrations are relieved of all responsibility :

(a) In cases beyond control (*force majeure*) ; responsibility still rests, however, with an Administration of origin which has agreed to cover the risks arising from " force majeure " (Art. 35, § 5). The country responsible for the loss, abstraction or damage must decide, in accordance with its internal legislation, whether this loss, abstraction or damage is due to circumstances constituting a case of " force majeure " ;

(b) When, their responsibility not having been proved otherwise, they are unable to account for parcels in consequence of the destruction of official documents through a case of " force majeure " ;

(c) When the damage has been caused by the fault or negligence of the sender or when it arises from the nature of the article ;

(d) For parcels of which the contents fall under one of the prohibitions mentioned in Article 16, § 1 (b), (c), (e), (f), (g) and (h) ;

COLIS — ARRANGEMENT.

e) Lorsqu'il s'agit de colis qui ont fait l'objet d'une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du contenu ;

f) Lorsqu'il s'agit de colis saisis par la douane par suite de fausse déclaration de leur contenu ;

g) Lorsque l'expéditeur n'a formulé aucune réclamation dans le délai d'un an prévu à l'article 27, § 2.

Article 40.

CESSATION DE LA RESPONSABILITÉ.

Les administrations cessent d'être responsables des colis dont elles ont effectué la remise dans les conditions prescrites par leur règlement intérieur pour les envois de même nature.

Toutefois, la responsabilité est maintenue lorsque le destinataire ou, en cas de renvoi, l'expéditeur formule des réserves en prenant livraison d'un colis spolié ou avarié.

Article 41.

PAYEMENT DE L'INDEMNITÉ.

Sauf l'exception prévue à l'article 38, § 1, dernier alinéa, l'obligation de payer l'indemnité ainsi que les taxes et droits à restituer incombe à l'administration dont relève le bureau expéditeur du colis, sous réserve de son droit de recours contre l'administration responsable.

Article 42.

DÉLAI DE PAYEMENT DE L'INDEMNITÉ

1. Le paiement de l'indemnité doit avoir lieu le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai d'un an à compter du lendemain du jour de la réclamation.

L'administration à laquelle incombe ce paiement peut le différer exceptionnellement au delà de ce délai, lorsqu'une décision n'est pas encore intervenue sur la question de savoir si la perte, la spoliation ou l'avarie de l'envoi est due à un cas de force majeure.

2. L'administration d'origine ou de destination, selon le cas, est autorisée à désintéresser l'ayant droit pour le compte de celle des autres administrations ayant participé au transport qui, régulièrement saisie, a laissé s'écouler six mois sans donner de solution à l'affaire ; ce délai est porté à neuf mois dans les relations avec les pays éloignés.

Article 43.

DÉTERMINATION DE LA RESPONSABILITÉ

1. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'administration qui, ayant reçu le colis sans faire d'observation et étant mise en possession de tous les moyens réglementaires d'investigation, ne peut établir ni la délivrance au destinataire, ni, s'il y a lieu, la transmission régulière à l'administration suivante.

Une administration intermédiaire ou destinataire est, jusqu'à preuve du contraire, dégagée de toute responsabilité :

a) Lorsqu'elle a observé les dispositions de l'article 145, §§ 1 et 4 à 6, du règlement ;

b) Lorsqu'elle peut établir qu'elle n'a été saisie de la réclamation qu'après la destruction des documents de service relatifs au colis recherché, le délai de garde prévu à l'article 152 du règlement étant expiré ; cette réserve ne porte pas atteinte aux droits du réclamant.

PARCEL POST — AGREEMENT.

- (e) For parcels which have been fraudulently insured for a sum exceeding the actual value of the contents ;
- (f) For parcels seized by the Customs because of false declaration of contents ;
- (g) When the sender has not made enquiry within the period of one year prescribed by Article 27, § 2.

Article 40.

TERMINATION OF RESPONSIBILITY.

Administrations cease to be responsible for parcels of which they have effected delivery in accordance with their internal regulations for packets of the same nature.

Responsibility is, however, maintained when the addressee or, in case of return, the sender makes reservations in taking delivery of a parcel the contents of which have been abstracted or damaged.

Article 41.

PAYMENT OF COMPENSATION.

Except as provided by Article 38, § 1, last paragraph, the obligation to pay compensation, as well as the fees and charges due to be refunded, rests with the Administration to which the office of origin of the parcel is subordinate, subject to its right to make a claim against the Administration responsible.

Article 42.

PERIOD FOR PAYMENT OF COMPENSATION.

1. Compensation must be paid as soon as possible and, at the latest, within one year from the day following the date of the enquiry.

The Administration responsible for making payment may, exceptionally, postpone it beyond this period when a decision has not yet been reached upon the question whether the loss, abstraction or damage is due to a cause beyond control.

2. The Administration of origin or of destination, as the case may be, is authorized to pay compensation to the person entitled to receive it, on behalf of the Administration, among those taking part in the conveyance, which, although duly informed of the application, has let six months pass without giving a decision in the matter ; this period is extended to nine months in services with distant countries.

Article 43.

FIXING OF RESPONSIBILITY.

1. Until the contrary is proved, responsibility rests with the Administration which, having received the parcel without making any comment and being furnished with all the particulars for investigation prescribed by the Regulations, cannot establish either delivery to the addressee or regular transfer to the following Administration, as the case may be.

Until the contrary is proved, an Administration, whether intermediate or of destination, is relieved of all responsibility :

(a) When it has carried out the provisions of Article 145, §§ 1 and 4 to 6, of the Detailed Regulations ;

(b) When it can establish that it did not receive the enquiry until after the destruction of the official documents relating to the parcel enquired for, the period of retention prescribed by Article 152 of the Detailed Regulations having expired ; this reservation does not prejudice the rights of the applicant.

COLIS — ARRANGEMENT.

Si la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite en cours de transport, sans qu'il soit possible d'établir sur le territoire ou dans le service de quel pays le fait s'est accompli, les administrations en cause supportent le dommage par parts égales. Cette règle s'applique notamment aux cas de transmission globale des colis. Toutefois, si la spoliation ou l'avarie a été constatée dans le pays de destination ou, en cas de renvoi à l'expéditeur, dans le pays d'origine, il incombe à l'administration de ce pays de prouver que ni l'emballage, ni la fermeture du colis n'ont décelé aucune défectuosité apparente et que le poids, quand il s'agit d'un colis avec valeur déclarée, n'a pas différé de celui qui avait été constaté lors du dépôt.

Lorsque pareille preuve a été faite par l'administration de destination ou, le cas échéant, par l'administration d'origine, aucune des autres administrations en cause ne peut décliner sa part de responsabilité en invoquant le fait qu'elle a livré le colis sans que l'administration suivante ait formulé d'objection.

2. Lorsqu'un colis a été perdu, spolié ou avarié dans des circonstances de force majeure, l'administration sur le territoire ou dans le service de laquelle la perte, la spoliation ou l'avarie a eu lieu n'en est responsable envers l'administration expéditrice que si les deux pays se chargent des risques dérivant du cas de force majeure.

3. Les droits de douane et autres dont l'annulation n'a pu être obtenue tombent à la charge des transporteurs responsables de la perte, de la spoliation ou de l'avarie.

4. L'administration qui a effectué le paiement de l'indemnité est subrogée, jusqu'à concurrence du montant de cette indemnité, dans les droits de la personne qui l'a reçue, pour tout recours éventuel, soit contre le destinataire, soit contre l'expéditeur ou contre des tiers.

5. En cas de découverte ultérieure d'un colis considéré comme perdu, la personne à qui l'indemnité a été payée doit être avisée qu'elle peut prendre possession du colis contre restitution du montant de l'indemnité.

Article 44.

REMBOURSEMENT DE L'INDEMNITÉ.

1. L'administration responsable ou pour le compte de laquelle le paiement est effectué en conformité de l'article 42 est tenue de rembourser à l'administration expéditrice, dans un délai de trois mois à compter de l'envoi de la notification du paiement, le montant de l'indemnité effectivement payée à l'expéditeur.

Si l'indemnité doit être supportée par plusieurs administrations en conformité de l'article 43, l'intégralité de l'indemnité due doit être versée à l'administration expéditrice, dans le délai mentionné à l'alinéa précédent, par la première administration qui, ayant dûment reçu le colis réclamé, ne peut en établir la transmission régulière au service correspondant. Il appartient à cette administration de récupérer sur les autres administrations responsables la quote-part éventuelle de chacune d'elles dans le dédommagement de l'ayant droit.

2. Le remboursement à l'administration créancière s'effectue sans frais pour cette administration, soit au moyen d'un mandat de poste, d'un chèque ou d'une traite payable à vue sur la capitale ou sur une place commerciale du pays créancier, soit en espèces ayant cours dans ce pays.

Lorsque la responsabilité a été reconnue, de même que dans le cas prévu à l'article 42, § 2, le montant de l'indemnité peut également être repris d'office par voie de décompte sur le pays responsable, soit directement, soit par l'intermédiaire de la première administration de transit, qui se crédite à son tour sur l'administration suivante, l'opération étant répétée jusqu'à ce que la somme payée ait été portée au débit de l'administration responsable.

Passé le délai de trois mois, la somme due à l'administration expéditrice est productive d'intérêt à raison de 5 % l'an, à compter du jour de l'expiration dudit délai.

PARCEL POST — AGREEMENT.

If the loss, abstraction or damage has occurred in course of conveyance without its being possible to prove on which territory or in which service the irregularity took place, the Administrations concerned bear the loss in equal shares. This rule applies especially to the case of parcels advised collectively. Nevertheless, if the abstraction or damage has been discovered in the country of destination or, in the case of a parcel returned to the sender, in the country of origin, it rests with the Administration of that country to prove that there was no apparent defect in either the packing or the fastening of the parcel, and that, in the case of an insured parcel, the weight did not differ from that noted at the time of posting.

When such a proof has been furnished by the Administration of destination or of origin, as the case may be, none of the other Administrations concerned may decline to accept its share of responsibility on the ground that it delivered the parcel to the following Administration without any objection having been raised by the latter.

2. When a parcel has been lost, pilfered or damaged under conditions due to "force majeure", the Administration on whose territory or in whose service the loss, abstraction or damage took place is responsible to the Administration of origin only if both countries have agreed to accept responsibility for risks in cases of "force majeure".

3. Customs and other charges which it has not been possible to cancel are borne by the carriers responsible for the loss, abstraction or damage.

4. The Administration paying compensation takes over, to the extent of the amount paid, the rights of the person who has received it, in any action which may be taken against the addressee, the sender or a third party.

5. If a parcel which has been regarded as lost is subsequently found, the person to whom compensation has been paid must be informed that he is at liberty to take possession of the parcel against repayment of the amount of compensation.

Article 44.

REPAYMENT OF COMPENSATION.

1. The Administration responsible or on whose account payment is made in accordance with Article 42 is bound to repay to the Administration of origin within a period of three months, reckoning from the date of despatch of the notice of payment, the amount of the compensation actually paid to the sender.

If the compensation has to be borne by several Administrations in accordance with Article 43 the whole of the compensation due must be paid to the Administration of origin, within the period mentioned in the preceding paragraph, by the first Administration which, having duly received the parcel under enquiry, is unable to prove its regular transfer to the next service. It rests with this Administration to recover from the other Administrations responsible their share, if any, of the cost of compensation paid.

2. The repayment to the creditor Administration is made free of costs to that Administration by means of either a money order, a cheque or a draft payable at sight in the capital or a commercial centre in the creditor country, or in coin current in that country.

When responsibility has been admitted, as well as in the case contemplated in Article 42, § 2, the amount of the compensation may likewise be claimed officially from the country responsible through the accounts, either directly or through the medium of the first transit Administration, which in its turn claims from the next Administration, the process being repeated until the sum paid has been debited to the Administration responsible.

After the lapse of three months, the sum due to the Administration of origin bears interest, at the rate of 5% per annum, counting from the day of expiry of the said period.

COLIS — ARRANGEMENT.

3. L'administration d'origine ne peut réclamer le remboursement de l'indemnité à l'administration responsable que dans le délai de deux ans à compter de l'envoi de la notification de la perte, de la spoliation ou de l'avarie ou, s'il y a lieu, du jour de l'expiration du délai prévu à l'article 42, § 2.

4. L'administration dont la responsabilité est dûment établie et qui a tout d'abord décliné le paiement de l'indemnité doit prendre à sa charge tous les frais accessoires résultant du retard non justifié apporté au paiement.

5. Les dispositions qui précèdent s'appliquent à l'administration destinataire, au lieu et place de l'administration expéditrice, lorsque l'indemnité a été versée au destinataire du colis, conformément à l'article 38, § 1, dernier alinéa.

CHAPITRE VII

ATTRIBUTION DES TAXES.

Article 45.

BONIFICATIONS DE TRANSPORT.

L'administration expéditrice bonifie pour chaque colis :

- a)* A l'administration destinataire, les droits qui lui reviennent en vertu des dispositions des articles 3 à 8 et 37 ;
- b)* Eventuellement, à chaque administration intermédiaire, les droits fixés par les articles 3, 4, 6, 8 et 37.

Article 46.

REPRISES EN CAS DE RÉEXPÉDITION OU DE RENVOI.

En cas de réexpédition ou de renvoi d'un colis à l'origine, l'administration réexpéditrice reprend sur l'administration suivante la quote-part qui lui revient et, le cas échéant :

- a)* Le droit de dédouanement prévu à l'article 9 ;
- b)* Le droit de remise à domicile prévu à l'article 10, § 1 ;
- c)* La taxe de l'avis au destinataire prévue à l'article 10, § 2 ;
- d)* Le droit de remballage prévu à l'article 13 ;
- e)* Le droit de magasinage prévu à l'article 14 ;
- f)* La taxe de réexpédition prévue à l'article 21, § 2 ;
- g)* Les droits non postaux dont elle se trouve à découvert.

La même procédure est suivie par chaque administration intermédiaire, ainsi qu'il est dit à l'article 134 du règlement.

Article 47.

TAXES D'EXPRÈS.

1. La taxe spéciale d'express prévue à l'article 15, § 2, fait partie des bonifications dévolues à l'administration de destination.

Lorsqu'un colis express est réexpédié sur un autre pays sans que la remise en ait été tentée, cette taxe est bonifiée au nouveau pays de destination. Si celui-ci ne se charge pas de la remise par express, la taxe reste acquise à l'administration du pays de la première destination ; il en est de même quand un colis express est tombé en rebut.

2. En cas de réexpédition ou de renvoi à l'origine d'un colis express, la taxe complémentaire prévue à l'article 15, §§ 3 et 4, est reprise sur l'administration correspondante par l'adminis-

PARCEL POST — AGREEMENT.

3. The Administration of origin can claim repayment of the compensation from the Administration responsible only within the period of two years reckoned from the date of notification of the loss, abstraction or damage or, if the case arises, from the day of expiry of the period prescribed by Article 42, § 2.

4. The Administration whose responsibility is duly proved and which has at first declined to pay the compensation must bear all additional charges resulting from the unwarranted delay in payment.

5. The foregoing provisions apply to the Administration of destination, instead of the Administration of origin, when compensation has been paid to the addressee of the parcel, in accordance with the last paragraph of Article 38, § 1.

CHAPTER VII.

APPORTIONMENT OF THE POSTAGE.

Article 45.

CREDITS FOR CONVEYANCE.

The Administration of origin allows for each parcel :

(a) To the Administration of destination, the rates which accrue to it by virtue of the provisions of Articles 3 to 8 and 37 ;

(b) To each intermediate Administration, if any, the rates fixed by Articles 3, 4, 6, 8 and 37.

Article 46.

CLAIMS IN CASE OF REDIRECTION OR RETURN.

In case of redirection or of the return of a parcel to origin, the redirecting Administration claims from the next Administration the proportionate share due to it and, where necessary :

(a) The fee for Customs clearance mentioned in Article 9 ;

(b) The fee for delivery at the addressee's residence mentioned in Article 10, § 1 ;

(c) The charge for the advice to the addressee mentioned in Article 10, § 2 ;

(d) The repacking charge mentioned in Article 13 ;

(e) The warehousing charge mentioned in Article 14 ;

(f) The redirection charge mentioned in Article 21, § 2 ;

(g) The non-postal charges which may be due to it.

Each intermediate Administration follows the same procedure, as laid down in Article 134 of the Detailed Regulations.

Article 47.

EXPRESS DELIVERY FEES.

1. The special charge for express delivery prescribed by Article 15, § 2, is included in the sums credited to the Administration of destination.

When an express parcel is redirected to another country before an attempt has been made to deliver it, this charge is credited to the new country of destination. If the latter does not undertake express delivery, the credit is retained by the Administration of the country to which the parcel was first addressed ; the same applies when an express parcel cannot be delivered.

2. In case of the redirection or the return to origin of an express parcel, the additional charge prescribed by Article 15, §§ 3 and 4, is claimed from the corresponding Administration

COLIS — ARRANGEMENT.

tration qui a tenté la remise, sauf le cas où cette taxe lui a été versée lors de la présentation au domicile du destinataire.

Article 48.

TAXE POUR LA RÉEXPÉDITION DANS LE PAYS DE DESTINATION.

La taxe de réexpédition prévue à l'article 21, § 2, est acquise, en cas de réexpédition ultérieure ou de renvoi à l'origine, au pays qui a effectué la réexpédition dans les limites de son territoire.

Article 49.

DROITS DIVERS.

1. Sont acquis en entier à l'administration qui les a perçus :

- a) La taxe prévue pour la demande de remise du colis franc de droits présentée postérieurement au dépôt (article 12, 1^{er} alinéa) ;
- b) Le droit fixe appliqué aux avis de réception (article 20) ;
- c) Le droit prévu pour un colis tombé en rebut (article 22, § 4) ;
- d) Le droit appliqué aux réclamations (article 27, § 1) ;
- e) Le droit d'expédition pour les colis avec valeur déclarée (article 35, § 6).

2. Les droits de dédouanement, d'avis d'arrivée, de remise à domicile et de magasinage (articles 9, 10 et 14) sont acquis à l'administration destinataire. Il en est de même du droit de commission (article 12, 3^e alinéa) qui est repris par cette administration sur l'administration expéditrice.

3. Le droit de remballage (article 13) est acquis à l'administration dont relève le bureau qui a effectué les opérations de remballage.

Article 50.

BONIFICATION DE LA TAXE ET DU DROIT DE REMBOURSEMENT.

L'administration d'origine bonifie à l'administration de destination, dans les conditions prescrites par le règlement, une quote-part fixe de 20 centimes par remboursement, plus ¼ % de la somme totale des mandats de remboursement payés.

Les taxes prévues à l'article 28, §§ 2, lettre b), et 3, restent acquises en entier aux administrations qui les ont perçues.

Article 51.

DROIT D'ASSURANCE.

Pour les colis avec valeur déclarée, l'administration d'origine est redevable envers chacune des administrations dont les services participent au transport et, le cas échéant, pour chacun de ces services, d'une quote-part de droit d'assurance fixée, par 300 francs ou fraction de 300 francs déclarés, à 5 centimes pour le transport territorial et à 10 centimes pour le transport maritime.

CHAPITRE VIII

DISPOSITIONS DIVERSES.

Article 52.

APPLICATION DES DISPOSITIONS D'ORDRE GÉNÉRAL DE LA CONVENTION.

Les dispositions d'ordre général qui figurent aux titres I et II de la convention sont applicables à l'échange des colis.

PARCEL POST — AGREEMENT.

by the Administration which has attempted delivery, unless this charge has been paid when the parcel was presented at the addressee's residence.

Article 48.

CHARGE FOR REDIRECTION IN THE COUNTRY OF DESTINATION.

In case of further redirection or of return to origin, the redirection charge prescribed by Article 21, § 2, is retained by the country which redirected the parcel within its own territory.

Article 49.

MISCELLANEOUS FEES.

1. The following fees are retained in full by the Administration which has collected them :
 - (a) The charge prescribed for a request, made subsequent to posting, for the delivery of a parcel free of charge (Article 12, 1st paragraph) ;
 - (b) The fixed fee for advice of delivery (Article 20) ;
 - (c) The fee prescribed for an undelivered parcel (Article 22, § 4) ;
 - (d) The enquiry fee (Article 27, § 1) ;
 - (e) The despatch fee for an insured parcel (Article 35, § 6).
2. The fees for Customs clearance, for advice of arrival, for delivery at the addressee's residence, and the warehousing charge (Articles 9, 10 and 14) are retained by the Administration of destination. The same applies to the commission (Article 12, 3rd paragraph), which is claimed by that Administration from the despatching Administration.
3. The charge for repacking (Article 13) is retained by the Administration to which the office which has carried out the repacking is subordinate.

Article 50.

CREDIT IN RESPECT OF THE CASH-ON-DELIVERY CHARGE AND FEE.

The Administration of origin credits to the Administration of destination, in the conditions prescribed by the Detailed Regulations, a fixed share of 20 centimes for each cash-on-delivery parcel, plus $\frac{1}{4}$ per cent. of the total amount of the trade-charge money orders paid.

The charges prescribed by Article 28, §§ 2 (b) and 3, are wholly retained by the Administrations which have collected them.

Article 51.

INSURANCE FEE.

In respect of insured parcels, the Administration of origin must pay to each Administration whose services take part in their conveyance and, if necessary, for each service performed a proportionate insurance fee fixed at 5 centimes for conveyance by land and 10 centimes for conveyance by sea, for each 300 francs or fraction of 300 francs of the insured value.

CHAPTER VIII.

MISCELLANEOUS PROVISIONS.

Article 52.

APPLICATION OF THE GENERAL REGULATIONS OF THE CONVENTION.

The general Regulations set forth in Parts I and II of the Convention are applicable to the exchange of parcels.

COLIS — ARRANGEMENT.

Les administrations des pays participant au présent arrangement, qui entretiennent un échange de colis postaux avec des pays non contractants, admettent toutes les autres administrations participantes à profiter de ces relations pour l'échange des colis avec ces derniers pays.

Pour le transit, par les services terrestres ou maritimes des pays signataires de l'arrangement, les colis à destination ou en provenance d'un pays non signataire de l'arrangement sont assimilés, en ce qui concerne le montant des quotes-parts de transit, aux colis échangés entre les pays contractants.

Lorsque le pays qui désire adhérer au présent arrangement réclame la faculté de percevoir une surtaxe supérieure à 25 centimes par colis, le Bureau international soumet la demande d'adhésion à toutes les administrations participant à l'arrangement. Si, dans un délai de six mois, plus d'un tiers de ces administrations ne se prononcent pas contre cette demande, elle est considérée comme admise.

Article 53.

APPROBATION DES PROPOSITIONS FAITES DANS L'INTERVALLE DES RÉUNIONS.

Pour devenir exécutoires, les propositions faites dans l'intervalle des réunions (articles 19 et 20 de la convention) doivent réunir :

a) L'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions ou de la modification des dispositions des articles 1 à 22, 27 à 47, 49 à 51, 53 et 54 du présent arrangement, de tous les articles de son protocole final et de l'article 154 de son règlement ;

b) Les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions autres que celles qui sont mentionnées à l'alinéa précédent ;

c) La majorité absolue, s'il s'agit de l'interprétation des dispositions du présent arrangement, de son protocole final et de son règlement, hors le cas de dissentiment à soumettre à l'arbitrage prévu à l'article 11 de la convention.

DISPOSITIONS FINALES

Article 54.

MISE A EXÉCUTION ET DURÉE DE L'ARRANGEMENT.

Le présent arrangement sera mis à exécution le 1^{er} janvier 1935 et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des gouvernements des pays ci-dessus énumérés ont signé le présent arrangement en un exemplaire qui restera déposé aux archives du Gouvernement de l'Égypte et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait au Caire, le 20 mars 1934.

Pour l'Afghanistan :

Pour l'Albanie :

Pan. NASSE.

Pour l'Allemagne :

K. ORTH.

K. ZIEGLER.

D^r W. SEEBASS.

PARCEL POST — AGREEMENT.

The Administration of countries taking part in the present Agreement which maintain an exchange of parcels with non-contracting countries allow all other participating Administrations to avail themselves of these services to exchange parcels with the latter countries.

In regard to transit, by the land or sea services of countries which are signatories to the Agreement, parcels addressed to or originating in a country which is not a signatory to the Agreement are treated, so far as the charges for conveyance are concerned, in the same way as parcels exchanged between contracting countries.

When a country which desires to adhere to the present Agreement claims a right to collect a surcharge greater than 25 centimes per parcel, the International Bureau submits the application for membership to all the Administrations taking part in the Agreement. If, within six months, more than one-third of these Administrations do not vote against the application, it is regarded as accepted.

Article 53.

APPROVAL OF PROPOSALS MADE BETWEEN MEETINGS.

In order to become binding, proposals made between meetings (Articles 19 and 20 of the Convention) must obtain :

(a) Unanimity of votes if they involve the addition of new provisions or any modification of the provisions of Articles 1 to 22, 27 to 47, 49 to 51, 53 and 54 of the present Agreement, of all the Articles of the Final Protocol and of Article 154 of the Detailed Regulations ;

(b) Two-thirds of the votes if they involve a modification of the provisions other than those which are mentioned in the preceding paragraph ;

(c) A simple majority if they affect the interpretation of the provisions of the present Agreement, of the Final Protocol and of the Detailed Regulations, except in the case of a disagreement to be submitted to arbitration as provided for in Article 11 of the Convention.

FINAL PROVISIONS.

Article 54.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE AGREEMENT.

The present Agreement shall come into force on the 1st of January, 1935, and shall remain in operation for an indefinite period.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the Governments of the above-named countries have signed the present Agreement in a single copy which shall remain in the archives of the Government of Egypt and of which a copy shall be delivered to each Party.

Done at Cairo, the 20th day of March, 1934.

For Afghanistan :

For Albania :

Pan. NASSE.

For Germany :

K. ORTH.

K. ZIEGLER.

Dr. W. SEEBASS.

COLIS — ARRANGEMENT.

Pour le Royaume de l'Arabie Saoudite :

Fawzan EL-SABEK.

Pour la République Argentine :

R. R. TULA.

Pour l'Autriche :

D^r Rudolf KUHN.

Pour la Belgique :

O. SCHOCKAERT.

E. MONS.

Pour la Colonie du Congo belge :

G. TONDEUR.

Pour la Bolivie :

Ernesto CÁCERES.

Pour Edmundo de la Fuente,

Ernesto CÁCERES.

Pour le Brésil :

C. M. DE FIGUEIREDO.

J. SANCHEZ PEREZ.

Pour la Bulgarie :

IV. KATZAROFF.

Pour le Chili :

R. SUAREZ BARROS.

Pour la Chine :

HOO Chi-Tsai.

CHANG Hsin-Hai.

HUANG Nai-Shu.

Pour la République de Colombie :

E. ZALDÚA P.

Pour la République de Costa-Rica :

Ad referendum,

P. MARTINEZ T.

Pour la République de Cuba :

Alfredo ASSIR.

Pour le Danemark :

C. MONDRUP.

Arne KROG.

Pour la Ville libre de Dantzig :

R. STARZYŃSKI.

Pour la République Dominicaine :

Luis Alejandro AGUILAR.

Pour l'Égypte :

M. CHARARA.

E. MAGGIAR.

S. A. GHALWASH.

Pour l'Équateur :

E. L. ANDRADE.

Pour l'Espagne :

Alonso CARO.

A. RAMOS.

Pour l'ensemble des Colonies espagnoles :

Demetrio PEREDA.

Pour l'Estonie :

G. E. F. ALBRECHT.

Pour l'Éthiopie :

ALAMOU Tch.

Pour la Finlande :

G. E. F. ALBRECHT.

Pour la France :

M. LEBON.

L. GENTHON.

P. GRANDSIMON.

A. CABANNE.

DUSSERRE.

Pour l'Algérie :

E. HUGUENIN.

Pour les Colonies et Protectorats français de l'Indochine :

NICOLAS.

PARCEL POST — AGREEMENT.

For the Kingdom of Saudi Arabia :

Fawzan EL-SABEK.

For the Argentine Republic :

R. R. TULA.

For Austria :

Dr. Rudolf KUHN.

For Belgium :

O. SCHOCKAERT.

E. MONS.

For the Colony of the Belgian Congo :

G. TONDEUR.

For Bolivia :

Ernesto CÁCERES.

For Emundo de la Fuente :

Ernesto CÁCERES.

For Brazil :

C. M. DE FIGUEIREDO.

J. SANCHEZ PEREZ.

For Bulgaria :

IV. KATZAROFF.

For Chile :

R. SUAREZ BARROS.

For China :

HOO Chi-Tsai.

CHANG Hsin-Hai.

HUANG Nai-Shu.

For the Republic of Colombia :

E. ZALDUA P.

For the Republic of Costa Rica :

Ad referendum :

P. MARTINEZ T.

For the Republic of Cuba :

Alfredo ASSIR.

For Denmark :

C. MONDRUP.

Arne KROG.

For the Free City of Danzig :

R. STARZYŃSKI.

For the Dominican Republic :

Luis Alejandro AGUILAR.

For Egypt :

M. CHARARA.

E. MAGGIAR.

S. A. GHALWASH.

For Ecuador :

E. L. ANDRADE.

For Spain :

Alonso CARO.

A. RAMOS.

For the whole of the Spanish Colonies :

Demetrio PEREDA.

For Estonia :

G. E. F. ALBRECHT.

For Ethiopia :

ALAMOU Tch.

For Finland :

G. E. F. ALBRECHT.

For France :

M. LEBON.

L. GENTHON.

P. GRANDSIMON.

A. CABANNE.

DUSSERRE.

For Algeria :

E. HUGUENIN.

For the French Colonies and Protectorates of Indo-China :

NICOLAS.

COLIS — ARRANGEMENT.

- Pour l'ensemble des autres Colonies françaises :*
J. CASSAGNAC.
- Pour la Grèce :*
V. DENDRAMIS.
J. LACHNIDAKIS.
- Pour le Guatemala :*
Victor DURÁN M.
- Pour la République d'Haïti :*
- Pour la République du Honduras :*
D^r TUCCIMEI.
- Pour la Hongrie :*
Gabriel Baron SZALAY.
Charles DE FORSTER.
- Pour l'Inde britannique :*
P. N. MUKERJI.
S. C. GUPTA.
Mohd. AL HASAN.
- Pour l'Irak :*
Douglas W. GUMBLEY.
Jos. SHAUL.
- Pour l'Islande :*
C. MONDRUP.
Arne KROG.
- Pour l'Italie :*
Pietro TOSTI.
GALDI Michele.
- Pour l'ensemble des Colonies italiennes :*
CRETY Donato.
- Pour le Japon :*
Masao SEKI.
T. HARIMA.
J. KAGEYAMA.
- Pour le Chosen :*
Masao SEKI.
Ryuzo KAWAZURA.
- Pour l'ensemble des autres Dépendances japonaises :*
T. HARIMA.
H. FUJIKAWA.
- Pour la Lettonie :*
D^r Reinhold FURRER.
Ls ROULET.
- Pour les Etats du Levant sous mandat français (Syrie et Liban) :*
CIANFARELLI.
L. PERNOT.
- Pour la République de Libéria :*
- Pour la Lithuanie :*
- Pour le Luxembourg :*
- Pour le Maroc (à l'exclusion de la Zone espagnole) :*
H. DUTEIL.
- Pour le Maroc (Zone espagnole) :*
A. RAMOS.
- Pour le Nicaragua :*
Victor DURÁN M.
- Pour la Norvège :*
Klaus HELSING.
Oskar HOMME.
- Pour la République de Panama :*
E. ZALDÚA P.
- Pour le Paraguay :*
R. R. TULA.
- Pour les Pays-Bas :*
DUYNSTEE.
V. GOOR.
- Pour Curaçao et Surinam :*
HOOGWOONING.

PARCEL POST — AGREEMENT.

- For the whole of the Other French Colonies :*
J. CASSAGNAC.
- For Greece :*
V. DENDRAMIS.
J. LACHNIDAKIS.
- For Guatemala :*
Victor DURÁN M.
- For the Republic of Haiti :*
- For the Republic of Honduras :*
Dr. TUCCIMEI.
- For Hungary :*
Gabriel Baron SZALAY.
Charles DE FORSTER.
- For British India :*
P. N. MUKERJI.
S. C. GUPTA.
Mohd. AL HASAN.
- For Iraq :*
Douglas W. GUMBLEY.
Jos. SHAUL.
- For Iceland :*
C. MONDRUP.
Arne KROG.
- For Italy :*
Pietro TOSTI.
GALDI Michele.
- For the whole of the Italian Colonies :*
CRETY Donato.
- For Japan :*
Masao SEKI.
T. HARIMA.
J. KAGEYAMA.
- For Chosen :*
Masao SEKI.
Ryuzo KAWAZURA.
- For the whole of the Other Japanese Dependencies :*
T. HARIMA.
H. FUJIKAWA.
- For Latvia :*
Dr. Reinhold FURRER.
Ls ROULET.
- For the Levant States under French Mandate (Syria and Lebanon) :*
CIANFARELLI.
L. PERNOT.
- For the Republic of Liberia :*
- For Lithuania :*
- For Luxemburg :*
- For Morocco (except the Spanish Zone) :*
H. DUTEIL.
- For Morocco (Spanish Zone) :*
A. RAMOS.
- For Nicaragua :*
Victor DURÁN M.
- For Norway :*
Klaus HELSING.
Oskar HOMME.
- For the Republic of Panama :*
E. ZALDÚA P.
- For Paraguay :*
R. R. TULA.
- For the Netherlands :*
DUYNSTEE.
V. GOOR.
- For Curaçao and Surinam :*
HOOGWOONING.

COLIS — ARRANGEMENT.

Pour les Indes néerlandaises :

PERK.
BRIL.
HOOGWOONING.

Pour le Pérou :

Ernesto CÁCERES.

Pour Edmundo de la Fuente,

Ernesto CÁCERES.

Pour la Perse :

S. A. RAD.
R. ARDJOMENDE.

Pour la Pologne :

R. STARZYŃSKI.

Pour le Portugal :

A. DE Q. R. VAZ PINTO.
A. C. BIANCHI.

Pour les Colonies portugaises de l'Afrique occidentale :

Ernesto Julio NAVARRO.

Pour les Colonies portugaises de l'Afrique orientale, de l'Asie et de l'Océanie :

Mario CORRÊA BARATA DA CRUZ.

Pour la Roumanie :

Ilariu MANEANU.
C. STEFANESCU.

Pour la République de Saint-Marin :

CRETY Donato.

*Pour la République de El Salvador :**Pour le Territoire de la Sarre :**Pour le Siam :**Pour la Suède :*

Anders ÖRNE.
Gunnar LAGER.
Arvid BILDT.

Pour la Confédération suisse :

D^r Reinhold FURRER.
Ls ROULET.

Pour la Tchécoslovaquie :

Václav KUČERA.
Josef RADA.

Pour la Tunisie :

H. DUTEIL.

Pour la Turquie :

Yusuf ARIFI.
M. SAKIN.
M. TEVFIK.

Pour la République O. de l'Uruguay :

Arturo C. MASANÉS.

Pour l'Etat de la Cité du Vatican :

M^{gr} Giuseppe MAZZOLI.

Pour les Etats-Unis du Venezuela :

Luis Alejandro AGUILAR.

*Pour l'Yémen :**Pour le Royaume de Yougoslavie :*

Kosta ZLATANOVITCH.

PARCEL POST — AGREEMENT.

For the Netherlands Indies :

PERK.
BRIL.
HOOGWOONING.

For Peru :

Ernesto CÁCERES.

For Edmundo de la Fuente :

Ernesto CÁCERES.

For Persia :

S. A. RAD.
R. ARDJOMENDE.

For Poland :

R. STARZYŃSKI.

For Portugal :

A. DE Q. R. VAZ PINTO.
A. C. BIANCHI.

For the Portuguese Colonies in West Africa :

Ernesto Julio NAVARRO.

*For the Portuguese Colonies in East Africa,
Asia and Oceania :*

Mario CORRÊA BARATA DA CRUZ.

For Roumania :

Ilariu MANEANU.
C. STEFANESCU.

For the Republic of San Marino :

CRETY Donato.

*For the Republic of El Salvador :**For the Territory of the Saar :**For Siam :**For Sweden :*

Anders ORNE.
Gunnar LAGER.
Arvid BILDT.

For the Swiss Confederation :

Dr. Reinhold FURRER.
Ls ROULET.

For Czechoslovakia :

Václav KUČERA.
Josef RADA.

For Tunis :

H. DUTEIL.

For Turkey :

Yusuf ARIFI.
M. SAKIN.
M. TEVFIK.

For the Eastern Republic of Uruguay :

Arturo C. MASANÉS.

For the State of the City of the Vatican :

Mgr. Giuseppe MAZZOLI.

For the United States of Venezuela :

Luis Alejandro AGUILAR.

*For Yemen :**For the Kingdom of Yugoslavia :*

Kosta ZLATANOVITCH.

PROTOCOLE FINAL DE L'ARRANGEMENT

Au moment de procéder à la signature de l'arrangement concernant les colis postaux, conclu à la date de ce jour, les plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit :

I.

EXPLOITATION DU SERVICE PAR LES ENTREPRISES DE TRANSPORT.

Tout pays où la poste ne se charge pas actuellement du transport des colis postaux, et qui adhère à l'arrangement, a la faculté d'en faire exécuter les clauses par les entreprises de chemins de fer et de navigation. Il peut, en même temps, limiter ce service aux colis provenant ou à destination de localités desservies par ces entreprises.

L'administration postale de ce pays doit s'entendre avec les entreprises de chemins de fer et de navigation pour assurer la complète exécution, par ces dernières, de toutes les clauses de l'arrangement, spécialement pour organiser le service d'échange.

Elle leur sert d'intermédiaire pour toutes leurs relations avec les administrations postales des autres pays contractants et avec le Bureau international.

II.

SERVICES AÉRIENS.

Les dispositions concernant le transport des colis postaux par voie aérienne sont annexées à l'arrangement et sont considérées comme faisant partie intégrante de celui-ci et de son règlement.

Toutefois, par dérogation aux dispositions générales de l'arrangement, la modification de ces dispositions peut être envisagée de temps à autre par une conférence comprenant les représentants des administrations directement intéressées.

Cette conférence peut être convoquée par l'intermédiaire du Bureau international à la demande de trois au moins de ces administrations.

L'ensemble des dispositions proposées par cette conférence devra être soumis, par l'intermédiaire du Bureau international, au vote des pays contractants. La décision sera prise à la majorité des voix exprimées.

III.

TRANSIT.

La faculté de ne pas assurer le transport des colis en transit par leur territoire est accordée provisoirement à la Perse, aux Colonies portugaises de l'Afrique et au Congo belge.

En ce qui concerne le Congo belge, cette clause ne s'applique pas aux colis en provenance ou à destination de la Rhodésie, des Colonies françaises du Tchad, de l'Oubangui-Chari et du Moyen-Congo.

IV.

SURTAXES.

Par exception aux dispositions des articles 3, 4, et 7 de l'arrangement et à titre provisoire, les administrations énumérées ci-après sont autorisées à percevoir, en dehors des majorations prévues aux articles 5 et 6, les surtaxes terminales et de transit indiquées dans les tableaux suivants :

PARCEL POST — AGREEMENT — FINAL PROTOCOL.

FINAL PROTOCOL TO THE AGREEMENT

At the moment of proceeding to sign the Agreement concluded this day, concerning postal parcels, the undersigned Plenipotentiaries have agreed as follows :

I.

EXECUTION OF THE SERVICE BY TRANSPORT ORGANISATIONS.

Any country in which the Post Office does not at present undertake conveyance of parcels, and which adheres to the above-mentioned Agreement, is entitled to have the clauses of the Agreement carried out by railway and shipping organisations. At the same time, the service may be limited to parcels originating in or addressed to localities served by these organisations.

The Postal Administration of such a country must make arrangements with the railway and shipping organisations to ensure the complete performance by them of all the clauses of the Agreement, with special reference to the arrangements for the exchange of the mails.

The Postal Administration acts for the railway and shipping organisations in all their relations with the Postal Administrations of the other contracting countries and with the International Bureau.

II.

AIR SERVICES.

The provisions regarding the conveyance of postal parcels by air are annexed to the Agreement and are considered as forming an integral part of it and of its Detailed Regulations.

But, notwithstanding the general rules of the Agreement, the modification of these provisions may be considered from time to time by a conference composed of the representatives of the Administrations directly concerned.

This conference may be summoned by the intermediary of the International Bureau at the request of at least three of these Administrations.

The whole of the provisions proposed by this conference must be submitted, by the intermediary of the International Bureau, to the vote of the contracting countries. The decision will be taken by a majority vote.

III

TRANSIT.

The right not to undertake the conveyance of parcels in transit through their territory is granted provisionally to Persia, the Portuguese Colonies in Africa and the Belgian Congo.

In so far as concerns the Belgian Congo, this clause is not applicable to parcels originating in or addressed to Rhodesia, the French Colonies of Tchad, Oubangui-Chari and the Middle Congo.

IV.

SURCHARGES.

As provisional exceptions to the stipulations of Articles 3, 4 and 7 of the Agreement, the undermentioned Administrations are authorised to charge, apart from the increases provided for in Articles 5 and 6, the terminal and transit surcharges indicated in the following tables :

COLIS — ARRANGEMENT — PROTOCOLE FINAL.

I. *Surtaxes terminales.*

N° d'ordre	Administration autorisée à percevoir la surtaxe	Montant de la surtaxe par colis	Observations
1	2	3	4
		Centimes	
1	Afghanistan	50	
2	Albanie	100	
3	Argentine (République) .	75 ¹	¹ La surtaxe peut être élevée à 1 franc 25 par les bureaux argentins de la Costa del Sur, Tierra del Fuego et îles adjacentes.
4	Autriche	75	
5	Bolivie	2	² La surtaxe peut s'élever pour les colis jusqu'à 1 kg., à 3 francs, pour les colis de plus de 1 jusqu'à 5 kg., à 7 francs, et pour les colis de plus de 5 jusqu'à 10 kg., à 14 francs, en provenance ou à destination des localités autres que La Paz et Oruro.
6	Bésil	125 ³	³ La surtaxe peut s'élever à 2 francs 25 pour les colis à destination des localités autres que les ports de mer.
7	Bulgarie	50	
8	Chili	75	
9	Chine	75	
10	Colombie (République) .	4	⁴ La surtaxe peut s'élever à 1 franc par colis à destination des ports de mer, et à 1 franc par kilogramme ou fraction de kilogramme pour les colis à destination des autres localités.
11	Congo belge	8	⁵ Pour le parcours des colis au delà des bureaux d'échange, une surtaxe qui ne peut dépasser le tarif applicable aux colis du service intérieur est admise.
12	Dominicaine (Rép.) . . .	40	
13	Egypte	100 ⁶	⁶ Seulement pour les bureaux du Soudan.
14	Equateur	125	
15	Espagne	75	
16	Ethiopie	7	⁷ La surtaxe peut s'élever pour les colis jusqu'à 1 kg., à 40 centimes, pour les colis de plus de 1 jusqu'à 5 kg., à 1 franc 25, pour les colis de plus de 5 jusqu'à 10 kg., à 1 franc 70.
17	Finlande	75	
18	Colonie française de l'Afrique équatoriale .	8	⁸ La surtaxe peut s'élever pour les colis jusqu'à 1 kg., à 60 centimes, pour les colis de plus de 1 jusqu'à 5 kg., à 2 francs, pour les colis de plus de 5 jusqu'à 10 kg., à 4 francs, pour les colis de plus de 10 jusqu'à 15 kg., à 6 francs, pour les colis de plus de 15 kg., à 8 francs.
19	Grèce	75	
20	Guatemala	75	
21	Haïti (République) . . .	50	
22	Indochine	75 ⁹	⁹ Pour certains bureaux éloignés.
23	Inde britannique	75	
24	Indes néerlandaises . .	150	

PARCEL POST — AGREEMENT — FINAL PROTOCOL.

I. Terminal Surcharges.

No.	Administration authorized to collect the surcharge.	Amount of surcharge per parcel.	Observations.
1	2	3	4
		Centimes	
1	Afghanistan	50	
2	Albania	100	
3	Argentine Republic	75 ¹	¹ The surcharge may be increased to 1 franc 25 by the Argentine offices of Costa del Sur, Tierra del Fuego and adjacent islands.
4	Austria	75	
5	Bolivia	— ²	² The surcharge may be increased to 3 francs for parcels up to 1 kg., 7 francs for parcels exceeding 1 and not exceeding 5 kg. and 14 francs for parcels exceeding 5 and not exceeding 10 kg. originating in or addressed to places other than La Paz and Oruro.
6	Brazil	125 ³	³ The surcharge may be increased to 2 francs 25 for parcels addressed to places other than the seaports.
7	Bulgaria	50	
8	Chile	75	
9	China	75	
10	Colombia (Republic of)	— ⁴	⁴ The surcharge may be increased to 1 franc per parcel addressed to seaports and 1 franc per kilogramme or fraction of a kilogramme for parcels addressed to other places.
11	Belgian Congo	— ⁵	⁵ For the conveyance of parcels beyond the offices of exchange, a surcharge, not exceeding the tariff applicable to parcels in the inland service, is allowed.
12	Dominican Republic	40	
13	Egypt	100 ⁶	⁶ Only for offices in the Sudan.
14	Ecuador	125	
15	Spain	75	
16	Ethiopia	— ⁷	⁷ The surcharge may be increased to 40 centimes for parcels up to 1 kg., 1 franc 25 for parcels exceeding 1 and not exceeding 5 kg. and 1 franc 70 for parcels exceeding 5 and not exceeding 10 kg.
17	Finland	75	
18	French Equatorial Africa	— ⁸	⁸ The surcharge may be increased to 60 centimes for parcels up to 1 kg., 2 francs for parcels exceeding 1 and not exceeding 5 kg., 4 francs for parcels exceeding 5 and not exceeding 10 kg., 6 franc for parcels exceeding 10 and not exceeding 15 kg. and 8 francs for parcels exceeding 15 kg.
19	Greece	75	
20	Guatemala	75	
21	Haiti (Republic of)	50	
22	Indo-China	75 ⁹	⁹ For certain remote offices.
23	India (British)	75	
24	Dutch East Indies	150	

COLIS — ARRANGEMENT — PROTOCOLE FINAL.

N° d'ordre	Administration autorisée à percevoir la surtaxe	Montant de la surtaxe par colis	Observations
1	2	3	4
		Centimes	
25	Irak	10	10 La surtaxe peut s'élever pour les colis jusqu'à 1 kg., à 75 centimes, pour les colis de plus de 1 jusqu'à 5 kg., à 1 franc 25, pour les colis de plus de 5 jusqu'à 10 kg., à 1 franc 60.
26	Islande	50	
27	Maroc (à l'exclusion de la Zone espagnole)	100 ¹¹	11 A l'exception des bureaux de Casablanca, Mazagan, Mogador, Oudjda, Safi et Tanger.
28	Nicaragua	75	
29	Norvège	75	12 Pour le parcours des colis au delà des bureaux d'échange, une surtaxe qui ne peut dépasser le tarif applicable aux colis du service intérieur est admise.
30	Panama (République)	75	
31	Pérou	125	
32	Perse	12	
33	Pologne	50	
34	Colonies portugaises de l'Angola et du Mozambique	12	
35	El Salvador (République)	75	13 La surtaxe peut être portée à 2 francs pour les colis adressés aux bureaux éloignés des chemins de fer et des côtes et dont le transport est effectué par les courriers terrestres.
36	Siam	75	
37	Suède	75	
38	Turquie d'Asie	75 ¹³	
39	Uruguay (République O.)	75	
40	Venezuela (États-Unis)	125	

PARCEL POST — AGREEMENT — FINAL PROTOCOL.

No. 1	Administration authorized to collect the surcharge. 2	Amount of surcharge per parcel. 3	Observations 4
		Centimes	
25	Iraq	— ¹⁰	¹⁰ The surcharge may be increased to 75 centimes for parcels up to 1 kg., 1 franc 25 for parcels exceeding 1 and not exceeding 5 kg. and 1 franc 60 for parcels exceeding 5 and not exceeding 10 kg.
26	Iceland	50	
27	Morocco (except the Spanish Zone)	100 ¹¹	¹¹ Except the offices of Casablanca, Mazagan, Mogador, Oudjda, Safi and Tangier.
28	Nicaragua	75	
29	Norway	75	
30	Panama (Republic)	75	
31	Peru	125	
32	Persia	— ¹²	¹² For the conveyance of parcels beyond the offices of exchange, a surcharge, not exceeding the tariff applicable to parcels in the inland service, is allowed.
33	Poland	50	
34	Portuguese Colonies of Angola and Mozambique	— ¹²	
35	El Salvador (Republic)	75	
36	Siam	75	
37	Sweden	75	
38	Turkey-in-Asia	75 ¹³	¹³ The surcharge may be increased to 2 francs for parcels addressed to offices remote from the railway and from the coast, which are conveyed by overland carriers.
39	Uruguay (E. Republic)	75	
40	Venezuela (United States of)	125	

COLIS — ARRANGEMENT — PROTOCOLE FINAL.

2. Surtaxes de transit.

N° d'ordre	Administration autorisée à percevoir la surtaxe	Montant de la surtaxe pour les colis					Observations
		jusqu'à 1 kg.	de plus de 1 jusqu'à 5 kg.	de plus de 5 jusqu'à 10 kg.	de plus de 10 jusqu'à 15 kg.	de plus de 15 jusqu'à 20 kg.	
1	2	3	4	5	6	7	8
		Centimes	Centimes	Centimes	Centimes	Centimes	
1	Argentine (Rép.) ¹	360	360	360			¹ Seulement pour les colis transportés par le chemin de fer transandin.
2	Brésil	70	50				
3	Chili ¹	125	125	125			
4	Chine	95	75	25			
5	Colombie (Rép.)	70	50				
6	Congo belge ²	30	150	300			² Seulement pour les colis en provenance ou à destination des Colonies françaises du Tchad, de l'Oubangui-Chari et du Moyen-Congo. Ce droit est susceptible de modification par entente entre les deux administrations intéressées.
	<i>Id.</i> ³	40	180				
7	Egypte ⁴	90	390	800			⁴ Seulement pour les colis en provenance ou à destination de la Rhodésie.
8	Equateur	70	50				
9	Colonie française de l'Afrique équator.	60	200	400	600	800	⁵ Seulement pour les colis transportés à travers l'Isthme.
10	Irak	70	50	140	300	400	
11	Panama (Rép.) ⁵	50	50	50			
12	Pérou	70	50				⁶ Pour les colis de et pour la Perse traversant la voie Trébizonde-Erzéroum-Bayezid, la surtaxe de chaque coupure de poids peut être majorée encore de 1 franc 50.
13	Turquie d'Asie ⁶	220	200	150	100	50	
14	Venezuela (Etats-Unis)	70	50				

V.

SURTAXES SPÉCIALES.

1. Tout colis en provenance ou à destination de la Corse ou de l'Algérie donne lieu à la perception, sur l'expéditeur : 1° du droit applicable au transport maritime n'excédant pas 500 milles

PARCEL POST — AGREEMENT — FINAL PROTOCOL.

2. Transit Surcharges.

No.	Administration authorized to collect the surcharge.	Amount of surcharge for parcels					Observations
		up to 1 kg.	exceeding 1 and not exceeding 5 kg.	exceeding 5 and not exceeding 10 kg.	exceeding 10 and not exceeding 15 kg.	exceeding 15 and not exceeding 20 kg.	
1	2	3	4	5	6	7	8
		Centimes	Centimes	Centimes	Centimes	Centimes	
1	Argentine Republic ¹	360	360	360	—	—	¹ Only for parcels conveyed by the Transandine Railway.
2	Brazil	70	50	—	—	—	
3	Chile ¹	125	125	125	—	—	
4	China	95	75	25	—	—	
5	Colombia (Republic of)	70	50	—	—	—	
6	Belgian Congo ² . .	30	150	300	—	—	² Only for parcels originating in or addressed to the French Colonies of Tchad, Oubangui-Chari and the Middle Congo. This charge is subject to modification by agreement between the two Administrations concerned.
	do. ³	40	180	—	—	—	³ Only for parcels originating in or addressed to Rhodesia.
7	Egypt ⁴	90	390	800	—	—	⁴ Only for parcels originating in or addressed to the Belgian Congo, in transit through the Sudan.
8	Ecuador	70	50	—	—	—	
9	French Equatorial Africa	60	200	400	600	800	
10	Iraq	70	50	140	300	400	
11	Panama (Republic) ⁵	50	50	50	—	—	⁵ Only for parcels conveyed across the Isthmus.
12	Peru	70	50	—	—	—	
13	Turkey-in-Asia ⁶ .	220	200	150	100	50	⁶ For parcels from and for Persia by the route Trebizond-Erzurum-Bayezid the surcharge at each step of the weight scale may be increased by 1 franc 50.
14	Venezuela (United States of)	70	50	—	—	—	

V.

SPECIAL SURCHARGES.

1. For the conveyance of every parcel originating in or addressed to Corsica or Algeria, there is levied from the sender : (i) the rate applicable to conveyance by sea for a distance not

COLIS — ARRANGEMENT — PROTOCOLE FINAL.

marins ; 2° d'un droit territorial supplémentaire égal, au maximum, à la moitié de la quote-part territoriale appliquée aux colis en provenance ou à destination de la France continentale.

2. Le transport entre l'Espagne continentale, d'une part, les îles Baléares, les possessions espagnoles du Nord de l'Afrique et les bureaux de la Zone espagnole du Maroc, d'autre part, donne lieu à la perception d'une surtaxe égale au droit applicable au transport maritime n'excédant pas 500 milles marins.

Le transport entre l'Espagne continentale, d'une part, et les îles Canaries, d'autre part, donne lieu à la perception d'une surtaxe égale au droit applicable au transport maritime n'excédant pas 1.000 milles marins.

3. L'administration portugaise a la faculté de percevoir une surtaxe de 1 franc 50 par colis pour le transport entre le Portugal continental et les îles Madère et Açores.

4. Le transport entre l'Indochine, d'une part, et le Territoire de Kouang-Tchéou-Wan, d'autre part, donne lieu à la perception d'une surtaxe égale au droit applicable au transport maritime n'excédant pas 500 milles marins.

5. Tout colis empruntant les services automobiles transdésertiques Irak-Syrie ou Palestine donne lieu à la perception d'une surtaxe spéciale de 90 centimes, 4 francs 50, 9 francs, 13 francs 50 et 18 francs pour les colis des coupures de 1, 5, 10, 15 et 20 kilogrammes.

VI.

TARIFS SPÉCIAUX.

L'Inde britannique et l'Irak ont la faculté d'appliquer aux colis originaires de leur pays un tarif gradué correspondant à différentes catégories de poids, à la condition que la moyenne des taxes ne dépasse pas la taxe normale, y compris la surtaxe et la taxe spéciale auxquelles ils auraient droit.

Cette dernière faculté est également accordée aux pays qui adhéreront à l'arrangement dans l'intervalle jusqu'au prochain Congrès.

VII.

COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE.

Par dérogation aux dispositions de l'article 35 :

a) Le Congo belge est autorisé à limiter à 500 francs le maximum de la déclaration de valeur ;

b) L'Administration argentine est autorisée à percevoir un droit supplémentaire de 10 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs déclarés pour les colis avec déclaration de valeur en provenance ou à destination des bureaux de la Costa del Sur, Tierra del Fuego et îles adjacentes ;

c) Le transport entre la France continentale, d'une part, l'Algérie et la Corse, d'autre part, donne lieu, à la charge de l'expéditeur, pour les colis avec valeur déclarée, à un droit supplémentaire d'assurance de 10 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs déclarés ;

d) L'Administration indochinoise est autorisée à percevoir un droit supplémentaire de 10 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs déclarés pour les colis avec valeur déclarée en provenance ou à destination des bureaux du Territoire de Kouang-Tchéou-Wan ;

e) L'Égypte est autorisée à porter à 10 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs déclarés le droit d'assurance des colis avec valeur déclarée en provenance ou à destination du Congo belge, en transit par le Soudan.

PARCEL POST — AGREEMENT — FINAL PROTOCOL.

exceeding 500 nautical miles ; (ii) a supplementary rate for conveyance by land not exceeding one half of the rate for conveyance by land applicable to parcels originating in or addressed to the mainland of France.

2. For conveyance between the mainland of Spain on the one hand and the Balearic Islands, the Spanish possessions in North Africa and the offices in Morocco (Spanish Zone) on the other hand, there is levied a surcharge equal to the rate applicable to conveyance by sea for a distance not exceeding 500 nautical miles.

For conveyance between the mainland of Spain on the one hand and the Canary Islands on the other hand, there is levied a surcharge equal to the rate applicable to conveyance by sea for a distance not exceeding 1,000 nautical miles.

3. The Portuguese Administration has the right to collect a surcharge of 1 franc 50 for the conveyance of each parcel between the mainland of Portugal and the Islands of Madeira and the Azores.

4. For conveyance between Indo-China and the territory of Kwang-chau-wan there is levied a surcharge equal to the rate applicable to conveyance by sea for a distance not exceeding 500 nautical miles.

5. For every parcel conveyed by the Iraq-Syria or Palestine trans-desert motor services, a special surcharge may be levied of 90 centimes, 4 francs 50, 9 francs, 13 francs 50 and 18 francs for parcels not exceeding 1, 5, 10, 15 and 20 kilogrammes, respectively.

VI.

SPECIAL TARIFFS.

British India and Iraq have the right to levy on parcels originating in their countries a tariff graduated to correspond with different categories of weight on condition that the mean of the charges does not exceed the normal postage, including the surcharge and the special charge to which they are entitled.

This right is also granted to countries adhering to the Agreement in the interval between this and the next congress.

VII.

INSURED PARCELS.

As exceptions to the provisions of Article 35 :

(a) The Belgian Congo is authorised to limit the maximum of insured value to 500 francs ;

(b) The Argentine Administration is authorised to charge a supplementary fee of 10 centimes for each 300 francs or fraction of 300 francs of the insured value on insured parcels originating in or addressed to offices on the Costa del Sur, in Tierra del Fuego, and in the adjacent islands ;

(c) For conveyance between the mainland of France on the one hand and Algeria and Corsica on the other hand, the sender of an insured parcel is charged a supplementary insurance rate of 10 centimes for each 300 francs or fraction of 300 francs of the insured value ;

(d) The Administration of Indo-China is authorised to charge a supplementary rate of 10 centimes for each 300 francs or fraction of 300 francs of the insured value on insured parcels originating in or addressed to offices in the territory of Kwang-chau-wan ;

(e) Egypt is authorised to raise to 10 centimes for each 300 francs or fraction of 300 francs of the insured value the insurance rate on insured parcels originating in or addressed to the Belgian Congo passing through the Sudan ;

COLIS — ARRANGEMENT — PROTOCOLE FINAL.

f) L'Irak est autorisé à percevoir un droit supplémentaire d'assurance de 10 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs déclarés, pour les colis avec valeur déclarée empruntant les services automobiles transdésertiques Irak-Syrie ou Palestine.

Tout colis avec valeur déclarée en provenance ou à destination de la Corse et de l'Algérie donne lieu, à la charge de l'expéditeur et à titre de droit territorial corse ou algérien, à une taxe supplémentaire d'assurance de 5 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs déclarés.

VIII.

EXCEPTIONS AU PRINCIPE DE LA RESPONSABILITÉ.

Par dérogation aux dispositions de l'article 38, le Congo belge, l'Égypte (pour le Soudan) et l'Irak sont autorisés à ne payer aucune indemnité pour l'avarie des colis originaires de tous les pays, à destination du Congo belge, du Soudan ou de l'Irak, et contenant des liquides et des corps facilement liquéfiables, des objets en verre et des articles de même nature fragile.

IX.

POIDS, DIMENSIONS ET VOLUME.

Le Venezuela et l'Inde britannique ont la faculté de ne pas admettre provisoirement les colis dont le poids excéderait 5 kilogrammes.

La Grèce, la Tunisie et la Turquie d'Asie ont la faculté de ne pas admettre provisoirement les colis dont les dimensions ou le volume excéderaient le maximum autorisé par l'arrangement pour les services maritimes.

X.

COLIS ENCOMBRANTS.

Par dérogation à la disposition de l'article 8, § 1, lettre a), l'Égypte (pour les bureaux du Soudan) et la Norvège ont la faculté, dans leurs relations avec les autres pays, de considérer comme encombrants les colis dont l'une des dimensions dépasse 1 mètre 10 ou dont la somme de la longueur et du plus grand pourtour, pris dans un sens autre que celui de la longueur, dépasse 1 mètre 85.

Sont considérés comme encombrants, lorsqu'ils sont adressés à des localités de la Colombie autres que les ports de mer, les colis dont les dimensions sont supérieures à 1 mètre 05 de côté ou dont la somme de la longueur et du plus grand pourtour, pris dans un sens autre que celui de la longueur, dépasse 1 mètre 80.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent protocole, qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même de l'arrangement auquel il se rapporte, et ils l'ont signé en un exemplaire qui restera déposé aux archives du Gouvernement de l'Égypte et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait au Caire, le 20 mars 1934.

Pour l'Afghanistan :

Pour l'Albanie :

Pan. NASSE.

Pour l'Allemagne :

K. ORTH.

K. ZIEGLER.

D^r W. SEEBASS.

PARCEL POST — AGREEMENT — FINAL PROTOCOL.

(f) Iraq is authorised to charge a supplementary insurance fee of 10 centimes for each 300 francs or fraction of 300 francs of insured value for insured parcels conveyed by the Iraq-Syria or Palestine trans-desert motor services.

On every insured parcel sent from or to Corsica or Algeria the sender is charged, for Corsican or Algerian land rate, a supplementary insurance rate of 5 centimes for each 300 francs or fraction of 300 francs of the insured value.

VIII.

EXCEPTIONS TO THE PRINCIPLE OF RESPONSIBILITY.

As an exception to the provisions of Article 38, the Belgian Congo, Egypt (for the Sudan) and Iraq are authorised to pay no indemnity for the damage of parcels coming from any other country, addressed to the Belgian Congo, the Sudan or Iraq, and containing liquids and substances which liquefy easily, articles of glass and articles of a similar fragile nature.

IX.

WEIGHT, DIMENSIONS AND VOLUME.

Venezuela and British India have the right not to admit, for the present, parcels of which the weight exceeds 5 kilogrammes.

Greece, Tunis and Turkey-in-Asia have the right not to admit, for the present, parcels of which the dimensions or volume exceed the maximum authorised by the Agreements for sea services.

X.

CUMBERSOME PARCELS.

As an exception to the provisions of Article 8, § 1 (a), Egypt (for offices in the Sudan) and Norway have the right, in their services with other countries, to consider as cumbersome, parcels of which one dimension exceeds 1 metre 10 or of which the sum of the length and of the greatest circumference measured in a direction other than that of the length exceeds 1 metre 85.

Parcels addressed to places in Colombia other than seaports are considered as cumbersome when the dimensions exceed 1 metre 05 on one side or when the sum of the length and of the greatest circumference measured in a direction other than that of the length exceeds 1 metre 80.

In faith whereof the undermentioned Plenipotentiaries have drawn up the present Protocol, which shall have the same force and validity as if its provisions were inserted in the text itself of the Agreement to which it relates, and they have signed it in a single copy which shall remain in the archives of the Government of Egypt and of which a copy shall be delivered to each Party.

Done at Cairo, the 20th day of March, 1934.

For Afghanistan :

For Albania :

Pan. NASSE.

No. 4050

For Germany :

K. ORTH.

K. ZIEGLER.

Dr. W. SEEBASS.

COLIS — ARRANGEMENT — PROTOCOLE FINAL.

Pour le Royaume de l'Arabie Saoudite :

Fawzan EL-SABEK.

Pour la République Argentine :

R. R. TULA.

Pour l'Autriche :

Dr Rudolf KUHN.

Pour la Belgique :

O. SCHOCKAERT.

E. MONS.

Pour la Colonie du Congo belge :

G. TONDEUR.

Pour la Bolivie :

Ernesto CÁCERES.

Pour Edmundo de la Fuente,

Ernesto CÁCERES.

Pour le Brésil :

C. M. DE FIGUEIREDO.

J. SANCHEZ PEREZ.

Pour la Bulgarie :

IV. KATZAROFF.

Pour le Chili :

R. SUAREZ BARROS.

Pour la Chine :

Hoo Chi-Tsai.

CHANG Hsin-Hai.

HUANG Nai-Shu.

Pour la République de Colombie :

E. ZALDÚA P.

*Pour la République de Costa-Rica :**Ad referendum,*

P. MARTINEZ T.

Pour la République de Cuba :

Alfredo ASSIR.

Pour le Danemark :

C. MONDRUP.

Arne KROG.

Pour la Ville libre de Dantzig :

R. STARZYŃSKI.

Pour la République Dominicaine :

Luis Alejandro AGUILAR.

Pour l'Égypte :

M. CHARARA.

E. MAGGIAR.

S. A. GHALWASH.

Pour l'Équateur :

E. L. ANDRADE.

Pour l'Espagne :

Alonso CARO.

A. RAMOS.

Pour l'ensemble des Colonies espagnoles :

Demetrio PEREDA.

Pour l'Estonie :

G. E. F. ALBRECHT.

Pour l'Éthiopie :

ALAMOU Tch.

Pour la Finlande :

G. E. F. ALBRECHT.

Pour la France :

M. LEBON.

L. GENTHON.

P. GRANDSIMON.

A. CABANNE.

DUSSEYER.

Pour l'Algérie :

E. HUGUENIN.

Pour les Colonies et Protectorats français de l'Indochine :

NICOLAS.

PARCEL POST — AGREEMENT — FINAL PROTOCOL.

For the Kingdom of Saudi Arabia :

Fawzan EL-SABEK.

For the Argentine Republic :

R. R. TULA.

For Austria :

Dr. Rudolf KUHN.

For Belgium :

O. SCHOCKAERT.

E. MONS.

For the Colony of the Belgian Congo :

G. TONDEUR.

For Bolivia :

Ernesto CÁCERES.

For Edmundo de la Fuente :

Ernesto CÁCERES.

For Brazil :

C. M. DE FIGUEIREDO.

J. SANCHEZ PEREZ.

For Bulgaria :

Iv. KATZAROFF.

For Chile :

R. SUAREZ BARROS.

For China :

HOO Chi-Tsai.

CHANG Hsin-Hai.

HUANG Nai-Shu.

For the Republic of Colombia :

E. ZALDÚA P.

For the Republic of Costa Rica :

Ad referendum;

P. MARTINEZ T.

For the Republic of Cuba :

Alfredo ASSIR.

For Denmark :

C. MONDRUP.

Arne KROG.

For the Free City of Danzig :

R. STARZYŃSKI.

For the Dominican Republic :

Luis Alejandro AGUILAR.

For Egypt :

M. CHARARA.

E. MAGGIAR.

S. A. GHALWASH.

For Ecuador :

E. L. ANDRADE.

For Spain :

Alonso CARO.

A. RAMOS.

For the whole of the Spanish Colonies :

Demetrio PEREDA.

For Estonia :

G. E. F. ALBRECHT.

For Ethiopia :

ALAMOU Tch.

For Finland :

G. E. F. ALBRECHT.

For France :

M. LEBON.

L. GENTHON.

P. GRANDSIMON.

A. CABANNE.

DUSSERRE.

For Algeria :

E. HUGUENIN.

For the French Colonies and Protectorates of Indo-China :

NICOLAS.

COLIS — ARRANGEMENT — PROTOCOLE FINAL.

- Pour l'ensemble des autres Colonies françaises :* J. CASSAGNAC.
- Pour la Grèce :*
V. DENDRAMIS.
J. LACHNIDAKIS.
- Pour le Guatemala :*
Victor DURÁN M.
- Pour la République d'Haïti :*
- Pour la République du Honduras :*
D^r TUCCIMEI.
- Pour la Hongrie :*
Gabriel Baron SZALAY.
Charles DE FORSTER.
- Pour l'Inde britannique :*
P. N. MUKERJI.
S. C. GUPTA.
Mohd. AL HASAN.
- Pour l'Irak :*
Douglas W. GUMBLEY.
Jos. SHAUL.
- Pour l'Islande :*
C. MONDRUP.
Arne KROG.
- Pour l'Italie :*
Pietro TOSTI.
GALDI Michele.
- Pour l'ensemble des Colonies italiennes :*
CRETY Donato.
- Pour le Japon :*
Masao SEKI.
T. HARIMA.
J. KAGEYAMA.
- Pour le Chosen :*
Masao SEKI.
Ryuzo KAWAZURA.
- Pour l'ensemble des autres Dépendances japonaises :*
T. HARIMA.
H. FUJIKAWA.
- Pour la Lettonie :*
D^r Reinhold FURRER.
Ls ROULET.
- Pour les Etats du Levant sous mandat français (Syrie et Liban) :*
CIANFARELLI.
L. PERNOT.
- Pour la République de Libéria :*
- Pour la Lithuanie :*
- Pour le Luxembourg :*
- Pour le Maroc (à l'exclusion de la Zone espagnole) :*
H. DUTEIL.
- Pour le Maroc (Zone espagnole) :*
A. RAMOS.
- Pour le Nicaragua :*
Victor DURÁN M.
- Pour la Norvège :*
Klaus HELSING.
Oskar HOMME.
- Pour la République de Panama :*
E. ZALDÚA P.
- Pour le Paraguay :*
R. R. TULA.
- Pour les Pays-Bas :*
DUYNSTEE.
v. GOOR.
- Pour Curaçao et Surinam :*
HOOGWOONING.

PARCEL POST — AGREEMENT — FINAL PROTOCOL.

- For the whole of the Other French Colonies :*
J. CASSAGNAC.
- For Greece :*
V. DENDRAMIS.
J. LACHNIDAKIS.
- For Guatemala :*
Victor DURÁN M.
- For the Republic of Haiti :*
- For the Republic of Honduras :*
Dr. TUCCIMEI.
- For Hungary :*
Gabriel Baron SZALAY.
Charles DE FORSTER.
- For British India :*
P. N. MUKERJI.
S. C. GUPTA.
Mohd. AL HASAN.
- For Iraq :*
Douglas W. GUMBLEY.
Jos. SHAUL.
- For Iceland :*
C. MONDRUP.
Arne KROG.
- For Italy :*
Pietro TOSTI.
GALDI Michele.
- For the whole of the Italian Colonies :*
CRETY Donato.
- For Japan :*
Masao SEKI.
T. HARIMA.
J. KAGEYAMA.
- For Chosen :*
Masao SEKI.
Ryuzo KAWAZURA.
- For the whole of the Other Japanese Dependencies :*
T. HARIMA.
H. FUJIKAWA.
- For Latvia :*
Dr. Reinhold FURRER.
Ls ROULET.
- For the Levant States under French Mandate (Syria and Lebanon) :*
CIANFARELLI.
L. PERNOT.
- For the Republic of Liberia :*
- For Lithuania :*
- For Luxemburg :*
- For Morocco (except the Spanish Zone) :*
H. DUTEIL.
- For Morocco (Spanish Zone) :*
A. RAMOS.
- For Nicaragua :*
Victor DURÁN M.
- For Norway :*
Klaus HELSING.
Oskar HOMME.
- For the Republic of Panama :*
E. ZALDÚA P.
- For Paraguay :*
R. R. TULA.
- For the Netherlands :*
DUYNSTEE.
v. GOOR.
- For Curaçao and Surinam :*
HOOGWOONING.

COLIS — ARRANGEMENT — PROTOCOLE FINAL.

Pour les Indes néerlandaises :

PERK.
BRIL.
HOOGWOONING.

Pour le Pérou :

Ernesto CÁCERES.

Pour Edmundo de la Fuente,

Ernesto CÁCERES.

Pour la Perse :

S. A. RAD.
R. ARDJOMENDE.

Pour la Pologne :

R. STARZYŃSKI.

Pour le Portugal :

A. DE Q. R. VAZ PINTO.
A. C. BIANCHI.

Pour les Colonies portugaises de l'Afrique occidentale :

Ernesto Julio NAVARRO.

Pour les Colonies portugaises de l'Afrique orientale, de l'Asie et de l'Océanie :

Mario CORRÊA BARATA DA CRUZ.

Pour la Roumanie :

Ilariu MANEANU.
C. STEFANESCU.

Pour la République de Saint-Marin :

CRETY Donato.

*Pour la République de El Salvador :**Pour le Territoire de la Sarre :**Pour le Siam :**Pour la Suède :*

Anders ÖRNE.
Gunnar LAGER.
Arvid BILDT.

Pour la Confédération suisse :

D^r Reinhold FURRER.
Ls ROULET.

Pour la Tchécoslovaquie :

Václav KUČERA.
Josef RADA.

Pour la Tunisie :

H. DUTEIL.

Pour la Turquie :

Yusuf ARIFI.
M. SAKIN.
M. TEVFIK.

Pour la République O. de l'Uruguay :

Arturo C. MASANÉS.

Pour l'Etat de la Cité du Vatican :

M^{sr} Giuseppe MAZZOLI.

Pour les Etats-Unis du Venezuela :

Luis Alejandro AGUILAR.

*Pour l'Yémen :**Pour le Royaume de Yougoslavie :*

Kosta ZLATANOVITCH.

PARCEL POST — AGREEMENT — FINAL PROTOCOL.

For the Netherlands Indies :

PERK.
BRIL.
HOOGWOONING.

For Peru :

Ernesto CÁCERES.

For Edmundo de la Fuente :

Ernesto CÁCERES.

For Persia :

S. A. RAD.
R. ARDJOMENDE.

For Poland :

R. STARZYŃSKI.

For Portugal :

A. DE Q. R. VAZ PINTO.
A. C. BIANCHI.

For the Portuguese Colonies in West Africa :

Ernesto Julio NAVARRO

*For the Portuguese Colonies in East Africa,
Asia and Oceania :*

Mario CORRÊA BARATA DA CRUZ.

For Roumania :

Ilariu MANEANU.
C. STEFANESCU.

For the Republic of San Marino :

CRETY Donato.

*For the Republic of El Salvador :**For the Territory of the Saar :**For Siam :**For Sweden :*

Anders ÖRNE.
Gunnar LAGER.
Arvid BILDT.

For the Swiss Confederation :

Dr. Reinhold FURRER.
Ls ROULET.

For Czechoslovakia :

Václav KUČERA.
Josef RADA.

For Tunis :

H. DUTEIL.

For Turkey :

Yusuf ARIFI.
M. SAKIN.
M. TEVFIK.

For the Eastern Republic of Uruguay :

Arturo C. MASANÉS.

For the State of the City of the Vatican :

Mgr. Giuseppe MAZZOLI.

For the United States of Venezuela :

Luis Alejandro AGUILAR.

*For Yemen :**For the Kingdom of Yugoslavia :*

Kosta ZLATANOVITCH.

COLIS — RÈGLEMENT.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT
CONCERNANT LES COLIS POSTAUX

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER.	
DISPOSITIONS GÉNÉRALES.	
Art.	Art.
101. Acheminement.	122. Annulation ou remplacement des formules de mandats de remboursement ou de bulletins de versement.
102. Mode de transmission.	123. Mandats de remboursement non délivrés ou non encaissés.
103. Renseignements à fournir aux administrations.	
104. Voies de transmission et taxes.	CHAPITRE IV.
	COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE.
CHAPITRE II.	124. Indication du montant de la valeur.
DISPOSITIONS APPLICABLES A TOUS LES COLIS.	125. Etiquettes et timbres-poste.
105. Vérification des colis.	126. Indication du poids.
106. Conditionnement des colis.	127. Déclaration frauduleuse.
107. Emballages spéciaux.	
108. Bulletins d'expédition et déclarations en douane.	CHAPITRE V.
109. Colis francs de droits.	COLIS URGENTS.
110. Avis de réception.	128. Etiquette.
111. Avis de réception demandé postérieurement au dépôt.	129. Transmission et dédouanement. Comptabilité.
CHAPITRE III.	CHAPITRE VI.
COLIS CONTRE REMBOURSEMENT.	OPÉRATIONS AU DÉPART ET A L'ARRIVÉE.
112. Indications à porter sur le colis et sur le bulletin d'expédition.	130. Numéro d'ordre et lieu de dépôt.
113. Etiquette.	131. Application du timbre à date et indication du poids.
114. Mandat de remboursement.	132. Colis exprès.
115. Versement en compte courant postal dans le pays de destination du colis.	133. Renvoi des bulletins d'affranchissement. Récupération des droits avancés.
116. Conversion du montant du remboursement.	134. Réexpédition.
117. Divergence entre les indications du montant du remboursement.	135. Rebuts. Avis de non-remise.
118. Délai de paiement.	136. Rebuts. Instructions de l'expéditeur.
119. Réduction ou annulation du remboursement.	137. Renvoi des colis tombés en rebut.
120. Réexpédition.	138. Vente. Destruction.
121. Emission du mandat de remboursement ou du bulletin de versement.	139. Retrait. Modification d'adresse.
	140. Réclamations.
	141. Réclamations concernant des colis déposés dans un autre pays.

PARCEL POST — DETAILED REGULATIONS.

DETAILED REGULATIONS FOR THE EXECUTION
OF THE PARCEL POST AGREEMENT.

TABLE OF CONTENTS.

<p style="text-align: center;">CHAPTER I. GENERAL PROVISIONS.</p> <p>Art. 101. Circulation. 102. Method of Transmission. 103. Information to be furnished to Administrations. 104. Routes and Postage.</p> <p style="text-align: center;">CHAPTER II. PROVISIONS APPLICABLE TO ALL PARCELS.</p> <p>105. Check of Parcels. 106. Make-up of Parcels. 107. Special Packing. 108. Despatch Notes and Customs Declarations. 109. Parcels for Delivery free of Charge. 110. Advice of Delivery. 111. Advice of Delivery applied for after Posting.</p> <p style="text-align: center;">CHAPTER III. CASH-ON-DELIVERY PARCELS.</p> <p>112. Entries to be made on the Parcel and on the Despatch Note. 113. Label. 114. Trade-Charge Money Order. 115. Payment into a Postal Cheque Account in the Country of Destination of the Parcel. 116. Conversion of the Amount of the Trade-Charge. 117. Discrepancy between the Indications of the Amount of the Trade-Charge. 118. Period for Payment. 119. Reduction or Cancellation of the Trade-Charge. 120. Redirection. 121. Issue of the Trade-Charge Money Order or of the Transfer Note.</p>	<p>Art. 122. Cancellation or Replacement of Trade-Charge Money Order Forms or Transfer Notes. 123. Trade-Charge Money Orders undelivered or not cashed.</p> <p style="text-align: center;">CHAPTER IV. INSURED PARCELS.</p> <p>124. Indication of the Value. 125. Labels and Postage Stamps. 126. Indication of the Weight. 127. Fraudulent Declaration.</p> <p style="text-align: center;">CHAPTER V. URGENT PARCELS.</p> <p>128. Label. 129. Transmission and Customs Clearance. Accounting Arrangements.</p> <p style="text-align: center;">CHAPTER VI. PROCEDURE AT THE TIME OF POSTING AND ON ARRIVAL.</p> <p>130. Serial Number and Place of Posting. 131. Date-stamp Impression and Indication of Weight. 132. Express Parcels. 133. Return of Franking Notes. Recovery of the Charges advanced. 134. Retransmission. 135. Undelivered Parcels. Notice of Non-Delivery. 136. Undelivered Parcels. Sender's Instructions. 137. Return of Undelivered Parcels. 138. Sale. Destruction. 139. Withdrawal. Alteration of Address. 140. Enquiries. 141. Enquiries concerning Parcels posted in Another Country.</p>
---	--

COLIS — RÈGLEMENT.

CHAPITRE VII.

ECHANGE DES COLIS.

- Art.
142. Feuille de route.
143. Transmission des colis en dépêches closes.
144. Vérification des envois de colis par les bureaux d'échange.
145. Constatation des irrégularités engageant la responsabilité des administrations.
146. Renvoi des réipients vides.

CHAPITRE VIII.

COMPTABILITÉ. RÈGLEMENT DES COMPTES.

147. Décompte des bonifications.
148. Règlement des comptes.
149. Décompte des mandats de remboursement.
150. Bulletins d'affranchissement. Décompte des frais de douane, etc.

DISPOSITIONS DIVERSES.

- Art.
151. Formules à l'usage du public.
152. Délai de garde des documents.
153. Communications à adresser au Bureau international.

DISPOSITIONS FINALES.

154. Mise à exécution et durée du règlement.

ANNEXES

Formules CP 1 à CP 17.

PARCEL POST — DETAILED REGULATIONS.

CHAPTER VII.

EXCHANGE OF PARCELS.

- Art.
142. Parcel Bill.
143. Transmission of Parcels in Closed Mails.
144. Check of Parcel Mails by Offices of Exchange.
145. Notification of Irregularities involving the Responsibility of Administrations.
146. Return of Empty Receptacles.

CHAPTER VIII.

ACCOUNTING. SETTLEMENT OF ACCOUNTS.

147. Accounting for Credits.
148. Settlement of Accounts.
149. Accounting for Trade-Charge Money Orders.
150. Franking Notes. Accounting for Customs Charges, etc.

MISCELLANEOUS PROVISIONS.

- Art.
151. Forms for the Use of the Public.
152. Period of Retention of Documents.
153. Communications to be addressed to the International Bureau.

FINAL PROVISIONS.

154. Entry into Force and Duration of the Detailed Regulations.

ANNEXES.

- Forms C.P. 1 to C.P. 17.

COLIS — RÈGLEMENT.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT
CONCERNANT LES COLIS POSTAUX

Les soussignés, vu l'article 4 de la Convention postale universelle conclue au Caire le 20 mars 1934, ont, au nom de leurs administrations respectives, arrêté, d'un commun accord, les mesures suivantes pour assurer l'exécution de l'arrangement concernant les colis postaux :

CHAPITRE PREMIER

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 101.

ACHEMINEMENT.

1. Chaque administration est obligée d'acheminer, par les voies et moyens qu'elle emploie pour ses propres colis, les colis qui lui sont remis par une autre administration pour être expédiés en transit par son territoire.

En cas d'interruption d'une voie, les colis en transit qui devraient suivre cette voie sont acheminés par la route disponible la plus utile.

2. Le transit doit être effectué aux conditions fixées par l'arrangement et par le règlement, même lorsque l'administration d'origine ou de destination des colis n'a pas adhéré à l'arrangement.

3. Dans les rapports entre pays séparés par un ou plusieurs territoires intermédiaires, les colis doivent suivre les voies dont les administrations intéressées sont convenues.

4. Les colis envoyés en fausse direction sont réexpédiés sur leur véritable destination par la voie la plus directe dont peut disposer l'administration réexpéditrice.

Article 102.

MODE DE TRANSMISSION.

1. L'échange des colis entre pays limitrophes ou reliés entre eux au moyen d'un service maritime direct est effectué par les bureaux et dans les locaux désignés par les administrations intéressées

2. A moins d'arrangement contraire, la transmission des colis entre pays non limitrophe s'opère à découvert.

Les administrations intéressées peuvent s'entendre pour établir des échanges en sacs, paniers ou compartiments clos avec feuilles de route directes ; dans ce cas, lesdites administrations arrêtent d'un commun accord les mesures nécessaires.

3. Toutefois, il est obligatoire de former des récipients clos lorsque, d'après la déclaration d'une administration intermédiaire, le nombre des colis est de nature à entraver ses opérations

PARCEL POST — DETAILED REGULATIONS.

DETAILED REGULATIONS FOR THE EXECUTION
OF THE PARCEL POST AGREEMENT.

The undersigned, having regard to Article 4 of the Universal Postal Convention concluded at Cairo on the 20th of March, 1934, have, in the name of their respective Administrations, drawn up by mutual consent the following measures for ensuring the execution of the Parcel Post Agreement :

CHAPTER I.

GENERAL PROVISIONS.

Article 101.

CIRCULATION.

1. Each Administration is bound to forward by the routes and means which it uses for its own parcels, parcels delivered to it by another Administration to be conveyed in transit through its territory.

If a service is interrupted, parcels intended for transmission by it are sent by the best service available.

2. Transmission must be effected under the conditions laid down by the Agreement and by the Detailed Regulations even if the Administration of origin or of destination of the parcels has not adhered to the Agreement.

3. In the relations between countries separated by one or several intermediate territories, parcels must follow the routes agreed upon by the Administrations concerned.

4. Missent parcels are retransmitted to their proper destination by the most direct route at the disposal of the Administration retransmitting them.

Article 102.

METHOD OF TRANSMISSION.

1. The exchange of parcels between contiguous countries, or countries connected by means of a direct sea service, is effected by the offices and in the places appointed by the Administrations concerned.

2. In the absence of any arrangement to the contrary, the transmission of parcels between non-contiguous countries is effected *à découvert*.

The Administrations concerned may arrange to have parcels exchanged in closed bags, baskets or compartments, with direct parcel bills ; in that case, these Administrations settle the necessary arrangements by mutual agreement.

3. It is, however, obligatory to make up closed mails if, according to the statement of an intermediate Administration, the number of parcels is such as to hamper its work.

COLIS — RÈGLEMENT.

Article 103.

RENSEIGNEMENTS A FOURNIR AUX ADMINISTRATIONS.

Les administrations des pays contractants qui entretiennent des échanges directs se notifient mutuellement, au moyen de tableaux conformes au modèle CP I ci-annexé, les renseignements concernant l'échange des colis.

Article 104.

VOIES DE TRANSMISSION ET TAXES.

Au moyen des tableaux CP I reçus de ses correspondants, chaque administration détermine les voies à employer pour la transmission de ses colis et les taxes à percevoir sur les expéditeurs, d'après les conditions dans lesquelles s'effectue le transport intermédiaire.

CHAPITRE II

DISPOSITIONS APPLICABLES A TOUS LES COLIS.

Article 105.

VÉRIFICATION DES COLIS.

La manière de voir du bureau expéditeur, en ce qui concerne le calcul exact du volume, du poids ou des dimensions, doit être considérée comme prévalant, sauf erreur évidente.

Article 106.

CONDITIONNEMENT DES COLIS.

Pour être admis au transport, tout colis doit :

a) Porter, en caractères latins, l'adresse exacte du destinataire ainsi que celle de l'expéditeur. Les adresses au crayon ne sont pas admises ; toutefois, sont acceptés les colis dont l'adresse est écrite au crayon-encre, sur un fond préalablement mouillé. L'adresse doit être écrite sur le colis même ou sur une étiquette attachée solidement à ce dernier, de manière qu'elle ne puisse se détacher. Il est recommandé d'insérer dans l'envoi une copie de la suscription avec mention de l'adresse de l'expéditeur ;

b) Être emballé et fermé d'une manière qui réponde au poids et à la nature du contenu ainsi qu'à la durée du transport. L'emballage et la fermeture doivent préserver assez efficacement le contenu pour que celui-ci ne puisse pas être détérioré par la pression ou au cours des manipulations et pour qu'il soit impossible d'y porter atteinte sans laisser une trace apparente de violation. Toutefois, sont acceptés sans emballage les objets qui peuvent être emboîtés, ou réunis et maintenus par un lien solide muni de plombs ou de cachets, de manière à former un seul et même colis ne pouvant se désagréger. Il n'est pas exigé, non plus, d'emballage pour les colis d'une seule pièce, tels que pièces de bois, pièces métalliques, etc., qu'il n'est pas dans les usages du commerce d'emballer.

Les objets pouvant blesser les agents des postes ou endommager les autres envois doivent être emballés de façon à éviter tout danger ;

PARCEL POST — DETAILED REGULATIONS.

Article 103.

INFORMATION TO BE FURNISHED TO ADMINISTRATIONS.

The Administrations of contracting countries which maintain direct exchanges furnish each other, by means of tables in the form of specimen C.P.I annexed, with information concerning the exchange of parcels.

Article 104.

ROUTES AND POSTAGE.

By means of the tables C.P.I received from the Administrations with which it has a direct exchange, each Administration fixes the routes to be employed for the transmission of its parcels, and the postage to be collected from the senders, according to the conditions under which the intermediate conveyance is effected.

CHAPTER II.

PROVISIONS APPLICABLE TO ALL PARCELS.

Article 105.

CHECK OF PARCELS.

The view of the despatching office as regards the exact measurement of the volume, weight or size of parcels must be accepted except in cases of obvious error.

Article 106.

MAKE-UP OF PARCELS.

In order to be accepted for transmission, every parcel must :

(a) Bear, in Roman characters, the exact address of the addressee as well as that of the sender. Addresses in pencil are not allowed ; but parcels bearing addresses written with copying-ink pencil on a surface previously damped are accepted. The address must be written on the parcel itself or on a label firmly attached to it in such a way that it cannot become detached. It is advisable to enclose in the parcel a copy of the address together with a note of the sender's address ;

(b) Be packed and closed in an adequate manner, having regard to the weight and nature of the contents as well as the length of the journey. The packing and fastening must preserve the contents so effectually that they cannot become damaged through pressure or in the course of handling, and that it is impossible to tamper with them without leaving an obvious trace of violation. Articles are, however, accepted without packing if they are fitted together or fastened and kept in place by a strong cord secured with lead or other seals so as to make one single parcel which cannot fall apart. Packing, moreover, is not essential in the case of parcels consisting of a single article, such as objects of wood, metal, etc., which it is not the trade custom to pack.

Articles liable to injure officers of the Post Office or to damage other parcels must be so packed as to avoid any danger ;

COLIS — RÈGLEMENT.

- c)* Être scellé par des cachets identiques à la cire, par des plombs ou par un autre moyen, avec empreinte ou marque spéciale uniforme de l'expéditeur ;
d) Présenter des espaces suffisants pour permettre l'inscription des indications de service ainsi que l'application des timbres et des étiquettes.

Article 107.

EMBALLAGES SPÉCIAUX.

1. L'emballage des colis qui doivent être transportés sur de longues distances ou supporter de nombreux transbordements et manipulations, et notamment l'emballage des colis à destination des pays éloignés, doit être particulièrement solide et bien conditionné.

Lorsque le contenu est composé de métaux précieux, d'objets en métal ou de marchandises lourdes, il est indispensable, dans tous les cas, d'employer pour l'emballage des boîtes en métal résistant ou des caisses en bois d'une épaisseur d'au moins 1 centimètre pour les colis jusqu'à 10 kilogrammes et 1½ centimètre pour les colis de plus de 10 kilogrammes ; toutefois, lorsqu'il est fait usage de caisses en bois contre-plaqué, leur épaisseur peut être limitée à 5 millimètres, à la condition que les arêtes de ces caisses soient renforcées au moyen de cornières.

2. Les liquides et les corps facilement liquéfiables doivent être expédiés dans un double récipient. Entre le premier (bouteille, flacon, pot, boîte, etc.) et le second (boîte en métal, en bois résistant, en pâte de bois ou en carton ondulé de solide qualité) est ménagé, autant que possible, un espace qui doit être rempli de sciure, de son ou de toute autre matière absorbante ou protectrice.

Cette dernière condition est obligatoire lorsque le premier récipient est particulièrement fragile.

Les poudres sèches colorantes, telles que le bleu d'aniline, etc., ne sont admises que dans des boîtes en fer-blanc résistant, placées à leur tour dans des boîtes en bois avec de la sciure entre les deux emballages. Les poudres sèches non colorantes doivent être placées dans des boîtes en métal, en bois ou en carton ; ces boîtes doivent être elles-mêmes enfermées dans un sac en toile ou en parchemin.

3. Lorsqu'ils sont admis par toutes les administrations appelées à participer au transport :

a) Les colis contenant des allumettes, des capsules et des cartouches métalliques chargées pour les armes à feu portatives et des éléments de fusées d'artillerie inexplosibles doivent être solidement emballés à l'intérieur et à l'extérieur dans des caisses ou des barils. Le contenu doit, en outre, être indiqué tant sur le bulletin d'expédition que sur l'envoi même ;

b) Les colis contenant des films, du celluloïd brut ou des objets fabriqués en celluloïd, ainsi que les bulletins d'expédition qui s'y rapportent, doivent être munis, du côté de la suscription, d'une étiquette très apparente de couleur blanche portant, en gros caractères noirs, la mention : « Celluloïd ! A tenir loin du feu et de la lumière ! ».

Article 108.

BULLETINS D'EXPÉDITION ET DÉCLARATIONS EN DOUANE.

1. Chaque colis doit être accompagné d'un bulletin d'expédition en carton résistant de couleur blanche et de déclarations en douane conformes aux modèles CP 2 et CP 3 ci-annexés ; les déclarations en douane sont solidement attachées au bulletin d'expédition.

L'expéditeur peut ajouter sur le coupon du bulletin d'expédition une communication relative au colis. Il doit, en outre, indiquer, au verso du bulletin d'expédition, soit par écrit, soit en soulignant la contexture imprimée, la manière dont il entend disposer du colis au cas où la livraison ne pourrait être effectuée. Cette annotation, qui doit être libellée en français ou dans une langue connue dans le pays de destination, est reproduite sur le colis même.

PARCEL POST — DETAILED REGULATIONS.

(c) Be sealed either by means of impressions of the same seal in wax, or by lead or other seals, with some special uniform design or mark of the sender ;

(d) Have sufficient space on it to take the necessary service indications as well as the stamps and labels.

Article 107.

SPECIAL PACKING.

1. The packing of parcels which have to be conveyed over long distances or to undergo numerous transfers and handlings, and especially the packing of parcels for distant countries, must be specially strong and substantial.

When the contents consist of precious metals, articles of metal or heavy goods, it is essential, in every case, to use for the packing stout metal boxes or cases made of wood of a thickness of at least 1 centimetre for parcels up to 10 kilogrammes and 1½ centimetres for parcels above 10 kilogrammes ; when, however, cases composed of ply-wood are used, their thickness may be limited to 5 millimetres provided that the edges of the boxes are reinforced by means of metal corner pieces.

2. Liquids and substances which easily liquefy must be despatched in two receptacles. Between the first receptacle (bottle, flask, pot, box, etc.) and the second (box of metal, of stout wood, millboard, or of strong corrugated cardboard) is left, as far as possible, a space which should be filled with sawdust, bran, or some other absorbent or protective material.

The latter condition is obligatory when the first receptacle is extremely fragile.

Dry colouring powders such as aniline blue, etc., are admitted only if enclosed in strong tin boxes, placed inside wooden boxes with sawdust between the two receptacles. Dry non-colouring powders must be placed in boxes of metal, wood or cardboard ; these boxes must themselves be enclosed in a cover of linen or parchment.

3. When admitted by all the Administrations called upon to take part in their conveyance :

(a) Parcels containing matches, loaded metal caps and cartridges for portable firearms and the non-explosive components of artillery fuses must be solidly packed within and without in boxes or barrels. Moreover, the nature of the contents must be stated both on the despatch note and on the parcel itself ;

(b) Parcels containing films, raw celluloid or articles made of celluloid, as well as the despatch notes relating to them, must be furnished, on the address side, with a very distinct white label bearing, in heavy black characters, the indication " Celluloid ! A tenir loin du feu et de la lumière " (" Celluloid ! Keep away from fire and light ").

Article 108.

DESPATCH NOTES AND CUSTOMS DECLARATIONS.

1. Each parcel must be accompanied by a despatch note of stout white card and by Customs declarations in the form of the annexed specimens C.P. 2 and C.P. 3 ; the Customs declarations are firmly attached to the despatch note.

The sender may add upon the counterfoil of the despatch note a communication respecting the parcel. He should, moreover, indicate on the back of the despatch note, either in writing or by underlining the printed text, how he wishes the parcel to be disposed of if it proves to be undeliverable. This instruction, which must be written in French or in a language understood in the country of destination, must be repeated on the parcel itself.

COLIS — RÈGLEMENT.

Les dispositions suivantes sont seules admises :

- a) Que le colis soit immédiatement renvoyé ;
- b) Que le colis soit réexpédié au même destinataire dans une autre localité ;
- c) Que le colis soit remis ou réexpédié à un autre destinataire (éventuellement sans perception du montant du remboursement ou contre paiement d'une somme inférieure à celle qui était indiquée primitivement) ;
- d) Que le colis soit signalé comme tombé en rebut ;
- e) Que l'avis de non-remise soit adressé à un tiers dans le pays de destination du colis ;
- f) Que le colis soit vendu aux risques et périls de l'expéditeur ou traité comme abandonné.

2. Un seul bulletin d'expédition et une seule déclaration en douane peuvent servir pour plusieurs colis ordinaires jusqu'au nombre de trois, émanant du même expéditeur, soumis à la même taxe et destinés à la même personne. Cette disposition n'est pas applicable aux colis expédiés contre remboursement, avec déclaration de valeur, ou à remettre aux destinataires francs de droits, colis pour lesquels les documents collectifs ne sont pas admis.

Chaque pays peut toutefois exiger un bulletin d'expédition et une déclaration en douane par colis.

3. Les administrations n'assument aucune responsabilité du chef des déclarations en douane,

Article 109.

COLIS FRANCS DE DROITS.

1. Les bulletins d'expédition des colis à remettre francs de droits aux destinataires, de même que la suscription de ces colis, doivent porter l'en-tête très apparent « Franc de droits » ou une mention analogue dans la langue du pays d'origine. Les adresses des colis ainsi que les bulletins d'expédition sont pourvus d'une étiquette de couleur jaune portant également, en gros caractères, l'indication « Franc de droits ».

2. Tout colis expédié franc de droits est accompagné d'un bulletin d'affranchissement conforme au modèle CP 4 ci-annexé, confectionné en carton de couleur jaune et dont le recto est rempli par le bureau expéditeur. Le bulletin d'affranchissement est solidement attaché au bulletin d'expédition.

3. Dans le cas où l'expéditeur d'un colis demande, postérieurement au dépôt, de remettre l'envoi franc de droits, le bureau d'origine en avertit le bureau destinataire par une note explicative transmise sous recommandation en y joignant le bulletin d'affranchissement, dûment rempli au recto. Ce dernier bureau appose sur l'adresse du colis ainsi que sur le bulletin d'expédition l'étiquette prévue au § 1.

Article 110.

AVIS DE RÉCEPTION.

1. Les colis dont l'expéditeur demande un avis de réception doivent porter l'annotation très apparente « Avis de réception » ou l'empreinte d'un timbre « A. R. ». La même mention est reproduite sur les bulletins d'expédition.

2. Ces colis sont accompagnés d'une formule conforme au modèle C 5 annexé au règlement de la convention ; cette formule est établie par le bureau d'origine ou par tout autre bureau à désigner par l'administration expéditrice, et jointe au bulletin d'expédition du colis auquel elle se rapporte. Si elle ne parvient pas au bureau de destination, celui-ci dresse d'office un nouvel avis de réception.

PARCEL POST — DETAILED REGULATIONS.

The following instructions only are admitted :

- (a) That the parcel be returned immediately ;
- (b) That the parcel be redirected to the same addressee in another locality ;
- (c) That the parcel be delivered or redirected to another addressee (if necessary without collection of the amount of the trade-charge or against payment of a sum less than that which was originally stated) ;
- (d) That the parcel be reported as undeliverable ;
- (e) That the notice of non-delivery be addressed to a third party in the country of destination of the parcel ;
- (f) That the parcel be sold at the entire risk of the sender or treated as abandoned.

2. A single despatch note and a single Customs declaration may suffice for two or three (but not more) ordinary parcels from the same sender, subject to the same rate of postage and addressed to the same person. This provision does not apply to cash-on-delivery parcels, insured parcels or parcels intended for delivery to the addressees free of charge, for which collective despatch papers are not admitted.

Any country may, however, require a despatch note and a Customs declaration for each parcel.

3. Administrations accept no responsibility in respect of Customs declarations.

Article 109.

PARCELS FOR DELIVERY FREE OF CHARGE.

1. The despatch notes of parcels to be delivered to the addressees free of charge, as well as the address of the parcels, must be clearly headed " Franc de droits " or the equivalent in the language of the country of origin. The addresses of the parcels as well as the despatch notes must be provided with a yellow label bearing in bold type the same indication " Franc de droits " (Free of charge).

2. Every parcel forwarded " free of charge " is accompanied by a Franking Note in the form of specimen C.P. 4 annexed, of stout yellow card, the front of which is filled up by the despatching office. The Franking Note is securely attached to the despatch note.

3. If the sender of a parcel requests, subsequent to posting, that the parcel be delivered free of charge, the office of origin notifies the office of destination of this by means of an explanatory note sent by registered post and accompanied by the Franking Note, duly completed on the front. The latter office affixes to the address portion of the parcel and the despatch note the label prescribed in § 1.

Article 110.

ADVICE OF DELIVERY.

1. Parcels of which the sender asks for an advice of delivery must be very prominently marked " Avis de réception " or be stamped " A.R. ". The despatch notes are marked in the same way.

2. Such parcels are accompanied by a form similar to specimen C. 5 annexed to the Detailed Regulations of the Convention ; this form is prepared by the office of origin or by any other office appointed by the despatching Administration, and attached to the despatch note of the parcel to which it relates. If it does not reach the office of destination, the latter makes out officially a new advice of delivery.

COLIS — RÈGLEMENT.

3. Le bureau de destination renvoie la formule C 5, dûment remplie, dans le courrier ordinaire, à découvert et en franchise de port, à l'adresse de l'expéditeur du colis.

4. Lorsque l'expéditeur réclame un avis de réception qui ne lui est pas parvenu dans les délais voulus, il est procédé conformément aux règles tracées à l'article III ci-après. Dans ce cas, il n'est pas perçu une deuxième taxe et le bureau d'origine inscrit en tête de la formule C 5 la mention « Duplicata de l'avis de réception, etc. ».

Article III.

AVIS DE RÉCEPTION DEMANDÉ POSTÉRIEUREMENT AU DÉPÔT.

1. Lorsque l'expéditeur demande un avis de réception postérieurement au dépôt du colis, le bureau d'origine remplit une formule C 5.

La formule C 5 est attachée à une réclamation CP 5 mentionnée à l'article 140 ci-après ; cette réclamation, après avoir été revêtue d'un timbre-poste représentant la taxe due, est traitée selon les prescriptions dudit article 140, sauf que, en cas de livraison régulière du colis, le bureau de destination retire la formule CP 5 et renvoie la formule C 5 à l'origine de la manière prescrite à l'article 110, § 3.

2. Toutefois, dans les pays où le service des colis postaux n'est pas exécuté par l'administration des postes, la perception de la taxe est constatée sur la formule CP 5, soit par l'apposition d'une vignette spéciale, soit par l'indication du montant de cette perception.

CHAPITRE III

COLIS CONTRE REMBOURSEMENT.

Article II2.

INDICATIONS A PORTER SUR LE COLIS ET SUR LE BULLETIN D'EXPÉDITION.

1. Les colis grevés de remboursement et les bulletins d'expédition y afférents doivent porter, d'une manière très apparente, l'en-tête « Remboursements », suivi de l'indication du montant du remboursement en caractères latins, en toutes lettres et en chiffres arabes, sans ratures ni surcharges, même approuvées.

2. L'expéditeur doit indiquer, sur le colis et au recto du bulletin d'expédition, son nom et son adresse en caractères latins. Lorsque le montant encaissé est à verser en compte courant postal dans le pays de destination ou d'origine, le colis et le bulletin d'expédition doivent porter en outre, du côté de la suscription, l'annotation suivante libellée en français ou dans une autre langue connue dans le pays de destination :

« A porter au crédit du compte courant postal N° de M..... à
tenu par le bureau de chèques d..... ».

Article II3.

ETIQUETTE.

Les colis contre remboursement ainsi que leurs bulletins d'expédition doivent être revêtus, du côté de la suscription, d'une étiquette de couleur orange conforme au modèle C 6 annexé au règlement de la convention.

PARCEL POST — DETAILED REGULATIONS.

3. The office of destination returns the form C. 5, duly filled in, by ordinary post, unenclosed and free of postage to the address of the sender of the parcel.

4. When the sender makes enquiry concerning an advice of delivery which has not been returned to him after a reasonable interval, action is taken in accordance with the rules laid down in Article III below. In that case a second fee is not charged, and the office of origin enters at the top of the form C. 5 the words " Duplicata de l'avis de réception, etc. "

Article III.

ADVICE OF DELIVERY APPLIED FOR AFTER POSTING.

1. When the sender applies for an advice of delivery subsequent to the posting of the parcel the office of origin fills up a form C.5.

The form C. 5 is attached to a form of enquiry C.P. 5 referred to in Article 140 ; this enquiry form, after having a postage stamp representing the fee due affixed, is treated according to the provisions of the above-mentioned Article 140, except that, in case of the due delivery of the parcel, the office of destination withdraws the form C.P. 5 and returns the form C. 5 to origin in the manner prescribed in Article 110, § 3.

2. In countries where the parcel post service is not performed by the Postal Administration, however, it is made clear on the form C.P. 5 that the fee has been collected, either by affixing a special stamp or by a statement of the amount collected.

CHAPTER III.

CASH-ON-DELIVERY PARCELS.

Article II2.

ENTRIES TO BE MADE ON THE PARCEL AND ON THE DESPATCH NOTE.

1. Cash-on-delivery parcels and the relative despatch notes must be very clearly marked at the top " Remboursement ", followed by the statement of the amount of the trade-charge which must be shown in Roman letters, written in full, and in Arabic figures, without erasures or corrections, even if certified.

2. The sender must enter on the parcel and on the front of the despatch note his name and address in Roman letters. When the sum collected is to be paid into a postal cheque account in the country of destination or of origin, the parcel and the despatch note must bear in addition, on the address side, the following statement in French or in another language known in the country of destination :

" A porter au crédit du compte courant postal N^o de M.
à tenu par le bureau de chèques d..... "
(To be credited to the postal cheque account No. of M.
at kept by the Postal Cheque Office of)

Article II3.

LABEL.

Cash-on-delivery parcels as well as their despatch notes must be furnished on the address side with an orange-coloured label in the form of specimen C. 6 annexed to the Detailed Regulations of the Convention.

COLIS — RÈGLEMENT.

Article 114.

MANDAT DE REMBOURSEMENT.

Sauf le cas prévu à l'article 115 ci-après, tout colis contre remboursement est accompagné d'une formule de mandat de remboursement en carton résistant, de couleur blanche, conforme au modèle CP 6 ci-annexé. Cette formule, qui est attachée au bulletin d'expédition, doit porter l'indication du montant du remboursement dans la monnaie du pays d'origine et indiquer, en règle générale, l'expéditeur du colis comme bénéficiaire du mandat. Lorsque le règlement de l'administration d'origine le permet, l'expéditeur a la faculté de mentionner sur ce titre, aux lieu et place de son adresse, le titulaire et le numéro d'un compte courant postal tenu dans le pays d'origine ainsi que le bureau qui tient ce compte. Chaque administration est libre de faire adresser aux bureaux d'origine des colis ou à d'autres de ses bureaux les mandats afférents aux colis originaires de son service.

Article 115.

VERSEMENT EN COMPTE COURANT POSTAL DANS LE PAYS DE DESTINATION DU COLIS.

Tout colis dont le montant encaissé doit être versé en compte courant postal dans le pays de destination est accompagné, sauf arrangement contraire, d'un bulletin de versement conforme à la formule prescrite dans le service intérieur de ce pays. Le bulletin doit désigner le titulaire du compte à créditer et contenir toutes les autres indications que comporte le texte de la formule, à l'exception du montant à créditer qui sera inscrit par l'administration de destination après encaissement du montant du remboursement. Si le bulletin de versement est pourvu d'un coupon, l'expéditeur y mentionne son nom et son adresse, ainsi que les autres indications qu'il juge nécessaires.

Le bulletin de versement est réuni solidement au bulletin d'expédition.

Article 116.

CONVERSION DU MONTANT DU REMBOURSEMENT.

Sauf entente contraire, le montant du remboursement exprimé dans la monnaie du pays d'origine du colis est converti en monnaie du pays destinataire par les soins de l'administration de ce pays, qui se sert du taux de conversion dont elle fait usage pour les mandats de poste à destination du pays d'origine des colis.

Article 117.

DIVERGENCE ENTRE LES INDICATIONS DU MONTANT DU REMBOURSEMENT.

En cas de divergence entre les indications du montant du remboursement figurant sur le colis, sur le bulletin d'expédition et sur le mandat, la somme la plus élevée doit être encaissée sur le destinataire.

Si celui-ci refuse de verser cette somme, le colis peut être livré, sauf l'exception prévue ci-après, contre paiement de la somme inférieure, mais sous réserve qu'un paiement complémentaire sera effectué, s'il y a lieu, dès réception des renseignements qui seront fournis par l'administration expéditrice. Si le destinataire n'accepte pas cette condition, il est sursis à la livraison du colis.

Dans tous les cas, une demande de renseignements est transmise immédiatement à l'administration expéditrice qui doit y répondre, dans le plus court délai possible, en précisant le montant exact du remboursement et en appliquant, le cas échéant, les prescriptions de l'article 135, § 2, du règlement de la convention.

PARCEL POST — DETAILED REGULATIONS.

Article 114.

TRADE-CHARGE MONEY ORDER.

Except in the case provided for in Article 115 below, every cash-on-delivery parcel is accompanied by a trade-charge money order form of stout white card, in the form of specimen C.P. 6 annexed. This form, which is attached to the despatch note, must bear a statement of the amount of the trade-charge in the currency of the country of origin, and should normally show the sender of the parcel as payee of the money order. When the regulations of the Administration of origin allow it, the sender has the right to indicate on this document, instead of his address, the holder and the number of a postal cheque account in the country of origin, as well as the office which keeps this account. Each Administration is free to have the money orders relating to parcels originating in its service addressed to the offices of origin of the parcels or to other offices.

Article 115.

PAYMENT INTO A POSTAL CHEQUE ACCOUNT IN THE COUNTRY OF DESTINATION OF THE PARCEL.

Every parcel on which the amount collected has to be paid into a postal cheque account in the country of destination is accompanied, in the absence of an arrangement to the contrary, by a transfer note in conformity with the form prescribed in the internal service of that country. The note must show the holder of the account to be credited and contain all the other details required by the text of the form except the amount to be credited which will be entered by the Administration of destination after collection of the amount of the trade-charge. If the transfer note is provided with a coupon, the sender enters on it his name and address as well as the other details which he considers necessary.

The transfer note is securely attached to the despatch note.

Article 116.

CONVERSION OF THE AMOUNT OF THE TRADE-CHARGE.

Unless different arrangements are made, the amount of the trade-charge expressed in the currency of the country of origin of the parcel is converted into the currency of the country of destination by the Administration of that country, which uses for this purpose the rate of conversion which it applies to money orders drawn on the country of origin of the parcels.

Article 117.

DISCREPANCY BETWEEN THE INDICATIONS OF THE AMOUNT OF THE TRADE-CHARGE.

In case of discrepancy between the indications of the amount of the trade-charge appearing on the parcel, on the despatch note and on the trade-charge card, the highest amount must be collected from the addressee.

If the latter refuses to pay this amount, the parcel may be delivered, except as provided hereafter, against payment of the lower amount, but subject to the condition that a supplementary payment will be made if necessary on receipt of the information which will be supplied by the despatching Administration. If the addressee does not accept this condition, delivery of the parcel is suspended.

In any case, a request for information is immediately forwarded to the despatching Administration, which must answer as soon as possible stating the exact amount of the trade-charge, and applying, if necessary, the provisions of Article 135, § 2, of the Detailed Regulations of the Convention.

COLIS — RÈGLEMENT.

Lorsque le destinataire est de passage ou doit s'absenter, le paiement de la somme la plus élevée est toujours exigé. En cas de refus, le colis n'est livré qu'à la réception de la réponse à la demande de renseignements.

Article 118.

DÉLAI DE PAYEMENT.

1. Le montant du remboursement doit être payé dans un délai de sept jours à compter du lendemain de l'arrivée du colis au bureau destinataire. Ce délai peut être porté à un mois au maximum lorsque la législation interne du pays de destination l'exige. A l'expiration du délai de garde, le colis est traité comme étant tombé en rebut, conformément aux dispositions de l'article 22 de l'arrangement. L'expéditeur peut toutefois demander que les dispositions prescrites par lui en vertu de l'article 108, § 1, du présent règlement soient exécutées immédiatement au cas où le destinataire ne payerait pas le montant du remboursement lors de la première présentation. L'exécution immédiate de ces dispositions a également lieu si le destinataire, lors de la présentation, a formellement refusé tout paiement.

2. Dans le cas où, en réponse à un avis de non-remise, l'expéditeur a donné des instructions au bureau de destination, les délais susmentionnés sont comptés du lendemain de l'arrivée de ces instructions.

Article 119.

RÉDUCTION OU ANNULATION DU REMBOURSEMENT.

Les demandes d'annulation ou de réduction du montant du remboursement sont soumises aux règles et formalités prescrites par l'article 135 du règlement de la convention.

Excepté le cas prévu à l'article 115, toute demande par voie postale de réduction du montant du remboursement doit être accompagnée d'une nouvelle formule de mandat de remboursement indiquant le montant rectifié. Lorsqu'il s'agit d'une demande par voie télégraphique, le mandat de remboursement doit être remplacé par le bureau destinataire aux conditions déterminées par l'article 122 ci-après.

Article 120.

RÉEXPÉDITION.

Les colis grevés de remboursement peuvent être réexpédiés si le pays de la nouvelle destination assure, avec celui d'origine, le service des colis de cette catégorie. Dans ce cas, les colis sont accompagnés des formules de mandats de remboursement établies par le service d'origine. L'administration de la nouvelle destination procède à la liquidation des remboursements comme si les colis lui avaient été expédiés directement.

Les colis dont le montant encaissé doit être versé en compte courant postal dans le pays de destination primitif ne peuvent être réexpédiés.

Article 121.

EMISSION DU MANDAT DE REMBOURSEMENT OU DU BULLETIN DE VERSEMENT.

Immédiatement après avoir encaissé le montant du remboursement, le bureau de destination, ou tout autre bureau désigné par l'administration destinataire, remplit la partie « Indications de service » du mandat de remboursement et, après avoir apposé son timbre à date, le renvoie sans taxe au bureau de dépôt du colis ou au bureau qui a été spécialement désigné par l'administration d'origine sur le titre lui-même.

PARCEL POST — DETAILED REGULATIONS.

When the addressee is travelling or has to go away, payment of the highest amount is always required. In case of refusal, the parcel is not delivered until receipt of the answer to the request for information.

Article 118.

PERIOD FOR PAYMENT.

1. The amount of the trade-charge must be paid within a period of seven days reckoned from the day following that of the arrival of the parcel at the office of destination. This period may be extended to a maximum of one month when the internal legislation of the country of destination so requires. After the expiration of the period of retention the parcel is treated as undeliverable, in accordance with the provisions of Article 22 of the Agreement. The sender may, however, ask that the instructions given by him under Article 108, § 1, of the present Regulations may be carried out immediately should the addressee not pay the amount of the trade-charge on the first presentation. These provisions also come into immediate operation if, on presentation, the addressee definitely refuses to make payment.

2. In the case where, in response to a notice of non-delivery, the sender has given instructions to the office of destination, the periods specified above are reckoned from the day after the arrival of those instructions.

Article 119.

REDUCTION OR CANCELLATION OF THE TRADE-CHARGE.

Requests for the cancellation or for the reduction of the amount of the trade-charge are subject to the rules and formalities prescribed by Article 135 of the Detailed Regulations of the Convention.

Except in the case provided for in Article 115, every request made through the postal service for the reduction of the amount of the trade-charge must be accompanied by a new trade-charge money order form showing the corrected amount. When such a request is made by telegraph, a new trade-charge money order must be substituted by the office of destination under the conditions laid down by Article 122.

Article 120.

REDIRECTION.

Cash-on-delivery parcels may be redirected if the new country of destination maintains with that of origin an exchange of parcels of this category. In that case, the parcels are accompanied by the trade-charge money order forms prepared by the office of origin. The new Administration of destination acts in the settlement of the trade-charge as if the parcel had been consigned to it directly.

Parcels in respect of which the amount to be collected is to be paid into a postal cheque account in the country of original destination cannot be redirected.

Article 121.

ISSUE OF THE TRADE-CHARGE MONEY ORDER OR OF THE TRANSFER NOTE.

Immediately after collecting the amount of the trade-charge, the office of destination or any other office appointed by the Administration of destination fills in that portion of the trade-charge money order form headed "Indications de service" and after date-stamping it returns it without charge to the office at which the parcel was posted or to the office specially named by the Administration of origin on the form itself.

COLIS — RÈGLEMENT.

Lorsqu'une demande de renseignements sur le montant exact du remboursement a été adressée à l'administration d'origine, il est sursis à l'envoi du mandat jusqu'à la réception de la réponse.

Les mandats de remboursement sont payés aux expéditeurs des colis dans les conditions déterminées par chaque administration.

Les bulletins de versement des colis contre remboursement, dont le montant doit être porté à un compte courant postal dans le pays de destination, sont traités d'après le régime intérieur des chèques et virements postaux de ce pays.

*Article 122.*ANNULATION OU REMPLACEMENT DES FORMULES DE MANDATS DE REMBOURSEMENT
OU DE BULLETINS DE VERSEMENT.

1. Les formules de mandats de remboursement qui deviennent inutilisables pour cause de divergence entre les indications du montant du remboursement ou par suite d'annulation ou de réduction du montant, de même que les formules de bulletins de versement devenues inutilisables en cas d'annulation du montant du remboursement, sont détruites par les soins de l'administration destinataire des colis.

2. Les formules afférentes aux colis grevés de remboursement, qui, pour un motif quelconque, sont renvoyés à l'origine, doivent être annulées par les soins de l'administration qui effectue le renvoi.

3. Lorsque les formules afférentes aux colis grevés de remboursement sont égarées, perdues ou détruites avant l'encaissement du remboursement, le bureau destinataire en établit des duplicata sur formule CP 6 ou sur formule de bulletin de versement, selon le cas.

Article 123.

MANDATS DE REMBOURSEMENT NON DÉLIVRÉS OU NON ENCAISSÉS.

Les mandats de remboursement qui n'ont pu être délivrés aux bénéficiaires, de même que ceux qui ont été remis aux ayants droit, mais dont le montant n'a pas été encaissé, sont traités conformément aux dispositions de l'article 139 du règlement de la convention.

CHAPITRE IV

COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE.

Article 124.

INDICATION DU MONTANT DE LA VALEUR.

1. La déclaration de la valeur doit être exprimée dans la monnaie du pays d'origine et être inscrite par l'expéditeur sur le colis et le bulletin d'expédition, en caractères latins, en toutes lettres et en chiffres arabes, sans ratures ni surcharges, même approuvées.

2. Le montant de la déclaration de valeur doit être converti en francs-or par l'expéditeur ou par l'administration d'origine. Le résultat de la conversion doit être indiqué par de nouveaux chiffres placés à côté ou au-dessous de ceux qui représentent le montant de la déclaration dans la monnaie du pays d'origine. Cette disposition n'est pas applicable aux relations directes entre pays ayant une monnaie commune.

Le montant en francs-or doit être souligné d'un fort trait au crayon de couleur.

PARCEL POST — DETAILED REGULATIONS.

When a request for information as to the exact amount of the trade-charge has been made to the Administration of origin the despatch of the money order is postponed until a reply has been received.

Trade-charge money orders are paid to the senders of the parcels under the conditions fixed by each Administration.

Transfer notes of cash-on-delivery parcels of which the amount has to be credited to a postal cheque account in the country of destination are treated according to the inland regulations of that country concerning postal cheques and transfers.

*Article 122.*CANCELLATION OR REPLACEMENT OF TRADE-CHARGE MONEY ORDER FORMS
OR OF TRANSFER NOTES.

1. Trade-charge money order forms which become unusable because of discrepancies between the indications of the amount of the trade-charge or as a result of the cancellation or reduction of the amount, as well as transfer note forms which have become unusable because of the cancellation of the amount of the trade-charge, are destroyed by the Administration of destination of the parcels.

2. Forms relating to cash-on-delivery parcels which, for any reason whatsoever, are returned to origin must be cancelled by the Administration which returns the parcels.

3. When the forms relating to cash-on-delivery parcels are mislaid, lost or destroyed before the collection of the trade-charge, the office of destination prepares duplicates of them on form C.P. 6 or on a transfer note form, as the case may be.

Article 123.

TRADE-CHARGE MONEY ORDERS UNDELIVERED OR NOT CASHED.

Trade-charge money orders which it has not been possible to deliver to the payees, as well as those which have been delivered to the payees but have not been cashed, are dealt with in accordance with the provisions of Article 139 of the Detailed Regulations of the Convention.

CHAPTER IV.

INSURED PARCELS.

Article 124.

INDICATION OF THE VALUE.

1. The insured value must be expressed in the currency of the country of origin and must be entered by the sender on the parcel and the despatch note, in Roman characters written in full and in Arabic figures, without erasures or corrections even if certified.

2. The amount of the insured value must be converted into gold francs by the sender or by the Administration of origin. The result of the conversion must be shown by new figures, placed beside or below those representing the amount of the insured value in the currency of the country of origin. This stipulation is not applicable in the case of direct services between countries having a common currency.

The amount in gold francs must be heavily underlined in coloured pencil.

COLIS — RÈGLEMENT.

Article 125.

ÉTIQUETTES ET TIMBRES-POSTE.

Les colis avec valeur déclarée ainsi que leurs bulletins d'expédition doivent être revêtus d'une étiquette de couleur rouge conforme au modèle CP 7 ci-annexé, avec l'indication en caractères latins de la lettre V, du nom du bureau d'origine et du numéro d'ordre du colis.

Toutefois, les administrations ont la faculté de revêtir les colis avec valeur déclarée et leurs bulletins d'expédition de l'étiquette CP 8 prévue à l'article 130 ci-après et d'une étiquette de couleur rouge, de petites dimensions, portant, en gros caractères, la mention « Valeur déclarée ».

Lorsque les colis contiennent des pièces de monnaie, des billets de banque, des billets de monnaie ou des valeurs quelconques au porteur, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierreries, des bijoux et d'autres objets précieux, les cachets ou scellés, de même que les étiquettes de toute nature et, le cas échéant, les timbres-poste apposés sur les colis doivent être espacés, de façon à ne pas pouvoir cacher des lésions de l'emballage. Les étiquettes et, le cas échéant, les timbres-poste ne doivent pas, non plus, être repliés sur les deux faces de l'emballage de manière à couvrir la bordure. Le cas échéant, les étiquettes sur lesquelles figure l'adresse des colis de l'espèce ne peuvent pas être collées sur l'emballage même.

Article 126.

INDICATION DU POIDS.

Le poids exact, en grammes, de chaque colis avec valeur déclarée doit être inscrit par l'administration d'origine :

- a) Sur l'adresse du colis ;
- b) Sur le bulletin d'expédition, à la place à ce réservée.

Article 127.

DÉCLARATION FRAUDULEUSE.

Lorsque des circonstances quelconques ou les réclamations des intéressés viennent à révéler l'existence d'une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle insérée dans un colis, avis en est donné à l'administration d'origine, dans le plus bref délai possible et, le cas échéant, avec les pièces de l'enquête à l'appui.

CHAPITRE V

COLIS URGENTS.

Article 128.

ÉTIQUETTE.

Les colis urgents et les bulletins d'expédition y afférents doivent porter une étiquette avec l'indication très apparente « Urgent ».

PARCEL POST — DETAILED REGULATIONS.

Article 125.

LABELS AND POSTAGE STAMPS.

Insured parcels as well as their despatch notes must bear a small red label in conformity with specimen C.P.7 annexed with an indication in Roman characters of the letter V, the name of the office of origin and the serial number of the parcel.

Nevertheless, Administrations have the option of placing on insured parcels and their despatch notes the label C.P.8 provided for in Article 130 and a small red label bearing in large letters the words " Valeur déclarée ".

When parcels contain coin, bank notes, currency notes, or any kind of securities payable to bearer, platinum, gold or silver manufactured or unmanufactured, precious stones, jewels, or other precious objects, the wax or other seals, and the labels of whatever kind and any postage stamps affixed to them must be so spaced that they cannot conceal injuries to the cover. Labels and postage stamps, if any, may not be folded over two sides of the cover so as to hide the edge. Address labels, if any, may not be pasted on the cover itself.

Article 126.

INDICATION OF THE WEIGHT.

The exact weight in grammes of each insured parcel must be entered by the Administration of origin :

- (a) On the address side of the parcel ;
- (b) On the despatch note, in the place reserved for this purpose.

Article 127.

FRAUDULENT DECLARATION.

When circumstances of any kind or the enquiries made by the persons concerned disclose that a fraudulent insurance has been effected for a sum greater than the actual value of the contents of a parcel, information is given, as soon as possible, to the Administration of origin, and is supported by the documents, if any, relating to the investigation.

CHAPTER V.

URGENT PARCELS.

Article 128.

LABEL.

" Urgent " parcels and the relative despatch notes must bear a label with the word " Urgent " prominently shown.

COLIS — RÈGLEMENT.

Article 129.

TRANSMISSION ET DÉDOUANEMENT. COMPTABILITÉ.

Les administrations qui participent à l'échange des colis urgents s'entendent pour assurer la transmission rapide et, autant que possible, directe de ces colis, et elles prennent des mesures pour en accélérer le dédouanement.

Elles arrêtent également d'un commun accord les mesures nécessaires pour la comptabilité.

CHAPITRE VI

OPÉRATIONS AU DÉPART ET A L'ARRIVÉE.

Article 130

NUMÉRO D'ORDRE ET LIEU DE DÉPÔT.

Chaque colis, ainsi que le bulletin d'expédition qui s'y rapporte, doit être revêtu d'une étiquette conforme au modèle CP 8 ci-annexé indiquant, de manière apparente, le numéro d'ordre et le nom du bureau de dépôt. Cette prescription ne s'applique pas aux colis avec valeur déclarée revêtus de l'étiquette CP 7 prévue à l'article 125, 1^{er} alinéa.

Le même bureau d'origine ne peut employer en même temps deux ou plusieurs séries d'étiquettes, sauf le cas où les séries sont complétées par un caractère distinctif.

Article 131.

APPLICATION DU TIMBRE A DATE ET INDICATION DU POIDS.

1. Le bulletin d'expédition est frappé par le bureau d'origine, du côté de la suscription, du timbre indiquant le lieu et la date du dépôt.

2. Le poids, en kilogrammes, de chaque colis sans déclaration de valeur doit être inscrit par le bureau d'origine sur le bulletin d'expédition à la place réservée à cet effet. Les fractions de kilogramme sont arrondies au demi-kilogramme supérieur.

Article 132.

COLIS EXPRESS.

Les colis à remettre par exprès ainsi que les bulletins d'expédition correspondants sont pourvus, autant que possible à côté de l'indication du lieu de destination, d'une étiquette imprimée, de couleur rouge foncé, portant en gros caractères le mot « Express ».

Article 133.

RENOI DES BULLETINS D'AFFRANCHISSEMENT. RÉCUPÉRATION DES DROITS AVANCÉS.

1. Après la livraison au destinataire d'un colis franc de droits, le bureau qui a fait l'avance des frais de douane ou autres pour le compte de l'expéditeur complète, en ce qui le concerne, les indications qui figurent au verso du bulletin d'affranchissement et transmet ce dernier, accompagné des pièces justificatives, au bureau d'origine du colis ; cette transmission a lieu sous enveloppe fermée, sans indication du contenu.

PARCEL POST — DETAILED REGULATIONS.

Article 129.

TRANSMISSION AND CUSTOMS CLEARANCE. ACCOUNTING ARRANGEMENTS.

Administrations which exchange "Urgent" parcels make mutual arrangements for the rapid and, so far as possible, direct transmission of these parcels, and they take measures to accelerate Customs clearance.

They also settle by mutual consent the necessary accounting arrangements.

CHAPTER VI.

PROCEDURE AT THE TIME OF POSTING AND ON ARRIVAL.

Article 130.

SERIAL NUMBER AND PLACE OF POSTING.

Each parcel, as well as the despatch note relating to it, must bear a label in the form of specimen C.P.8 annexed, showing clearly the serial number and the name of the office of posting. This requirement does not apply to insured parcels bearing the label C.P.7 provided for in Article 125, 1st paragraph.

The same office of origin may not use two or more series of labels at the same time, unless each series is provided with a distinctive mark.

Article 131.

DATE-STAMP IMPRESSION AND INDICATION OF WEIGHT.

1. The despatch note is impressed by the office of origin, on the address side, with a stamp showing the place and date of posting.

2. The weight in kilogrammes of each uninsured parcel must be entered by the office of origin on the despatch note in the place provided for the purpose. Fractions of a kilogramme are rounded up to the next half-kilogramme.

Article 132.

EXPRESS PARCELS.

"Express" parcels, as well as the relative despatch notes, are provided, as near as possible to the indication of the place of destination, with a printed label of a deep red colour bearing in bold type the word "Expres".

Article 133.

RETURN OF FRANKING NOTES. RECOVERY OF THE CHARGES ADVANCED.

1. After delivery to the addressee of a "free of charge" parcel the office which has advanced the Customs or other charges on behalf of the sender fills up, so far as it is concerned, the back of the Franking Note, and forwards the latter accompanied by the relative vouchers to the office of origin of the parcel; this transmission is effected in a sealed envelope, without indication of the contents.

COLIS — RÈGLEMENT.

Toutefois, chaque administration a le droit de faire effectuer, par des bureaux spécialement désignés, le renvoi des bulletins d'affranchissement grevés de frais et de demander que les bulletins soient transmis à un bureau déterminé. Le nom du bureau auquel les bulletins doivent être renvoyés est inscrit, dans tous les cas, par le bureau expéditeur du colis au recto du bulletin d'affranchissement.

2. Lorsqu'un colis qui porte l'en-tête « Franc de droits » parvient au service destinataire sans bulletin d'affranchissement, le bureau chargé du dédouanement établit un duplicata de ce bulletin sur lequel il mentionne le nom du pays d'origine et, autant que possible, la date de dépôt du colis. Lorsque le bulletin d'affranchissement est perdu après livraison du colis, un duplicata est établi dans les mêmes conditions.

3. Les bulletins d'affranchissement afférents aux colis qui, pour un motif quelconque, sont renvoyés à l'origine doivent être annulés par les soins de l'administration destinataire et être attachés aux bulletins d'expédition.

4. A la réception d'un bulletin d'affranchissement indiquant les frais déboursés par le service destinataire, l'administration d'origine convertit le montant de ces frais dans sa propre monnaie à un taux qui ne doit pas être supérieur au taux fixé pour l'émission des mandats de poste à destination du pays correspondant. Le résultat de la conversion est indiqué dans le corps de la formule et sur le coupon latéral. Après avoir recouvré le montant des frais, le bureau d'origine remet à l'expéditeur le coupon du bulletin et, le cas échéant, les pièces justificatives.

Article 134.

RÉEXPÉDITION.

1. Les colis réexpédiés par suite de fausse direction ne peuvent être frappés de droits de douane ou autres par l'administration réexpéditrice.

Lorsque cette dernière renvoie un colis à l'administration qui l'a acheminé en dernier lieu, elle lui restitue les bonifications qu'elle a reçues et signale l'erreur par un bulletin de vérification.

Dans les autres cas et si le montant des taxes qui lui ont été attribuées est insuffisant pour couvrir les frais de réexpédition qui lui incombent, l'administration réexpéditrice bonifie à l'administration à laquelle elle remet le colis les droits de transport que comporte l'acheminement ; elle se crédite ensuite de la somme dont elle est à découvert par une reprise sur le bureau d'échange qui a transmis en dernier lieu le colis en fausse direction. Le motif de cette reprise est notifié à ce bureau au moyen d'un bulletin de vérification.

2. Lorsqu'un colis a été admis à tort à l'expédition par suite d'une erreur imputable au service postal et doit, pour ce motif, être renvoyé au pays d'origine, l'administration qui restitue le colis alloue à l'administration qui le lui a livré les bonifications qu'elle en a reçues.

Lorsque le renvoi est la conséquence d'une erreur de l'expéditeur ou d'une des interdictions prévues à l'article 16 de l'arrangement, les frais de transport qui résultent de l'opération sont à la charge des expéditeurs. Chaque administration se crédite de sa quote-part par une reprise, ainsi qu'il est indiqué au § 3 ci-après pour les colis réexpédiés.

3. Les colis réexpédiés par suite de changement de résidence des destinataires ou d'une erreur imputable à l'expéditeur sont grevés à la charge des destinataires, par l'administration distributrice, d'une somme représentant le montant des quotes-parts revenant aux diverses administrations qui ont participé au transport de réexpédition et des autres taxes et droits prévus aux articles 46, 47 et 48 de l'arrangement.

L'administration réexpéditrice se crédite sur l'administration intermédiaire ou sur l'administration de la nouvelle destination du montant de la somme qui lui est due. Dans les cas où le pays de réexpédition et celui de la nouvelle destination ne sont pas limitrophes, la première administration intermédiaire qui reçoit un colis réexpédié se crédite du montant qui lui est dû et de celui qui revient

PARCEL POST — DETAILED REGULATIONS.

Each Administration is, however, entitled to arrange for the return of Franking Notes bearing charges through specially appointed offices, and to require that Franking Notes shall be forwarded to a particular office. The name of the office to which the Franking Notes must be returned is written, in every case, by the despatching office on the front of the Franking Note.

2. When a parcel which bears on the front the indication " Franc de droits " reaches the service of the country of destination without a Franking Note, the office which undertakes the Customs clearance prepares a duplicate of this note on which it shows the name of the country of origin and, as far as possible, the date of the posting of the parcel. When the Franking Note is lost after the delivery of the parcel a duplicate is prepared under the same conditions.

3. Franking Notes relating to parcels which, for any reason whatsoever, are returned to origin must be cancelled by the Administration of destination and be attached to the despatch notes.

4. On receipt of a Franking Note showing the charges disbursed by the service of the country of destination, the Administration of origin converts the amount of these charges into its own currency at a rate which may not exceed the rate fixed for the issue of money orders for payment in the country in question. The result of the conversion is shown in the body of the form and on the counterfoil. After having recovered the amount of the charges, the office of origin delivers to the sender the counterfoil of the Franking Note and, if necessary, the relative vouchers.

Article 134.

RETRANSMISSION.

1. An Administration which retransmits missent parcels may not levy Customs or other charges on them.

When an Administration returns such a parcel to the Administration from which it has been directly received, it refunds the credits received and reports the error by verification note.

In other cases, and if the amount credited to it is insufficient to cover the expenses of retransmission which it has to defray, the retransmitting Administration allows to the Administration to which it forwards the parcel the credits due for onward conveyance; it then recovers the amount of the deficiency by claiming it from the office of exchange from which the missent parcel was directly received. The reason for this claim is notified to the latter by means of a verification note.

2. When a parcel has been wrongly accepted for despatch in consequence of an error attributable to the postal service and has, for this reason, to be returned to the country of origin, the Administration which sends the parcel back allows to the Administration from which it was received the sums credited in respect of it.

When the return is due to an error on the part of the sender or to the contravention of one of the prohibitions mentioned in Article 16 of the Agreement, the charges for conveyance resulting therefrom are payable by the senders. Each Administration credits itself with its share by claiming in the manner indicated in § 3 following for redirected parcels.

3. Parcels redirected in consequence of the removal of the addressees or of an error on the part of the sender are subjected by the delivering Administration to a charge, to be paid by the addressees, representing the amounts of the credits due to the various Administrations which have taken part in the retransmission and the other fees and charges prescribed in Articles 46, 47 and 48 of the Agreement.

The redirecting Administration claims the sums due to it from the intermediate Administration or the Administration of the new destination. When the redirecting country and that of the new destination are not contiguous, the first intermediate Administration which receives a redirected parcel credits itself with the amount due to it and with that due to the redirecting Administration

COLIS — RÈGLEMENT.

à l'administration réexpéditrice, en débitant l'administration à laquelle elle livre le colis; cette dernière, à son tour, si elle n'est elle-même qu'un intermédiaire, répète, sur l'administration suivante, le montant qui lui est dû, cumulé avec celui dont elle a tenu compte à l'administration précédente. La même opération se poursuit dans les rapports entre les différentes administrations participant au transport, jusqu'à ce que le colis parvienne à l'administration chargée de la livraison.

Lorsque la taxe de transport et les autres taxes et droits prévus aux articles 46, 47 et 48 de l'arrangement sont acquittés au moment de la réexpédition, le colis est traité comme s'il était adressé directement par le pays réexpéditeur au pays de la nouvelle destination. Dans ce cas, aucune taxe de transport n'est perçue sur le destinataire.

Les frais repris doivent être indiqués en détail (droits de transport, droit de magasinage, droits de douane, etc.) sur le bulletin d'expédition ou, si ce n'est pas possible, sur un bordereau joint à ce document.

4. Les dispositions du § 3, alinéas 1, 2 et 4, sont appliquées également aux colis postaux en transit qu'une administration intermédiaire doit acheminer par une voie plus coûteuse en raison d'interruption de la voie ordinaire pour laquelle les taxes sont bonifiées.

5. Les colis sont réexpédiés dans leur emballage primitif; ils sont accompagnés du bulletin d'expédition établi par le bureau d'origine. Si le colis doit, pour un motif quelconque, être remballé ou si le bulletin d'expédition primitif doit être remplacé par un bulletin supplémentaire, il est indispensable que le nom du bureau d'origine du colis, le numéro d'ordre primitif et, autant que possible, la date de dépôt audit bureau figurent tant sur le colis que sur le bulletin d'expédition.

6. Dans le cas où l'essai de remise d'un colis exprès à domicile par un porteur spécial est resté infructueux, le bureau réexpéditeur doit biffer l'étiquette ou la mention « Exprès » par deux forts traits transversaux.

Article 135.

REBUTS. AVIS DE NON-REMISE.

1. Lorsque l'expéditeur a demandé, par une annotation portée au verso du bulletin d'expédition et sur le colis, que le colis soit signalé comme tombé en rebut, l'administration destinataire transmet, sous pli recommandé, à l'administration expéditrice, après l'avoir complété, un avis de non-remise conforme au modèle CP 9 ci-annexé. Cet avis est renvoyé au bureau qui l'a établi, avec les instructions de l'expéditeur et avec le bulletin d'expédition.

Lorsqu'il s'agit de plusieurs colis déposés simultanément par le même expéditeur, à l'adresse du même destinataire, il est permis de n'envoyer qu'un avis de non-remise, même si ces colis étaient accompagnés de plusieurs bulletins d'expédition. Dans ce cas, tous ces bulletins sont annexés à l'avis de non-remise.

Lorsque l'avis de non-remise est envoyé à un tiers désigné au verso du bulletin d'expédition, ce dernier document n'est pas annexé à l'avis.

2. Un avis modèle CP 9 doit également être établi pour signaler à l'administration d'origine les colis retenus d'office en cours de transport, soit par la poste, soit par la douane, ou tombés en souffrance pour cause d'avarie, de spoliation ou toute autre cause de même nature.

Toutefois, cette mesure n'est pas obligatoire dans les cas de force majeure, ou lorsque le nombre des colis retenus d'office en cours de transport (mesure douanière, interruption accidentelle du trafic, etc.) est tel que l'envoi d'un avis est matériellement impossible.

3. En règle générale, les avis de non-remise sont échangés entre le bureau de destination et le bureau d'origine. Toutefois, chaque administration peut demander que les avis qui concernent son service soient transmis à son administration centrale ou à un bureau spécialement désigné.

PARCEL POST — DETAILED REGULATIONS.

by debiting the amounts to the Administration to which it forwards the parcel ; the latter in its turn, if it is itself only an intermediary, claims from the next Administration the amount due to it together with what it has allowed to the preceding Administration. The same operation is repeated between the several Administrations taking part in the conveyance, until the parcel reaches the Administration responsible for delivery.

When the charge for conveyance and the other fees and charges prescribed in Articles 46, 47 and 48 of the Agreement are paid at the time of redirection, the parcel is dealt with as if it had been addressed directly by the retransmitting country to the new country of destination. In this case, no charge for conveyance is collected from the addressee.

The charges claimed must be given in detail (charges for conveyance, storage charges, Customs charges, etc.) on the despatch note or, if this is not possible, on a slip attached to it.

4. The provisions of § 3, paragraphs 1, 2 and 4, apply equally to parcels in transit which an intermediate Administration has to forward by a more expensive route because of interruption of the ordinary route for which credits have been given.

5. Parcels are retransmitted in their original packing ; they are accompanied by the despatch note prepared by the office of origin. If the parcel, for any reason whatsoever, has to be repacked or if the original despatch note has to be replaced by a substitute note, it is essential that the name of the office of origin of the parcel and the original serial number and, if possible, the date of posting at that office appear both on the parcel and on the despatch note.

6. If the attempt to deliver an express parcel at the place of address by special messenger proves unsuccessful, the redirecting office must strike out the label or the indication " Express " by means of two heavy transverse lines.

Article 135.

UNDELIVERED PARCELS. NOTICE OF NON-DELIVERY.

1. When the sender has requested, by means of an entry on the back of the despatch note and on the parcel, that he may be advised of the non-delivery of the parcel, the Administration of destination forwards under registered cover to the Administration of despatch, after completion, a notice of non-delivery in the form of specimen C.P.9 annexed. This notice is returned to the office of issue, with the sender's instructions and the despatch note.

When several parcels are posted at the same time by the same sender to the same addressee, it is permissible to send only one notice of non-delivery, even if the parcels were accompanied by several despatch notes. In that case all the despatch notes are attached to the notice of non-delivery.

When the notice of non-delivery is sent to a third party indicated on the back of the despatch note, the latter document is not attached to the notice.

2. A notice, specimen C.P. 9, must also be prepared to report to the Administration of origin parcels officially retained in course of transit, whether by the Post Office or by the Customs, or lying undelivered in consequence of damage, abstraction of contents or for any other similar reason.

Nevertheless, this procedure is not obligatory in cases of " force majeure ", or when the number of parcels officially retained in course of transit (Customs action, accidental interruption of service, etc.) is such that the despatch of an advice is materially impossible.

3. As a general rule, notices of non-delivery are exchanged between the offices of destination and of origin. Each Administration may, however, ask that the notices which relate to its service may be forwarded to its central Administration or to an office specially appointed. It is the duty

COLIS — RÈGLEMENT.

Il appartient à l'administration d'origine d'aviser l'expéditeur. L'échange des avis de non-remise doit être accéléré autant que possible par tous les bureaux intéressés.

4. Lorsque des colis ayant donné lieu à un avis sont retirés ou réexpédiés avant la réception des instructions de l'expéditeur, celui-ci doit en être prévenu par l'intermédiaire du bureau d'origine. Si l'avis a été envoyé à un tiers désigné au verso du bulletin d'expédition, cette information doit être adressée au tiers. S'il s'agit d'un colis grevé de remboursement et si le mandat CP 6 a déjà été transmis à l'expéditeur, il n'est pas nécessaire d'aviser ce dernier.

5. Lorsque l'administration destinataire ou intermédiaire n'a pas observé les instructions données, soit au moment du dépôt par une annotation portée au verso du bulletin d'expédition et sur l'adresse du colis, soit en réponse à l'avis de non-remise, elle est tenue de prendre à sa charge les frais de transport (aller et retour) et les autres droits éventuels dont l'annulation n'a pas eu lieu. Toutefois, les frais payés à l'aller restent à la charge de l'expéditeur si, lors du dépôt du colis ou en réponse à l'avis de non-remise, il a été prescrit de faire vendre le colis ou d'en faire abandon en cas de non-livraison.

Article 136.

REBUTS. INSTRUCTIONS DE L'EXPÉDITEUR.

1. En réponse à l'avis de non-remise qui lui a été transmis conformément aux dispositions de l'article 135, l'expéditeur peut demander :

- a) Que le destinataire primitif soit avisé encore une fois ;
- b) Que l'adresse du colis soit rectifiée ou complétée ;
- c) Que le colis soit remis à un autre destinataire ou qu'il soit réexpédié sur une autre destination pour être remis au destinataire primitif ou à une autre personne ;
- d) Qu'un colis grevé de remboursement soit remis à une autre personne contre perception du montant du remboursement indiqué ou qu'il soit remis au destinataire primitif ou à une autre personne sans perception du montant du remboursement ou contre paiement d'une somme inférieure à celle qui était indiquée primitivement. Si le montant du remboursement est réduit, une nouvelle formule CP 6 doit être établie conformément aux prescriptions de l'article 119 ;
- e) Que le colis soit remis au destinataire primitif ou à une autre personne sans perception des frais dont il est grevé. Dans ce cas, un bulletin d'affranchissement doit être établi conformément aux prescriptions de l'article 109 ;
- f) Que le colis lui soit immédiatement renvoyé ;
- g) Que le colis soit vendu à ses risques et périls ou traité comme abandonné.

Le tiers auquel l'avis de non-remise a été adressé conformément à la demande de l'expéditeur (article 108, § 1, lettre e) peut faire les mêmes demandes que l'expéditeur. Il peut, en outre, demander que le colis soit immédiatement renvoyé à l'expéditeur.

Aucune demande autre que celles qui sont prévues ci-dessus n'est admise.

2. Après réception des instructions de l'expéditeur ou du tiers auquel l'avis de non-remise a été adressé, en application de l'article 108, § 1, lettre e), ces instructions seules sont valables et exécutoires.

Article 137.

RENOI DES COLIS TOMBÉS EN REBUT.

1. Si l'expéditeur ou le tiers auquel l'avis de non-remise a été adressé a formulé une demande non prévue à l'article 136, l'administration de destination peut renvoyer immédiatement le colis

PARCEL POST — DETAILED REGULATIONS.

of the Administration of origin to advise the sender. The exchange of notices of non-delivery must be carried out as quickly as possible by all the offices concerned.

4. When parcels which have been reported as undeliverable are claimed, or are redirected before the receipt of the sender's instructions, the sender must be so informed through the office of origin. If the advice has been sent to a third party indicated on the back of the despatch note this information must be addressed to the third party. In the case of a cash-on-delivery parcel, and if the money order C.P. 6 has already been transmitted to the sender, the latter need not be advised.

5. When the Administration of destination or the intermediate Administration has not observed the instructions given, either at the time of posting by means of a note on the back of the despatch note and in the address of the parcel, or in reply to the notice of non-delivery, it must bear the outward and return charges for conveyance and any other charges which have not been cancelled. The sender is, however, liable for the charges on the outward journey if, at the time of posting, or in reply to the notice of non-delivery, he gave instructions for the sale or the abandonment of the parcel in the event of non-delivery.

Article 136.

UNDELIVERED PARCELS. SENDER'S INSTRUCTIONS.

1. In reply to the notice of non-delivery sent to him in accordance with the provisions of Article 135, the sender may request :

- (a) That a further notice be sent to the original addressee ;
- (b) That the address of the parcel be corrected or completed ;
- (c) That the parcel be delivered to another addressee, or that it may be redirected to another address for delivery to the original addressee or to another person ;
- (d) That a cash-on-delivery parcel be delivered to another person against collection of the amount of the trade-charge stated, or that it be delivered to the original addressee or to another person without collection of the amount of the trade-charge or against payment of a sum less than that which was originally stated. If the amount of the trade-charge is reduced, a new form C.P. 6 must be prepared as prescribed by Article 119 ;
- (e) That the parcel be delivered to the original addressee or to another person without collection of the charges levied on it. In this case, a Franking Note must be prepared as prescribed by Article 109 ;
- (f) That the parcel be returned to him at once ;
- (g) That the parcel be sold at his own risk, or treated as abandoned.

The third party to whom the notice of non-delivery has been addressed in accordance with the request of the sender (Article 108, § 1(e)) can make the same requests as the sender. He can besides request that the parcel may be at once returned to the sender.

No request other than those which are set forth above is admitted.

2. After the receipt of the sender's instructions or of the instructions of the third party to whom the advice of non-delivery has been addressed in accordance with Article 108, § 1(e), these instructions only are valid and to be acted on.

Article 137.

RETURN OF UNDELIVERED PARCELS.

1. If the sender or the third party to whom the advice of non-delivery has been addressed has made a request not provided for by Article 136, the Administration of destination may return

COLIS — RÈGLEMENT.

au bureau d'origine sans établir un nouvel avis. Il en est de même lorsque l'expéditeur ou le tiers refuse de payer le droit prévu par l'article 22, § 4, de l'arrangement. Si l'expéditeur ou le tiers ne donne pas de réponse à l'avis de non-remise, le colis est renvoyé à l'expéditeur à l'expiration du délai fixé audit paragraphe.

2. Le bureau qui renvoie un colis à l'expéditeur doit indiquer, sur le colis et sur le bulletin d'expédition, d'une manière claire et concise, en langue française, la cause de la non-remise sous la forme suivante : inconnu, refusé, en voyage, parti, non réclamé, décédé, etc. Cette indication peut être manuscrite ou être fournie par l'application d'un timbre ou l'apposition d'une étiquette. Chaque administration a la faculté d'ajouter la traduction, dans sa propre langue, de la cause de non-remise et les autres indications qui lui conviennent. Les bulletins d'expédition originaux afférents aux colis renvoyés doivent faire retour à l'origine avec ces colis.

3. Les colis à renvoyer à l'expéditeur sont inscrits sur la feuille de route avec la mention « Rebut » dans la colonne « Observations ». Ils sont traités comme les colis réexpédiés par suite de changement de résidence des destinataires.

Article 138.

VENTE. DESTRUCTION.

1. Lorsqu'un colis a été vendu ou détruit conformément aux prescriptions de l'article 24 de l'arrangement, il est dressé procès-verbal de la vente ou de la destruction. Une copie du procès-verbal, accompagnée du bulletin d'expédition, est transmise au bureau d'origine.

2. Le produit de la vente sert, en premier lieu, à couvrir les frais qui grèvent le colis. Le cas échéant, l'excédent est transmis au bureau d'origine pour être remis à l'expéditeur, qui supporte les frais d'envoi.

Article 139.

RETRAIT. MODIFICATION D'ADRESSE.

Les dispositions des articles 148 et 149 du règlement de la convention sont applicables aux retraits ou modifications d'adresse.

S'il s'agit d'une modification d'adresse d'un colis avec valeur déclarée demandée par voie télégraphique, cette demande doit être confirmée, par le premier courrier, par une demande postale accompagnée du fac-similé dont il est question à l'article 148, § 1, du règlement de la convention et portant en tête l'annotation soulignée au crayon de couleur « Confirmation de la demande télégraphique du ... ».

Dans ce cas, le bureau destinataire se borne à retenir l'envoi, à la réception du télégramme, et attend la confirmation postale pour faire droit à la demande.

Toutefois, l'administration destinataire peut, sous sa propre responsabilité, donner suite à une demande télégraphique de modification d'adresse sans attendre cette confirmation.

Article 140.

RÉCLAMATIONS.

1. Toute réclamation relative à un colis est établie sur une formule conforme au modèle CP 5 ci-annexé, qui doit être accompagnée, autant que possible, d'un fac-similé de la suscription du colis.

Si la réclamation concerne un colis contre remboursement, elle doit être accompagnée, en outre, d'un duplicata de mandat CP 6 ou d'un bulletin de versement, selon le cas.

Une seule formule peut être utilisée pour plusieurs colis déposés simultanément au même bureau par le même expéditeur à l'adresse du même destinataire.

PARCEL POST — DETAILED REGULATIONS.

the parcel at once to the office of origin without issuing a new notice. The same applies when the sender or the third party refuses to pay the fee prescribed by Article 22, § 4, of the Agreement. If the sender or the third party does not reply to the notice of non-delivery, the parcel is returned to the sender at the end of the period fixed by that paragraph.

2. The office which returns a parcel to the sender must state on the parcel and on the despatch note clearly and concisely in French the cause of non-delivery in the following way: *Inconnu, refusé, en voyage, parti, non réclamé, décédé*, etc. (Unknown, refused, travelling, left, unclaimed, deceased, etc.). This indication may be furnished in manuscript or by means of a stamp impression or by a label. Each Administration has the right to add a translation in its own language of the cause of non-delivery and any other remarks considered necessary. The original despatch notes belonging to the returned parcels must be sent back to origin with the parcels.

3. Parcels for return to the sender are entered on the parcel bill with the word "Rebuts" in the "Observations" column. They are dealt with and charged like parcels redirected in consequence of the removal of the addressees.

Article 138.

SALE. DESTRUCTION.

1. When a parcel has been sold or destroyed in accordance with the provisions of Article 24 of the Agreement, a report of the sale or destruction is prepared. A copy of the report, together with the despatch note, is forwarded to the office of origin.

2. The proceeds of the sale are used in the first place to defray the charges upon the parcel. Any balance which there may be is forwarded to the office of origin to be paid to the sender, on whom falls the expense of forwarding it.

Article 139.

WITHDRAWAL. ALTERATION OF ADDRESS.

The provisions of Articles 148 and 149 of the Detailed Regulations of the Convention are applicable to withdrawals or alterations of address.

If an alteration of address of an insured parcel is asked for by telegraph, the request must be confirmed by the first mail by a postal request accompanied by the facsimile required by Article 148, § 1, of the Detailed Regulations of the Convention, and bearing a heading, to be underlined by coloured pencil, as follows: "Confirmation of the telegraphic request of the".

In this case the office of destination confines itself to the retention of the parcel on the receipt of the telegram, and awaits the confirmation by post for justification of the request.

Nevertheless, the Administration of destination may on its own responsibility give effect to a telegraphic request for alteration of address without waiting for the confirmation.

Article 140.

ENQUIRIES.

1. Every enquiry concerning a parcel is made on a form similar to specimen C.P.5 annexed, which must be accompanied, whenever possible, by a facsimile of the address of the parcel.

If the enquiry concerns a cash-on-delivery parcel, it must also be accompanied by a duplicate trade-charge card C.P.6 or transfer note, as the case may be.

A single form may be used for several parcels posted simultaneously at the same office by the same sender for the same addressee.

COLIS — RÈGLEMENT.

2. La réclamation est, en règle générale, envoyée directement par le bureau d'origine au bureau de destination ; cette transmission a lieu sans lettre d'envoi et sous enveloppe fermée. Si le bureau destinataire est en état de fournir les renseignements sur le sort définitif du colis ou du mandat de remboursement, il complète la formule et la retourne au bureau d'origine.

Lorsque le sort du colis ou du mandat de remboursement ne peut être établi par le bureau de destination, celui-ci constate le fait sur la formule et la réexpédie au bureau d'origine en y ajoutant, autant que possible, une déclaration du destinataire constatant qu'il n'a pas reçu le colis. Dans ce cas, l'administration d'origine complète la formule en y indiquant les données de la transmission à la première administration intermédiaire. Elle l'adresse ensuite à cette dernière administration qui y consigne ses observations et la transmet éventuellement à l'administration suivante. La réclamation passe ainsi d'une administration à l'autre jusqu'à ce que le sort du colis réclamé soit établi. L'administration qui a effectué la remise au destinataire, ou qui, le cas échéant, ne peut établir ni la remise, ni la transmission régulière à une autre administration, constate le fait sur la formule et la renvoie à l'administration d'origine.

3. Les administrations d'origine et de destination peuvent, d'un commun accord, faire transmettre la réclamation de bureau à bureau en suivant la même voie d'acheminement que le colis.

Dans ce cas, les recherches se poursuivent depuis l'administration d'origine jusqu'à l'administration de destination en observant la procédure visée au dernier alinéa du § 2.

4. Toute administration peut demander, par une notification adressée au Bureau international, que les réclamations qui concernent son service soient transmises à son administration centrale ou à un bureau spécialement désigné.

5. La formule CP 5 et les pièces y annexées doivent, dans tous les cas, faire retour à l'administration d'origine du colis réclamé, dans le plus bref délai possible et au plus tard dans un délai de six mois à partir de la date de la réclamation. Ce délai est porté à neuf mois dans les relations avec les pays éloignés.

6. Chaque fois qu'une administration intermédiaire transmet une formule CP 5 à l'administration suivante, elle est tenue d'en informer l'administration d'origine sur une formule conforme au modèle CP 10 ci-annexé.

Article 141.

RÉCLAMATIONS CONCERNANT DES COLIS DÉPOSÉS DANS UN AUTRE PAYS.

Dans le cas prévu à l'article 27, § 3, de l'arrangement, la formule de réclamation CP 5 est transmise à l'administration d'origine. Cette formule doit être accompagnée, le cas échéant, du récépissé de dépôt.

L'administration d'origine doit être mise en possession de la formule dans le délai prévu à l'article 27, § 2, de l'arrangement.

CHAPITRE VII

ECHANGE DES COLIS.

Article 142.

FEUILLE DE ROUTE.

1. Les colis sont inscrits par le bureau d'échange expéditeur sur une feuille de route conforme au modèle CP 11 ci-annexé, avec tous les détails que cette formule comporte. Toutefois, les administrations correspondantes peuvent s'entendre pour que les colis ordinaires soient inscrits

PARCEL POST — DETAILED REGULATIONS.

2. The form of enquiry is, as a general rule, sent directly to the office of destination by the office of origin ; it is sent in a closed envelope without a covering letter. If the office of destination is in a position to furnish information as to the ultimate disposal of the parcel or trade-charge money order, it completes the form and returns it to the office of origin.

When the disposal of the parcel or the trade-charge money order cannot be established by the office of destination, that office records the fact on the form and returns it to the office of origin accompanied, whenever possible, by a declaration from the addressee certifying that he has not received the parcel. In that case, the Administration of origin completes the form by entering thereon details of the transfer of the parcel to the first intermediate Administration. It then forwards it to that Administration, which appends its observations and forwards the form to the next Administration if necessary. The form of enquiry is thus passed on from one Administration to another until the disposal of the parcel enquired for is ascertained. The Administration which has effected delivery to the addressee, or which, should it so happen, is unable to furnish proof either of the delivery or of the due despatch of the parcel to another Administration, records the fact on the form and returns it to the Administration of origin.

3. The Administrations of origin and of destination may, by mutual agreement, transmit the enquiry from office to office, following the same circulation as the parcel.

In that case, the enquiries are pursued from the Administration of origin to the Administration of destination according to the procedure prescribed in the last paragraph of § 2.

4. Each Administration may request, by notification addressed to the International Bureau, that enquiries relating to its service be forwarded to its central Administration, or to an office specially appointed.

5. The form C.P.5 and the documents attached to it must, in all cases, be returned to the Administration of origin of the parcel enquired for as quickly as possible and at the latest within a period of six months from the date of the application. This period is extended to nine months in relations with distant countries.

6. Whenever an intermediate Administration forwards a form C.P.5 to the next Administration, it must notify the fact to the Administration of origin on a form similar to specimen C.P.10 annexed.

Article 141.

ENQUIRIES CONCERNING PARCELS POSTED IN ANOTHER COUNTRY.

In the case provided for in Article 27, § 3, of the Agreement the form of enquiry C.P. 5 is transmitted to the Administration of origin. This form should be accompanied, if necessary, by the certificate of posting.

The Administration of origin must receive the form within the period provided for by Article 27, § 2, of the Agreement.

CHAPTER VII.

EXCHANGE OF PARCELS.

Article 142.

PARCEL BILL.

1. The parcels are entered by the despatching office of exchange on a parcel bill in the form of specimen C. P. 11 annexed, with all the details required by this form. The exchanging Administrations may, however, arrange for uninsured parcels to be entered on the parcel bills

COLIS — RÈGLEMENT.

en bloc sur les feuilles de route, avec indication sommaire des montants à bonifier. Les bulletins d'expédition, les formules de mandats de remboursement, les déclarations en douane et, le cas échéant, les autres documents exigés (factures, certificats d'origine, de santé, etc.), ainsi que les bulletins d'affranchissement et les avis de réception, sont joints à la feuille de route.

Les bureaux d'échange intermédiaires ne sont pas tenus de vérifier les documents accompagnant les feuilles de route.

2. Les colis pour le service des prisonniers de guerre sont inscrits sur la feuille de route, mais sans indication de bonification, sauf quand il s'agit de colis grevés de remboursement.

3. Dans les relations par mer, les bureaux d'échange expéditeurs doivent, sauf arrangement contraire, numéroter les feuilles de route d'après une série annuelle pour chaque bureau d'origine et pour chaque bureau de destination. Le dernier numéro de l'année doit être mentionné sur la première feuille de route de l'année suivante. Le même procédé est suivi dans les échanges territoriaux qui ne sont pas effectués dans des délais fixes. Dans les relations par mer, le nom du navire transporteur est mentionné, autant que possible, au-dessous du numéro.

Article 143.

TRANSMISSION DES COLIS EN DÉPÊCHES CLOSES.

1. En cas de transmission de colis en dépêches closes, les récipients (sacs, paniers, cadres, etc.) doivent être marqués, fermés et étiquetés de la manière prévue pour les sacs de lettres à l'article 157, § 2, du règlement de la convention, sous réserve des particularités suivantes :

a) Les étiquettes sont de couleur jaune d'ocre et doivent mentionner le nombre de colis compris dans chaque récipient ;

b) Pour les récipients autres que les sacs, il peut être adopté un autre mode de fermeture spéciale, à condition que le contenu soit suffisamment protégé. Sauf arrangement contraire, ces récipients doivent porter un numéro d'ordre.

2. Les colis avec valeur déclarée sont expédiés, si leur nombre le comporte, séparément dans des récipients dont l'étiquette est munie de la lettre « V ».

3. Les récipients remplis ne doivent pas peser plus de 50 kg., s'il s'agit de sacs, ni plus de 70 kg., s'il s'agit d'autres récipients.

4. Les feuilles de route, accompagnées des documents mentionnés à l'article 142, § 1, doivent être insérées par le bureau d'échange expéditeur dans un des récipients formant la dépêche, le cas échéant dans le récipient contenant les colis avec valeur déclarée ou, si leur nombre le comporte, dans un sac spécial.

L'étiquette de ce sac ou récipient doit être revêtue de la lettre « F ».

5. En cas d'échange de dépêches avec des pays non limitrophes, le bureau d'échange expéditeur établit, pour chacune des administrations intermédiaires, une feuille de route spéciale conforme au modèle CP 12 ci-annexé. Le bureau expéditeur de la dépêche y inscrit globalement pour chaque catégorie de colis les bonifications qui sont dues à l'administration intermédiaire.

La feuille de route CP 12 est transmise à découvert ou d'une autre façon convenue entre les administrations intéressées, accompagnée, le cas échéant, des pièces demandées par les pays intermédiaires.

Article 144.

VÉRIFICATION DES ENVOIS DE COLIS PAR LES BUREAUX D'ÉCHANGE.

1. A la réception d'une feuille de route, le bureau d'échange destinataire procède à la vérification des colis et des divers documents qui les accompagnent. Cette vérification est contradictoire chaque fois qu'il est possible.

PARCEL POST — DETAILED REGULATIONS.

in bulk with a summary statement of the amounts to be credited. The despatch notes, trade-charge money order forms, Customs declarations, and the other necessary documents, if any (invoices, certificates of origin, of health, etc.), as well as the Franking Notes and the advices of delivery, are attached to the parcel bill.

Intermediate offices of exchange are not required to check documents accompanying parcel bills.

2. Parcels for prisoners of war are entered on the parcel bill, but without any statement of credit except in the case of cash-on-delivery parcels.

3. As regards sea services, the despatching offices of exchange must, in the absence of arrangement to the contrary, number the parcel bills in an annual series for each office of origin and for each office of destination. The last number of the year must be shown on the first parcel bill of the following year. The same procedure is followed in exchanges between one territory and another which are not made at fixed intervals. In exchanges overseas the name of the ship conveying the mail is indicated, so far as possible, below the number.

Article 143.

TRANSMISSION OF PARCELS IN CLOSED MAILS.

1. When parcels are transmitted in closed mails, the receptacles (bags, baskets, crates, etc.) must be marked, closed and labelled in the manner prescribed for bags of letters in Article 157, § 2, of the Detailed Regulations of the Convention, subject to the following special provisions:

(a) The labels are yellow ochre in colour, and must indicate the number of parcels enclosed in each receptacle;

(b) For receptacles other than bags another special method of closing may be adopted, provided that the contents are adequately protected. In the absence of contrary arrangement, these receptacles must bear a serial number.

2. When they are sufficiently numerous, insured parcels are sent separately in receptacles bearing a label marked with the letter " V ".

3. Full receptacles must not weigh more than 50 kg. in the case of bags, nor more than 70 kg. in the case of other receptacles.

4. Parcel bills, accompanied by the documents specified in Article 142, § 1, must be inserted by the despatching office of exchange in one of the receptacles forming the mail, if the case arises, in the receptacle containing the insured parcels, or, if they are sufficiently numerous, in a special bag.

The label of this bag or receptacle must be marked with the letter " F ".

5. Where parcels are exchanged between non-contiguous countries, the despatching office of exchange prepares, for each of the intermediate Administrations, a special parcel bill similar to specimen C.P. 12 annexed. The office which despatches the mail inserts on the bill the total, for each category of parcels, of the credits due to the intermediate Administration.

The parcel bill, C.P. 12, is transmitted *à découvert*, or in some other manner arranged between the Administrations concerned, accompanied, where necessary, by the documents required by the intermediate countries.

Article 144.

CHECK OF PARCEL MAILS BY OFFICES OF EXCHANGE.

1. On the receipt of a parcel bill, the office of exchange of destination proceeds to check the parcels and the various documents which accompany them. This check is made whenever possible in the presence of the officials from whom the mail is taken over.

COLIS — RÈGLEMENT.

2. S'il constate des erreurs ou des omissions sur la feuille de route, il opère immédiatement les rectifications nécessaires en ayant soin de biffer les indications erronées, de manière à laisser reconnaître les inscriptions primitives. Ces rectifications s'effectuent avec le concours de deux agents. A moins d'une erreur évidente, elles prévalent sur la déclaration originale.

Un bulletin de vérification conforme au modèle CP 13 ci-annexé est, en outre, dressé par le bureau destinataire et envoyé sans délai, en double expédition, au bureau d'échange expéditeur.

3. Les bureaux auxquels sont adressés les bulletins les renvoient le plus promptement possible après les avoir examinés et y avoir mentionné leurs observations, s'il y a lieu ; ils conservent toutefois les copies.

Les bulletins renvoyés sont annexés aux feuilles de route qu'ils concernent. Les corrections faites sur une feuille de route et non appuyées des pièces justificatives sont considérées comme nulles.

Toutefois, si ces bulletins ne sont pas renvoyés à l'administration d'origine dans le délai de deux mois à compter de la date de leur expédition, ils sont considérés, jusqu'à preuve du contraire, comme dûment acceptés par les bureaux auxquels ils ont été adressés.

Ce délai est porté à quatre mois dans les relations avec les pays éloignés.

4. La constatation, lors de la vérification, d'irrégularités quelconques ne peut en aucun cas motiver le retour d'un colis à l'origine, sauf application des articles 16 et 17 de l'arrangement.

5. Les bulletins de vérification et les duplicata sont transmis sous pli recommandé.

Article 145.

CONSTATATION DES IRRÉGULARITÉS ENGAGEANT LA RESPONSABILITÉ DES ADMINISTRATIONS.

1. La constatation d'un manquant, d'une altération ou d'une autre irrégularité de nature à engager la responsabilité des administrations donne lieu à l'application des dispositions de l'article 144.

2. Si le cas le comporte, le bureau d'échange expéditeur peut, en outre, être avisé par télégramme, aux frais de l'administration qui expédie le télégramme.

3. Lorsque le bureau d'échange destinataire n'a pas fait parvenir au bureau d'échange expéditeur, par le premier courrier après la vérification, un bulletin constatant des erreurs ou des irrégularités quelconques, il est considéré comme ayant reçu les colis, jusqu'à preuve du contraire.

4. Lorsqu'il s'agit d'un colis avec valeur déclarée, il est en outre dressé un procès-verbal qui est transmis sous pli recommandé à l'administration centrale du pays auquel appartient le bureau d'échange expéditeur. Sauf le cas de colis transmis à découvert par des services d'échange en contact immédiat, ce procès-verbal est accompagné, autant que possible, des ficelles, cachets ou plombs qui fermaient le récipient dans lequel les colis étaient contenus. Un double du procès-verbal est en même temps adressé à l'administration centrale à laquelle ressortit le bureau d'échange destinataire ou à tout autre organe de direction désigné par cette dernière.

5. Sans préjudice de l'application des dispositions des §§ 1 et 4, le bureau d'échange qui reçoit, d'un bureau correspondant avec lequel il n'est pas en contact immédiat, un colis insuffisamment emballé ou avarié doit y donner cours après l'avoir emballé de nouveau, s'il y a lieu, en conservant autant que possible l'emballage primitif.

Si l'avarie est telle que le contenu de l'envoi a pu être soustrait, le bureau doit procéder d'abord à l'ouverture d'office du colis et à la vérification de son contenu.

Dans les deux cas, le poids du colis doit être constaté avant et après le nouvel emballage et indiqué sur l'enveloppe même du colis. Cette indication est suivie de la mention « Remballé à » appuyée d'une empreinte du timbre à date et de la signature des agents ayant effectué le remballage.

PARCEL POST — DETAILED REGULATIONS.

2. If the office of exchange detects errors or omissions on the parcel bill, it immediately makes the necessary corrections, taking care to strike out the incorrect entries in such a way as to leave the original entries legible. These corrections are made by two officers. Except in the case of an obvious error, they are accepted in preference to the original statement.

A verification note in conformity with specimen C.P. 13 annexed is, in addition, prepared by the office of destination and sent without delay, in duplicate, to the despatching office of exchange.

3. Offices to which the verification notes are addressed return them as promptly as possible after having examined them and furnished their observations, if any; they nevertheless keep the copies.

The returned notes are attached to the parcel bills to which they relate. Corrections made on a parcel bill unsupported by documentary evidence are not considered valid.

However, if the verification notes are not sent back to the Administration of origin within a period of two months reckoning from the date of their despatch they are considered, until the contrary is proved, as duly accepted by the offices to which they were addressed.

This period is extended to four months in relations with distant countries.

4. The detection, at the time of the check, of irregularities of any kind does not in any case entail the return of a parcel to origin, except as provided by Articles 16 and 17 of the Agreement.

5. Verification notes and their duplicates are sent under registered cover.

Article 145.

NOTIFICATION OF IRREGULARITIES INVOLVING THE RESPONSIBILITY OF ADMINISTRATIONS.

1. The loss or damage of an article, or any other irregularity of such a kind as to involve the responsibility of the respective Administrations, involves the application of the provisions of Article 144.

2. If circumstances require, the despatching office of exchange may also be advised by telegram, at the expense of the Administration which sends the telegram.

3. When the office of exchange of destination has not forwarded to the despatching office of exchange by the first despatch after the checking of the mail, a note reporting errors or irregularities of any kind, the former office is regarded as having received the parcels until the contrary is proved.

4. When an insured parcel is concerned, a written report is in addition prepared and is forwarded registered to the central Administration of the country to which the office of exchange of origin belongs. Except in the case of parcels sent *à découvert* by services in direct contact this statement is accompanied, as far as possible, by the strings, wax or lead seals used for closing the receptacle which contained the parcels. A duplicate of the report is at the same time forwarded to the central Administration which controls the office of exchange of destination, or to any other superior authority appointed by that Administration.

5. Without prejudice to the observance of the provisions of §§ 1 and 4, an office of exchange which receives from a corresponding office, with which it is not in immediate contact, a parcel insufficiently packed or damaged must repack it, if necessary, and send it on, the original packing being as far as possible preserved.

If the damage is such that the contents of the parcel may have been abstracted, the office must first officially open it and check the contents.

In both cases the weight of the parcel must be ascertained before and after repacking, and stated on the actual cover of the parcel. This statement is followed by the words " Remballé à " (Repacked at), supported by the impression of a date-stamp and the signatures of the officers responsible for the repacking.

COLIS — RÈGLEMENT.

6. Lorsque le destinataire ou, en cas de renvoi, l'expéditeur formule des réserves en prenant livraison du colis, un procès-verbal de vérification contradictoire est dressé sur-le-champ par le bureau qui effectue la livraison.

Ce procès-verbal, établi en double expédition et contresigné autant que possible par l'intéressé, doit indiquer :

- a) L'état extérieur du colis ;
- b) Le poids brut ;
- c) L'inventaire exact du contenu.

L'une des expéditions du procès-verbal est remise à l'intéressé ; l'autre est annexée à la formule CP 5 correspondante.

Article 146.

RENOI DES RÉCIPIENTS VIDES.

Les récipients doivent être renvoyés vides à l'administration à laquelle ils appartiennent par le plus prochain courrier. Ce renvoi a lieu sans frais et, autant que possible, par la voie suivie à l'aller.

L'administration réexpéditrice doit faire mention sur les feuilles de route du nombre et, le cas échéant, des numéros d'ordre des récipients retournés et devient responsable de ceux dont elle ne peut prouver avoir effectué le renvoi.

CHAPITRE VIII

COMPTABILITÉ. RÈGLEMENT DES COMPTES.

Article 147.

DÉCOMPTE DES BONIFICATIONS.

1. Chaque administration fait établir mensuellement, par ses bureaux d'échange et pour tous les envois reçus d'une seule et même administration, un état, conforme au modèle CP 14 ci-annexé, des sommes totales inscrites sur les feuilles de route à son crédit et à son débit.

2. Les états CP 14 sont récapitulés dans un compte conforme au modèle CP 15 ci-annexé.

3. Le compte CP 15, accompagné des états CP 14, est envoyé à l'administration expéditrice pour examen, dans le courant du mois qui suit celui auquel il se rapporte et, en ce qui concerne les pays éloignés, aussitôt que la dernière feuille de route du mois envisagé est parvenue à l'administration destinataire.

Les totaux ne doivent jamais être rectifiés. Les erreurs qui pourraient être relevées doivent faire l'objet d'états de différences qui sont incorporés par l'administration à laquelle ils sont destinés, dans son prochain compte CP 15 mensuel.

4. Après vérification et acceptation, les comptes CP 15 sont renvoyés à l'administration intéressée au plus tard jusqu'à l'expiration du deuxième mois après la période à laquelle ils se rapportent. Ce délai est porté à quatre mois dans les relations avec les pays éloignés. Les comptes CP 15 sont résumés dans un compte général trimestriel établi par l'administration créancière. Ce compte peut toutefois être établi par semestre ou par année, après entente entre les administrations intéressées.

PARCEL POST — DETAILED REGULATIONS.

6. When the addressee or, in the case of a returned parcel, the sender makes reservations in taking delivery of the parcel a report certifying discrepancies is made out immediately by the office which effects delivery.

This report, made out in duplicate and countersigned so far as possible by the person concerned, must indicate :

- (a) The exterior condition of the parcel ;
- (b) The gross weight ;
- (c) An exact list of the contents.

One copy of the report is delivered to the person concerned ; the other is annexed to the relative form C.P. 5.

Article 146.

RETURN OF EMPTY RECEPTACLES.

Receptacles must be returned empty to the Administration to which they belong by the next mail. The return is effected without charge and, as far as possible, by the route followed on the outward journey.

The reforwarding Administration must indicate on the parcel bills the number and, if the case arises, the serial numbers of the returned receptacles, and becomes responsible for those of which it is unable to prove the return.

CHAPTER VIII.

ACCOUNTING. SETTLEMENT OF ACCOUNTS.

Article 147.

ACCOUNTING FOR CREDITS.

1. Each Administration causes each of its offices of exchange to prepare monthly, for all the mails received from one and the same Administration, a statement, in the form of specimen C.P. 14 annexed, of the total amounts entered on the parcel bills to its credit and to its debit.

2. The statements C.P. 14 are summarised in an account in the form of specimen C.P. 15 annexed.

3. The account C.P. 15, accompanied by the statements C.P. 14, is sent to the despatching Administration for examination in the course of the month following that to which it relates and, as regards distant countries, as soon as the last parcel bill for the month in question has reached the Administration of destination.

Totals must never be altered. Errors which may be discovered must form the subject of statements of differences which are included by the Administration to which they are sent in its next monthly account C.P. 15.

4. After check and acceptance, the accounts C.P. 15 are returned to the Administration concerned at the latest by the expiration of the second month after the period to which they relate. This period is extended to four months in relations with distant countries. The accounts C.P. 15 are summarised in a general quarterly account prepared by the creditor Administration. This account may, however, be prepared half-yearly or yearly by agreement between the Administrations concerned.

COLIS — RÈGLEMENT.

Article 148.

RÈGLEMENT DES COMPTES.

1. Le solde résultant de la balance des comptes généraux est payé par l'administration débitrice à l'administration créancière de la manière prévue à l'article 171 du règlement de la convention.

2. L'établissement, l'envoi et le paiement du solde d'un compte général doivent être effectués dans le plus bref délai possible et, au plus tard, dans le délai de trois mois après l'expiration de la période à laquelle le compte se rapporte. Ce délai est porté à six mois dans les relations avec les pays éloignés.

3. Toute administration qui, régulièrement, se trouve à découvert, vis-à-vis d'une autre administration, d'une somme supérieure à 30.000 francs-or par mois, a le droit de réclamer un acompte mensuel jusqu'à concurrence des trois quarts du montant de sa créance. Il doit être satisfait à cette demande dans un délai de huit jours.

4. En cas de non-paiement à l'expiration des délais prévus aux §§ 2 et 3, les prescriptions de l'article 171, § 5, 2^e alinéa, du règlement de la convention sont applicables.

Article 149.

DÉCOMPTE DES MANDATS DE REMBOURSEMENT.

1. Sauf entente contraire, le décompte relatif aux mandats de remboursement payés est établi sur formule conforme au modèle CP 16 ci-annexé et joint au compte mensuel des mandats de poste.

Sauf avis contraire, les comptes mensuels des mandats de remboursement dressés pour le service de la poste aux lettres (article 140 du règlement de la convention) peuvent servir également pour le décompte des mandats de remboursement des colis postaux.

2. Dans le compte particulier CP 16, qui est accompagné des mandats de remboursement payés et quittancés, les mandats sont inscrits dans l'ordre alphabétique des bureaux d'émission et suivant l'ordre numérique de leur inscription aux registres de ces bureaux. L'administration qui a établi le compte déduit de la somme totale de sa créance le montant des taxes et droits revenant à l'administration correspondante, conformément à l'article 50, 1^{er} alinéa, de l'arrangement.

3. Le solde du compte CP 16 est ajouté, autant que possible, à celui du compte mensuel des mandats de poste établi pour la même période. La vérification et la liquidation de ces comptes sont effectuées selon les règles fixées par l'arrangement et le règlement des mandats de poste.

Article 150.

BULLETINS D'AFFRANCHISSEMENT. DÉCOMPTE DES FRAIS DE DOUANE, ETC.

1. Le décompte relatif aux frais de douane, etc., déboursés par chaque administration pour le compte d'une autre, est effectué au moyen de comptes particuliers mensuels conformes au modèle CP 17 ci-annexé, qui sont établis par l'administration débitrice dans la monnaie du pays créancier. Les bulletins d'affranchissement sont inscrits par ordre alphabétique des bureaux qui ont fait l'avance des frais et suivant l'ordre numérique qui leur a été donné.

2. Le compte particulier, accompagné des bulletins d'affranchissement, est transmis à l'administration créancière au plus tard à la fin du mois qui suit celui auquel il se rapporte. Il n'est pas dressé de compte négatif.

PARCEL POST — DETAILED REGULATIONS.

Article 148.

SETTLEMENT OF ACCOUNTS.

1. The payment resulting from the balance of the general accounts is made by the debtor Administration to the creditor Administration in the manner prescribed by Article 171 of the Detailed Regulations of the Convention.
2. The preparation, transmission and payment of the balance of a general account must be effected as early as possible and, at the latest, within a period of three months from the end of the period to which the account relates. This period is extended to six months in relations with distant countries.
3. Any Administration which regularly has owing to it from another Administration a sum greater than 30,000 gold francs a month is entitled to demand a monthly payment on account up to three-quarters of the amount of the debt. The demand must be met within a period of eight days.
4. In the case of non-payment at the expiration of the periods provided for in §§ 2 and 3, the provisions of Article 171, § 5, 2nd paragraph, of the Detailed Regulations of the Convention apply.

Article 149.

ACCOUNTING FOR TRADE-CHARGE MONEY ORDERS.

1. In the absence of agreement to the contrary, the particulars relative to paid trade-charge money orders are set out on a form in accordance with specimen C.P. 16 annexed, and are attached to the monthly money order account.
In the absence of notice to the contrary, the monthly accounts of trade-charge money orders prepared for the letter post service (Article 140 of the Detailed Regulations of the Convention) may serve also for accounting for trade-charge money orders for parcels.
2. In the special account C.P. 16, which is accompanied by the paid and receipted trade-charge money orders, the orders are entered in alphabetical order of the offices of issue and in numerical order of their entry in the records of these offices. The Administration which has prepared the account deducts from the total sum of its credit the amount of the charges due to the corresponding Administration in accordance with Article 50, 1st paragraph, of the Agreement.
3. The balance of the account C.P. 16 is added, as far as possible, to that of the monthly money order account prepared for the same period. The check and settlement of these accounts are effected in accordance with the rules fixed by the Money Order Agreement and the relative Detailed Regulations.

Article 150.

FRANKING NOTES. ACCOUNTING FOR CUSTOMS CHARGES, ETC.

1. The accounting relative to the Customs charges, etc., disbursed by each Administration on behalf of another, is effected by means of special monthly accounts in the form of specimen C.P. 17 annexed, which are prepared by the debtor Administration in the currency of the creditor country. The Franking Notes are entered in alphabetical order of the offices which have advanced the charges, and in the numerical order which has been given to them.
2. The special account accompanied by the Franking Notes is forwarded to the creditor Administration not later than the end of the month following that to which it relates. A " Nil " account is not prepared.

COLIS — RÈGLEMENT.

3. La vérification des comptes a lieu dans les conditions fixées par le règlement des mandats de poste.

4. Les décomptes donnent lieu à une liquidation spéciale. Chaque administration peut, toutefois, demander que ces comptes soient annexés aux comptes des mandats de poste ou aux comptes CP 15 ou CP 16 des colis postaux.

DISPOSITIONS DIVERSES.

Article 151.

FORMULES A L'USAGE DU PUBLIC.

En vue de l'application des dispositions de l'article 31, § 2, de la convention, sont considérées comme formules à l'usage du public les formules :

- CP 2 (Bulletin d'expédition),
- CP 3 (Déclaration en douane),
- CP 4 (Bulletin d'affranchissement),
- CP 5 (Réclamation),
- CP 6 (Mandat de remboursement),
- CP 9 (Avis de non-remise).

Article 152.

DÉLAI DE GARDE DES DOCUMENTS.

Les documents du service des colis, y compris les bulletins d'expédition, doivent être conservés pendant une période minimum de deux ans.

Article 153.

COMMUNICATIONS A ADRESSER AU BUREAU INTERNATIONAL.

1. Les administrations doivent, trois mois au moins avant de mettre l'arrangement à exécution, communiquer aux autres administrations, par l'intermédiaire du Bureau international :

a) Les dispositions qu'elles ont prises en ce qui concerne :

- 1^o La limite de poids ;
- 2^o La déclaration de valeur ;
- 3^o Les colis encombrants ;
- 4^o Les remboursements ;
- 5^o Les colis exprès et les colis urgents ;
- 6^o Les colis francs de droits ;
- 7^o Le nombre de colis qui peuvent être accompagnés d'un seul bulletin d'expédition et compris dans une seule déclaration en douane ;
- 8^o Les dimensions et le volume des colis postaux transportés par la voie maritime ;
- 9^o Le nombre de déclarations en douane exigé pour les colis à destination de leur pays et pour les colis en transit, ainsi que les langues dans lesquelles ces déclarations peuvent être rédigées ;

b) La liste des animaux vivants dont le transport par la poste est autorisé par les règlements postaux de leur pays ;

c) L'avis qu'elles admettent les colis pour toutes les localités, ou, dans le cas contraire, la liste des localités qu'elles desservent ;

PARCEL POST — DETAILED REGULATIONS.

3. These accounts are checked under the conditions fixed by the Detailed Regulations of the Money Order Agreement.

4. These accounts are settled specially. Each Administration may, however, request that these accounts be attached to the Money Order accounts or to the Parcel Post accounts C.P. 15 or C.P. 16.

MISCELLANEOUS PROVISIONS.

Article 151.

FORMS FOR THE USE OF THE PUBLIC.

In regard to the application of the provisions of Article 31, § 2, of the Convention, the following are regarded as forms for the use of the public :

- C.P. 2 (Despatch note).
- C.P. 3 (Customs declaration).
- C.P. 4 (Franking note).
- C.P. 5 (Form of enquiry).
- C.P. 6 (Trade-charge money order).
- C.P. 9 (Notice of non-delivery).

Article 152.

PERIOD OF RETENTION OF DOCUMENTS.

Parcel post documents, including despatch notes, must be kept for a minimum period of two years.

Article 153.

COMMUNICATIONS TO BE ADDRESSED TO THE INTERNATIONAL BUREAU.

I. Three months at least before the Agreement is put into force, the Administrations must notify to other Administrations through the medium of the International Bureau :

(a) The decisions which they have taken as regards :

- (i) The limit of weight ;
- (ii) Insured value ;
- (iii) Cumbersome parcels ;
- (iv) Trade-charges ;
- (v) Express and urgent parcels ;
- (vi) Free of charge parcels ;
- (vii) The number of parcels which may be accompanied by a single despatch note and covered by a single Customs declaration ;
- (viii) The dimensions and volume of parcels conveyed by sea ;
- (ix) The number of Customs declarations required for parcels addressed to their own country and for parcels in transit, as well as the languages in which these declarations may be made out ;

(b) A list of living animals of which the conveyance by post is allowed by their internal regulations ;

(c) A notice that they admit parcels for all places or, if such is not the case, a list of the places to which the service extends ;

COLIS — RÈGLEMENT.

- d) Toutes les taxes et tous les droits élémentaires applicables dans leur service ;
 e) Tous les renseignements utiles concernant les prescriptions douanières ou autres, ainsi que les interdictions ou restrictions réglant l'importation et le transit des colis dans leur service ;
 f) Un extrait, en langues allemande, anglaise, espagnole ou française, des dispositions de leurs lois ou règlements applicables au transport des colis.
2. Toute modification ultérieure doit être notifiée sans retard.

DISPOSITIONS FINALES

Article 154.

MISE A EXÉCUTION ET DURÉE DU RÈGLEMENT.

Le présent règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'arrangement concernant les colis postaux.

Il aura la même durée que cet arrangement, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les Parties intéressées.

Fait au Caire, le 20 mars 1934.

Pour l'Afghanistan :

Pour l'Albanie :

Pan. NASSE.

Pour l'Allemagne :

K. ORTH.

K. ZIEGLER.

Dr W. SEEBASS.

Pour le Royaume de l'Arabie Saoudite :

Fawzan EL-SABEK.

Pour la République Argentine :

R. R. TULA.

Pour l'Autriche :

Dr Rudolf KUHN.

Pour la Belgique :

O. SCHOCKAERT.

E. MONS.

Pour la Colonie du Congo belge :

G. TONDEUR.

Pour la Bolivie :

Ernesto CÁCERES.

Pour Edmundo de la Fuente,

Ernesto CÁCERES.

Pour le Brésil :

C. M. DE FIGUEIREDO.

J. SANCHEZ PEREZ.

Pour la Bulgarie :

IV. KATZAROFF.

Pour le Chili :

R. SUAREZ BARROS.

Pour la Chine :

HOO Chi-Tsai.

CHANG Hsin-Hai.

HUANG Nai-Shu.

PARCEL POST — DETAILED REGULATIONS.

- (d) All the constituent rates and charges applicable in their services ;
 (e) All useful information concerning Customs or other requirements as well as the prohibitions or restrictions upon the importation and the transit of parcels in their service ;
 (f) An extract in German, English, Spanish or French of the provisions of their laws or regulations applicable to the conveyance of parcels.
2. Any subsequent alteration must be notified without delay.

FINAL PROVISIONS.

Article 154.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE DETAILED REGULATIONS.

The present Regulations shall come into force on the day on which the Parcel Post Agreement comes into force.

They shall have the same duration as the Agreement, unless they are renewed by common consent between the Parties concerned.

Done at Cairo, the 20th day of March, 1934.

For Afghanistan :

For Albania :

Pan. NASSE.

For Germany :

K. ORTH.

K. ZIEGLER.

Dr. W. SEEBASS.

For the Kingdom of Saudi Arabia :

Fawzan EL-SABEK.

For the Argentine Republic :

R. R. TULA.

For Austria :

Dr. Rudolf KUHN.

For Belgium :

O. SCHOCKAERT.

E. MONS.

For the Colony of the Belgian Congo :

G. TONDEUR.

For Bolivia :

Ernesto CÁCERES.

For Edmundo de la Fuente :

Ernesto CÁCERES.

For Brazil :

C. M. DE FIGUEIREDO.

J. SANCHEZ PEREZ.

For Bulgaria :

IV. KATZAROFF.

For Chile :

R. SUAREZ BARROS.

For China :

HOO Chi-Tsai.

CHANG Hsin-Hai.

HUANG Nai-Shu.

COLIS — RÈGLEMENT.

Pour la République de Colombie :

E. ZALDÚA P.

Pour la République de Costa-Rica :

Ad referendum,

P. MARTINEZ T.

Pour la République de Cuba :

Alfredo ASSIR.

Pour le Danemark :

C. MONDRUP.

Arne KROG.

Pour la Ville libre de Dantzig :

Pour la République Dominicaine :

Luis Alejandro AGUILAR.

Pour l'Égypte :

M. CHARARA.

E. MAGGIAR.

S. E. GHALWASH.

Pour l'Équateur :

E. L. ANDRADE.

Pour l'Espagne :

Alonso CARO.

A. RAMOS.

Pour l'ensemble des Colonies espagnoles :

Demetrio PEREDA.

Pour l'Estonie :

G. E. F. ALBRECHT.

Pour l'Éthiopie :

ALAMOU Tch.

Pour la Finlande :

G. E. F. ALBRECHT.

Pour la France :

M. LEBON.

L. GENTHON.

P. GRANDSIMON.

A. CABANNE.

DUSSERE.

Pour l'Algérie :

E. HUGUENIN.

Pour les Colonies et Protectorats français de l'Indochine :

NICOLAS.

Pour l'ensemble des autres Colonies françaises :

J. CASSAGNAC.

Pour la Grèce :

V. DENDRAMIS.

J. LACHNIDAKIS.

Pour le Guatemala :

Victor DURÁN M.

Pour la République d'Haïti :

Pour la République du Honduras :

D^r TUCCIMEI.

Pour la Hongrie :

Gabriel Baron SZALAY.

Charles DE FORSTER.

Pour l'Inde britannique :

P. N. MUKERJI.

S. C. GUPTA.

Mohd. AL HASAN.

Pour l'Irak :

Douglas W. GUMBLEY.

Jos. SHAUL.

PARCEL POST — DETAILED REGULATIONS

For the Republic of Colombia :

E. ZALDÚA P.

*For the Republic of Costa Rica :**Ad referendum :*

P. MARTINEZ T.

For the Republic of Cuba :

Alfredo ASSIR.

For Denmark :

C. MONDRUP.

Arne KROG.

*For the Free City of Danzig :**For the Dominican Republic :*

Luis Alejandro AGUILAR.

For Egypt :

M. CHARARA.

E. MAGGIAR.

S. A. GHALWASH.

For Ecuador :

E. L. ANDRADE.

For Spain :

Alonso CARO.

A. RAMOS.

For the whole of the Spanish Colonies :

Demetrio PEREDA.

For Estonia :

G. E. F. ALBRECHT.

For Ethiopia :

ALAMOU Tch.

For Finland :

G. E. F. ALBRECHT.

For France :

M. LEBON.

L. GENTHON.

P. GRANDSIMON.

A. CABANNE.

DUSSERRE.

For Algeria :

E. HUGUENIN.

For the French Colonies and Protectorates of Indo-China :

NICOLAS.

For the whole of the Other French Colonies :

J. CASSAGNAC.

For Greece. :

V. DENDRAMIS.

J. LACHNIDAKIS.

For Guatemala :

Victor DURÁN M.

*For the Republic of Haiti :**For the Republic of Honduras :*

Dr. TUCCIMEI.

For Hungary :

Gabriel Baron SZALAY.

Charles DE FORSTER.

For British India :

P. N. MUKERJI.

S. C. GUPTA.

Mohd. AL HASAN.

For Iraq :

Douglas W. GUMBLEY.

Jos. SHAUL.

COLIS — RÉGLEMENT.

Pour l'Islande :

C. MONDRUP.
Arne KROG.

Pour l'Italie :

Pietro TOSTI.
GALDI Michele.

Pour l'ensemble des Colonies italiennes :

CRETY Donato.

Pour le Japon :

Masao SEKI.
T. HARIMA.
J. KAGEYAMA.

Pour le Chosen :

Masao SEKI.
Ryuzo KAWAZURA.

Pour l'ensemble des autres Dépendances japonaises :

T. HARIMA.
H. FUJIKAWA.

Pour la Lettonie :

D^r Reinhold FURRER.
Ls ROULET.

Pour les Etats du Levant sous mandat français (Syrie et Liban) :

CIANFARELLI.
L. PERNOT.

*Pour la République de Libéria :**Pour la Lithuanie :**Pour le Luxembourg :**Pour le Maroc (à l'exclusion de la Zone espagnole) :*

H. DUTEIL.

Pour le Maroc (Zone espagnole) :

A. RAMOS.

Pour le Nicaragua :

Victor DURÁN M.

Pour la Norvège :

Klaus HELSING.
Oskar HOMME.

Pour la République de Panama :

E. ZALDÚA P.

Pour le Paraguay :

R. R. TULA.

Pour les Pays-Bas :

DUYNSTEE.
V. GOOR.

Pour Curaçao et Surinam :

HOOGWOONING.

Pour les Indes néerlandaises :

PERK.
BRIL.
HOOGWOONING.

Pour le Pérou :

Ernesto CÁCERES.

Pour Edmundo de la Fuente,

Ernesto CÁCERES.

Pour la Perse :

S. A. RAD.
R. ARDJOMENDE.

Pour la Pologne :

R. STARZYŃSKI.

PARCEL POST — DETAILED REGULATIONS.

For Iceland :

C. MONDRUP.
Arne KROG.

For Italy :

Pietro TOSTI.
GALDI Michele.

For the whole of the Italian Colonies :

CRETY Donato.

For Japan :

Masao SEKI.
T. HARIMA.
J. KAGEYAMA.

For Chosen :

Masao SEKI.
Ryuzo KAWAZURA.

For the whole of the Other Japanese Dependencies :

T. HARIMA.
H. FUJIKAWA.

For Latvia :

Dr. Reinhold FURRER.
Ls ROULET.

For the Levant States under French Mandate (Syria and Lebanon) :

CIANFARELLI.
L. PERNOT.

*For the Republic of Liberia :**For Lithuania :**For Luxemburg :**For Morocco (except the Spanish Zone) :*

H. DUTEIL.

For Morocco (Spanish Zone) :

A. RAMOS.

For Nicaragua :

Victor DURÁN M.

For Norway :

Klaus HELSING.
Oskar HOMME.

For the Republic of Panama :

E. ZALDÚA P.

For Paraguay :

R. R. TULA.

For the Netherlands :

DUYNSTEE.
v. GOOR.

For Curaçao and Surinam :

HOOGWOONING.

For the Netherlands Indies :

PERK.
BRIL.
HOOGWOONING.

For Peru :

Ernesto CÁCERES.

For Edmundo de la Fuente :

Ernesto CÁCERES.

For Persia :

S. A. RAD.
R. ARDJOMENDE.

For Poland :

R. STARZYNSKI.

COLIS — RÈGLEMENT.

Pour le Portugal :

A. DE Q. R. VAZ PINTO.
A. C. BIANCHI.

Pour les Colonies portugaises de l'Afrique occidentale :

Ernesto Julio NAVARRO.

Pour les Colonies portugaises de l'Afrique orientale, de l'Asie et de l'Océanie :

Mario CORRÊA BARATA DA CRUZ.

Pour la Roumanie :

Ilariu MANEANU.
C. STEFANESCU.

Pour la République de Saint-Marin :

CRETY DONATO.

*Pour la République de El Salvador :**Pour le Territoire de la Sarre :**Pour le Siam :**Pour la Suède :*

Anders ÖRNE.
Gunnar LAGER.
Arvid BILDT.

Pour la Confédération suisse :

D^r Reinhold FURRER.
Ls ROULET.

Pour la Tchécoslovaquie :

Václav KUČERA.
Josef RADA.

Pour la Tunisie :

H. DUTEIL.

Pour la Turquie :

Yusuf ARIFI.
M. SAKIN.
M. TEVFIK.

Pour la République O. de l'Uruguay :

Arturo C. MASANÉS.

Pour l'Etat de la Cité du Vatican :

M^{sr} Giuseppe MAZZOLI.

Pour les Etats-Unis du Venezuela :

Luis Alejandro AGUILAR.

*Pour l'Yémen :**Pour le Royaume de Yougoslavie :*

Kosta ZLATANOVITCH.

PARCEL POST — DETAILED REGULATIONS.

For Portugal :

A. DE Q. R. VAZ PINTO.
A. C. BIANCHI.

For the Portuguese Colonies in West Africa :

Ernesto Julio NAVARRO.

*For the Portuguese Colonies in East Africa,
Asia and Oceania :*

Mário CORRÊA BARATA DA CRUZ.

For Roumania :

Ilariu MANEANU.
C. STEFANESCU.

For the Republic of San Marino :

CRETY Donato.

*For the Republic of El Salvador :**For the Territory of the Saar :**For Siam :**For Sweden :*

Anders ÖRNE.
Gunnar LAGER.
Arvid BILDT.

For the Swiss Confederation :

Dr. Reinhold FURRER.
Ls ROULET.

For Czechoslovakia :

Václav KUČERA.
Josef RADA.

For Tunis :

H. DUTEIL.

For Turkey :

Yusuf ARIFI.
M. SAKIN.
M. TEVFIK.

For the Eastern Republic of Uruguay :

Arturo C. MASANÉS.

For the State of the City of the Vatican :

Mgr. Giuseppe MAZZOLI.

For the United States of Venezuela :

Luis Alejandro AGUILAR.

*For Yemen :**For the Kingdom of Yugoslavia :*

Kosta ZLATANOVITCH.

ANNEXES

Formules CP 1 à CP 17.

ANNEXES

Forms CP 1 to CP 17.

COLIS — FORMULES.

CP 1

(Règl., art. 103)

ADMINISTRATION DES POSTES

d

ÉCHANGE DE COLIS POSTAUX
ENTRE PAYS NON LIMITOPHES

Tableau indiquant les conditions auxquelles l'Administration des postes d..... accepte à découvert les colis postaux à destination des pays pour lesquels elle est à même de servir d'intermédiaire.

N° d'ordre	Pays de destination	Voies de transmission	Désignation des pays intermédiaires et des services maritimes à employer	Limite de la déclaration de valeur	Coupures de poids kg	Taxes à bonifier à l'Administration d.....		Décomposition des sommes figurant dans la colonne 7					Nombre de déclarations en douane	Observations	
						Taxe au poids	Droit d'assurance par 300 fr.	Quotes-parts							
								1 kg.	5 kg.	10 kg.	15 kg.	20 kg.			
1	2	3	4	5	6	7	8	a	b	c	d	e	9	10	11
						Fr.	c.	Cent.							

(Dimensions : 210 × 297 mm.)

PARCEL POST — FORMS.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

C P 1
(D.R., Art. 103)

POSTAL ADMINISTRATION
of

EXCHANGE OF POSTAL PARCELS
BETWEEN NON-CONTIGUOUS COUNTRIES

Table showing the terms on which the Postal Administration of.....
accepts *à découvert* postal parcels to countries for which it serves as an intermediate office.

Serial No.	Country of destination	Routes of transmission	Intermediate countries and maritime service utilised	Maximum amount of insurance	Units in scale of weights kg.	Charge to be allowed to the office of		Analysis of figures given in column 7					Number of Customs declarations	Observations			
						Charge by weight	Insurance fee per 300 francs	Proportion at :									
								1 kg.	5 kg.	10 kg.	15 kg.	20 kg.					
1	2	3	4	5	6	7	8	9					10	11			
						Fr.	c.	Cent.									


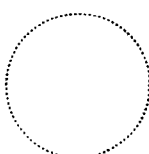

(Dimensions : 210 × 297 mm.)

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

COLIS — FORMULES.

C P 2 (Recto)
(Règl., art. 108, § 1)

C O U P O N		N u m é r o s d ' o r d r e		A p p l i c a t i o n des timbres- poste ou indication de la taxe perçue	
Peut être détaché par le destinataire		Pays d'origine		.....
Timbre du bureau d'origine		Valeur déclarée  (Les unités en toutes lettres)		Fr.-or (en chiffres arabes)	
		BULLETIN D'EXPÉDITION			
		Nombre de déclarations en douane	colis	Nature de l'emballage	
			certificats ou factures	.....
Nom et domicile de l'expéditeur :		Montant du remboursement			(Les unités en chiffres arabes)
		A.....			
Timbre de la douane		<i>(Lieu de destination)</i>		<i>(Pays de destination)</i>	
Poids		<i>(Rue et numéro)</i>		.....
Droits de douane ¹⁾		Acheminement :			
Bureau d'échange		Voie.....			
.....				

¹⁾ Cadre à remplir par le bureau d'entrée ou par le service de la douane du pays de destination.

(Dimensions : 148 × 210 ou 162 × 229 mm., couleur blanche.)

PARCEL POST — FORMS.

C P 2 (Front)
D.R., Art. 108, § 1)

<p style="text-align: center;">COUNTERFOIL</p> <p>May be detached by the addressee</p> <p style="text-align: center;">Stamp of office of origin</p> <div style="text-align: center; border: 1px dashed black; border-radius: 50%; width: 100px; height: 100px; margin: 0 auto;"></div> <p>Name and address of sender :</p>	<table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 15%; border-right: 1px solid black; padding: 5px;"> Registration No. </td> <td style="padding: 5px;"> Stamps or other indication of postage paid </td> </tr> <tr> <td style="border-right: 1px solid black; padding: 5px;"> Country of origin Value declared (Figures in words) </td> <td style="padding: 5px;"> Gold frs. (In Arabic figures) </td> </tr> <tr> <td colspan="2" style="text-align: center; padding: 5px;"> DESPATCH NOTE </td> </tr> <tr> <td style="border-right: 1px solid black; padding: 5px;"> Number of Parcels Customs declarations Certificates or invoices </td> <td style="padding: 5px;"> Nature of packing </td> </tr> <tr> <td style="border-right: 1px solid black; padding: 5px;"> Amount of trade charge (Figures in words) </td> <td style="padding: 5px;"> (In Arabic figures) </td> </tr> <tr> <td style="border-right: 1px solid black; padding: 5px;"> To </td> <td style="padding: 5px;"> </td> </tr> <tr> <td style="border-right: 1px solid black; padding: 5px;"> (Place of destination) (Street and number) </td> <td style="padding: 5px;"> (Country of destination) </td> </tr> <tr> <td style="border-right: 1px solid black; padding: 5px;"> Weight </td> <td style="padding: 5px;"> Route to be followed : </td> </tr> <tr> <td style="border-right: 1px solid black; padding: 5px;"> Customs duty¹ </td> <td style="padding: 5px;"> Via Office of exchange </td> </tr> </table>	Registration No.	Stamps or other indication of postage paid	Country of origin Value declared (Figures in words)	Gold frs. (In Arabic figures)	DESPATCH NOTE		Number of Parcels Customs declarations Certificates or invoices	Nature of packing	Amount of trade charge (Figures in words)	(In Arabic figures)	To	(Place of destination) (Street and number)	(Country of destination)	Weight	Route to be followed :	Customs duty ¹	Via Office of exchange
Registration No.	Stamps or other indication of postage paid																		
Country of origin Value declared (Figures in words)	Gold frs. (In Arabic figures)																		
DESPATCH NOTE																			
Number of Parcels Customs declarations Certificates or invoices	Nature of packing																		
Amount of trade charge (Figures in words)	(In Arabic figures)																		
To																		
(Place of destination) (Street and number)	(Country of destination)																		
Weight	Route to be followed :																		
Customs duty ¹	Via Office of exchange																		

¹ To be filled in by importation office or by the Customs Service of the country of destination.

(Dimensions : 148 X 210 or 162 X 229 mm., in white.)

C P 2 (Verso)

INSTRUCTIONS A DONNER PAR L'EXPÉDITEUR

L'expéditeur est tenu d'indiquer, dans le cadre ci-dessous et sur le colis, la manière dont il doit être disposé de son envoi en cas de non-livraison. Les instructions ci-dessous sont seules admises. Elles peuvent être données soit par écrit, soit en soulignant ou en complétant le contexte imprimé.

LES COLIS POUR LESQUELS L'EXPÉDITEUR N'A PAS DONNÉ D'INSTRUCTIONS SONT RENVOYÉS SANS AVIS.

Si la livraison du colis décrit au recto du présent bulletin ne peut avoir lieu, je demande :

- a) Que le colis soit renvoyé immédiatement ou à l'expiration d'un délai de jours après l'arrivée du colis à destination ;
- b) Que le colis soit réexpédié au même destinataire dans une autre localité ;
- c) Que le colis soit remis ou réexpédié à 1).....
- d) Que le colis soit signalé comme tombé en rebut ;
- e) Que l'avis de non-remise soit adressé à 2)
- f) Que le colis soit vendu à mes risques et périls ou traité comme abandonné.
(Signature de l'expéditeur)
.....

1) Indiquer le nom du nouveau destinataire et mentionner éventuellement si le colis doit être livré sans perception du montant du remboursement ou contre paiement d'une somme inférieure au montant primitif.

2) Indiquer éventuellement le nom et l'adresse d'une tierce personne dans le pays de destination.

L'expéditeur qui désire que le colis ne soit pas réexpédié doit l'indiquer par une annotation au recto du bulletin d'expédition et sur le colis.

RÉCÉPISSÉ DU DESTINATAIRE

Le soussigné déclare avoir reçu le colis désigné au recto du présent bulletin.
les colis désignés

A le 19.....
(Signature)
.....

PARCEL POST — FORMS.

C P 2 (Back)

INSTRUCTIONS GIVEN BY THE SENDER

The sender must state in the form below and on the parcel itself how he wishes the parcel to be disposed of if it proves to be undeliverable. The following instructions only are admitted : they may be given in writing, by underlining or by completing the printed text.

IF THE SENDER GIVES NO INSTRUCTIONS, THE PARCEL IS RETURNED WITHOUT NOTICE.

If the parcel described overleaf cannot be delivered as addressed, I desire :

- (a) That the parcel be returned immediately, or after the expiry of a period of days after the arrival of the parcel at its destination ;
- (b) That the parcel be redirected to the same addressee in another locality ;
- (c) That the parcel be delivered to ¹
- (d) That the parcel be reported as undeliverable ;
- (e) That a notice of non-delivery be addressed to ²
- (f) That the parcel be sold at my entire risk or treated as abandoned.

(Signature of sender)

¹ Give the name of the new addressee, stating if necessary whether the parcel is to be delivered without collection of the amount of the trade charge or against payment of a sum less than that originally stated.

² Give the name and address of a third party in the country of destination.

If the sender does not wish the parcel to be redirected, he must give instructions to that effect on the front of the despatch note and on the parcel itself.

RECEIPT OF ADDRESSEE

The undersigned declares that he has received the parcel(s) described overleaf.

To, the 19.....

(Signature)

COLIS — FORMULES.

C P 3

(Règl., art. 108, § 1)

LIEU D'EXPÉDITION

LIEU DE DESTINATION

Administration des postes d.....

ou

Administration des chemins de fer d.....

DÉCLARATION EN DOUANE

M.....

(Nom et adresse du destinataire)

ENVOIS		DÉSIGNATION DU CONTENU	VALEUR avec indication précise de l'unité monétaire employée	POIDS		OBSERVATIONS	
Nombre	Espèce			Brut	Net		
1	2	3	Grammes	Grammes	5	6	7
Pays d'origine ou de fabrication de la marchandise :							

....., le..... 19.....

L'expéditeur :

(Dimensions : 125 × 176 ou 148 × 210 mm.)

N° 4050

PARCEL POST — FORMS.

CP 3

(D.R., Art. 108, § 1)

PLACE OF DESPATCH

PLACE OF DESTINATION

Postal Administration of.....

or

Railway Administration of.....

CUSTOMS DECLARATION

M.....

(Name and address of addressee)

PARCELS		DESCRIPTION OF CONTENTS	VALUE Giving exact indication of the currency unit employed	WEIGHT		OBSERVATIONS
Number	Kind			Gross — Grammes	Net — Grammes	
1	2	3	4	5	6	7
Country of origin or country where the merchandise was manufactured :						

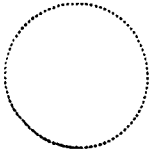
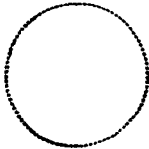
....., the 19.....

Sender :

(Dimensions 125 × 176 or 148 × 210 mm.)

COLIS — FORMULES.

CP 4 (Recto)
(Règl., art. 109, § 2)

<p style="text-align: center;">COUPON</p> <p style="text-align: center;">Timbre du bureau d'origine</p> <div style="text-align: center; margin: 20px 0;">  </div> <p>L'expéditeur d.....*) N° avec valeur déclarée de déposé... à</p> <p>..... pour M..... à</p> <p>a payé les droits indiqués au verso.</p>	<p style="text-align: right;">Timbre du bureau d'origine</p> <p>PAYS D'ORIGINE</p> <div style="text-align: right; margin: 20px 0;">  </div> <p style="text-align: center;">BULLETIN D'AFFRANCHISSEMENT</p> <p>L.....*) N°..... de avec valeur déclarée de Fr....., expédié..... par..... à</p> <p>à l'adresse de..... à</p> <p style="text-align: center;">(Lieu de destination) (Rue et numéro)</p> <p>doit être remis franc..... de tous droits.</p> <p style="text-align: right;">..... (Signature de l'expéditeur)</p> <hr/> <p>A renvoyer au bureau d..... <i>(Indiquer le nom du bureau chargé du recouvrement des frais ou, le cas échéant, celui du bureau auquel la formule doit être renvoyée.)</i> *) Indiquer la nature de l'objet.</p>
--	---

(Dimensions : 105 × 148 mm., couleur jaune.)

PARCEL POST — FORMS.

C P 4 (Front)
(D.R., Art. 109, § 2)

<p style="text-align: center;">COUNTERFOIL</p> <p>Stamp of office of origin :</p> <div style="text-align: center; border: 1px dashed black; border-radius: 50%; width: 100px; height: 100px; margin: 20px auto;"></div> <p>The sender of *</p> <p>No.</p> <p>declared value</p> <p>posted at</p> <p>.....</p> <p>to M.....</p> <p>at</p> <p>has paid the duty indicated over-leaf.</p>	<p style="text-align: right;">Stamp of office of origin</p> <div style="text-align: right; border: 1px dashed black; border-radius: 50%; width: 100px; height: 100px; margin: 20px auto;"></div> <p>COUNTRY OF ORIGIN</p> <p style="text-align: center;">FRANKING NOTE</p> <p>The * No. from declared value</p> <p>Fr., despatched by</p> <p>to at</p> <p>.....</p> <p>address</p> <p style="text-align: center;">(Place of destination) (Street and number)</p> <p>must be forwarded free of all charges.</p> <p style="text-align: right;">.....</p> <p style="text-align: right;">(Signature of sender)</p> <hr/> <p>To be returned to the office of.....</p> <p style="text-align: center;"><i>(State name of office responsible for the recovery of charges or, where necessary, name of office to which the parcel must be returned.)</i></p> <p style="text-align: center;">* State nature of article.</p>
--	--

(Dimensions : 105 × 148 mm., in yellow.)

COLIS — FORMULES.

C P 4 (Verso)


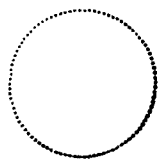
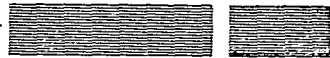
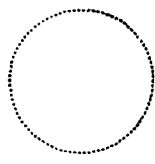
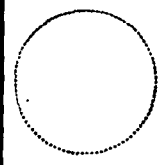
(Doit être imprimé en sens inverse du recto.)

<p>DÉTAIL DES DROITS DUS (Dans la monnaie du pays destinataire)</p> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 80%; border-bottom: 1px dotted black;">Droit de commission</td> <td style="width: 10%; border-bottom: 1px dotted black;"></td> <td style="width: 10%; border-bottom: 1px dotted black;"></td> </tr> <tr> <td style="border-bottom: 1px dotted black;">Droits de douane . . .</td> <td style="border-bottom: 1px dotted black;"></td> <td style="border-bottom: 1px dotted black;"></td> </tr> <tr> <td style="border-bottom: 1px dotted black;">Droit de dédouane- ment.</td> <td style="border-bottom: 1px dotted black;"></td> <td style="border-bottom: 1px dotted black;"></td> </tr> <tr> <td style="border-bottom: 1px dotted black;">Autres frais</td> <td style="border-bottom: 1px dotted black;"></td> <td style="border-bottom: 1px dotted black;"></td> </tr> <tr> <td style="border-bottom: 1px dotted black;">Total</td> <td style="border-bottom: 1px dotted black;"></td> <td style="border-bottom: 1px dotted black;"></td> </tr> </table>	Droit de commission			Droits de douane . . .			Droit de dédouane- ment.			Autres frais			Total			<p>TOTAL DES FRAIS DÉBOURSÉS (Voir le détail sur le coupon)</p> <p style="text-align: center;">En chiffres arabes</p> <div style="text-align: center; border: 1px solid black; width: 150px; height: 20px; margin: 0 auto;"></div> <p style="text-align: center;">(Dans la monnaie du pays de destination de l'envoi)</p>	<p>Timbre du bureau qui a fait l'avance des frais</p> <div style="text-align: center; border: 1px dotted black; width: 100px; height: 80px; margin: 0 auto;"></div>
Droit de commission																	
Droits de douane . . .																	
Droit de dédouane- ment.																	
Autres frais																	
Total																	
<p style="text-align: center;">En chiffres arabes</p> <p style="text-align: center;">soit </p> <p style="text-align: center;">(A convertir par l'Administration d'origine de l'envoi)</p>																	
<p>soit *).....</p>	<p>Date de l'avance</p>	<p>N° du registre</p>	<p>Bureau qui a fait l'avance</p>	<p>Signature de l'agent</p>													
<p style="text-align: center;">Timbre du bureau recouvrant</p> <div style="text-align: center; border: 1px dotted black; width: 100px; height: 80px; margin: 0 auto;"></div> <p style="font-size: small;">*) Dans la monnaie du pays d'origine de l'envoi.</p>	<p style="text-align: center;">Registre d'arrivée</p> <p style="text-align: center;">N°</p>		<p>Converti par (Signature de l'agent)</p>	<p style="text-align: center;">Timbre du bureau recouvrant</p> <div style="text-align: center; border: 1px dotted black; width: 100px; height: 80px; margin: 0 auto;"></div>													

PARCEL POST — FORMS.

C P 4 (Back)

(To be printed in the reverse direction to the front.)

<p>PARTICULARS OF DUTIES PAYABLE (In the currency of the country of destination)</p> <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 80%;">Commission</td> <td style="width: 10%;"></td> <td style="width: 10%;"></td> </tr> <tr> <td>Customs duty</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Clearance dues</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Other charges</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Total</td> <td></td> <td></td> </tr> </table>	Commission			Customs duty			Clearance dues			Other charges			Total			<p>TOTAL CHARGES DISBURSED (See details on counterfoil)</p> <p style="text-align: center;">In arabic figures</p> <div style="text-align: center;">  </div> <p style="text-align: center;">(In the currency of the country of destination)</p>	<p>Stamp of office which has paid charges in advance</p> <div style="text-align: center;">  </div>
Commission																	
Customs duty																	
Clearance dues																	
Other charges																	
Total																	
<p style="text-align: center;">In Arabic figures</p> <p style="text-align: center;">OR</p> <div style="text-align: center;">  </div> <p style="text-align: center;">(To be converted by the Administration of origin of the parcel)</p>																	
<p>or *</p> <p style="text-align: center;">Stamp of recovering office</p> <div style="text-align: center;">  </div> <p>* Amount in the currency of the country of origin.</p>	<p>Date of advance</p>	<p>Registration No.</p>	<p>Office paying charges in advance</p>	<p>Signature of official</p>													
<p>Register of arrival No.</p>		<p>Converted by (Name of official)</p>	<p>Stamp of recovering office</p> <div style="text-align: center;">  </div>														

COLIS — FORMULES.

C P 5

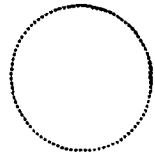
(Règl., art. 111, § 1, et 140, § 1)

ADMINISTRATION DES POSTES

d.....

Timbre du bureau d'origine

BUREAU d.....



RÉCLAMATION D'UN COLIS POSTAL
OU D'UN MANDAT DE REMBOURSEMENT
NON PARVENU

A remplir par le service d'origine	}	Bureau de dépôt :	19
		Date du dépôt :	19
		Description très exacte de l'extérieur :	
		N° d'ordre :	
		Adresse du destinataire (<i>aussi exactement que possible</i>) :	
		Contenu exact :	
		Poids :	
		Déclaration de valeur :	
		Remboursement :	
		Demande d'un avis de réception :	
<i>(Dans le cas affirmatif, ajouter les lettres A. R.)</i>			
A remplir par le service de destination	}	Nom et adresse de l'expéditeur :	
		Acheminement : expédié le	19..... par le bureau d'échange d..... au bureau d'échange d..... sous le N° de la feuille de route.
		Date	19..... Signature :
		Administration des postes d.....	
		Le colis décrit ci-dessus a été remis le	19..... à
		Date	19..... Signature :
		Le <u>colis</u> décrit ci-dessus	
		<u>mandat</u>	
		.....¹⁾	
		Le montant du remboursement a été mis en compte le	19.....
Date	19..... Signature :		
A remplir par les services intermédiaires	}	Administration des postes d.....	19..... par le bureau d'échange d..... au bureau d'échange d....., sous le N° de la feuille de route.
		Date	19..... Signature :
		Administration des postes d.....	19..... par le bureau d'échange d..... au bureau d'échange d....., sous le N° de la feuille de route.
		Date	19..... Signature :
		Administration des postes d.....	19..... par le bureau d'échange d..... au bureau d'échange d....., sous le N° de la feuille de route.
		Date	19..... Signature :

RÉPONSE DÉFINITIVE ²⁾

¹⁾ Ajouter, le cas échéant, la déclaration du destinataire.

²⁾ De l'Administration destinataire ou, le cas échéant, de l'Administration intermédiaire qui ne peut établir la transmission régulière de l'envoi réclamé à l'Administration suivante.

(Dimensions : 210 x 297 mm.)

PARCEL POST — FORMS.

CP 5

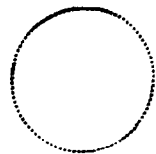
(D.R., Art. III, § 1, and I40, § 1)

POSTAL ADMINISTRATION

of

Stamp of office of origin

OFFICE of



ENQUIRY CONCERNING A POSTAL PARCEL OR TRADE-CHARGE MONEY ORDER WHICH HAS NOT REACHED ITS DESTINATION

To be filled in by the service of origin

Office where posted :
Date when posted : 19.....
Full description of appearance:
Registration No.
Address of addressee (as full as possible)
Exact contents
Weight :
Declaration of value :
Trade charge :
Request for advice of delivery :

(If advice of delivery is required, add the letters A. R.)

Name and address of sender
Route to be followed : despatched 19..... by the office of exchange of to the office of exchange of as No. of Parcel Bill.
Date 19..... Signature :

To be filled in by service of destination

Postal Administration of
The parcel described above was delivered on 19..... to
Date 19..... Signature :

The parcel described above
money order
..... 1

The amount of the trade charge was accounted for on 19.....
Date 19..... Signature :

To be filled in by the intermediate services

Postal Administration of
Forwarded on 19..... by the office of exchange of to the office of exchange of as No. of the Parcel Bill.
Date 19..... Signature :

Postal Administration of
Forwarded on 19..... by the office of exchange of to the office of exchange of as No. of the Parcel Bill.
Date 19..... Signature :

Postal Administration of
Forwarded on 19..... by the office of exchange of to the office of exchange of as No. of the Parcel Bill.
Date 19..... Signature :

FINAL REPLY 2

1 Add, if necessary, the declaration of the addressee.

2 From the Administration of destination or any intermediate Administration which cannot show that the article enquired for was duly forwarded to the next Administration.

(Dimensions : 210 x 297 mm.)

COLIS — FORMULES.

CP 6 (Recto)
(Règl., art. 114).

<p style="text-align: center;">COUPON</p> <p><i>(Peut être détaché par le destinataire du mandat)</i></p> <p>Montant du remboursement en chiffres arabes</p> <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 20px; margin: 5px 0;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 20px; height: 20px; margin: 5px 0;"></div> <p>pour le colis N° déposé le 19...</p> <p>à</p> <p>par M</p> <p>à l'adresse de</p> <p>.....</p> <p>à</p>	<p>Pays de destination du colis grevé de remboursement :</p> <p style="text-align: center;">Service des colis postaux</p> <p style="text-align: center;">MANDAT DE REMBOURSEMENT INTERNATIONAL</p> <p style="text-align: center;">de la somme de <div style="display: inline-block; border: 1px solid black; width: 100px; height: 20px; margin-right: 10px;"></div> <div style="display: inline-block; border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px;"></div></p> <p style="text-align: center;">(en chiffres arabes)</p> <div style="border: 1px solid black; width: 100%; height: 20px; margin: 5px 0;"></div> <p style="text-align: center;">(les unités en toutes lettres et en caractères latins)</p> <p>Pour le colis postal N° expédié le 19.....</p> <p>Payable à M</p> <p>Lieu de destination</p> <p>Rue et numéro</p> <p>Pays de destination</p> <p style="text-align: center;">INDICATIONS DE SERVICE ¹⁾</p> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 30%; vertical-align: top;"> Numéro } Date } Bureau } Pays } </td> <td style="width: 10%; text-align: center; vertical-align: middle;"> d'émission </td> <td style="width: 40%; vertical-align: top;"> <table border="1" style="width: 100%; height: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="text-align: center; padding: 5px;"> Somme versée <div style="display: flex; justify-content: space-around;"> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px;"></div> </div> (Monnaie du pays destinataire du colis) </td> <td style="width: 30%; text-align: center; vertical-align: middle;"> Timbre du bureau d'émission <div style="border: 1px dashed black; width: 100px; height: 80px; margin: 0 auto;"></div> </td> </tr> </table> </td> <td style="width: 20%;"></td> </tr> </table> <p>Signature de l'agent qui a dressé le mandat :</p>	Numéro } Date } Bureau } Pays }	d'émission	<table border="1" style="width: 100%; height: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="text-align: center; padding: 5px;"> Somme versée <div style="display: flex; justify-content: space-around;"> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px;"></div> </div> (Monnaie du pays destinataire du colis) </td> <td style="width: 30%; text-align: center; vertical-align: middle;"> Timbre du bureau d'émission <div style="border: 1px dashed black; width: 100px; height: 80px; margin: 0 auto;"></div> </td> </tr> </table>	Somme versée <div style="display: flex; justify-content: space-around;"> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px;"></div> </div> (Monnaie du pays destinataire du colis)	Timbre du bureau d'émission <div style="border: 1px dashed black; width: 100px; height: 80px; margin: 0 auto;"></div>	
Numéro } Date } Bureau } Pays }	d'émission	<table border="1" style="width: 100%; height: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="text-align: center; padding: 5px;"> Somme versée <div style="display: flex; justify-content: space-around;"> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px;"></div> </div> (Monnaie du pays destinataire du colis) </td> <td style="width: 30%; text-align: center; vertical-align: middle;"> Timbre du bureau d'émission <div style="border: 1px dashed black; width: 100px; height: 80px; margin: 0 auto;"></div> </td> </tr> </table>	Somme versée <div style="display: flex; justify-content: space-around;"> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px;"></div> </div> (Monnaie du pays destinataire du colis)	Timbre du bureau d'émission <div style="border: 1px dashed black; width: 100px; height: 80px; margin: 0 auto;"></div>			
Somme versée <div style="display: flex; justify-content: space-around;"> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px;"></div> </div> (Monnaie du pays destinataire du colis)	Timbre du bureau d'émission <div style="border: 1px dashed black; width: 100px; height: 80px; margin: 0 auto;"></div>						

¹⁾ Indications à remplir par l'Administration destinataire du colis après encaissement du montant du remboursement.

(Dimensions des mandats [114 × 162 mm.]
ou des bulletins d'expédition [148 × 210 ou 162 × 229 mm.], couleur blanche.)

PARCEL POST — FORMS.

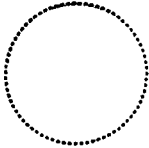
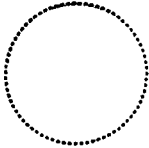
C P 6 (Front)
(D.R., Art. 114)

<p>COUNTERFOIL <i>(May be detached by the payee of the money order)</i></p> <p>Amount of the trade charge in Arabic figures</p> <p>_____</p> <p>for parcel No. _____ posted 19..... at by M. to at</p>	<p>Country of destination of the parcel</p> <p style="text-align: center;">Parcel Post Service</p> <p style="text-align: center;">INTERNATIONAL TRADE CHARGE MONEY ORDER</p> <p style="text-align: center;">for the sum of _____</p> <p style="text-align: center;">(in Arabic figures)</p> <p style="text-align: center;">_____</p> <p style="text-align: center;">(State amount in words, using Roman characters)</p> <p>For postal parcel No. despatched on 19.....</p> <p>Payable to</p> <p>Place of destination</p> <p>Street and number</p> <p>Country of destination</p> <hr/> <p style="text-align: center;">SERVICE INSTRUCTIONS ¹</p> <table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <td style="width: 40%; border: none;"> <table style="border: none;"> <tr> <td style="border: none;">Number</td> <td style="border: none;">} of issue</td> <td style="border: none;">.....</td> </tr> <tr> <td style="border: none;">Date</td> <td style="border: none;">}</td> <td style="border: none;">.....</td> </tr> <tr> <td style="border: none;">Office</td> <td style="border: none;">}</td> <td style="border: none;">.....</td> </tr> <tr> <td style="border: none;">Country</td> <td style="border: none;">}</td> <td style="border: none;">.....</td> </tr> </table> <p style="border: none;">Signature of official issuing the order :</p> </td> <td style="width: 20%; border: none; text-align: center;"> <table border="1" style="margin: auto; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="padding: 5px;"> <p style="text-align: center;">Sum paid</p> <p style="text-align: center;">_____</p> <p style="text-align: center;">(Currency of country of destination of the parcel)</p> </td> </tr> </table> </td> <td style="width: 40%; border: none; text-align: center;"> <p style="margin-top: 20px;">Stamp of office of issue</p> <div style="border: 1px dashed black; border-radius: 50%; width: 60px; height: 60px; margin: auto;"></div> </td> </tr> </table> <p style="margin-top: 20px;">¹ To be filled in by the Administration of destination after the order has been cashed.</p>	<table style="border: none;"> <tr> <td style="border: none;">Number</td> <td style="border: none;">} of issue</td> <td style="border: none;">.....</td> </tr> <tr> <td style="border: none;">Date</td> <td style="border: none;">}</td> <td style="border: none;">.....</td> </tr> <tr> <td style="border: none;">Office</td> <td style="border: none;">}</td> <td style="border: none;">.....</td> </tr> <tr> <td style="border: none;">Country</td> <td style="border: none;">}</td> <td style="border: none;">.....</td> </tr> </table> <p style="border: none;">Signature of official issuing the order :</p>	Number	} of issue	Date	}	Office	}	Country	}	<table border="1" style="margin: auto; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="padding: 5px;"> <p style="text-align: center;">Sum paid</p> <p style="text-align: center;">_____</p> <p style="text-align: center;">(Currency of country of destination of the parcel)</p> </td> </tr> </table>	<p style="text-align: center;">Sum paid</p> <p style="text-align: center;">_____</p> <p style="text-align: center;">(Currency of country of destination of the parcel)</p>	<p style="margin-top: 20px;">Stamp of office of issue</p> <div style="border: 1px dashed black; border-radius: 50%; width: 60px; height: 60px; margin: auto;"></div>
<table style="border: none;"> <tr> <td style="border: none;">Number</td> <td style="border: none;">} of issue</td> <td style="border: none;">.....</td> </tr> <tr> <td style="border: none;">Date</td> <td style="border: none;">}</td> <td style="border: none;">.....</td> </tr> <tr> <td style="border: none;">Office</td> <td style="border: none;">}</td> <td style="border: none;">.....</td> </tr> <tr> <td style="border: none;">Country</td> <td style="border: none;">}</td> <td style="border: none;">.....</td> </tr> </table> <p style="border: none;">Signature of official issuing the order :</p>	Number	} of issue	Date	}	Office	}	Country	}	<table border="1" style="margin: auto; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="padding: 5px;"> <p style="text-align: center;">Sum paid</p> <p style="text-align: center;">_____</p> <p style="text-align: center;">(Currency of country of destination of the parcel)</p> </td> </tr> </table>	<p style="text-align: center;">Sum paid</p> <p style="text-align: center;">_____</p> <p style="text-align: center;">(Currency of country of destination of the parcel)</p>	<p style="margin-top: 20px;">Stamp of office of issue</p> <div style="border: 1px dashed black; border-radius: 50%; width: 60px; height: 60px; margin: auto;"></div>		
Number	} of issue															
Date	}															
Office	}															
Country	}															
<p style="text-align: center;">Sum paid</p> <p style="text-align: center;">_____</p> <p style="text-align: center;">(Currency of country of destination of the parcel)</p>																	

(Dimensions of the money orders [114 × 162 mm.] or despatch notes [148 × 210 or 162 × 229 mm.], in white.)

COLIS — FORMULES.

C P 6 (Verso)

	(Cadre réservé aux endossements, s'il y a lieu)	
	<p style="text-align: center;">QUITTANCE DU DESTINATAIRE</p> <p>Reçu la somme indiquée d'autre part</p> <p>Lieu</p> <p>Le 19.....</p> <p style="text-align: right;">Signature du destinataire :</p> <p style="text-align: center;">.....</p> <table border="1" style="width: 100%;"><tr><td style="width: 50%; text-align: center;"><p>Registre d'arrivée</p><p>N°.....</p></td><td style="width: 50%; text-align: center;"><p>Timbre du bureau payeur :</p></td></tr></table>	<p>Registre d'arrivée</p> <p>N°.....</p>
<p>Registre d'arrivée</p> <p>N°.....</p>	<p>Timbre du bureau payeur :</p> 	

PARCEL POST — FORMS.

C P 6 (Back)

(Space reserved for endorsements, if any.)

ACKNOWLEDGMENT OF RECEIPT BY PAYEE

Received the sum indicated herein

At

Date 19.....

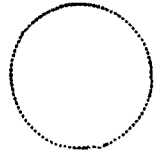
Signature of payee

.....

Register of
arrival

No.....

Stamp of paying
office



COLIS — FORMULES.

C P 7
(Règl., art. 125, 1^{er} al.)

<p>V 475</p> <p>BRESLAU I</p>	<p>V 475</p> <p>BRESLAU I</p>
-------------------------------	-------------------------------

(Dimensions : 37 × 52 mm., couleur rouge)

C P 8
(Règl., art. 130)

<p>475</p> <p>BRESLAU I</p>	<p>BRESLAU I</p> <p>475</p>
-----------------------------	-----------------------------

(Dimensions : 37 × 52 mm.)

PARCEL POST — FORMS.

C P 7

(D.R., Art. 125, para. 1)

V 475 BRESLAU I	V 475 BRESLAU I
-------------------------------	---------------------------

(Dimensions : 37 × 52 mm., colour red.)

C P 8

(D.R., Art. 130)

475 BRESLAU I	475 BRESLAU I
----------------------	---------------

(Dimensions : 37 × 52 mm.)

COLIS — FORMULES.

C P 9 (Recto)
(Règl., art. 135, § 1)

ADMINISTRATION DES POSTES

d

Service des colis postaux

BUREAU d.....

AVIS DE NON-REMISE

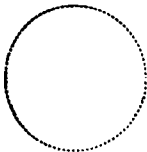
Le... colis dont ci-joint bulletin... d'expédition N° originaire...
d..... se trouve..... en souffrance à mon
bureau pour le motif suivant¹⁾ :

- a) Le..... colis été refusé... par le destinataire.
b) Le..... colis N° pas été réclamé.....
c) Le destinataire est inconnu, absent, parti, décédé.
d) L'adresse est insuffisante.
e) L'adresse d... colis n'est pas conforme à celle du bulletin.
f) Le destinataire refuse de payer { les frais de douane.
le remboursement.
les autres frais dont le.... colis $\frac{\text{est}}{\text{est}}$ grevé.....
g) Le... colis $\frac{\text{est}}{\text{est}}$ grevé... des droits de douane et autres frais s'élevant au total à
(à indiquer dans la monnaie du pays qui dresse l'avis)
Pour prolongation de magasinage, cette somme sera majorée à raison de
h) Le destinataire n'a pas d'autorisation d'importation.

Prière de demander les instructions de l'expéditeur
la personne désignée ci-après et de lui faire con-
naître que, si ces instructions ne me parviennent pas dans un délai de mois, le... colis
ser..... renvoyé... à l'origine sous suite des frais.

Nota. Tant que les instructions ne sont pas parvenues, le bureau est autorisé à procéder, le cas échéant,
ultérieurement, soit à la livraison du colis au destinataire primitif ou à un autre destinataire indiqué éventuellement
sur le verso du bulletin d'expédition, soit à sa réexpédition à une nouvelle adresse.

Timbre du bureau



Nom et adresse de la personne
à qui les instructions doivent
être demandées :

.....
.....
.....

Signature :

¹⁾ Biffer les indications dont il n'est pas fait usage.

(Dimensions : 148 × 210 mm.)

PARCEL POST — FORMS.

C P 9 (Front)
(D.R., Art. 135, § 1)

POSTAL ADMINISTRATION

of

Parcel Post Service

OFFICE of

NOTICE OF NON-DELIVERY

The parcel(s), the despatch note(s) of which, No.(s) is (are) attached hereto, from (place of origin) is (are) now lying undelivered at my office for the following reason 1 :

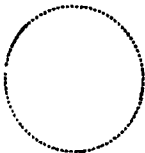
- (a) The parcel(s) has (have) been refused by the addressee.
(b) The parcel(s) No.(s) is (are) unclaimed.
(c) The addressee is unknown, absent, has gone away, is deceased.
(d) The parcel(s) is (are) insufficiently addressed.
(e) The address on the parcel(s) is not the same as that on the despatch note.
(f) The addressee refuses to pay { the Customs charges. the trade charge. the other charges payable on the parcel(s).
(g) Customs or other charges amounting to are payable on the parcel(s). (to be specified in the currency of the country which issues the notice)
(h) An additional charge for warehousing will be added amounting to
(h) The addressee has no importation licence.

Please ask the sender person hereinafter designated for instructions and inform him that if such instructions do not reach me within months the parcel(s) will be returned to origin at his expense.

Note. Pending receipt of the instructions, the office is authorised either to deliver the parcel to the original addressee or to any other addressee indicated on the back of the despatch note or to redirect it to a new address.

Stamp of office

Name and address of the person to be asked for instructions :



.....
.....
.....

Signature :

.....

1 Strike out what does not apply.

(Dimensions : 148 x 210 mm.)

COLIS — FORMULES.

C P 9 (Verso)

RÉPONSE

Le... colis doi..... être¹⁾ :

a) Présenté..... encore une fois au destinataire primitif.

b) $\frac{\text{Remis}}{\text{Réexpédié...}}$ à M..... à rue N°

(destinataire primitif ou une autre personne)

sans perception } du montant du remboursement de

contre paiement²⁾..... }

c) $\frac{\text{Remis}}{\text{Réexpédié...}}$ à M..... à rue N°

(destinataire primitif ou une autre personne)

sans perception des droits de douane ou des autres frais dont le... colis $\frac{\text{est}}{\text{sont}}$ grevé...³⁾

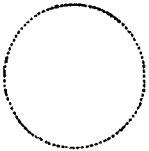
d) Immédiatement renvoyé... au bureau d'origine.

e) Vendu... aux risques et périls de l'expéditeur.

f) Traité... comme abandonné.....

L'intéressé n'ayant pas répondu aux demandes d'instructions qui lui ont été adressées, le..... colis doi..... être renvoyé..... au bureau d'origine à l'expiration du délai réglementaire.

Timbre du bureau



Signature :

.....

¹⁾ Biffer les indications dont il n'est pas fait usage.

²⁾ Le bureau d'origine doit ajouter à la réponse un nouveau mandat de remboursement (établi conformément aux prescriptions de l'article 119 du Règlement), si le montant du remboursement est réduit.

³⁾ Le bureau d'origine doit ajouter à la réponse un bulletin d'affranchissement établi conformément aux prescriptions de l'article 109 du Règlement.

PARCEL POST — FORMS.

C P 9 (Back)

REPLY

The parcel(s) is (are) to be¹:

(a) Redelivered to the original addressee.

(b) Delivered to M..... at (name of street and No. of house)
(the original addressee or some other person)

without } payment of the trade charge
on ² }

(c) Delivered to M..... at (name of street and No. of house)
(the original addressee or some other person)

without collection of Customs or other charges payable on the parcel.³

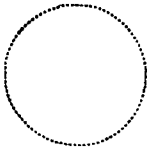
(d) Returned immediately to the office of origin.

(e) Sold at the entire risk of the sender.

(f) Treated as abandoned.

As the sender has not replied to the request for instructions sent to him, the parcel(s) must be returned to the office of origin on the expiration of the period provided in the Regulations.

Stamp of office



Signature :

.....

¹ Strike out what does not apply.

² The office of origin must add to the reply a new trade charge money order (issued in accordance with the provisions of Article 119 of the Detailed Regulations), if the amount of the trade charge is reduced.

³ The office of origin must add to the reply a franking note issued in accordance with the provisions of Article 109 of the Detailed Regulations.

COLIS — FORMULES.

CP 10
(Règl., art. 140, § 6)

ADMINISTRATION DES POSTES

d.....

BUREAU D'ÉCHANGE

d.....

AVIS DE RÉEXPÉDITION

D'UNE FORMULE CP 5 (ARTICLE 140, § 6, DU RÈGLEMENT DE L'ARRANGEMENT
CONCERNANT LES COLIS POSTAUX)

La réclamation N° concernant le colis désigné... ci-après :
déposé..... le 19..... à par
à l'adresse de à N° d'ordre
valeur déclarée montant du remboursement
a été réexpédiée ce jour à à avec les renseignements suivants :
Le..... colis $\frac{a}{ont}$ été réacheminé..... le 19..... sous le N° de la feuille
de route N° au bureau d'échange d..... qui $\frac{l'a}{les a}$ reçu...
..... sans faire d'observation.

Nota. Si la réclamation reste sans réponse dans le délai voulu, prière d'en adresser un duplicata au service d..... en y indiquant les renseignements précités. L'affaire peut être considérée comme terminée pour notre service.

Signature :

.....

(La formule sera pliée en deux pour permettre l'envoi à découvert.)

(Dimensions : 148 × 210 mm.)

PARCEL POST — FORMS.

CP 10

(D.R., Art. 140, § 6)

POSTAL ADMINISTRATION

of.....

OFFICE OF EXCHANGE

of.....

NOTICE OF REDIRECTION

OF FORM CP 5 (ART. 140, § 6, OF THE DETAILED REGULATIONS OF THE PARCEL
POST AGREEMENT)

Enquiry No. concerning the parcel(s) hereinafter described :

posted on 19..... at by

to at Registration No.

declared value amount of trade charge

has to-day been redirected to at with the following particulars :

The parcel(s) was (were) forwarded on 19..... under No..... of Parcel

Bill No. to the office of exchange at which has received it (them)

..... without making any observation.

Note. If the enquiry does not elicit any reply within a reasonable period, kindly address a duplicate to the service at giving therein the above-mentioned particulars. In so far as our service is concerned, the transaction is held to be completed.

Signature :

.....

(The form will be folded in two in order that it may be sent à découvert.)

(Dimensions : 148 × 210 mm.)

COLIS — FORMULES.

CP 11

(Règl., art. 142, § 1)

PAYS D'ORIGINE

PAYS DE DESTINATION

Numéro d'ordre de la feuille de route :

Nom du navire :

Timbre du bureau
expéditeurTimbre du bureau
destinataire

FEUILLE DE ROUTE

des colis postaux expédiés par le bureau d'échange d.....
au bureau d'échange d.....Départ (.....^e envoi) du 19....., à h. m.

NUMÉRO		Nombre de colis	BUREAU		Poids ²⁾ de chaque colis avec valeur déclarée	Valeur déclarée	TAXES ET DROITS DUS				Montant du remboursement	Observations
d'ordre	du colis		d'origine	de destination ¹⁾			par l'Adminis- tration expéditrice à l'Adminis- tration correspondante	par l'Adminis- tration correspondante à l'Adminis- tration expéditrice	Fr.	c.			Fr.	c.
1	2	3	4	5	6	7	8		9		10	11
						Francs	Fr.	c.	Fr.	c.		
Totaux												
L'agent du bureau expéditeur :						L'agent du bureau destinataire :						

¹⁾ Ne pas remplir dans le cas où les colis sont adressés au même bureau que les feuilles de route.²⁾ En cas de besoin, cette colonne peut également servir à l'indication du poids des colis ordinaires.

(Dimensions : 148 × 210 ou 210 × 297 ou 297 × 420 mm.)

PARCEL POST — FORMS.

CP 11
(D.R., Art. 142, § 1)

COUNTRY OF ORIGIN

COUNTRY OF DESTINATION

Serial No. of Parcel Bill

Name of ship :

Stamp of
despatching office

Stamp of office
of destination

PARCEL BILL

for postal parcels despatched by the office of exchange of
to the office of exchange of

Departure (consignment No.) on 19..... at h. m.

No.		Number of postal parcels	OFFICE		Weight ² of each insured parcel	Value declared	CREDITS DUE in respect of charges and duties				Amount of trade charges	Observations
Serial	of the parcel		of origin	of destination ¹			by the despatching Administration to the corresponding Administration	by the corresponding Administration to the despatching Administration				
I	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11		
						Francs	Fr.	c.	Fr.	c.		
Totals												
Official of despatching office :						Official of office of destination :						

¹ Not to be filled in if the parcel is addressed to the same office as the parcel bill.

² If necessary, this column may also be used to indicate the weight of ordinary parcels.

(Dimensions : 148 × 210 or 210 × 297 or 297 × 420 mm.)

COLIS — FORMULES.

CP 12
(Règl., art. 143, § 5)

PAYS D'ORIGINE

PAYS DE TRANSIT

.....
Numéro d'ordre de la feuille de route :

Nom du navire :
.....

Timbre du bureau
expéditeur

Timbre du bureau
de transit

FEUILLE DE ROUTE

pour la bonification des quotes-parts dues pour le transit des colis
expédiés en récipients clos au bureau d.....
(Indiquer le nom du bureau de destination de la dépêche)
par l'intermédiaire du bureau d'échange d.....

Départ (.....^e envoi) du 19....., à h. m.

..... récipients renfermant	colis sans déclaration de valeur
..... » »	» avec » » »
..... » vides	—
..... Total des récipients	..... Total des colis

		Fr.	c.
Bonifications :			
Taxes de transport	{ colis à c. = » à c. = » à c. = » à c. = » à c. = » à c. =		
Total des colis			
Droits d'assurance pour colis avec valeur déclarée :			
Nombre de fractions indivisibles de 300 fr. à c. =			
		Total	
L'agent du bureau expéditeur :		L'agent du bureau de transit :	
.....		

(Dimensions : 148 × 210 mm.)

PARCEL POST — FORMS.

C P 12
(D.R., Art. 143, § 5)

COUNTRY OF ORIGIN

COUNTRY OF TRANSIT

Serial number of the Parcel Bill

Name of ship :

Stamp of
despatching office

Stamp of transit
office

PARCEL BILL

for crediting the shares due for the transit of the parcels sent
in closed receptacles to the office of
(Indicate the name of the office of destination of the mail)
by the intermediary of the office of exchange of

Departure (consignment No.) on..... 19..... at h. m.

..... receptacles containing	..... uninsured parcels
..... " " "	..... insured "
..... " empty	.....
..... Total of receptacles	..... Total number of parcels

		Fr.	c.
Credits due :	{ parcels at c. = " at c. = " at c. = " at c. = " at c. = " at c. =		
Conveyance charges			
Total parcels			
Insurance fees for insured parcels :			
Number of indivisible fractions of 300 fr. at		c. =	
		Total	

Official of despatching office :

Official of transit office :

(Dimensions : 148 × 210 mm.)

COLIS — FORMULES.

ADMINISTRATION DES POSTES

CP 13
(Règl., art. 144, § 2)

d.....

BUREAU d.....

Timbre du bureau
expéditeur
du bulletin

SERVICE DES COLIS POSTAUX

Timbre du bureau
destinataire
du bulletin

BULLETIN DE VÉRIFICATION

pour la constatation et la rectification des erreurs et irrégularités de toute nature reconnues dans l'envoi des colis décrits sur la feuille de route N° du bureau d'échange d.....
par le bureau d'échange d.....
.....^e expédition du 19..... à h.

MANQUE DE COLIS						
NUMÉRO		Lieu d'origine	ADRESSE (aussi exacte que possible)	Montant du port bonifié	Vérification du bureau destinataire	Observations
d'ordre	du colis					
1	2	3	4	5	6	7

AVARIE DE COLIS								
NUMÉRO		Lieu d'origine	ADRESSE		Contenu	Poids constaté	Valeur déclarée	Indication du récipient (panier, sac, etc.)
d'ordre	du colis		de l'expéditeur	du destinataire				
1	2	3	4	5	6	7	8	9

Description et cause apparente de l'avarie ou autres observations.

IRRÉGULARITÉS (manque de feuille de route, insuffisance d'emballage ou de fermeture, etc.)						
ERREURS						
NUMÉRO		Lieu d'origine	Nom et adresse du destinataire	Poids	Montant du port bonifié	Rectification du bureau destinataire
d'ordre	du colis					
1	2	3	4	5	6	7
Total			Total vérifié			

....., le 19.....

Les agents du bureau d'échange
destinataire de la dépêche :

....., le 19.....

Vu et accepté :
Le Chef du bureau d'échange expéditeur de la dépêche :

(Dimensions : 148 × 210 mm.)

N° 4050

PARCEL POST — FORMS.

POSTAL ADMINISTRATION
of.....

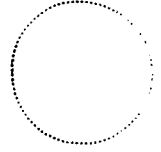
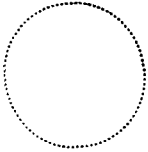
C P 13
(D.R., Art. 144, § 2)

OFFICE of

Stamp of
despatching office

PARCEL POST SERVICE

Stamp of office
of destination



VERIFICATION NOTE

for notification and correction of errors and irregularities of any kind found in the consignment of parcels designated on Parcel Bill No. from the office of exchange of by the office of exchange of

Despatch No. of 19.... at h.

PARCELS MISSING						
No.		Place of origin	ADDRESS (as exact as possible)	Amount of postage paid	Verification by the office of destination	Observations
Serial	of the parcel					
1	2	3	4	5	6	7

PARCELS DAMAGED								
No.		Place of origin	ADDRESS		Contents	Weight ascertained	Value declared	Description of container (basket, bag, etc.)
Serial	of the parcel		of sender	of addressee				
1	2	3	4	5	6	7	8	9

Description and apparent cause of damage or other observations.

IRREGULARITIES (parcel bill missing, packing insufficient, parcel not properly secured, etc.)						
ERRORS						
No.		Place of origin	Name and address of addressee	Weight	Amount of postage paid	Correction by office of destination
Serial	of parcel					
1	2	3	4	5	6	7
Total			Total verified			

....., the 19.....

....., the 19.....

Officials of office of destination :

Seen and approved :
Head of despatching office :

COLIS — FORMULES.

C P 14

(Règl., art. 147, § 1)

ADMINISTRATION DES POSTES

d.....

CORRESPONDANCE
AVEC L'ADMINISTRATION

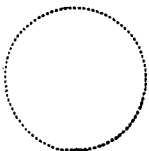
d.....

BUREAU d..... ÉTAT MENSUEL

des sommes que se doivent réciproquement l'Administration d.....
et l'Administration d....., à titre de frais pour les colis postaux livrés par les
bureaux d'échange dépendant de la première Administration au bureau d'échange d.....
Mois d..... 19.....

Date des feuilles de route	I. Avoir de l'Administration destinataire (Colonne 8 de la formule CP 11)						II. Avoir de l'Administration expéditrice (Colonne 9 de la formule CP 11)						Observations
	Envoi du bureau d.....	Envoi du bureau d.....	Envoi du bureau d.....	Envoi du bureau d.....	Envoi du bureau d.....	Envoi du bureau d.....	Envoi du bureau d.....	Envoi du bureau d.....	Envoi du bureau d.....	Envoi du bureau d.....	Envoi du bureau d.....	Envoi du bureau d.....	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
1	Fr. c.	Fr. c.	Fr. c.	Fr. c.	Fr. c.	Fr. c.	Fr. c.	Fr. c.	Fr. c.	Fr. c.	Fr. c.	Fr. c.	Fr. c.
2													
3													
4													
31													
Total par bureau d'échange correspondant													
Total général de chaque Avoir													

Timbre du bureau
d'échange destinataire



Le Chef du bureau d'échange destinataire :

.....

(Dimensions : 210 × 297 ou 105 × 297 mm.)

PARCEL POST — FORMS.

CP 14

(D.R., Art. 147, § 1)

POSTAL ADMINISTRATION
of

CORRESPONDENCE WITH
THE OFFICE

OFFICE of

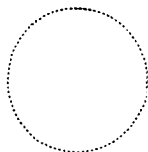
MONTHLY
STATEMENT

of

of the sums reciprocally due from the Administration of
and the Administration of for expenses in respect of postal parcels
delivered by the offices of exchange of the former Administration to the office of exchange of
Month of 19.....

Date of parcel bill I	I. Amount credited to Administration of destination (Column 8 of Form CP 11)							II. Amount credited to despatching Administration (Column 9 of Form CP 11)						Observations I4
	Consignment from office of	Consignment from office of	Consignment from office of	Consignment from office of	Consignment from office of	Consignment from office of	Consignment from office of	Consignment from office of	Consignment from office of	Consignment from office of	Consignment from office of	Consignment from office of		
	Fr. c.	Fr. c.	Fr. c.	Fr. c.	Fr. c.	Fr. c.	Fr. c.	Fr. c.	Fr. c.	Fr. c.	Fr. c.	Fr. c.	Fr. c.	
1														
2														
3														
4														
31														
Totals for corresponding offices of exchange														
General total for each credit														

Stamp of despatching
office of exchange



Head of receiving office of exchange :

.....

(Dimensions : 210 × 297 or 105 × 297 mm.)

COLIS — FORMULES.

C P 15

(Règl., art. 147, § 2)

ADMINISTRATION DES POSTES

d.....

CORRESPONDANCE
AVEC L'ADMINISTRATION

d.....

COMPTE

récapitulatif des états mensuels des feuilles de route de colis postaux adressés par les bureaux d'échange
d..... aux bureaux d'échange d.....

Mois d..... 19.....

Numéro d'ordre	Bureau d'échange destinataire	Montant des sommes dues d'après chaque état mensuel à l'Administration destinataire	Montant des sommes dues d'après chaque état mensuel à l'Administration expéditrice	Observations
1	2	3	4	5
1				
2				
3				
4				
5				
6				
7				
8				
9				
10				
11				
12				
13				
14				
15				
16				
17				
18				
19				
20				

(Dimensions : 210 × 297 mm.)

PARCEL POST — FORMS.

CP 15

(D.R., Art. 147, § 2)

POSTAL ADMINISTRATION
of

CORRESPONDENCE WITH
THE ADMINISTRATION
of

GENERAL ACCOUNT

on the monthly statements of parcel bills for postal parcels addressed by the offices of exchange of to the offices of exchange of
Month of 19.....

Serial Number 1	Offices of exchange of destination 2	Amount of sums due according to each monthly statement to the Administration of destination 3	Amount of sums due according to each monthly statement to the despatching Administration 4	Observations 5
1				
2				
3				
4				
5				
6				
7				
8				
9				
10				
11				
12				
13				
14				
15				
16				
17				
18				
19				
20				
Totals				
Balance to the credit of Administration of				

(Dimensions : 210 × 297 mm.)

COLIS — FORMULES.

C P 16

(Règl., art. 149, § 1)

ADMINISTRATION DES POSTES

d.....

COMPTE PARTICULIER

des mandats de remboursement payés par l'Administration d.....
 pour le compte de l'Administration d.....
 pendant le mois d..... 19.....

N° d'ordre 1	Numéro d'émission 2	Date d'émission 3	Bureau d'émission 4	Montant des mandats		Observations 6
				5		
			Total			
			A déduire { 1/4% du total			
			Quote-part fixe (..... par mandat)			
			Reste au profit de l'Admini- stration d.....			

(Dimensions : 210 × 297 mm.)

PARCEL POST — FORMS.

C P 16

(D.R., Art. 149, § 1)

POSTAL ADMINISTRATION

of

SPECIAL ACCOUNT

for trade charge money orders paid by the Administration of
to the account of the Administration of
during the month of 19.....

Serial No. 1	No. of issue 2	Date of issue 3	Office of issue 4	Amount of order 5		Observations 6
			Total			
			Deduct {	$\frac{1}{4}\%$ of the total		
				Proportion of the fixed charge (..... per money order).		
			Balance due to the Administration of			

(Dimensions : 210 x 297 mm.)

DISPOSITIONS CONCERNANT LE TRANSPORT DES COLIS POSTAUX
PAR VOIE AÉRIENNE

TABLE DES MATIÈRES

Art.

1. Colis admis au transport aérien.
2. Liberté du transit des colis-avion.
3. Transmission des colis-avion.
4. Acheminement des colis-avion.
5. Conditionnement extérieur des colis-avion et des bulletins d'expédition y afférents.
6. Dimensions des colis-avion.
7. Droits territoriaux, maritimes et autres.
8. Surtaxe aérienne.
9. Droits des pays participant au transport aérien.
10. Droits d'assurance.
11. Remise par exprès.
12. Réexpédition et renvoi des colis-avion.
13. Feuilles de route.
14. Récipients clos.
15. Dédouanement des colis-avion.
16. Responsabilité.
17. Bonification des droits de transport territorial, maritime et aérien.

Art.

18. Bonification des droits d'assurance.
19. Transbordement.
20. Communications à adresser au Bureau international et aux administrations.
21. Application des dispositions de l'arrangement concernant les colis postaux.
22. Mise à exécution et durée des dispositions adoptées.

PROTOCOLE FINAL DES DISPOSITIONS
CONCERNANT LE TRANSPORT DES COLIS
POSTAUX PAR VOIE AÉRIENNE

ARTICLE UNIQUE.

TARIFS SPÉCIAUX

ANNEXES

Formules CP 18 et CP 19.

PARCEL POST — AIR MAIL.

PROVISIONS REGARDING THE CONVEYANCE
OF POSTAL PARCELS BY AIR.

TABLE OF CONTENTS.

Art.

1. Parcels admitted in the Air Mail.
2. Freedom of Transit of Air Parcels.
3. Transmission of Air Parcels.
4. Circulation of Air Parcels.
5. External Make-up of Air Parcels, and relative Despatch Notes.
6. Dimensions of Air Parcels.
7. Land Rates, Sea Rates, etc.
8. Air Mail Fee.
9. Rates due to Countries participating in Air Mail Conveyance.
10. Insurance Fees.
11. Express Delivery.
12. Retransmission and Return of Air Parcels.
13. Parcel Bills.
14. Closed Receptacles.
15. Customs Clearance of Air Parcels.
16. Responsibility.
17. Credit in respect of Land, Sea and Air Mail Transit Rates.

Art.

18. Credit in respect of Insurance Rates.
19. Transfer.
20. Communications to be addressed to the International Bureau and to Administrations.
21. Application of the Provisions of the Parcel Post Agreement.
22. Entry into Force and Duration of the Provisions adopted.

FINAL PROTOCOL TO THE PROVISIONS
REGARDING THE CONVEYANCE
OF POSTAL PARCELS BY AIR.

SOLE ARTICLE.

SPECIAL TARIFFS.

ANNEXES.

Forms C.P. 18 and C.P. 19.

COLIS — POSTE AÉRIENNE.

DISPOSITIONS CONCERNANT LE TRANSPORT DES COLIS POSTAUX
PAR VOIE AÉRIENNE*Article premier.*

COLIS ADMIS AU TRANSPORT AÉRIEN.

1. Dans les relations entre les pays dont les administrations postales se sont déclarées d'accord à ce sujet, les colis postaux ordinaires et avec valeur déclarée, grevés de remboursement ou non, sont admis au transport par la voie aérienne, si tout ou partie de leur parcours est desservi par une ligne aérienne utilisée pour le service des colis postaux. Les colis postaux prennent, dans ce cas, la dénomination de « Colis-avion ».

2. Les administrations peuvent admettre aussi des colis-avion qui, à la demande des expéditeurs, ne doivent être acheminés par la voie aérienne que sur une partie du parcours aérien existant.

Article 2.

LIBERTÉ DU TRANSIT DES COLIS-AVION.

1. La liberté de transit des colis-avion est garantie sur le territoire entier de l'Union. Toutefois, les administrations qui n'ont pas adhéré à l'arrangement concernant les colis postaux ne peuvent être obligées de participer à l'acheminement, par les voies ordinaires, des colis-avion.

2. Les administrations postales ne prennent aucun engagement relatif à la capacité de transport des lignes aériennes ouvertes au trafic des colis-avion.

Article 3.

TRANSMISSION DES COLIS-AVION.

A moins d'arrangement contraire, la transmission des colis-avion s'opère à découvert. Les administrations intéressées peuvent s'entendre pour établir des échanges en sacs, paniers ou récipients clos avec feuilles de route directes. Il est obligatoire de faire usage de récipients clos si, d'après la déclaration d'une administration intermédiaire, l'envoi à découvert est de nature à entraver ses opérations.

Article 4.

ACHEMINEMENT DES COLIS-AVION.

Toute administration qui exécute le service des colis-avion est obligée, sous la réserve prévue à l'article 2, § 1, d'acheminer par les voies aériennes qu'elle emploie pour ses propres envois de l'espèce, les colis-avion qui lui sont remis par une autre administration. Si, pour une raison quelconque, l'acheminement par une autre voie offre, dans un cas spécial, des avantages sur la voie aérienne existante, les colis-avion doivent être acheminés par cette voie et traités éventuellement comme colis urgents.

Lorsque, pour une raison quelconque, il n'est pas possible d'utiliser de bout en bout le service aérien international, l'administration qui bénéficie de la surtaxe aérienne internationale prévue à l'article 8 ci-après est tenue de transmettre les colis-avion, sur le parcours où ledit service est inutilisable, par les moyens les plus rapides qu'elle emploie pour le transport de ses colis postaux et de les traiter éventuellement comme colis urgents.

En dehors de ce cas, les administrations expédient les colis-avion par les voies ordinaires, à moins que les colis ne portent la mention « Urgent » et que l'administration intéressée ne se charge

PARCEL POST — AIR MAIL.

PROVISIONS REGARDING THE CONVEYANCE OF POSTAL PARCELS BY AIR.

Article 1.

PARCELS ADMITTED IN THE AIR MAIL.

1. In the relations between countries of which the Postal Administrations have declared themselves in agreement on this subject, ordinary parcels and insured parcels, whether marked for the collection of trade-charges or not, are admitted to air conveyance if the whole or a part of their journey is served by an air line used for the conveyance of postal parcels. In that case, the parcels are called " Colis-avion " (Air parcels).

2. Administrations may also admit air parcels which, at the sender's request, are to be conveyed by air only for a part of an existing air route.

Article 2.

FREEDOM OF TRANSIT OF AIR PARCELS.

1. Freedom of transit for air parcels is guaranteed throughout the entire territory of the Union. Nevertheless, Administrations which have not adhered to the Parcel Post Agreement cannot be required to participate in the conveyance, by ordinary routes, of air parcels.

2. Postal Administrations undertake no responsibility in respect of the transport capacity of the air lines open to air parcel traffic.

Article 3.

TRANSMISSION OF AIR PARCELS.

In the absence of any arrangement to the contrary, the transmission of air parcels is effected *à découvert*. The Administrations concerned may arrange to have the parcels exchanged in closed bags, baskets or receptacles with direct parcel bills. It is obligatory to make use of closed receptacles if, according to the statement of an intermediate Administration, transmission *à découvert* is such as to hamper its work.

Article 4.

CIRCULATION OF AIR PARCELS.

Subject to the reservation made in Article 2, § 1, every Administration which carries out the air parcel service is obliged to forward, by the air routes which it uses for its own air parcels, the air parcels which are handed over to it by another Administration. If, for any reason whatever, conveyance by another route offers, in a particular case, advantages over the existing air route, air parcels must be conveyed by that route and treated in that event as urgent parcels.

When, for any reason whatever, it is not possible to use the international air service throughout, an Administration which profits by the international air mail fee provided for in Article 8 is bound to convey air parcels, on the part of the journey where that service is not available, by the most rapid means which it employs for the conveyance of its postal parcels and to treat them, where possible, as urgent parcels.

Apart from this case, Administrations forward air parcels by the ordinary routes, unless the parcels bear the indication " Urgent " and the Administration concerned undertakes the " Urgent "

COLIS — POSTE AÉRIENNE.

des colis urgents et n'ait reçu la bonification afférente à ce service. Les administrations qui n'exécutent pas le service des colis-avion expédient également par les voies ordinaires les colis de l'espèce qui leur parviennent. En cas d'interruption partielle ou totale d'un service aérien intérieur, la procédure visée par l'alinéa précédent doit également être appliquée.

Article 5.

CONDITIONNEMENT EXTÉRIEUR DES COLIS-AVION ET DES BULLETINS D'EXPÉDITION Y AFFÉRENTS.

1. Les colis-avion et les bulletins d'expédition y afférents sont revêtus, au départ, d'une étiquette spéciale de couleur bleue comportant les mots « Par avion » avec traduction facultative dans la langue du pays d'origine. L'expéditeur est libre d'y ajouter la voie à suivre.

2. Lorsque l'expéditeur désire que le transport des colis soit effectué par voie aérienne sur une partie seulement du parcours aérien, il doit en faire mention, sur le colis et sur le bulletin d'expédition y afférent, par l'annotation, en langue du pays d'origine et en langue française : « Par avion de ... à ... ». A la fin de la transmission aérienne, les mentions et les étiquettes « Par avion » ainsi que les annotations spéciales doivent être biffées d'office par deux forts traits transversaux.

Article 6.

DIMENSIONS DES COLIS-AVION.

En règle générale, les colis-avion ne doivent pas dépasser 100 centimètres de longueur et 50 centimètres dans l'une quelconque des autres dimensions.

Les administrations se communiquent mutuellement les dimensions admises après entente avec leurs entreprises de transport aérien.

Article 7.

DROITS TERRITORIAUX, MARITIMES ET AUTRES.

1. Les colis-avion sont soumis aux droits territoriaux des pays d'origine et de destination ; quant aux droits territoriaux et maritimes des pays ou services intermédiaires, ils ne leur sont applicables que dans le cas où ils empruntent sur leur parcours un transport territorial ou maritime intermédiaire. Un service maritime effectué par le pays d'origine ou de destination est considéré comme service intermédiaire. Les administrations des pays survolés n'ont droit à aucune rémunération pour les colis-avion transportés par voie aérienne au-dessus de leur territoire.

2. Les taxes additionnelles des colis encombrants et des colis urgents ne sont perçues que sur le montant des taxes ordinaires ; la surtaxe aérienne ne subit pas de majoration de ce chef.

Article 8.

SURTAUXE AÉRIENNE.

Les colis-avion sont soumis à une surtaxe qui se compose des droits revenant à chaque administration participant au transport aérien.

Article 9.

DROITS DES PAYS PARTICIPANT AU TRANSPORT AÉRIEN.

1. Les administrations s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour assurer l'établissement de tarifs de transport uniformes sur la base du poids et de la distance.

PARCEL POST — AIR MAIL.

parcel service and has received the credit appropriate to this service. Administrations which do not undertake the air parcel service also convey by ordinary routes the parcels of this nature which reach them. In case of partial or total interruption of an internal air service, the procedure laid down in the preceding paragraph must also be applied.

Article 5.

EXTERNAL MAKE-UP OF AIR PARCELS, AND RELATIVE DESPATCH NOTES.

1. Air parcels and the relative despatch notes have affixed on despatch a special blue label bearing the words " Par avion " (By Air Mail) with, optionally, a translation in the language of the country of origin. The sender may add to it the route to be followed.

2. When the sender wishes that a parcel may be conveyed by air for part of the air route only, he must indicate this fact on the parcel and on the relative despatch note by means of a note in the language of the country of origin and in the French language : " Par avion de à " (By Air Mail from to). At the end of the air transmission the instructions and the air mail labels " Par avion " as well as the special annotations must be struck out officially by means of two heavy transverse strokes.

Article 6.

DIMENSIONS OF AIR PARCELS.

As a general rule, air parcels may not exceed 100 centimetres in length and 50 centimetres in any of the other dimensions.

The Administrations notify each other of the dimensions allowed, after coming to an understanding with their air transport organizations.

Article 7.

LAND RATES, SEA RATES, ETC.

1. Air parcels are subject to the land rates of the countries of origin and of destination ; the land and sea rates of intermediate countries or services are not applicable unless the parcels are conveyed by an intermediate land or sea service during their journey. A sea service effected by the country of origin or of destination is regarded as an intermediate service. The Administrations of the countries flown over have no right to payment for air parcels conveyed by air over their territory.

2. The additional fees for cumbersome parcels and for urgent parcels are charged only on the amount of the ordinary postage ; the air mail fee is not subject to any increase on this account.

Article 8.

AIR MAIL FEE.

Air parcels are subject to an air mail fee consisting of the rates due to each Administration taking part in their conveyance by air.

Article 9.

RATES DUE TO COUNTRIES PARTICIPATING IN AIR MAIL CONVEYANCE.

1. Administrations agree to take the measures necessary to ensure the establishment of uniform tariffs for conveyance, on the basis of weight and distance.

COLIS — POSTE AÉRIENNE.

2. Si deux pays sont reliés par plusieurs lignes aériennes, les frais de transport sont établis d'après la distance moyenne des parcours entre les aéroports respectifs et leur importance pour le trafic international.

3. Les pays d'origine et de destination qui transmettent des colis-avion à l'intérieur de leur territoire par la voie aérienne sur tout ou partie des parcours entre le lieu d'origine ou, selon le cas, celui de destination, d'une part, et un aéroport de la ligne de liaison avec l'étranger, d'autre part, ont droit à une rémunération spéciale (droit ou bonification) pour cette transmission.

4. Les droits et bonifications précités doivent être uniformes pour tous les parcours du réseau interne d'un même pays et sont calculés d'après la distance moyenne de ces parcours adoptée pour le service de la poste aux lettres.

Ces droits et bonifications ne sont pas dus :

a) Lorsque le lieu d'origine ou respectivement le lieu de destination du colis coïncide avec un des aéroports de la ligne de liaison avec l'étranger, par laquelle le colis a été acheminé ;

b) Lorsque la transmission des colis-avion a lieu sur tout le parcours mentionné dans l'alinéa précédent, par les moyens ordinaires du pays d'origine ou de destination.

5. La surtaxe aérienne est due pour les colis affranchis de toutes taxes d'après les dispositions de l'article 18 de l'arrangement.

Article 10.

DROITS D'ASSURANCE.

1. Pour les colis-avion avec valeur déclarée, il peut être perçu, à titre de droit d'assurance, par 300 francs ou fraction de 300 francs déclarés et en sus des droits d'assurance applicables éventuellement au transport partiel territorial ou maritime de ces colis, 10 centimes par service aérien emprunté.

Ce droit est compris, le cas échéant, dans les 50 centimes par 300 francs de valeur déclarée que l'administration d'origine peut percevoir comme droit global.

2. Exceptionnellement, le droit d'assurance pour certains services comportant des risques extraordinaires est fixé dans chaque cas particulier par l'administration intéressée ; dans ce cas, le droit global peut être majoré en conséquence.

Article 11.

REMISE PAR EXPRÈS.

Les expéditeurs ont la faculté de demander la remise à domicile par porteur spécial immédiatement après l'arrivée, en acquittant la taxe spéciale prévue par l'article 15 de l'arrangement concernant les colis postaux et pourvu que l'administration de destination ait déclaré être en mesure d'assurer ce service.

Toutefois, chaque administration destinataire peut demander que la taxe d'express soit fixée à un taux inférieur.

Article 12.

RÉEXPÉDITION ET RENVOI DES COLIS-AVION.

1. La réexpédition d'un colis-avion sur une nouvelle destination, à la demande de l'expéditeur ou du destinataire et pour autant qu'elle est admise par les dispositions générales de l'arrangement

PARCEL POST — AIR MAIL.

2. If two countries are connected by several air lines, the charges for conveyance are based on the mean distance of the routes between the respective airports and their importance for international traffic.

3. Countries of origin and of destination which forward air parcels within their territory by air over the whole or a part of the route between the place of origin or of destination, as the case may be, on the one hand, and an airport of the air line making the connection with a place abroad, on the other hand, are entitled to a special payment (fee or credit) for such conveyance.

4. The rates and credits above mentioned must be uniform for all the routes of the internal system of the same country and are calculated according to the mean distance of these routes adopted for the letter post.

These rates and credits are not due :

(a) When the place of origin or of destination of the parcel is the same as one of the airports of the air line making the connection with a place abroad by which the parcel has been forwarded ;

(b) When the conveyance of the air parcels is, over the whole of the route mentioned in the preceding paragraph, by the ordinary means of the country of origin or of destination.

5. The air mail fee is due in respect of parcels exempt from all charges in accordance with the provisions of Article 18 of the Agreement.

Article 10.

INSURANCE FEES.

1. In respect of insured air parcels, an insurance fee of 10 centimes for each 300 francs or fraction of 300 francs of the insured value may be charged for each air service employed, in addition to the insurance fees applicable in the event of the partial land or sea conveyance of these parcels.

When the case arises, this fee is included in the 50 centimes per 300 francs of the insured value which the Administration of origin may collect as an inclusive fee.

2. Exceptionally, the insurance fee for certain services involving exceptional risks is fixed in each particular case by the Administration concerned ; in that case, the inclusive fee may be increased accordingly.

Article 11.

EXPRESS DELIVERY.

The senders have the right to request delivery by special messenger, immediately after arrival, on prepayment of the special fee prescribed in Article 15 of the Parcel Post Agreement and provided that the Administration of destination has declared that it is in a position to execute this service.

Each Administration of destination, however, may request that the express fee may be fixed at a lower rate.

Article 12.

RETRANSMISSION AND RETURN OF AIR PARCELS.

1. The redirection of an air parcel to a new destination, at the request of the sender or of the addressee and in so far as it is permitted by the general provisions of the Parcel Post Agreement,

COLIS — POSTE AÉRIENNE.

concernant les colis postaux, peut avoir lieu par la voie aérienne si le paiement des frais du transport aérien dus pour la nouvelle transmission est garanti. Il en est de même lorsque l'expéditeur a demandé le renvoi à l'origine d'un colis-avion.

La taxe est reprise éventuellement sur l'administration qui a formulé la demande de réexpédition ou de renvoi.

2. Si la réexpédition ou le renvoi a lieu par les moyens ordinaires de la poste, l'étiquette « Par avion » et toute annotation se rapportant à la transmission par la voie aérienne doivent être barrées d'office au moyen de deux forts traits transversaux. Les colis-avion mal dirigés doivent être acheminés sur leur destination par la voie aérienne la plus courte ; si les frais de transport bonifiés à l'administration réexpéditrice ne sont pas suffisants pour couvrir les frais de la nouvelle transmission aérienne, la différence est reprise sur l'administration à laquelle est imputable la mauvaise direction.

3. Dans le cas d'atterrissage forcé ou de correspondance manquée, les administrations qui assurent le réacheminement prélèvent leur quote-part sur l'administration expéditrice.

Article 13.

FEUILLES DE ROUTE.

1. Les colis-avion sont inscrits par le bureau d'échange expéditeur sur une feuille de route spéciale, conforme au modèle CP 18 ci-annexé, avec tous les détails que cette formule comporte. La feuille de route doit être revêtue dans l'en-tête de l'étiquette « Par avion ».

2. Les bureaux d'échange expéditeurs doivent, sauf arrangement contraire, numéroter les feuilles de route spéciales d'après une série annuelle pour chaque bureau d'origine et pour chaque bureau de destination, en mentionnant, au-dessous du numéro, le service aérien par lequel l'expédition a eu lieu. Le dernier numéro de l'année précédente doit être mentionné sur la première feuille de route de l'année suivante.

3. Si la transmission des colis-avion d'un pays à un autre se fait par les voies ordinaires et simultanément avec des colis postaux ordinaires, la présence dans l'envoi de colis-avion avec feuille de route spéciale doit être indiquée par une annotation appropriée dans la feuille de route principale.

Article 14.

RÉCIPIENTS CLOS.

Si l'expédition des colis-avion a lieu dans des récipients clos, les étiquettes ou suscriptions de ces récipients doivent porter l'étiquette « Par avion ».

Article 15.

DÉDOUANEMENT DES COLIS-AVION.

Les administrations prennent des mesures pour accélérer autant que possible le dédouanement des colis-avion.

Article 16.

RESPONSABILITÉ.

Sauf notification contraire, les administrations postales assument, pour le transport des colis postaux par la voie aérienne, la même responsabilité que pour le transport par la voie ordinaire.

PARCEL POST — AIR MAIL.

may take place by air if payment of the charges for air conveyance due for the fresh transmission is guaranteed. The same applies when the sender has requested the return of an air parcel to origin.

The charge is, in this event, claimed from the Administration which has formulated the request for redirection or for return.

2. If redirection or return takes place through ordinary postal channels, the label " Par Avion " and all annotations relative to transmission by air mail must be cancelled officially by means of two heavy transverse strokes. Missent air parcels must be forwarded to their destination by the shortest air route ; if the credits allowed to the reforwarding Administration are not sufficient to cover the charges for the fresh transmission by air, the difference is claimed from the Administration to which the missending is attributable.

3. In case of forced landing or of failure of connexion, the Administrations which arrange for the reforwarding claim their share from the despatching Administration.

Article 13.

PARCEL BILLS.

1. Air parcels are entered by the despatching office of exchange on a special parcel bill in the form of specimen C.P. 18 annexed, with all the details required by this form. The parcel bill must bear in the heading the label " Par avion ".

2. In the absence of arrangement to the contrary, the despatching offices of exchange must number the special parcel bills in an annual series for each office of origin and for each office of destination, entering, below the number, the air service by which the despatch has been made. The last number of the preceding year must be shown on the first parcel bill of the following year.

3. If air parcels are transmitted from one country to another by ordinary routes and together with ordinary postal parcels, the presence in the mail of air parcels with a special parcel bill must be indicated by an appropriate annotation in the principal parcel bill.

Article 14.

CLOSED RECEPTACLES.

If air parcels are despatched in closed receptacles, the labels or addresses of these receptacles must bear the label " Par avion ".

Article 15.

CUSTOMS CLEARANCE OF AIR PARCELS.

Administrations take steps to accelerate as much as possible the clearance through the Customs of air parcels.

Article 16.

RESPONSIBILITY.

In the absence of notification to the contrary, the Postal Administrations accept, for the transport of postal parcels by air mail, the same responsibility as for the transport by the ordinary route.

COLIS — POSTE AÉRIENNE.

Article 17.

BONIFICATION DES DROITS DE TRANSPORT TERRITORIAL, MARITIME ET AÉRIEN.

L'administration expéditrice bonifie pour chaque colis-avion, à l'administration destinataire et aux administrations intermédiaires, les droits qui leur reviennent en vertu des dispositions précédentes et d'après les indications du tableau CP 19 mentionné à l'article 20 ci-après.

Article 18.

BONIFICATION DES DROITS D'ASSURANCE.

Pour les colis-avion avec valeur déclarée, l'administration d'origine est redevable, envers chaque administration intermédiaire qui se charge de leur transport aérien au delà des frontières de son pays, d'une quote-part de droit d'assurance fixée, exception faite des services comportant des risques extraordinaires, à 10 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs déclarés. La même quote-part est due à l'administration de destination qui assure le transport des colis-avion avec valeur déclarée par la voie aérienne à l'intérieur du territoire de son pays.

Article 19.

TRANSBORDEMENT.

Sauf entente contraire entre les administrations des postes intéressées, le transbordement en cours de route, dans un même aéroport, des colis-avion qui empruntent successivement plusieurs services aériens distincts, se fait obligatoirement par l'intermédiaire de l'administration des postes du pays où a lieu le transbordement. Cette règle n'est pas applicable lorsque ce transbordement a lieu entre des appareils assurant les sections successives d'un même service.

Article 20.

COMMUNICATIONS A ADRESSER AU BUREAU INTERNATIONAL ET AUX ADMINISTRATIONS.

1. Les administrations doivent se communiquer mutuellement les renseignements utiles concernant le service des colis-avion. Elles consignent ces renseignements sur une formule conforme au modèle CP 19 ci-annexé.
2. Chaque administration adresse au Bureau international une copie de son tableau CP 19.
3. Toute modification ultérieure doit être notifiée sans retard.

Article 21.

APPLICATION DES DISPOSITIONS DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT LES COLIS POSTAUX.

Les dispositions de l'arrangement concernant les colis postaux et de son règlement sont applicables en tout ce qui n'est pas expressément réglé par les articles précédents.

Article 22.

MISE A EXÉCUTION ET DURÉE DES DISPOSITIONS ADOPTÉES.

Les présentes dispositions seront exécutoires à partir du jour de la mise en vigueur de l'arrangement concernant les colis postaux. Elles auront la même durée que cet arrangement, à moins qu'elles ne soient renouvelées d'un commun accord entre les Parties intéressées.

PARCEL POST — AIR MAIL.

Article 17.

CREDIT IN RESPECT OF LAND, SEA AND AIR MAIL TRANSIT RATES.

For each air parcel the despatching Administration allows to the Administration of destination and to the intermediate Administrations the rates which accrue to them by virtue of the preceding provisions and according to the notifications in the table C.P. 19 mentioned in Article 20.

Article 18.

CREDIT IN RESPECT OF INSURANCE RATES.

In respect of insured air parcels, the Administration of origin must pay to each intermediate Administration which undertakes their conveyance by air beyond the frontiers of its country a proportionate insurance fee fixed, except for services involving exceptional risks, at 10 centimes for each 300 francs or fraction of 300 francs of the insured value. The same fee is due to the Administration of destination which performs the conveyance of insured air parcels by air within the territory of its own country.

Article 19.

TRANSFER.

In the absence of agreement to the contrary between the Postal Administrations concerned, the transfer in the same airport, in course of transmission, of air parcels conveyed successively by several distinct air services must be performed by the Postal Administration of the country in which the transfer takes place. This rule is not applicable when the transfer takes place between machines performing successive stages of the same service.

Article 20.

COMMUNICATIONS TO BE ADDRESSED TO THE INTERNATIONAL BUREAU AND TO ADMINISTRATIONS.

1. Administrations must communicate to each other full information regarding the air parcel service. This information must be given on a form similar to specimen C.P. 19 annexed.
2. Each Administration sends to the International Bureau a copy of its table C.P. 19.
3. Any subsequent alteration must be notified without delay.

Article 21.

APPLICATION OF THE PROVISIONS OF THE PARCEL POST AGREEMENT.

The provisions of the Parcel Post Agreement and of its Detailed Regulations apply in everything which is not expressly provided for in the preceding Articles.

Article 22.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE PROVISIONS ADOPTED.

The present Provisions shall come into force on the day on which the Parcel Post Agreement comes into force. They shall have the same duration as that Agreement, unless they are renewed by common consent between the Parties concerned.

COLIS — POSTE AÉRIENNE.

Fait au Caire, le 20 mars 1934.

*Pour l'Afghanistan :**Pour l'Albanie :*

Pan. NASSE.

Pour l'Allemagne :

K. ORTH.

K. ZIEGLER.

Dr W. SEEBASS.

Pour le Royaume de l'Arabie Saoudite :

Fawzan EL-SABEK.

Pour la République Argentine :

R. R. TULA.

Pour l'Autriche :

Dr Rudolf KUHN.

Pour la Belgique :

O. SCHOCKAERT.

E. MONS.

Pour la Colonie du Congo belge :

G. TONDEUR.

Pour la Bolivie :

Ernesto CÁCERES.

Pour Edmundo de la Fuente,

Ernesto CÁCERES.

Pour le Brésil :

C. M. DE FIGUEIREDO.

J. SANCHEZ PEREZ.

Pour la Bulgarie :

Iv. KATZAROFF.

Pour le Chili :

R. SUAREZ BARROS.

Pour la Chine :

HOO Chi-Tsai.

CHANG Hsin-Hai.

HUANG Nai-Shu.

Pour la République de Colombie :

E. ZALDÚA P.

*Pour la République de Costa-Rica :**Ad referendum,*

P. MARTINEZ T.

Pour la République de Cuba :

Alfredo ASSIR.

Pour le Danemark :

C. MONDRUP.

Arne KROG.

Pour la Ville libre de Dantzig :

R. STARZYŃSKI.

Pour la République Dominicaine :

Luis Alejandro AGUILAR.

Pour l'Égypte :

M. CHARARA.

E. MAGGIAR.

S. A. GHALWASH.

Pour l'Équateur :

E. L. ANDRADE.

Pour l'Espagne :

Alonso CARO.

A. RAMOS.

Pour l'ensemble des Colonies espagnoles :

Demetrio PEREDA.

Pour l'Estonie :

G. E. F. ALBRECHT.

Pour l'Éthiopie :

ALAMOU Tch.

Pour la Finlande :

G. E. F. ALBRECHT.

PARCEL POST — AIR MAIL.

Done at Cairo, the 20th day of March, 1934.

For Afghanistan :

For Albania :

Pan. NASSE.

For Germany :

K. ORTH.

K. ZIEGLER.

Dr. W. SEEBASS.

For the Kingdom of Saudi Arabia :

Fawzan EL-SABEK.

For the Argentine Republic :

R. R. TULA.

For Austria :

Dr. Rudolf KUHN.

For Belgium :

O. SCHOCKAERT.

E. MONS.

For the Colony of the Belgian Congo :

G. TONDEUR.

For Bolivia :

Ernesto CÁCERES.

For Edmundo de la Fuente :

Ernesto CÁCERES.

For Brazil :

C. M. DE FIGUEIREDO.

J. SANCHEZ PEREZ.

For Bulgaria :

IV. KATZAROFF.

For Chile :

R. SUAREZ BARROS.

For China :

HOO Chi-Tsai.

CHANG Hsin-Hai.

HUANG Nai-Shu.

For the Republic of Colombia :

E. ZALDÚA P.

For the Republic of Costa Rica :

Ad referendum :

P. MARTINEZ T.

For the Republic of Cuba :

Alfredo ASSIR.

For Denmark :

C. MONDRUP.

Arne KROG.

For the Free City of Danzig :

R. STARZYŃSKI.

For the Dominican Republic :

Luis Alejandro AGUILAR.

For Egypt :

M. CHARARA.

E. MAGGIAR.

S. A. GHALWASH.

For Ecuador :

E. L. ANDRADE.

For Spain :

Alonso CARO.

A. RAMOS.

For the whole of the Spanish Colonies :

Demetrio PEREDA.

For Estonia :

G. E. F. ALBRECHT.

For Ethiopia :

ALAMOU Tch.

For Finland :

G. E. F. ALBRECHT.

COLIS — POSTE AÉRIENNE.

Pour la France :

M. LEBON.
L. GENTHON.
P. GRANDSIMON.
A. CABANNE.
DUSSERRE.

Pour l'Algérie :

E. HUGUENIN.

Pour les Colonies et Protectorats français de l'Indochine :

NICOLAS.

Pour l'ensemble des autres Colonies françaises :

J. CASSAGNAC.

Pour la Grèce :

V. DENDRAMIS.
J. LACHNIDAKIS.

Pour le Guatemala :

Victor DURÁN M.

*Pour la République d'Haïti :**Pour la République du Honduras :*

D^r TUCCIMEI.

Pour la Hongrie :

Gabriel Baron SZALAY.
Charles DE FORSTER.

Pour l'Inde britannique :

P. N. MUKERJI.
S. C. GUPTA.
Mohd. AL HASAN.

Pour l'Irak :

Douglas W. GUMBLEY.
Jos. SHAUL.

Pour l'Islande :

C. MONDRUP.
Arne KROG.

Pour l'Italie :

Pietro TOSTI.
GALDI Michele.

Pour l'ensemble des Colonies italiennes :

CRETY Donato.

Pour le Japon :

Masao SEKI.
T. HARIMA.
J. KAGEYAMA.

Pour le Chosen :

Masao SEKI.
Ryuzo KAWAZURA.

Pour l'ensemble des autres Dépendances japonaises :

T. HARIMA.
H. FUJIKAWA.

Pour la Lettonie :

D^r Reinhold FURRER.
Ls ROULET.

Pour les Etats du Levant sous mandat français (Syrie et Liban) :

CIANFARELLI.
L. PERNOT.

*Pour la République de Libéria :**Pour la Lituanie :**Pour le Luxembourg :**Pour le Maroc (à l'exclusion de la Zone espagnole) :*

H. DUTEIL.

Pour le Maroc (Zone espagnole) :

A. RAMOS.

Pour le Nicaragua :

Victor DURÁN M.

PARCEL POST — AIR MAIL.

For France :

M. LEBON.
L. GENTHON.
P. GRANDSIMON.
A. CABANNE.
DUSSERRE.

For Algeria :

E. HUGUENIN.

For the French Colonies and Protectorates of Indo-China :

NICOLAS.

For the whole of the Other French Colonies :

J. CASSAGNAC.

For Greece :

V. DENDRAMIS.
J. LACHNIDAKIS.

For Guatemala :

Victor DURÁN M.

*For the Republic of Haiti :**For the Republic of Honduras :*

Dr. TUCCIMEI.

For Hungary :

Gabriel Baron SZALAY.
Charles DE FORSTER.

For British India :

P. N. MUKERJI.
S. C. GUPTA.
Mohd. AL HASAN.

For Iraq :

Douglas W. GUMBLEY.
Jos. SHAUL.

For Iceland :

C. MONDRUP.
Arne KROG.

For Italy :

Pietro TOSTI.
GALDI Michele.

For the whole of the Italian Colonies :

CRETY Donato.

For Japan :

Masao SEKI.
T. HARIMA.
J. KAGEYAMA.

For Chosen :

Masao SEKI.
Ryuzo KAWAZURA.

For the whole of the Other Japanese Dependencies :

T. HARIMA.
H. FUJIKAWA.

For Latvia :

Dr. Reinhold FURRER.
Ls ROULET.

For the Levant States under French Mandate (Syria and Lebanon) :

CIANFARELLI.
L. PERNOT.

*For the Republic of Liberia :**For Lithuania :**For Luxemburg :**For Morocco (except the Spanish Zone) :*

H. DUTEIL.

For Morocco (Spanish Zone) :

A. RAMOS.

For Nicaragua :

Victor DURÁN M.

COLIS — POSTE AÉRIENNE.

Pour la Norvège :

Klaus HELSING.
Oskar HOMME.

Pour la République de Panama :

E. ZALDÚA P.

Pour le Paraguay :

R. R. TULA.

Pour les Pays-Bas :

DUYNSTEE.
v. GOOR.

Pour Curaçao et Surinam :

HOOGWOONING.

Pour les Indes néerlandaises :

PERK.
BRIL.
HOOGWOONING.

Pour le Pérou :

Ernesto CÁCERES.

Pour Edmundo de la Fuente,
Ernesto CÁCERES.

Pour la Perse :

S. A. RAD.
R. ARDJOMENDE.

Pour la Pologne :

R. STARZYŃSKI.

Pour le Portugal :

A. DE Q. R. VAZ PINTO.
A. C. BIANCHI.

Pour les Colonies portugaises de l'Afrique occidentale :

Ernesto Julio NAVARRO.

Pour les Colonies portugaises de l'Afrique orientale, de l'Asie et de l'Océanie :

Mário CORRÊA BARATA DA CRUZ.

Pour la Roumanie :

Ilariu MANEANU.
C. STEFANESCU.

Pour la République de Saint-Marin :

CRETY DONATO.

*Pour la République de El Salvador :**Pour le Territoire de la Sarre :**Pour le Siam :**Pour la Suède :*

Anders ÖRNE.
Gunnar LAGER.
Arvid BILDT.

Pour la Confédération suisse :

D^r Reinhold FURRER.
Ls ROULET.

Pour la Tchécoslovaquie :

Václav KUČERA.
Josef RADA.

Pour la Tunisie :

H. DUTEIL.

Pour la Turquie :

Yusuf ARIFI.
M. SAKIN.
M. TEVFIK.

Pour la République O. de l'Uruguay :

Arturo C. MASANÉS.

Pour l'Etat de la Cité du Vatican :

M^{gr} Giuseppe MAZZOLI.

Pour les Etats-Unis du Venezuela :

Luis Alejandro AGUILAR.

*Pour l'Yémen :**Pour le Royaume de Yougoslavie :*

Kosta ZLATANOVITCH.

PARCEL POST — AIR MAIL.

For Norway :

Klaus HELSING.
Oskar HOMME.

For the Republic of Panama :

E. ZALDÚA P.

For Paraguay :

R. R. TULA.

For the Netherlands :

DUYNSTEE.
V. GOOR.

For Curaçao and Surinam :

HOOGWOONING.

For the Netherlands Indies :

PERK.
BRIL.
HOOGWOONING.

For Peru :

Ernesto CÁCERES.

For Edmundo de la Fuente :

Ernesto CÁCERES.

For Persia :

S. A. RAD.
R. ARDJOMENDE.

For Poland :

R. STARZYŃSKI.

For Portugal :

A. DE Q. R. VAZ PINTO.
A. C. BIANCHI.

For the Portuguese Colonies in West Africa :

Ernesto Julio NAVARRO.

*For the Portuguese Colonies in East Africa,
Asia and Oceania :*

Mario CORRÊA BARATA DA CRUZ.

For Roumania :

Ilariu MANEANU.
C. STEFANESCU.

For the Republic of San Marino :

CRETY Donato.

*For the Republic of El Salvador :**For the Territory of the Saar :**For Siam :**For Sweden :*

Anders ÖRNE.
Gunnar LAGER.
Arvid BILDT.

For the Swiss Confederation :

Dr. Reinhold FURRER.
Ls ROULET.

For Czechoslovakia :

Václav KUČERA.
Josef RADA.

For Tunis :

H. DUTEIL.

For Turkey :

Yusuf ARIFI.
M. SAKIN.
M. TEVFIK.

For the Eastern Republic of Uruguay :

Arturo C. MASANÉS.

For the State of the City of the Vatican :

Mgr. Giuseppe MAZZOLI.

For the United States of Venezuela :

Luis Alejandro AGUILAR.

*For Yemen :**For the Kingdom of Yugoslavia :*

Kosta ZLATANOVITCH.

COLIS — POSTE AÉRIENNE — PROTOCOLE FINAL.

PROTOCOLE FINAL DES DISPOSITIONS CONCERNANT LE TRANSPORT
DES COLIS POSTAUX PAR VOIE AÉRIENNE*Article unique.*

TARIFS SPÉCIAUX.

Par dérogation aux dispositions de l'article 9, l'administration indo-néerlandaise est autorisée à percevoir des droits et bonifications distincts pour chaque parcours entre les aéroports de son réseau aérien interne.

Fait au Caire, le 20 mars 1934.

Pour l'Afghanistan :

Pour l'Albanie :

Pan. NASSE.

Pour l'Allemagne :

K. ORTH.

K. ZIEGLER.

D^r W. SEEBASS.

Pour le Royaume de l'Arabie Saoudite :

Fawzan EL-SABEK.

Pour la République Argentine :

R. R. TULA.

Pour l'Autriche :

D^r Rudolf KUHN.

Pour la Belgique :

O. SCHOCKAERT.

E. MONS.

Pour la Colonie du Congo belge :

G. TONDEUR.

Pour la Bolivie :

Ernesto CÁCERES.

Pour Edmundo de la Fuente,

Ernesto CÁCERES.

Pour le Brésil :

C. M. DE FIGUEIREDO.

J. SANCHEZ PEREZ.

Pour la Bulgarie :

IV. KATZAROFF.

Pour le Chili :

R. SUAREZ BARROS.

Pour la Chine :

HOO Chi-Tsai.

CHANG Hsin-Hai.

HUANG Nai-Shu.

Pour la République de Colombie :

E. ZALDÚA P.

Pour la République de Costa-Rica :

Ad referendum,

P. MARTINEZ T.

Pour la République de Cuba :

Alfredo ASSIR.

Pour le Danemark :

C. MONDRUP.

Arne KROG.

Pour la Ville libre de Dantzig :

R. STARZYŃSKI.

Pour la République Dominicaine :

Luis Alejandro AGUILAR.

Pour l'Égypte :

M. CHARARA.

E. MAGGIAR.

S. A. GHALWASH.

Pour l'Équateur :

E. L. ANDRADE.

Pour l'Espagne :

Alonso CARO.

A. RAMOS.

PARCEL POST — AIR MAIL — FINAL PROTOCOL.

FINAL PROTOCOL TO THE PROVISIONS REGARDING THE CONVEYANCE
OF POSTAL PARCELS BY AIR.*Sole Article.*

SPECIAL TARIFFS.

As an exception to the provisions of Article 9, the Administration of the Netherlands Indies is authorized to impose separate fees and credits for each section between the airports of its inland air service.

Done at Cairo, the 20th day of March, 1934.

For Afghanistan :

For Albania :

Pan. NASSE.

For Germany :

K. ORTH.

K. ZIEGLER.

Dr. W. SEEBASS.

For the Kingdom of Saudi Arabia :

Fawzan EL-SABEK.

For the Argentine Republic :

R. R. TULA.

For Austria :

Dr. Rudolf KUHN.

For Belgium :

O. SCHOCKAERT.

E. MONS.

For the Colony of the Belgian Congo :

G. TONDEUR.

For Bolivia :

Ernesto CÁCERES.

For Edmundo de la Fuente :

Ernesto CÁCERES.

For Brazil :

C. M. DE FIGUEIREDO.

J. SANCHEZ PEREZ.

For Bulgaria :

Iv. KATZAROFF.

For Chile :

R. SUAREZ BARROS.

For China :

HOO Chi-Tsai.

CHANG Hsin-Hai.

HUANG Nai-Shu.

For the Republic of Colombia :

E. ZALDÚA P.

For the Republic of Costa Rica :

Ad referendum :

P. MARTINEZ. T.

For the Republic of Cuba :

Alfredo ASSIR.

For Denmark :

C. MONDRUP.

Arne KROG.

For the Free City of Danzig :

R. STARZYŃSKI.

For the Dominican Republic :

Luis Alejandro AGUILAR.

For Egypt :

M. CHARARA.

E. MAGGIAR.

S. A. GHALWASH.

For Ecuador :

E. L. ANDRADE.

For Spain :

Alonso CARO.

A. RAMOS.

Pour l'ensemble des Colonies espagnoles :

Demetrio PEREDA.

Pour l'Estonie :

G. E. F. ALBRECHT.

Pour l'Ethiopie :

ALAMOU Tch.

Pour la Finlande :

G. E. F. ALBRECHT.

Pour la France :

M. LEBON.

L. GENTHON.

P. GRANDSIMON.

A. CABANNE.

DUSSERRE.

Pour l'Algérie :

E. HUGUENIN.

Pour les Colonies et Protectorats français de l'Indochine :

NICOLAS.

Pour l'ensemble des autres Colonies françaises :

J. CASSAGNAC.

Pour la Grèce :

V. DENDRAMIS.

J. LACHNIDAKIS.

Pour le Guatémala :

Victor DURÁN M.

Pour la République d'Haïti :

Pour la République du Honduras :

D^r TUCCIMEI.

Pour la Hongrie :

Gabriel Baron SZALAY.

Charles DE FORSTER.

Pour l'Inde britannique :

Pour l'Irak :

Pour l'Islande :

C. MONDRUP.

Arne KROG.

Pour l'Italie :

Pietro TOSTI.

GALDI Michele.

Pour l'ensemble des Colonies italiennes :

CRETY Donato.

Pour le Japon :

Masao SEKI.

T. HARIMA.

J. KAGEYAMA.

Pour le Chosen :

Masao SEKI.

Ryuzo KAWAZURA.

Pour l'ensemble des autres Dépendances japonaises :

T. HARIMA.

H. FUJIKAWA.

Pour la Lettonie :

D^r Reinhold FURRER.

Ls ROULET.

Pour les Etats du Levant sous mandat français (Syrie et Liban) :

CIANFARELLI.

L. PERNOT.

Pour la République de Libéria :

Pour la Lithuanie :

Pour le Luxembourg :

Pour le Maroc (à l'exclusion de la Zone espagnole) :

H. DUTEIL.

Pour le Maroc (Zone espagnole) :

A. RAMOS.

PARCEL POST — AIR MAIL — FINAL PROTOCOL.

For the whole of the Spanish Colonies :

Demetrio PEREDA.

For Estonia :

G. E. F. ALBRECHT.

For Ethiopia :

ALAMOU Tch.

For Finland :

G. E. F. ALBRECHT.

For France :

M. LEBON.

L. GENTHON.

P. GRANDSIMON.

A. CABANNE.

DUSSERRE.

For Algeria :

E. HUGUENIN.

For the French Colonies and Protectorates of Indo-China :

NICOLAS.

For the whole of the Other French Colonies :

J. CASSAGNAC.

For Greece. :

V. DENDRAMIS.

J. LACHNIDAKIS.

For Guatemala :

Victor DURÁN M.

For the Republic of Haiti :

For the Republic of Honduras :

Dr. TUCCIMEI.

For Hungary :

Gabriel Baron SZALAY.

Charles DE FORSTER.

For British India :

For Iraq :

For Iceland :

C. MONDRUP.

Arne KROG.

For Italy :

Pietro TOSTI.

GALDI Michele.

For the whole of the Italian Colonies :

CRETY Donato.

For Japan :

Masao SEKI.

T. HARIMA.

J. KAGEYAMA.

For Chosen :

Masao SEKI.

Ryuzo KAWAZURA.

For the whole of the Other Japanese Dependencies :

T. HARIMA.

H. FUJIKAWA.

For Latvia :

Dr. Reinhold FURRER.

Ls ROULET.

For the Levant States under French Mandate (Syria and Lebanon) :

CIANFARELLI.

L. PERNOT.

For the Republic of Liberia :

For Lithuania :

For Luxemburg :

For Morocco (except the Spanish Zone) :

H. DUTEIL.

For Morocco (Spanish Zone) :

A. RAMOS.

COLIS — POSTE AÉRIENNE — PROTOCOLE FINAL.

Pour le Nicaragua :

Victor DURÁN M.

Pour la Norvège :

Klaus HELSING.

Oskar HOMME.

Pour la République de Panama :

E. ZALDÚA P.

Pour le Paraguay :

R. R. TULA.

Pour les Pays-Bas :

DUYNSTEE.

V. GOOR.

Pour Curaçao et Surinam :

HOOGWOONING.

Pour les Indes néerlandaises :

PERK.

BRIL.

HOOGWOONING.

Pour le Pérou :

Ernesto CÁCERES.

Pour Edmundo de la Fuente,

Ernesto CÁCERES.

Pour la Perse :

S. A. RAD.

R. ARDJOMENDE.

Pour la Pologne :

R. STARZYŃSKI.

Pour le Portugal :

A. DE Q. R. VAZ PINTO.

A. C. BIANCHI.

Pour les Colonies portugaises de l'Afrique occidentale :

Ernesto Julio NAVARRO.

Pour les Colonies portugaises de l'Afrique orientale, de l'Asie et de l'Océanie :

Mario CORRÊA BARATA DA CRUZ.

Pour la Roumanie :

Ilariu MANEANU.

C. STEFANESCU.

Pour la République de Saint-Marin :

CRETY DONATO.

Pour la République de El Salvador :

Pour le Territoire de la Sarre :

Pour le Siam :

Pour la Suède :

Anders ÖRNE.

Gunnar LAGER.

Arvid BILDT.

Pour la Confédération suisse :

D^r Reinhold FURRER.

Ls ROULET.

Pour la Tchécoslovaquie :

Václav KUČERA.

Josef RADA.

Pour la Tunisie :

H. DUTEIL.

Pour la Turquie :

Yusuf ARIFI.

M. SAKIN.

M. TEVFIK.

Pour la République O. de l'Uruguay :

Arturo C. MASANÉS.

Pour l'Etat de la Cité du Vatican :

M^{sr} Giuseppe MAZZOLI.

Pour les Etats-Unis du Venezuela :

Luis Alejandro AGUILAR.

Pour l'Yémen :

Pour le Royaume de Yougoslavie :

Kosta ZLATANOVITCH.

PARCEL POST — AIR MAIL — FINAL PROTOCOL.

For Nicaragua :

Victor DURÁN M.

For Norway :

Klaus HELSING.

Oskar HOMME.

For the Republic of Panama :

E. ZALDÚA P.

For Paraguay :

R. R. TULA.

For the Netherlands :

DUYNSTEE.

v. GOOR.

For Curaçao and Surinam :

HOOGWOONING.

For the Netherlands Indies :

PERK.

BRIL.

HOOGWOONING.

For Peru :

Ernesto CÁCERES.

For Edmundo de la Fuente :

Ernesto CÁCERES.

For Persia :

S. A. RAD.

R. ARDJOMENDE.

For Poland :

R. STARZYŃSKI.

For Portugal :

A. DE Q. R. VAZ PINTO.

A. C. BIANCHI.

For the Portuguese Colonies in West Africa :

Ernesto Julio NAVARRO.

*For the Portuguese Colonies in East Africa,
Asia and Oceania :*

Mario CORRÊA BARATA DA CRUZ.

For Roumania :

Ilariu MANEANU.

C. STEFANESCU.

For the Republic of San Marino :

CRETY Donato.

*For the Republic of El Salvador :**For the Territory of the Saar :**For Siam :**For Sweden :*

Anders ÖRNE.

Gunnar LAGER.

Arvid BILDT.

For the Swiss Confederation :

Dr. Reinhold FURRER.

Ls ROULET.

For Czechoslovakia :

Václav KUČERA.

Josef RADA.

For Tunis :

H. DUTEIL.

For Turkey :

Yusuf ARIFI.

M. SAKIN.

M. TEVFIK.

For the Eastern Republic of Uruguay :

Arturo C. MASANÉS.

For the State of the City of the Vatican :

Mgr. Giuseppe MAZZOLI.

For the United States of Venezuela :

Luis Alejandro AGUILAR.

*For Yemen :**For the Kingdom of Yugoslavia :*

Kosta ZLATANOVITCH.

ANNEXES

Formules C P 18 et C P 19.

ANNEXES

Forms C P 18 and C P 19.

COLIS — POSTE AÉRIENNE — FORMULES.

C P 18

(Disp. poste aérienne, art. 13, § 1)

PAYS D'ORIGINE

Place réservée pour l'étiquette
« Par avion »

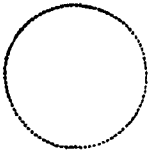
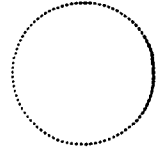
PAYS DE DESTINATION

Numéro d'ordre de la feuille de route :

FEUILLE DE ROUTE

des colis-avion expédiés par le bureau d'échange

d..... au bureau d'échange d.....

Timbre du bureau
expéditeurTimbre du bureau
destinataireDépart (.....^e envoi) du 19....., à..... h. m.

Numéro		Nombre de colis	Bureau		Poids ^{a)} de chaque colis avec valeur déclarée	Valeur déclarée	Taxes et droits ordinaires (territoriaux et maritimes) dus		Droits de transport aérien dus		Montant des rem- bourse- ments	Obser- vations
d'or- dre	du colis		d'ori- gine	de desti- nation ¹⁾			par l'Admi- nistra- tion expédi- trice à l'Admi- nistra- tion cor- respon- dante	par l'Admi- nistra- tion corres- pondante à l'Admi- nistra- tion expédi- trice	par l'Admi- nistra- tion expédi- trice à l'Admi- nistra- tion corres- pondante	par l'Admi- nistra- tion corres- pondante à l'Admi- nistra- tion expédi- trice		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
						Francs	Fr. c.	Fr. c.	Fr. c.	Fr. c.	Fr. c.	
Totaux												

L'agent du bureau expéditeur :

L'agent du bureau destinataire :

¹⁾ Ne pas remplir dans les cas où les colis sont adressés au même bureau que les feuilles de route.²⁾ En cas de besoin, cette colonne peut également servir à l'indication du poids des colis ordinaires.

(Dimensions : 148 × 210 ou 210 × 297 mm.)

PARCEL POST — AIR MAIL — FORMS.

CP 18

(Air Mail Regns, Art. 13, § 1)

COUNTRY OF ORIGIN

Space reserved for label
" Air Mail "

COUNTRY OF DESTINATION

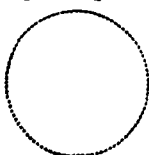
Serial No. of Parcel Bill :

PARCEL BILL

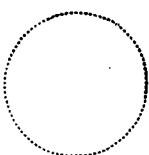
for air mail parcels despatched by the office of exchange
of to the office of exchange of

Stamp of
despatching office

Stamp of office
of destination



Departure (consignment No.) on 19... at h. m.



No.		Number of parcels	Office		Weight ^a of each insured parcel	Value declared	Amounts due in respect of ordinary charges and dues (land and sea)		Amounts due in respect of air transport charges		Amount of trade charges	Observations
Serial	of the parcel		of origin	of destination			by the despatching Administration to the corresponding Administration	by the corresponding Administration to the despatching Administration	by the despatching Administration to the corresponding Administration	by the corresponding Administration to the despatching Administration		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
						Francs	Fr. c.	Fr. c.	Fr. c.	Fr. c.	Fr. c.	
Totals												

Official of despatching office :

Official of office of destination :

¹ Not to be filled in if the parcel is addressed to the same office as the parcel bill.

² If necessary, this column may also be used to indicate the weights of ordinary parcels.

(Dimensions : 148 × 210 or 210 × 297 mm.)

COLIS — POSTE AÉRIENNE — FORMULES.

CP 19

(Disp. poste aérienne, art. 20, § 1)

ADMINISTRATION DES POSTES

d.....

TABLEAU

INDIQUANT LES CONDITIONS AUXQUELLES L'ADMINISTRATION DES POSTES
 D..... ACCEPTE DES COLIS-AVION POUR SON PROPRE
 TERRITOIRE ET A DESTINATION DES PAYS POUR LESQUELS ELLE EST A MÊME
 DE SERVIR D'INTERMÉDIAIRE

Avis : Dans les frais de transport territorial et maritime indiqués dans la colonne 5 sont comprises les taxes de transit territorial qui sont dues dans les cas où les colis-avion empruntent un parcours territorial dans.....

(Nom du pays expéditeur du tableau)

Indiquer ci-dessous si l'Administration expéditrice du présent tableau se charge ou non du réacheminement des colis-avion à l'intérieur de son pays par la voie aérienne sur tout ou partie de leur parcours et, le cas échéant, à destination de quelles localités, en spécifiant si des colis-avion à destination d'autres endroits peuvent être acheminés sur ces localités à la demande des expéditeurs.

(Dimensions : 210 × 297 mm.)

PARCEL POST — AIR MAIL — FORMS.

C P 19

(Air Mail Regns, Art. 20, § 1)

POSTAL ADMINISTRATION

of.....

TABLE

SHOWING THE TERMS ON WHICH THE POSTAL ADMINISTRATION OF
ACCEPTS AIR MAIL PARCELS FOR ITS OWN TERRITORY AND TO COUNTRIES FOR
WHICH IT SERVES AS AN INTERMEDIATE ADMINISTRATION

NOTE : The expenses of land and maritime transport shown in column 5 include the charges due for
land transport, in case the parcel is conveyed by a land service during part of its journey in

.....
(Name of the country issuing the table)

It should be stated below whether the despatching Administration issuing this table undertakes to forward air parcels within its territory by air over the whole or part of their journey, or only to certain localities, which should be specified; and whether, in the latter case, air parcels addressed to other places can be forwarded to the said localities at the request of the senders.

(Dimensions : 210 × 297 mm.)

COLIS — POSTE AÉRIENNE — FORMULES.

FRAIS DE TRANSPORT TERRITORIAL ET MARITIME

Pays de destination 1	Voie de transmission 2	Désignation des pays intermédiaires et des services maritimes à employer 3	Coupures de poids 4	Total des frais à bonifier à l'Administration d.....		Observations 7
				Taxe au poids 5	Droit d'assurance par 300 francs 6	
		<p>1. Service à l'intérieur de</p> <p style="text-align: center;"><i>(Nom du pays qui dresse le tableau)</i></p>				<p>a) DIMENSIONS ADMISES pour les colis à destination de..... <i>(Nom du pays expéditeur du tableau)</i></p> <p>b) DÉCLARATION DE VALEUR admise jusqu'à ... fr.</p> <p>c) TAXE DE REMISE PAR EXPRES centimes. <i>(Voir art II, 2^e al.)</i></p>
		<p>2. Service à destination d'autres pays</p>				

PARCEL POST — AIR MAIL — FORMS.

EXPENSES OF LAND AND MARITIME TRANSPORT

Country of destination 1	Route of transmission 2	Intermediate countries and maritime services utilised 3	Scales of weight 4	Total expenses allowed the Administration of.....		Observations 7
				Charge by weight 5	Insurance fee per 300 francs 6	
		1. Service in interior of <i>(Name of country issuing the table)</i>				(a) DIMENSIONS ALLOWED for parcels addressed to <i>(Name of country issuing the table)</i> (b) INSURANCE allowed up to ... fr. (c) FEE FOR EXPRESS DELIVERY centimes. (See Art. 11 second sub-paragraph.)
		2. Service to other countries.				

COLIS — POSTE AÉRIENNE — FORMULES.

FRAIS DE TRANSPORT AÉRIEN

Pays de destination 1	Voie de transmission 2	Désignation des services aériens à employer 3	Distance en km. 4	Total des frais de transport aérien à bonifier à l'Administration d.....				Observations 9
				jusqu'au pays de destination		à l'intérieur du pays de destination		
				Taxe au poids 5	Droit d'assurance par 300 francs 6	Taxe au poids 7	Droit d'assurance par 300 francs 8	
1. Service à l'intérieur de <i>(Nom du pays qui dresse le tableau)</i>								
2. Service à destination d'autres pays								

Certifié pour copie conforme :

Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères :
 A. M. Snouck Hurgronje.

PARCEL POST — AIR MAIL — FORMS.

EXPENSES OF AIR TRANSPORT

Country of destination	Route of transmission	Air services utilised	Distance in km.	Total expenses for air transport allowed to the Administration of.....				Observations
				to country of destination		to interior of country of destination		
				Charge by weight	Insurance fee per 300 francs	Charge by weight	Insurance fee per 300 francs	
1	2	3	4	5	6	7	8	9
1. Service in interior of <i>(Name of country issuing the table)</i>								
2. Service to other countries.								

N° 4051.

ALBANIE, ALLEMAGNE,
ARABIE SAOUDIENNE,
RÉPUBLIQUE ARGENTINE,
AUTRICHE, etc.

(Union postale universelle.)

Arrangement concernant les mandats de poste, avec règlement d'exécution et supplément concernant le service des bons postaux de voyage. Signés au Caire, le 20 mars 1934.

ALBANIA, GERMANY,
SAUDI ARABIA,
ARGENTINE REPUBLIC,
AUSTRIA, etc.

(Universal Postal Union.)

Money Orders Agreement, with Detailed Regulations and Supplement concerning the 'Service of Travellers' Postal Vouchers. Signed at Cairo, March 20th, 1934.

MANDATS — ARRANGEMENT.

UNION POSTALE UNIVERSELLE

N^o 4051. — ARRANGEMENT CONCERNANT LES MANDATS DE POSTE.
SIGNÉ AU CAIRE, LE 20 MARS 1934.

*Texte officiel français communiqué par les ministres des Affaires étrangères d'Égypte et des Pays-Bas.
L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 5 février 1937.*

TABLE DES MATIÈRES

<p>CHAPITRE PREMIER.</p> <p>DISPOSITION PRÉLIMINAIRE.</p> <p>Art.</p> <p>1. Conditions de l'échange des mandats.</p>	<p>Art.</p> <p>15. Mandats adressés poste restante.</p> <p>16. Remise des mandats télégraphiques.</p> <p>17. Durée de validité des mandats.</p> <p>18. Endossement des mandats.</p>
<p>CHAPITRE II.</p> <p>ÉMISSION DES MANDATS.</p> <p>2. Versement. Récépissé.</p> <p>3. Énoncé du montant. Taux de conversion.</p> <p>4. Montant maximum à l'émission.</p> <p>5. Taxes.</p> <p>6. Franchise de taxes.</p> <p>7. Mandats télégraphiques.</p> <p>8. Avis de paiement.</p> <p>9. Remise par exprès.</p>	<p>CHAPITRE IV.</p> <p>RETRAIT. MODIFICATION D'ADRESSE. RÉEXPÉDITION. REBUTS. RÉCLAMATIONS.</p> <p>19. Retrait des mandats. Modification d'adresse.</p> <p>20. Réexpédition des mandats.</p> <p>21. Mandats tombés en rebut.</p> <p>22. Réclamations.</p>
<p>CHAPITRE III.</p> <p>PAYEMENT DES MANDATS.</p> <p>10. Paiement.</p> <p>11. Montant maximum au paiement.</p> <p>12. Inscription en compte courant postal.</p> <p>13. Droit de remise à domicile.</p> <p>14. Droit pour autorisation de paiement.</p>	<p>CHAPITRE V.</p> <p>RESPONSABILITÉ.</p> <p>23. Étendue de la responsabilité.</p> <p>24. Exception au principe de la responsabilité.</p> <p>25. Paiement des sommes réclamées.</p> <p>26. Délai de paiement.</p> <p>27. Détermination de la responsabilité.</p> <p>28. Remboursement à l'administration d'origine des sommes déboursées.</p>

MONEY ORDERS — AGREEMENT.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

UNIVERSAL POSTAL UNION.

No. 4051. — MONEY ORDERS AGREEMENT. SIGNED AT CAIRO,
MARCH 20TH, 1934.

*French official text communicated by the Egyptian and the Netherlands Ministers for Foreign Affairs.
The registration of this Agreement took place February 5th, 1937.*

TABLE OF CONTENTS.

	CHAPTER I.	Art.
	PRELIMINARY.	15. Money Orders addressed <i>Poste restante</i> .
Art.		16. Delivery of Telegraph Money Orders.
1. Conditions for the Exchange of Money Orders.		17. Period of Validity of Money Orders.
		18. Endorsement of Money Orders.
	CHAPTER II.	CHAPTER IV.
	ISSUE OF MONEY ORDERS.	WITHDRAWAL. ALTERATION OF ADDRESS. RETRANSMISSION. NON-DELIVERY. ENQUIRIES.
2. Purchase. Receipt.		19. Withdrawal of Money Orders. Alteration of Address.
3. Statement of Amount. Rate of Conversion.		20. Retransmission of Money Orders.
4. Maximum Amount of an Order.		21. Undelivered Money Orders.
5. Charges.		22. Enquiries.
6. Exemption.		
7. Telegraph Money Orders.		CHAPTER V.
8. Advice of Payment.		RESPONSIBILITY.
9. Express Delivery.		23. Extent of Responsibility.
	CHAPTER III.	24. Exception to the Principle of Responsibility.
	PAYMENT OF MONEY ORDERS.	25. Payment of Claims.
10. Payment.		26. Period allowed for Payment.
11. Maximum Amount payable.		27. Determination of Responsibility.
12. Payment into Postal Cheque Account.		28. Repayment of Amounts disbursed to the Administration of Origin.
13. Fee for Delivery at Payee's Address.		
14. Charge for Authority to pay an Order.		

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

MANDATS — ARRANGEMENT.

CHAPITRE VI.

COMPTABILITÉ. MANDATS PRESCRITS.

Art.

- 29. Partage des taxes et des droits.
- 30. Décompte.
- 31. Liquidation.
- 32. Mandats prescrits.

CHAPITRE VII.

DISPOSITIONS DIVERSES.

- 33. Bureaux participant à l'échange.
- 34. Participation d'autres administrations.

Art.

- 35. Application des dispositions d'ordre général de la convention.
- 36. Interdiction de droits fiscaux ou autres.
- 37. Bons postaux de voyage.
- 38. Approbation des propositions faites dans l'intervalle des réunions.

DISPOSITIONS FINALES.

- 39. Mise à exécution et durée de l'arrangement.

MONEY ORDERS — AGREEMENT.

CHAPTER VI.

ACCOUNTING. VOID MONEY ORDERS.

Art.

29. Apportionment of Charges and Dues.
30. Accounts.
31. Settlement.
32. Void Money Orders.

CHAPTER VII.

MISCELLANEOUS PROVISIONS.

33. Offices transacting Money Order Business.
34. Participation of Other Administrations.

Art.

35. Application of the General Provisions of the Convention.
36. Prohibition of Fiscal or Other Charges.
37. Travellers' Postal Vouchers.
38. Approval of Proposals made during the Interval between Meetings.

FINAL PROVISIONS.

39. Entry into Force and Duration of the Agreement.

MANDATS — ARRANGEMENT.

UNION POSTALE UNIVERSELLE

Arrangement¹ concernant les mandats de poste conclu entre L'ALBANIE, L'ALLEMAGNE, LE ROYAUME DE L'ARABIE SAOUDITE, LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE, L'AUTRICHE, LA BELGIQUE, LA BOLIVIE, LA BULGARIE, LE CHILI, LA CHINE, LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE, LA RÉPUBLIQUE DE CUBA, LE DANEMARK, LA VILLE LIBRE DE DANTZIG, LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, L'ÉGYPTÉ, L'ESPAGNE, l'ensemble des COLONIES ESPAGNOLES, L'ESTONIE, L'ETHIOPIE, LA FINLANDE, LA FRANCE, L'ALGÉRIE, LES COLONIES ET PROTECTORATS FRANÇAIS DE L'INDOCHINE, l'ensemble des autres COLONIES FRANÇAISES, LA GRÈCE, LA RÉPUBLIQUE DU HONDURAS, LA HONGRIE, L'ISLANDE, L'ITALIE, l'ensemble des COLONIES ITALIENNES, LE JAPON, LE CHOSEN, l'ensemble des autres DÉPENDANCES JAPONAISES, LA LETTONIE, LES ETATS DU LEVANT SOUS MANDAT FRANÇAIS (Syrie et Liban), LA

¹ Ratifications déposées au Caire :

ARABIE SAOUDIENNE	21 octobre 1934.	gnoles ainsi que le Maroc (Zone espagnole)	24 avril 1935.
PAYS-BAS (pour le Royaume en Europe, les Indes néerlandaises, Surinam et Curaçao)	23 octobre 1934.	HONGRIE	1 ^{er} mai 1935.
SUISSE	20 novembre 1934.	TCHÉCOSLOVAQUIE	5 mai 1935.
NORVÈGE	3 décembre 1934.	FINLANDE	4 juillet 1935.
SUÈDE	3 décembre 1934.	IRAN	4 septembre 1935.
DANEMARK	18 décembre 1934.	POLOGNE	17 septembre 1935.
ETAT DE LA CITÉ DU VA- TICAN	26 décembre 1934.	ETHIOPIE	22 septembre 1935.
EGYPTE	30 décembre 1934.	ROUMANIE	5 novembre 1935.
JAPON, CHOSEN ET ENSEM- BLE DES AUTRES DÉPEN- DANCES JAPONAISES	10 février 1935.	CHINE	11 janvier 1936.
ALLEMAGNE	16 février 1935.	COLOMBIE	21 mai 1936.
BELGIQUE	18 février 1935.	ESTONIE	4 juillet 1936.
ISLANDE	27 février 1935.	YOUgosLAVIE	26 juin 1937.
AUTRICHE	5 mars 1935.	FRANCE	} 9 août 1937.
CHILI	26 mars 1935.	ALGÉRIE	
ITALIE (y compris la Tri- politaine, la Cyrénaïque, l'Erythrée et la Somalie)	6 avril 1935.	MAROC (à l'exclusion de la Zone espagnole)	
ESPAGNE (y compris l'en- semble des colonies espa-		TUNISIE	
		COLONIES ET PROTECTORATS FRANÇAIS DE L'INDOCHINE	
		ENSEMBLE DES AUTRES COLO- NIES FRANÇAISES	
		ETATS DU LEVANT SOUS MANDAT FRANÇAIS (Syrie et Liban)	

Adhésions :

Notifiées au Gouvernement égyptien conformément à l'article XIV du Protocole final de la Convention postale universelle :

LUXEMBOURG	18 août 1934.	HAÏTI	19 décembre 1934.
YÉMEN	20 août 1934.	SALVADOR	30 décembre 1934.

Adhésion :

Notifiée au Gouvernement de la Confédération suisse conformément à l'article 2 de la Convention postale universelle :

LIBÉRIA	10 juin 1936.
-------------------	---------------

MONEY ORDERS — AGREEMENT.

UNIVERSAL POSTAL UNION.

Money Orders Agreement¹ concluded between ALBANIA, GERMANY, THE KINGDOM OF SAUDI ARABIA, THE ARGENTINE REPUBLIC, AUSTRIA, BELGIUM, BOLIVIA, BULGARIA, CHILE, CHINA, THE REPUBLIC OF COLOMBIA, THE REPUBLIC OF CUBA, DENMARK, THE FREE CITY OF DANZIG, THE DOMINICAN REPUBLIC, EGYPT, SPAIN, the Whole of THE SPANISH COLONIES, ESTONIA, ETHIOPIA, FINLAND, FRANCE, ALGERIA, THE FRENCH COLONIES AND PROTECTORATES OF INDO-CHINA, the Whole of THE OTHER FRENCH COLONIES, GREECE, THE REPUBLIC OF HONDURAS, HUNGARY, ICELAND, ITALY, the Whole of THE ITALIAN COLONIES, JAPAN, CHOSEN, the Whole of THE OTHER JAPANESE DEPENDENCIES, LATVIA, THE STATES OF THE LEVANT UNDER FRENCH MANDATE (Syria and Lebanon), THE REPUBLIC OF LIBERIA, LITHUANIA, LUXEMBURG, MOROCCO (except the

¹ Ratifications deposited at Cairo :

SAUDI ARABIA	October 21st, 1934.	Colonies and Morocco (Spanish Zone)	April 24th, 1935.
THE NETHERLANDS (for the Kingdom in Europe, the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao)	October 23rd, 1934.	HUNGARY	May 1st, 1935.
SWITZERLAND	November 20th, 1934.	CZECHOSLOVAKIA	May 5th, 1935.
NORWAY	December 3rd, 1934.	FINLAND	July 4th, 1935.
SWEDEN	December 3rd, 1934.	IRAN	September 4th, 1935.
DENMARK	December 18th, 1934.	POLAND	September 17th, 1935.
STATE OF THE CITY OF THE VATICAN	December 26th, 1934.	ETHIOPIA	September 22nd, 1935.
EGYPT	December 30th, 1934.	ROUMANIA	November 5th, 1935.
JAPAN, CHOSEN AND THE WHOLE OF THE OTHER JAPANESE DEPENDENCIES	February 10th, 1935.	CHINA	January 11th, 1936.
GERMANY	February 16th, 1935.	COLOMBIA	May 21st, 1936.
BELGIUM	February 18th, 1935.	ESTONIA	July 4th, 1936.
ICELAND	February 27th, 1935.	YUGOSLAVIA	June 26th, 1937.
AUSTRIA	March 5th, 1935.	FRANCE	} August 9th, 1937.
CHILE	March 26th, 1935.	ALGERIA	
ITALY (including Tripolitania, Cyrenaica, Eritrea and Somaliland)	April 6th, 1935.	MOROCCO (except the Spanish Zone)	
SPAIN (including the whole of the Spanish Colonies and Protectorates of Indo-China)		TUNIS	
		FRENCH COLONIES AND PROTECTORATES OF INDO-CHINA	
		THE WHOLE OF THE OTHER FRENCH COLONIES	
		LEVANT STATES UNDER FRENCH MANDATE (Syria and Lebanon)	

Accessions :

Notified to the Egyptian Government in accordance with Article XIV of the Final Protocol of the Universal Postal Convention :

LUXEMBURG	August 18th, 1934.	HAITI	December 19th, 1934.
YEMEN	August 20th, 1934.	SALVADOR	December 30th, 1934.

Accession :

Notified to the Government of the Swiss Confederation in accordance with Article 2 of the Universal Postal Convention :

LIBERIA	June 10th, 1936.
-------------------	------------------

MANDATS — ARRANGEMENT.

RÉPUBLIQUE DE LIBÉRIA, LA LITHUANIE, LE LUXEMBOURG, LE MAROC (à l'exclusion de la Zone espagnole), LE MAROC (Zone espagnole), LE NICARAGUA, LA NORVÈGE, LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA, LE PARAGUAY, LES PAYS-BAS, CURAÇAO ET SURINAM, LES INDES NÉERLANDAISES, LE PÉROU, LA PERSE, LA POLOGNE, LE PORTUGAL, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'AFRIQUE ORIENTALE, DE L'ASIE ET DE L'OCÉANIE, LA ROUMANIE, LA RÉPUBLIQUE DE SAINT-MARIN, LA RÉPUBLIQUE DE EL SALVADOR, LE TERRITOIRE DE LA SARRE, LE SIAM, LA SUÈDE, LA CONFÉDÉRATION SUISSE, LA TCHÉCOSLOVAQUIE, LA TUNISIE, LA TURQUIE, LA RÉPUBLIQUE O. DE L'URUGUAY, L'ÉTAT DE LA CITÉ DU VATICAN, LES ÉTATS-UNIS DU VENEZUELA, L'YÉMEN ET LE ROYAUME DE YOUGOSLAVIE.

Les soussignés, plénipotentiaires des gouvernements des pays ci-dessus énumérés, vu l'article 3 de la Convention postale universelle ¹ conclue au Caire le 20 mars 1934, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté l'arrangement suivant :

CHAPITRE PREMIER

DISPOSITION PRÉLIMINAIRE.

Article premier.

CONDITIONS DE L'ÉCHANGE DES MANDATS.

L'échange des mandats de poste, entre ceux des pays contractants dont les administrations conviennent d'établir ce service, est régi par les dispositions du présent arrangement.

CHAPITRE II

ÉMISSION DES MANDATS.

Article 2.

VERSEMENT. RÉCÉPISSÉ.

Les administrations contractantes déterminent la forme dans laquelle les déposants doivent verser les sommes d'argent qu'ils désirent convertir en mandats de poste.

Un récépissé doit être délivré gratuitement au déposant.

Article 3.

ÉNONCÉ DU MONTANT. TAUX DE CONVERSION.

1. Sauf arrangement contraire, le montant de chaque mandat est exprimé dans la monnaie du pays où le payement doit avoir lieu.

2. L'administration du pays d'origine détermine elle-même le taux de conversion de sa monnaie en monnaie du pays de destination. Elle détermine également le cours à payer par l'expéditeur, lorsque le pays d'origine et le pays de destination ont le même système monétaire.

¹ Vol. CLXXIV, page 171, de ce recueil.

MONEY ORDERS — AGREEMENT.

Spanish Zone), MOROCCO (Spanish Zone), NICARAGUA, NORWAY, THE REPUBLIC OF PANAMA, PARAGUAY, THE NETHERLANDS, CURAÇAO AND SURINAM, THE NETHERLANDS INDIES, PERU, PERSIA, POLAND, PORTUGAL, THE PORTUGUESE COLONIES IN WEST AFRICA, THE PORTUGUESE COLONIES IN EAST AFRICA, ASIA AND OCEANIA, ROUMANIA, THE REPUBLIC OF SAN MARINO, THE REPUBLIC OF EL SALVADOR, THE TERRITORY OF THE SAAR, SIAM, SWEDEN, THE SWISS CONFEDERATION, CZECHOSLOVAKIA, TUNIS, TURKEY, THE EASTERN REPUBLIC OF URUGUAY, THE STATE OF THE CITY OF THE VATICAN, THE UNITED STATES OF VENEZUELA, YEMEN and THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA.

The undersigned Plenipotentiaries of the Governments of the above-mentioned countries, having regard to Article 3 of the Universal Postal Convention¹ concluded at Cairo on March 20th, 1934, have, by mutual consent and subject to ratification, drawn up the following Agreement :

CHAPTER I.

PRELIMINARY.

Article 1.

CONDITIONS FOR THE EXCHANGE OF MONEY ORDERS.

The exchange of Postal Money Orders between those of the contracting countries whose Administrations agree to establish this service is governed by the provisions of the present Agreement.

CHAPTER II.

ISSUE OF MONEY ORDERS.

Article 2.

PURCHASE. RECEIPT.

The contracting Administrations fix the form in which the remitter must pay in the sum of money which he wishes to convert into a Money Order.

A receipt must be given to the remitter free of charge.

Article 3.

STATEMENT OF AMOUNT. RATE OF CONVERSION.

1. In the absence of any agreement to the contrary, the amount of each Order is stated in the currency of the country in which payment is to be made.

2. The Administration of the country of origin itself fixes the rate of conversion of its currency into the currency of the country of destination. Similarly, it fixes the rate to be paid by the remitter when the country of origin and the country of destination have the same monetary system.

¹ Vol. CLXXIV, page 171, of this Series.

MANDATS — ARRANGEMENT.

Article 4.

MONTANT MAXIMUM A L'ÉMISSION.

Chaque administration a la faculté de fixer le montant maximum des mandats qu'elle émet, à condition que ce maximum n'excède pas 1.000 francs.

Toutefois, les mandats relatifs au service postal émis en franchise de taxe par application des dispositions de l'article 6 ci-après peuvent dépasser le maximum fixé par chaque administration.

Article 5.

TAXES.

1. La taxe à payer par l'expéditeur pour chaque mandat se compose d'une taxe fixe qui ne peut dépasser 25 centimes par mandat et, en outre, d'un droit proportionnel de $\frac{1}{2}$ % au maximum de la somme versée.

Chaque administration a la faculté d'adopter, pour la perception du droit proportionnel, l'échelle qui répond le mieux à ses convenances de service.

2. Les mandats échangés par l'intermédiaire d'un des pays participant à l'arrangement, entre un autre de ces pays et un pays non participant, peuvent être soumis par l'administration intermédiaire à un droit supplémentaire prélevé sur le montant du titre.

Article 6.

FRANCHISE DE TAXES.

1. Les mandats relatifs au service postal et échangés, soit entre les administrations postales, soit entre ces administrations et le Bureau international sont exempts de toutes taxes postales.

2. Il en est de même des mandats concernant les prisonniers de guerre, expédiés ou reçus dans les conditions prévues pour les correspondances à l'article 49, § 2, de la convention.

Article 7.

MANDATS TÉLÉGRAPHIQUES.

1. Les mandats peuvent être transmis par le télégraphe dans les relations entre les administrations dont les pays sont reliés par un télégraphe d'État ou qui consentent à employer à cet effet la télégraphie privée ; ils sont qualifiés, en ce cas, de mandats télégraphiques.

Les mandats peuvent également être transmis par la télégraphie sans fil entre les administrations qui se sont déclarées d'accord à ce sujet.

2. Sauf arrangement contraire, les mandats télégraphiques peuvent, comme les autres télégrammes privés et aux mêmes conditions que ces derniers, être soumis aux formalités de traitement ou de transmission prévues aux règlements de service annexés à la Convention internationale des télécommunications en vigueur, dans la mesure où ces formalités sont applicables aux mandats télégraphiques.

3. L'expéditeur d'un mandat télégraphique doit payer la taxe ordinaire des mandats et la taxe du télégramme.

4. L'expéditeur d'un mandat télégraphique peut ajouter au texte du mandat une communication particulière pour le destinataire, pourvu qu'il en paie le montant d'après le tarif.

MONEY ORDERS — AGREEMENT.

Article 4.

MAXIMUM AMOUNT OF AN ORDER.

Each Administration is empowered to fix the maximum amount for the Money Orders which it issues, on condition that this maximum does not exceed 1,000 francs.

Nevertheless, the amounts of Money Orders issued free of charge in connection with the postal service under the provisions of Article 6 below may exceed the maximum fixed by each Administration.

Article 5.

CHARGES.

1. The charge to be paid by the remitter for each Money Order consists of a fixed charge which may not exceed 25 centimes for each Order, and, in addition, of a proportional charge not exceeding $\frac{1}{2}$ per cent. of the amount paid in.

Each Administration is empowered to adopt, for the collection of the proportional charge, the scale best suited to its own service.

2. Money Orders exchanged between a country Party to the Agreement and a country not a party, through the intermediary of another country Party to the Agreement, may be subjected by the intermediary Administration to a supplementary charge deducted from the amount of the Money Order.

Article 6.

EXEMPTION.

1. Money Orders issued in connection with the postal service and exchanged between Postal Administrations or between those Administrations and the International Bureau are exempt from all postal charges.

2. The same applies to Money Orders in connection with prisoners of war sent or received under the conditions prescribed for postal packets in Article 49, § 2, of the Convention.

Article 7.

TELEGRAPH MONEY ORDERS.

1. Money Orders may be transmitted by telegraph between the Administrations of countries which are connected by a State telegraph system or which agree to employ a private telegraph system for this purpose ; such Orders are called Telegraph Money Orders.

Money Orders may also be transmitted by wireless telegraphy between Administrations which have notified that they agree to do so.

2. In the absence of any agreement to the contrary, Telegraph Money Orders may, like other private telegrams, and under the same conditions, be made subject to the regulations regarding treatment and transmission prescribed by the Service Regulations annexed to the International Telecommunication Convention in force, so far as these regulations are applicable to Telegraph Money Orders.

3. The remitter of a Telegraph Money Order must pay the ordinary charge for a Money Order and the charge for the telegram.

4. The remitter of a Telegraph Money Order may add to the text of the Order a private message for the payee, provided that he pays the cost at the usual rate.

MANDATS — ARRANGEMENT.

5. Les mandats télégraphiques ne peuvent être grevés d'aucuns frais télégraphiques autres que ceux qui sont prévus par les règlements télégraphiques internationaux.

Article 8.

AVIS DE PAYEMENT.

L'expéditeur d'un mandat ordinaire ou télégraphique peut, aux conditions déterminées par l'article 55 de la convention pour les avis de réception et dans le délai d'un an à partir du versement des fonds, demander un avis de paiement de ce mandat. Cet avis lui est transmis par la voie postale exclusivement.

Article 9.

REMISE PAR EXPRÈS.

L'expéditeur d'un mandat ordinaire peut demander la remise des fonds à domicile, par porteur spécial, immédiatement après l'arrivée du mandat, aux conditions fixées par l'article 45 de la convention.

Toutefois, l'administration de destination a la faculté de faire remettre par exprès, au lieu des fonds, un avis d'arrivée du mandat ou le titre lui-même, pour autant que ses règlements intérieurs le comportent.

CHAPITRE III

PAYEMENT DES MANDATS.

Article 10.

PAYEMENT.

Le montant des mandats doit être payé aux bénéficiaires en monnaie légale du pays de destination.

Article 11.

MONTANT MAXIMUM AU PAYEMENT.

Sauf arrangement contraire, le montant maximum des mandats payables dans un pays est le même que celui qui a été adopté par ce pays pour l'émission.

Lorsqu'un même expéditeur a fait émettre, le même jour, dans une même localité, au profit du même bénéficiaire, plusieurs mandats dont le montant total excède le maximum adopté par le pays de destination, le bureau destinataire est autorisé à échelonner le paiement des titres de telle façon que la somme payée au bénéficiaire, dans une même journée, n'excède pas ce maximum.

Article 12.

INSCRIPTION EN COMPTE COURANT POSTAL.

Chaque administration peut se charger de verser en compte courant postal le montant des mandats, suivant les règles en vigueur dans son service des chèques postaux. Dans ce cas, les mandats sont considérés comme valablement payés.

MONEY ORDERS — AGREEMENT.

5. Telegraph Money Orders may not be subjected to any telegraph charges other than those prescribed by the international telegraph regulations.

Article 8.

ADVICE OF PAYMENT.

The remitter of an ordinary or a Telegraph Money Order may apply for an advice of payment of the Order, under the conditions prescribed by Article 55 of the Convention for advices of receipt and within the period of one year from the date of paying in the amount of the Order. Such advice of payment is forwarded to the remitter only by post.

Article 9.

EXPRESS DELIVERY.

The remitter of an ordinary Money Order may request the delivery of the amount at the payee's address, by special messenger, immediately after the receipt of the Order, under the conditions laid down by Article 45 of the Convention.

Nevertheless, the Administration of destination has the option, in so far as its internal regulations allow, of delivering by express messenger an advice of the arrival of the Order or the Order itself instead of the sum of money remitted.

CHAPTER III.

PAYMENT OF MONEY ORDERS.

Article 10.

PAYMENT.

The amount of a Money Order must be paid to the payee in the legal currency of the country of destination.

Article 11.

MAXIMUM AMOUNT PAYABLE.

In the absence of any agreement to the contrary, the maximum amount for Money Orders payable in a country is the same as that adopted by that country for the issue of Money Orders.

When a remitter has drawn on the same day, in the same place and in favour of the same payee several Money Orders of which the total amount exceeds the maximum adopted by the country of destination, the office of payment is entitled to arrange for the Orders to be paid in instalments so that the sum paid to the payee in a single day does not exceed this maximum.

Article 12.

PAYMENT INTO POSTAL CHEQUE ACCOUNT.

Each Administration may undertake to pay the amounts of Money Orders into postal cheque accounts in accordance with the regulations in force in its postal cheque service. The Orders are then considered as duly paid.

MANDATS — ARRANGEMENT.

Article 13.

DROIT DE REMISE A DOMICILE.

Il peut être perçu sur le bénéficiaire d'un mandat un droit de remise lorsque le paiement a lieu à domicile.

Article 14.

DROIT POUR AUTORISATION DE PAYEMENT.

Dans le cas où la perte d'un mandat n'est pas due à une faute de service, il peut être perçu sur l'expéditeur ou sur le bénéficiaire, pour l'autorisation de paiement mentionnée à l'article 108 du règlement, un droit égal à celui auquel peut donner lieu la réclamation d'un objet de correspondance.

Article 15.

MANDATS ADRESSÉS POSTE RESTANTE.

Lorsqu'un mandat est adressé poste restante, la taxe spéciale prévue par l'article 38 de la convention peut être perçue sur le bénéficiaire. Cette taxe ne suit pas le mandat en cas de réexpédition ou de mise en rebut.

Article 16.

REMISE DES MANDATS TÉLÉGRAPHIQUES.

1. La remise des mandats télégraphiques a toujours lieu dans les formes prévues à l'article 9. Lorsque l'administration de destination fait remettre par exprès les fonds à domicile, elle peut percevoir, de ce chef, une taxe spéciale en tenant compte, le cas échéant, des frais d'exprès qui ont été payés par l'expéditeur.

2. Si l'administration destinataire fait remettre par exprès, au lieu des fonds, un avis d'arrivée du mandat ou le titre lui-même, cette remise s'effectue sans frais pour le bénéficiaire ; toutefois, lorsque le domicile de ce dernier se trouve en dehors du rayon de distribution locale du bureau de destination et que l'expéditeur n'a pas payé les frais de remise par exprès, ceux-ci peuvent être perçus sur le bénéficiaire.

Article 17.

DURÉE DE VALIDITÉ DES MANDATS.

1. Les mandats sont valables jusqu'à l'expiration du premier mois qui suit celui de leur émission. Ce délai est prolongé de six mois dans les relations avec les pays éloignés. Passé ce terme, les mandats ne peuvent plus être payés que sur un visa pour date donné par l'administration qui les a émis et à la requête de l'administration de destination.

2. Le visa pour date donne au mandat une nouvelle durée de validité égale à celle qui est prévue au § 1.

3. Dans le cas où l'expiration du délai de validité n'est pas due à une faute de service, il peut être perçu pour le visa pour date un droit égal à celui auquel peut donner lieu la réclamation d'un objet de correspondance.

Article 18.

ENDOSSEMENT DES MANDATS.

Est réservé à chaque pays le droit de déclarer transmissible par voie d'endossement, sur son territoire, la propriété des mandats provenant d'un autre pays contractant.

MONEY ORDERS — AGREEMENT.

Article 13.

FEE FOR DELIVERY AT PAYEE'S ADDRESS.

A delivery fee may be collected from the payee of a Money Order when payment takes place at his address.

Article 14.

CHARGE FOR AUTHORITY TO PAY AN ORDER.

If the loss of a Money Order is not due to a service error, a charge equal to that payable for a demand for an enquiry in connection with a postal packet may be collected from either the remitter or the payee, for the issue of an authority to pay as provided for by Article 108 of the Regulations.

Article 15.

MONEY ORDERS ADDRESSED POSTE RESTANTE.

When a Money Order is addressed *poste restante*, the special charge provided for by Article 38 of the Convention may be collected from the payee. This charge is cancelled in the event of retransmission or of non-delivery.

Article 16.

DELIVERY OF TELEGRAPH MONEY ORDERS.

1. Telegraph Money Orders are always delivered according to the provisions of Article 9. When the Administration of destination delivers the amount by express messenger at the payee's home, it may collect, on this account, a special charge, taking into account, if necessary, any express delivery fees which have been paid by the remitter.

2. If the Administration of destination delivers by express messenger an advice of the arrival of the Order or the Order itself instead of the sum of money remitted, such delivery shall not be charged to the payee; nevertheless, if his address is outside the local delivery area of the office of destination, and the remitter has not defrayed the cost of delivery by express messenger, such cost may be collected from the payee.

Article 17.

PERIOD OF VALIDITY OF MONEY ORDERS.

1. Money Orders are valid until the expiration of the first month which follows that in which they are issued. This period is extended by six months in services with distant countries. After this period, a Money Order can be paid only under authority given by the Administration of issue at the request of the Administration of payment.

2. This authority for payment gives to the Order a new period of validity equal to that provided for in § 1 of the present Article.

3. When the expiration of the period of validity is not due to an error in the service, a charge equal to that payable in connection with an enquiry for a postal packet may be collected in respect of the authority for payment.

Article 18.

ENDORSEMENT OF MONEY ORDERS.

Each country reserves the right to provide that the ownership of Money Orders issued in any other contracting country may be transferred within its territory by means of endorsement.

MANDATS — ARRANGEMENT.

CHAPITRE IV

RETRAIT. MODIFICATION D'ADRESSE. RÉEXPÉDITION. REBUTS. RÉCLAMATIONS.

Article 19.

RETRAIT DES MANDATS. MODIFICATION D'ADRESSE.

L'expéditeur d'un mandat ordinaire ou télégraphique peut le faire retirer du service ou en faire modifier l'adresse aux conditions déterminées par l'article 51 de la convention, aussi longtemps que le bénéficiaire n'a pas pris livraison, soit du titre lui-même, soit du montant de ce titre.

S'il s'agit d'une modification d'adresse demandée par voie télégraphique, la taxe du télégramme est augmentée de la taxe applicable à une lettre recommandée de port simple.

Article 20.

RÉEXPÉDITION DES MANDATS.

1. En cas de changement de résidence du bénéficiaire, les mandats peuvent être réexpédiés sur le pays de la nouvelle destination, soit à la demande de l'expéditeur, soit à celle du bénéficiaire, lorsqu'un échange de mandats existe entre le pays réexpéditeur et le pays de la nouvelle destination.

2. Lorsque la réexpédition des mandats ordinaires ou télégraphiques a lieu par voie postale et que le pays de la nouvelle destination entretient un échange de mandats de poste, sur la base de l'arrangement, avec le pays d'origine, il n'est perçu, de ce chef, aucun supplément de taxe. Si le pays de la nouvelle destination n'entretient pas d'échange avec le pays d'origine, la réexpédition est effectuée au moyen d'un nouveau mandat dont la taxe est déduite du montant à transmettre.

3. La réexpédition, par voie télégraphique, des mandats ordinaires ou télégraphiques est admise si le pays de la nouvelle destination entretient avec celui de la destination primitive un échange de mandats télégraphiques.

En pareil cas, il est émis un mandat télégraphique pour la somme restant après déduction des frais postaux et télégraphiques afférents au nouveau parcours.

4. Les mandats ordinaires ou télégraphiques originaires de pays ne participant pas à l'arrangement, mais qui entretiennent un échange de mandats de poste avec un pays contractant, peuvent, si les arrangements spéciaux ne s'y opposent pas, être réexpédiés, par voie postale ou télégraphique, de ce dernier pays sur un tiers pays signataire de l'arrangement. Cette réexpédition est effectuée au moyen d'un nouveau mandat dont la taxe est déduite du montant à transmettre.

Dans les mêmes conditions, les mandats ordinaires ou télégraphiques originaires de pays contractants peuvent être réexpédiés sur un pays ne participant pas à l'arrangement.

Article 21.

MANDATS TOMBÉS EN REBUT.

1. Les mandats refusés, de même que les mandats dont les bénéficiaires sont inconnus, partis sans laisser d'adresse ou partis pour des pays sur lesquels la réexpédition ne peut être effectuée, sont renvoyés immédiatement au bureau d'origine.

Les titres dont le paiement n'a pas été réclamé dans le délai de validité ordinaire sont renvoyés à l'administration d'origine par l'administration qui en est dépositaire.

2. Les mandats qui n'ont pu être payés aux bénéficiaires pour une cause quelconque sont remboursés aux expéditeurs.

MONEY ORDERS — AGREEMENT.

CHAPTER IV.

WITHDRAWAL. ALTERATION OF ADDRESS. RETRANSMISSION. NON-DELIVERY. ENQUIRIES.

Article 19.

WITHDRAWAL OF MONEY ORDERS. ALTERATION OF ADDRESS.

The remitter of an ordinary or Telegraph Money Order may have it withdrawn from the service or its address altered under the conditions prescribed by Article 51 of the Convention, so long as neither the Order itself nor its amount has been delivered to the payee.

If an alteration of address is requested by telegraph, the charge for a registered single-rate letter is added to the telegraph charge.

Article 20.

RETRANSMISSION OF MONEY ORDERS.

1. In the event of a change in the payee's address, a Money Order may be retransmitted at the request of either the remitter or the payee to the new country of destination if a Money Order Service exists between the retransmitting country and the country of the new destination.

2. When the retransmission of ordinary or Telegraph Money Orders is effected by post, and when the new country of destination maintains a Money Order Service on the basis of this Agreement with the country of origin, no supplementary charge is collected for this service. If the new country of destination does not maintain a service with the country of origin, the retransmission is effected by means of a new Money Order, the charge for which is deducted from the amount to be transmitted.

3. The retransmission by telegraph of ordinary or Telegraph Money Orders is allowed if the new country of destination maintains a Telegraph Money Order Service with the original country of destination.

In such a case, a Telegraph Money Order is issued for the amount remaining after deduction of the postal and telegraph charges in respect of the new transmission.

4. Ordinary or Telegraph Money Orders issued in a country which is not a party to the Agreement, but which maintains a Money Order Service with a country which is a Party to it, may be retransmitted by post or by telegraph, unless special agreements prohibit it, from this latter country to a third country which is a Party to the Agreement. This retransmission is effected by means of a new Money Order, the charge for which is deducted from the amount to be transmitted.

Under similar conditions, ordinary or Telegraph Money Orders issued in countries which are Parties to the Agreement may be retransmitted to a country which is not.

Article 21.

UNDELIVERED MONEY ORDERS.

1. Money Orders which have been refused, as well as those of which the payees are unknown, or have gone away without leaving any address, or have left for countries to which retransmission cannot be effected, are immediately sent back to the office of origin.

Money Orders of which payment has not been claimed within the ordinary period of validity are returned to the Administration of origin by the Administration which holds them.

2. Money Orders which it has not been possible to pay to the payees for any reason whatsoever are paid to the remitters.

MANDATS — ARRANGEMENT.

Article 22.

RÉCLAMATIONS.

1. La réclamation de tout mandat peut donner lieu à la perception d'un droit égal à celui qui est fixé pour la réclamation d'un objet de correspondance.

Ce droit est perçu pour chaque mandat, même si la réclamation concerne plusieurs mandats déposés simultanément par le même expéditeur à l'adresse du même bénéficiaire.

Aucun droit n'est perçu si l'expéditeur a déjà acquitté le droit spécial pour un avis de paiement.

2. La réclamation concernant le paiement d'un mandat à une personne non autorisée n'est admise que dans le délai d'un an à partir du lendemain du dépôt des fonds.

Chaque administration est, toutefois, tenue de donner suite aux simples demandes de renseignements, introduites après ce délai, dont elle est saisie par une autre administration au sujet de mandats émis depuis moins de deux ans.

3. Chaque administration est obligée d'accepter les réclamations concernant des mandats émis par d'autres administrations.

4. Lorsqu'une réclamation a été motivée par une faute de service, le droit de réclamation est restitué.

CHAPITRE V

RESPONSABILITÉ.

Article 23.

ETENDUE DE LA RESPONSABILITÉ.

Les sommes versées pour être converties en mandats de poste sont, dans le délai de prescription fixé par la législation du pays d'origine, garanties aux déposants jusqu'au moment où les mandats ont été régulièrement payés.

Passé le délai d'un an prévu à l'article 22, § 2, les administrations ne sont plus responsables des paiements sur faux acquits.

Article 24.

EXCEPTION AU PRINCIPE DE LA RESPONSABILITÉ.

Les administrations sont dégagées de toute responsabilité du chef du service des mandats de poste, lorsque la preuve de leur responsabilité n'ayant pas été administrée autrement, elles ne peuvent rendre compte du paiement par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure.

Article 25.

PAYEMENT DES SOMMES RÉCLAMÉES.

Lorsque le paiement d'un mandat est contesté et pour autant que la responsabilité du service postal est engagée, l'obligation de désintéresser le réclamant incombe à l'administration de paiement, si les fonds sont à remettre au véritable bénéficiaire, et à l'administration d'origine, s'ils sont à rembourser à l'expéditeur.

MONEY ORDERS — AGREEMENT.

Article 22.

ENQUIRIES.

1. A charge equal to that payable in respect of an enquiry for a postal packet may be collected in respect of an enquiry for a Money Order.

This charge is made for each Order, even when the enquiry concerns several orders made out simultaneously by the same remitter to the same payee.

No charge is made if the remitter has already paid the special fee for an advice of payment.

2. An enquiry concerning the payment of a Money Order to an unauthorised person can only be admitted within a period of one year from the day following that on which the amount of the Order was paid in.

Each Administration is nevertheless bound to deal with simple requests for information, made after that period of one year, which are communicated to it by another Administration in respect of Orders issued within the previous two years.

3. Each Administration is obliged to accept enquiries concerning Money Orders issued by other Administrations.

4. When an enquiry is necessitated through an error in the service, the charge collected for the enquiry is repaid.

CHAPTER V.

RESPONSIBILITY.

Article 23.

EXTENT OF RESPONSIBILITY.

Amounts paid in for Money Orders are, within the period fixed by the legislation of the country of origin, guaranteed to the remitters until the Orders are duly paid.

When the period of one year prescribed in Article 22, § 2, regarding enquiries has expired, Administrations are no longer responsible for payments made against forged signatures.

Article 24.

EXCEPTIONS TO THE PRINCIPLE OF RESPONSIBILITY.

Administrations are relieved of all responsibility in respect of Money Orders when no other proof of their responsibility having been brought forward they are unable to trace payment as the result of the destruction of official documents from a cause beyond control.

Article 25.

PAYMENT OF CLAIMS.

When the payment of a Money Order is disputed, and in so far as the responsibility of the postal service is concerned, the responsibility for indemnifying the claimant rests with the Administration of payment, if the amount is to be paid to the true payee, and with the Administration of origin, if the amount is to be repaid to the remitter.

MANDATS — ARRANGEMENT.

L'administration qui a désintéressé le réclamant a le droit d'exercer son recours contre l'administration responsable du paiement irrégulier.

Article 26.

DÉLAI DE PAYEMENT.

1. Le réclamant doit être désintéressé le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai de six mois à compter du lendemain du jour de la réclamation. Ce délai est porté à neuf mois dans les relations avec les pays éloignés.

L'administration expéditrice peut différer exceptionnellement le remboursement au delà du délai prévu à l'alinéa précédent lorsque, malgré la diligence apportée par les administrations à l'examen d'une affaire, ce délai n'a pas été suffisant pour permettre de déterminer les responsabilités.

2. L'administration d'origine est autorisée à désintéresser l'expéditeur pour le compte de l'administration de paiement qui, régulièrement saisie, a laissé s'écouler trois mois sans donner de solution à l'affaire ; ce délai est porté à six mois dans les relations avec les pays éloignés.

Article 27.

DÉTERMINATION DE LA RESPONSABILITÉ.

1. La responsabilité incombe à l'administration d'origine, sauf le cas où l'administration de paiement n'est pas en mesure d'établir que le paiement a eu lieu dans les conditions prescrites par ses règlements intérieurs.

2. Une erreur commise dans la transmission télégraphique d'un mandat à l'intérieur du pays d'origine ou de celui de destination engage la responsabilité de l'administration postale du pays où l'erreur a été commise. Si l'erreur s'est produite dans le service télégraphique d'un pays intermédiaire ou s'il n'est pas possible de déterminer le lieu où elle a été commise, l'administration d'origine et l'administration de paiement supportent le dommage par parts égales.

3. Il en est de même en cas de transmission de faux mandats télégraphiques ou de paiement de faux mandats ordinaires, lorsque la responsabilité ne peut être établie ou lorsque la fraude, en ce qui concerne les mandats télégraphiques, a été commise dans un pays intermédiaire sans qu'il puisse en être obtenu réparation.

Article 28.

REMBOURSEMENT A L'ADMINISTRATION D'ORIGINE DES SOMMES DÉBOURSÉES.

L'administration de paiement pour le compte de laquelle le réclamant a été désintéressé par l'administration d'origine est tenue de rembourser à celle-ci le montant de ses débours dans un délai de trois mois à compter de l'envoi de la notification du paiement.

Il en est de même en ce qui concerne le règlement du dédommagement dans les cas prévus à l'article 27, §§ 2 et 3.

Le remboursement à l'administration créancière s'effectue sans frais pour cette administration, soit au moyen d'un mandat de poste, d'un chèque ou d'une traite payable à vue sur la capitale ou sur une place commerciale du pays créancier, soit en espèces ayant cours dans le pays créditeur, soit encore, d'un commun accord, par inscription au crédit de ce pays dans le compte des mandats. Passé le délai de trois mois, la somme due à l'administration d'origine est productive d'intérêt, à raison de 5 % l'an, à compter du jour de l'expiration dudit délai.

MONEY ORDERS — AGREEMENT.

The Administration which has made good the amount to the claimant has the right to claim repayment from the Administration responsible for the irregular payment.

Article 26.

PERIOD ALLOWED FOR PAYMENT.

1. The claimant must be indemnified as soon as possible and, at the latest, within a period of six months from the day after the date of the claim. This period is extended to nine months in services with distant countries.

The issuing Administration may, exceptionally, defer the repayment beyond the period provided for in the preceding paragraph when, although the Administrations concerned have enquired into a case with all possible despatch, that period has not sufficed to enable responsibility to be fixed.

2. The Administration of origin is authorised to indemnify the remitter on behalf of the Administration of payment if after due notification the latter has allowed a period of three months to expire without settling the matter ; this period is extended to six months in services with distant countries.

Article 27.

DETERMINATION OF RESPONSIBILITY.

1. Responsibility rests with the Administration of origin, except when the Administration of payment is unable to prove that payment was made in accordance with the conditions laid down by its internal regulations.

2. Responsibility for a mistake in the telegraphic transmission of an Order within the country of origin or the country of destination is borne by the Postal Administration of the country where the mistake was committed. If the mistake occurred in the telegraphic service of an intermediary country or if it be impossible to discover the place where the mistake was made, the Administration of origin and the Administration of payment bear the cost of compensation in equal shares.

3. The same holds good in cases of transmission of falsified Telegraph Orders or payment of falsified Ordinary Orders, when responsibility cannot be established or when the fraud, in the case of Telegraphic Orders, was committed in any intermediary country with no possibility of obtaining reparation.

Article 28.

REPAYMENT OF AMOUNT DISBURSED TO THE ADMINISTRATION OF ORIGIN.

The Administration of payment on whose behalf a claimant has been indemnified by the Administration of origin is bound to make good to the latter the amount disbursed within a period of three months from the date of receipt of the notification of the payment.

The same holds good for the payment of compensation in the cases referred to in Article 27, §§ 2 and 3.

The repayment to the creditor Administration is made without expense to that Administration either by means of a Money Order, a cheque or a draft payable at sight on the capital or on a commercial centre of the creditor country, or in coin current in the creditor country, or, further, by mutual agreement, by means of an entry to the credit of that country in the Money Order account. After a period of three months, the amount due to the Administration of issue bears interest at the rate of five per cent. per annum to be reckoned from the last day of the said period.

MANDATS — ARRANGEMENT.

CHAPITRE VI

COMPTABILITÉ. MANDATS PRESCRITS.

Article 29.

PARTAGE DES TAXES ET DES DROITS.

1. L'administration d'origine bonifie à l'administration de destination, dans les conditions prescrites par le règlement, une quote-part fixe de 10 centimes par mandat, plus $\frac{1}{4}$ % de la somme totale des mandats payés.

2. En cas de réexpédition d'un mandat, le pays de la nouvelle destination touche, quelle que soit la taxe effectivement perçue par l'administration d'origine, les bonifications de taxes qui lui seraient dévolues, si le mandat lui avait été primitivement adressé.

3. Sauf stipulations contraires du présent arrangement, chaque administration garde en entier les taxes qu'elle a perçues.

Article 30.

DÉCOMPTE.

Chaque administration dresse mensuellement les comptes sur lesquels sont récapitulées toutes les sommes payées par ses bureaux. Les comptes mensuels donnent lieu à l'établissement d'un compte général. Lorsque les mandats ont été payés dans des monnaies différentes, la créance la plus faible est convertie en la monnaie de la créance la plus forte, en prenant pour base de la conversion le cours moyen officiel du change dans le pays débiteur pendant la période à laquelle le compte se rapporte.

Le règlement des comptes peut aussi avoir lieu sur la base des comptes mensuels, sans compensation à l'aide d'un compte général. Chaque administration règle alors à l'administration correspondante le montant total du compte mensuel établi par celle-ci.

Les comptes sont soldés par l'administration débitrice dans les délais fixés par le règlement.

Article 31.

LIQUIDATION.

1. Sauf arrangement contraire, le paiement du solde du compte général ou le règlement des comptes mensuels a lieu dans la monnaie que le pays créancier applique au paiement des mandats de poste.

En cas de non-paiement dans les délais fixés, le solde d'un compte général ou le montant d'un compte mensuel est productif d'intérêt, à dater du jour de l'expiration desdits délais jusqu'au jour où le paiement a lieu.

Cet intérêt est calculé à raison de 5 % l'an.

2. Il ne peut être porté préjudice aux dispositions du présent arrangement et de son règlement, concernant l'établissement des comptes et leur liquidation, par aucune mesure unilatérale, telle que moratoire, interdiction des transferts, etc.

Article 32.

MANDATS PRESCRITS.

Les sommes converties en mandats de poste dont le montant n'a pas été réclamé dans les délais de prescription sont définitivement acquises à l'administration d'origine.

MONEY ORDERS — AGREEMENT.

CHAPTER VI.

ACCOUNTING. VOID MONEY ORDERS.

Article 29.

APPORTIONMENT OF CHARGES AND FEES.

1. The Administration of origin credits the Administration of destination, under the conditions prescribed by the Detailed Regulations, with a fixed allowance of 10 centimes for each Money Order, plus a quarter per cent. of the total amount of the Orders paid.

2. When a Money Order is retransmitted, the new country of destination receives the credit which would have fallen to it if the Order had been addressed to it in the first place, whatever the charge actually collected by the Administration of origin may have been.

3. In the absence of any stipulations to the contrary in the present Agreement, each Administration retains the whole of the taxes it has levied.

Article 30.

ACCOUNTS.

Each Administration prepares monthly accounts setting forth all the amounts paid by its offices. From these monthly accounts a general account is drawn up. When the Orders have been paid in different currencies, the amount of the smaller credit is converted into the currency of the country having the larger credit, the basis of conversion being the mean of the official rates of exchange in the debtor country during the period to which the account relates.

The settlement of accounts may also take place on the basis of the monthly accounts, without clearance through a general account; each Administration then pays to the corresponding Administration the total amount of the monthly account drawn up by the latter.

The accounts are liquidated by the debtor Administration within the periods prescribed by the Detailed Regulations.

Article 31.

SETTLEMENT.

1. In the absence of any agreement to the contrary, payment of the balance of the general account is made and the monthly accounts are settled in the currency used by the creditor country for the payment of Money Orders.

In the event of non-payment within the prescribed periods, the balance of a general account or the amount of a monthly account bears interest from the date of the expiration of the said periods until the date on which payment is made.

This interest is calculated at the rate of five per cent. per annum.

2. No unilateral measure such as a moratorium, prohibition of transfers, etc., can prevail against the provisions of the present Agreement and its Detailed Regulations concerning the establishment and settlement of accounts.

Article 32.

VOID MONEY ORDERS.

Amounts deposited in respect of Money Orders which are not claimed within the prescribed periods become the absolute property of the Administration of issue.

MANDATS — ARRANGEMENT.

CHAPITRE VII

DISPOSITIONS DIVERSES.

Article 33.

BUREAUX PARTICIPANT A L'ÉCHANGE.

Les administrations prennent les mesures nécessaires pour assurer, autant que possible, le paiement des mandats dans toutes les localités de leur pays.

Article 34.

PARTICIPATION D'AUTRES ADMINISTRATIONS.

Les pays dans lesquels le service des mandats relève d'administrations autres que celle des postes peuvent participer à l'échange régi par les dispositions du présent arrangement.

Il appartient à ces administrations de s'entendre avec l'administration des postes de leur pays pour assurer la complète exécution de toutes les clauses de l'arrangement. Cette dernière administration leur sert d'intermédiaire pour leurs relations avec les administrations des autres pays contractants et avec le Bureau international.

Article 35.

APPLICATION DES DISPOSITIONS D'ORDRE GÉNÉRAL DE LA CONVENTION.

Les dispositions d'ordre général qui figurent aux titres I et II de la convention sont applicables au présent arrangement, à l'exception, toutefois, des dispositions faisant l'objet de l'article 7.

Article 36.

INTERDICTION DE DROITS FISCAUX OU AUTRES.

Indépendamment de l'interdiction prévue par l'article 27 de la convention, les mandats ainsi que les acquits donnés sur les mandats ne peuvent être soumis à un droit ou à une taxe quelconque.

Article 37.

BONS POSTAUX DE VOYAGE.

L'échange de bons postaux de voyage entre ceux des pays contractants dont les administrations conviennent d'établir ce service, est régi par les dispositions du supplément annexé au présent arrangement.

Article 38.

APPROBATION DES PROPOSITIONS FAITES DANS L'INTERVALLE DES RÉUNIONS.

Pour devenir exécutoires, les propositions faites dans l'intervalle des réunions (articles 19 et 20 de la convention) doivent réunir :

a) L'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions ou de la modification des dispositions des articles 1 à 11, 13 à 19, 22 à 31, 36, 37, 38 et 39 du présent arrangement et 101, 102, 104, 110, 119 et 120 de son règlement ;

MONEY ORDERS — AGREEMENT.

CHAPTER VII.

MISCELLANEOUS PROVISIONS.

Article 33.

OFFICES TRANSACTING MONEY ORDER BUSINESS.

Administrations take the necessary steps to ensure, as far as possible, the payment of Money Orders at any place in their respective countries.

Article 34.

PARTICIPATION OF OTHER ADMINISTRATIONS.

Countries in which the Money Order Service is carried on by Administrations other than the Postal Administration may take part in the service governed by the provisions of the present Agreement.

Such an Administration must come to an agreement with the Postal Administration of its country in order to ensure the proper execution of all the clauses of the Agreement. The latter Administration will act as intermediary for the former in all its relations with the Administrations of other contracting countries and with the International Bureau.

Article 35.

APPLICATION OF THE GENERAL PROVISIONS OF THE CONVENTION.

The general regulations which appear under Parts I and II of the Convention apply to the present Agreement, with the exception of the provisions of Article 7.

Article 36.

PROHIBITION OF FISCAL OR OTHER CHARGES.

Independently of the prohibition imposed by Article 27 of the Convention, Money Orders and receipts given for Orders may not be subjected to any charge whatever.

Article 37.

TRAVELLERS' POSTAL VOUCHERS.

The exchange of travellers' postal vouchers (*bons postaux de voyage*) between those of the contracting countries whose Administrations agree to establish such a service is governed by the provisions of the Supplement annexed to the present Agreement.

Article 38.

APPROVAL OF PROPOSALS MADE DURING THE INTERVAL BETWEEN MEETINGS.

In order to become binding, proposals made during the interval between meetings (Articles 19 and 20 of the Convention) must obtain :

(a) A unanimous vote, if they involve the addition of new provisions or modification of the provisions of Articles I to II, 13 to 19, 22 to 31, 36, 37, 38 and 39 of the present Agreement, and 101, 102, 104, 110, 119 and 120 of its Detailed Regulations ;

MANDATS — ARRANGEMENT.

b) Les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions du présent arrangement autres que celles qui sont mentionnées à l'alinéa précédent, des articles 103, 105, 106, 108, 111 et 112 de son règlement, ainsi que du supplément concernant les bons postaux de voyage ;

c) La majorité absolue, s'il s'agit de la modification des autres articles du règlement ou de l'interprétation des dispositions du présent arrangement, de son règlement et du supplément concernant les bons postaux de voyage, hors le cas de dissentiment à soumettre à l'arbitrage prévu à l'article 11 de la convention.

DISPOSITIONS FINALES.

Article 39.

MISE A EXÉCUTION ET DURÉE DE L'ARRANGEMENT.

Le présent arrangement sera mis à exécution le 1^{er} janvier 1935 et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des gouvernements des pays ci-dessus énumérés ont signé le présent arrangement en un exemplaire qui restera déposé aux archives du Gouvernement de l'Égypte et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait au Caire, le 20 mars 1934.

Pour l'Albanie :

Pan. NASSE.

Pour l'Allemagne :

K. ORTH.

K. ZIEGLER.

D^r W. SEEBASS.

Pour le Royaume de l'Arabie Saoudite :

Fawzan EL-SABEK.

Pour la République Argentine :

R. R. TULA.

Pour l'Autriche :

D^r Rudolf KUHN.

Pour la Belgique :

O. SCHOCKAERT.

E. MONS.

Pour la Bolivie :

Ernesto CÁCERES.

Pour Edmundo de la Fuente

Ernesto CÁCERES.

Pour la Bulgarie :

Iv. KATZAROFF.

Pour le Chili :

R. SUAREZ BARROS.

Pour la Chine :

HOO Chi-Tsai.

CHANG Hsin-Hai.

HUANG Nai-Shu.

Pour la République de Colombie :

E. ZALDÚA P.

Pour la République de Cuba :

Alfredo ASSIR.

Pour le Danemark :

C. MONDRUP.

Arne KROG.

Pour la Ville libre de Dantzig :

R. STARZYŃSKI.

Pour la République Dominicaine :

Luis Alejandro AGUILAR.

MONEY ORDERS — AGREEMENT.

(b) Two-thirds of the votes, if they involve modification of any provisions of the present Agreement other than those mentioned in the preceding paragraph and of Articles 103, 105, 106, 108, 111 and 112 of the Detailed Regulations; or of the Supplement concerning Travellers' Postal Vouchers;

(c) A simple majority, if they involve modification of any other Articles of the Detailed Regulations or the interpretation of the provisions of the present Agreement, its Detailed Regulations and the Supplement concerning Travellers' Postal Vouchers, except in the case of dispute to be submitted to arbitration referred to in Article 11 of the Convention.

FINAL PROVISIONS

Article 39.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE AGREEMENT.

The present Agreement shall come into force on January 1st, 1935, and shall remain operative during an indefinite period.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the Governments of the above-named countries have signed the present Agreement in a single copy which shall remain in the archives of the Government of Egypt and of which a copy shall be delivered to each Party.

Done at Cairo, the 20th day of March, 1934.

For Albania :

Pan. NASSE.

For Germany :

K. ORTH.

K. ZIEGLER.

Dr. W. SEEBASS.

For the Kingdom of Saudi Arabia :

Fawzan EL-SABEK.

For the Argentine Republic :

R. R. TULA.

For Austria :

Dr. Rudolf KUHN.

For Belgium :

O. SCHOCKAERT.

E. MONS.

For Bolivia :

Ernesto CÁCERES.

For Edmundo de la Fuente,

Ernesto CÁCERES.

For Bulgaria :

IV. KATZAROFF.

For Chile :

R. SUAREZ BARROS.

For China :

HOO Chi-Tsai.

CHANG Hsin-Hai.

HUANG Nai-Shu.

For the Republic of Colombia :

E. ZALDÚA P.

For the Republic of Cuba :

Alfredo ASSIR.

For Denmark :

C. MONDRUP.

Arne KROG.

For the Free City of Danzig :

R. STARZYŃSKI.

For the Dominican Republic :

Luis Alejandro AGUILAR.

MANDATS — ARRANGEMENT.

Pour l'Égypte :

M. CHAŘARA.
E. MAGGIAR.
S. A. GHALWASH.

Pour l'Espagne :

Alonso CARO.
A. RAMOS.

Pour l'ensemble des Colonies espagnoles :

Demetrio PEREDA.

Pour l'Estonie :

G. E. F. ALBRECHT.

Pour l'Éthiopie :

ALAMOU Tch.

Pour la Finlande :

G. E. F. ALBRECHT.

Pour la France :

M. LEBON.
L. GENTHON.
P. GRANDSIMON.
A. CABANNE.
DUSSERRE.

Pour l'Algérie :

E. HUGUENIN.

Pour les Colonies et Protectorats français de l'Indochine :

NICOLAS.

Pour l'ensemble des autres Colonies françaises :

J. CASSAGNAC.

Pour la Grèce :

V. DENDRAMIS.
J. LACHNIDAKIS.

Pour la République du Honduras :

D^r TUCCIMEI.

Pour la Hongrie :

Charles DE FORSTER.

Pour l'Islande :

C. MONDRUP.
Arne KROG.

Pour l'Italie :

Pietro TOSTI.
GALDI Michele.

Pour l'ensemble des Colonies italiennes :

CRETY Donato.

Pour le Japon :

Masao SEKI.
T. HARIMA.
J. KAGEYAMA.

Pour le Chosen :

Masao SEKI.
Ryuzo KAWAZURA.

Pour l'ensemble des autres Dépendances japonaises :

T. HARIMA.
H. FUJIKAWA.

Pour la Lettonie :

Ls ROULET.

Pour les États du Levant sous mandat français (Syrie et Liban) :

CIANFARELLI.
L. PERNOT.

*Pour la République de Libéria :**Pour la Lituanie :**Pour le Luxembourg :**Pour le Maroc (à l'exclusion de la Zone espagnole) :*

H. DUTEIL.

Pour le Maroc (Zone espagnole) :

A. RAMOS.

Pour le Nicaragua :

Victor DURÁN M.

MONEY ORDERS — AGREEMENT.

For Egypt :

M. CHARARA.
E. MAGGIAR.
S. A. GHALWASH.

For Spain :

Alonso CARO.
A. RAMOS.

For the whole of the Spanish Colonies :

Demetrio PEREDA.

For Estonia :

G. E. F. ALBRECHT.

For Ethiopia :

ALAMOU Tch.

For Finland :

G. E. F. ALBRECHT.

For France :

M. LEBON.
L. GENTHON.
P. GRANDSIMON.
A. CABANNE.
DUSSERRE.

For Algeria :

E. HUGUENIN.

For the French Colonies and Protectorates of Indo-China :

NICOLAS.

For the whole of the Other French Colonies :

J. CASSAGNAC.

For Greece :

V. DENDRAMIS.
J. LACHNIDAKIS.

For the Republic of Honduras :

Dr. TUCCIMEI.

For Hungary :

Charles DE FORSTER.

For Iceland :

C. MONDRUP.
AINE KROG.

For Italy :

Pietro TOSTI.
GALDI Michele.

For the whole of the Italian Colonies :

CRETY Donato.

For Japan :

Masao SEKI.
T. HARIMA.
J. KAGEYAMA.

For Chosen :

Masao SEKI.
Ryuzo KAWAZURA.

For the whole of the Other Japanese Dependencies :

T. HARIMA.
H. FUJIKAWA.

For Latvia :

Ls ROULET.

For the Levant States under French Mandate (Syria and Lebanon) :

CIANFARELLI.
L. PERNOT.

*For the Republic of Liberia :**For Lithuania :**For Luxemburg :**For Morocco (except the Spanish Zone) :*

H. DUTEIL.

For Morocco (Spanish Zone) :

A. RAMOS.

For Nicaragua :

Victor DURÁN M.

MANDATS — ARRANGEMENT.

Pour la Norvège :

Klaus HELSING.

Oskar HOMME.

Pour la République de Panama :

E. ZALDÚA P.

Pour le Paraguay :

R. R. TULA.

Pour les Pays-Bas :

DUYNSTEE.

v. GOOR.

Pour Curaçao et Surinam :

HOEGWOONING.

Pour les Indes néerlandaises :

PERK.

BRIL.

HOEGWOONING.

Pour le Pérou :

Ernesto CÁCERES.

Pour Edmundo de la Fuente,

Ernesto CÁCERES.

Pour la Perse :

S. A. RAD.

R. ARDJOMENDE.

Pour la Pologne :

R. STARZYŃSKI.

Pour le Portugal :

A. DE Q. R. VAZ PINTO.

A. C. BIANCHI.

Pour les Colonies portugaises de l'Afrique occidentale :

Ernesto Julio NAVARRO.

Pour les Colonies portugaises de l'Afrique orientale, de l'Asie et de l'Océanie :

Mario CORRÊA BARATA DA CRUZ.

Pour la Roumanie :

Ilariu MANEANU.

C. STEFANESCU.

Pour la République de Saint-Marin :

CRETY Donato.

*Pour la République de El Salvador :**Pour le Territoire de la Sarre :**Pour le Siam :**Pour la Suède :*

Anders ÖRNE.

Gunnar LAGER.

Arvid BILDT.

Pour la Confédération suisse :

Ls ROULET.

Pour la Tchécoslovaquie :

Václav KUČERA.

Josef RADA.

Pour la Tunisie :

H. DUTEIL.

Pour la Turquie :

Yusuf ARIFI.

M. SAKIN.

M. TEVFIK.

Pour la République O. de l'Uruguay :

Arturo C. MASANÉS.

*Pour l'Etat de la Cité du Vatican :*M^{gr} Giuseppe MAZZOLI.*Pour les Etats-Unis du Venezuela :*

Luis Alejandro AGUILAR.

*Pour l'Yémen :**Pour le Royaume de Yougoslavie :*

Kosta ZLATANOVITCH.

MONEY ORDERS — AGREEMENT.

For Norway :

Klaus HELSING.
Oskar HOMME.

For the Republic of Panama :

E. ZALDÚA P.

For Paraguay :

R. R. TULA.

For the Netherlands :

DUYNSTEE.
V. GOOR.

For Curaçao and Surinam :

HOOGWOONING.

For the Netherlands Indies :

PERK.
BRIL.
HOOGWOONING.

For Peru :

Ernesto CÁCERES.

For Edmundo de la Fuente :

Ernesto CÁCERES.

For Persia :

S. A. RAD.
R. ARDJOMENDE.

For Poland :

R. STARZYŃSKI.

For Portugal :

A. DE Q. R. VAZ PINTO.
A. C. BIANCHI.

For the Portuguese Colonies in West Africa :

Ernesto Julio NAVARRO.

*For the Portuguese Colonies in East Africa,
Asia and Oceania :*

Mario CORRÊA BARATA DE CRUZ.

For Roumania :

Ilariu MANEANU.
C. STEFANESCU.

For the Republic of San Marino :

CRETY Donato.

*For the Republic of El Salvador :**For the Territory of the Saar :**For Siam :**For Sweden :*

Anders ÖRNE.
Gunnar LAGER.
Arvid BILDT.

For the Swiss Confederation :

Ls ROULET.

For Czechoslovakia :

Václav KUČERA.
Josef RADA.

For Tunis :

H. DUTEIL.

For Turkey :

Yusuf ARIFI.
M. SAKIN.
M. TEVFIK.

For the Eastern Republic of Uruguay :

Arturo C. MASANÉS.

For the State of the City of the Vatican :

Mgr. Giuseppe MAZZOLI.

For the United States of Venezuela :

Luis Alejandro AGUILAR.

*For Yemen :**For the Kingdom of Yugoslavia :*

Kosta ZLATANOVITCH.

MANDATS — RÈGLEMENT.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT
CONCERNANT LES MANDATS DE POSTE

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER.	CHAPITRE III.
EMISSION. TRANSMISSION. PAYEMENT.	COMPTABILITÉ.
Art.	Art.
101. Formules de mandats.	115. Comptes mensuels.
102. Indications à porter sur les formules. Communiqués particuliers.	116. Comptes généraux.
103. Transmission des mandats.	117. Liquidation. Acomptes.
104. Mandats télégraphiques.	
105. Avis de paiement.	CHAPITRE IV.
106. Mandats exprès.	COMMUNICATIONS. FORMULES.
	118. Communications à adresser au Bureau international et aux administrations.
CHAPITRE II.	119. Formules à l'usage du public.
FORMALITÉS DIVERSES.	
107. Mandats irréguliers.	DISPOSITIONS FINALES.
108. Mandats égarés, perdus ou détruits.	120. Mise à exécution et durée du règlement.
109. Visa pour date.	
110. Retrait. Modification d'adresse.	ANNEXES
111. Réexpédition.	Formules MP 1 à MP 5.
112. Mandats tombés en rebut.	
113. Réclamations.	
114. Réclamations des mandats émis dans un autre pays.	

MONEY ORDERS — DETAILED REGULATIONS.

DETAILED REGULATIONS FOR THE EXECUTION OF THE MONEY
ORDERS AGREEMENT.

TABLE OF CONTENTS.

CHAPTER I.

ISSUE. TRANSMISSION. PAYMENT.

Art.

101. Money Order Forms.
 102. Entries to be made on Forms. Private
 Communications.
 103. Transmission of Money Orders.
 104. Telegraph Money Orders.
 105. Advice of Payment.
 106. Express Money Orders.

CHAPTER II.

MISCELLANEOUS FORMALITIES.

107. Irregular Money Orders.
 108. Missing, Lost or Destroyed Money Orders.
 109. Extension of Period of Validity.
 110. Withdrawal. Alteration of Address.
 111. Retransmission.
 112. Undelivered Money Orders.
 113. Enquiries.
 114. Enquiries concerning Money Orders issued
 in Another Country.

CHAPTER III.

ACCOUNTING.

Art.

115. Monthly Accounts.
 116. General Accounts.
 117. Settlement. Payment on Account.

CHAPTER IV.

COMMUNICATIONS. FORMS.

118. Communications to be addressed to the Inter-
 national Bureau and to the Administrations.
 119. Forms for the Use of the Public.

FINAL PROVISIONS.

120. Entry into Force and Duration of the
 Detailed Regulations.

ANNEXES.

Forms MP 1 to MP 5.

MANDATS — RÈGLEMENT.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT
LES MANDATS DE POSTE

Les soussignés, vu l'article 4 de la Convention postale universelle conclue au Caire le 20 mars 1934, ont, au nom de leurs administrations respectives, arrêté, d'un commun accord, les mesures suivantes pour assurer l'exécution de l'arrangement concernant les mandats de poste :

CHAPITRE PREMIER

EMISSION. TRANSMISSION. PAYEMENT.

Article 101.

FORMULES DE MANDATS.

Les mandats sont établis sur une formule confectionnée en carton résistant et conforme au modèle MP 1 ci-annexé.

Article 102.

INDICATIONS A PORTER SUR LES FORMULES. COMMUNICATIONS PARTICULIÈRES.

1. Les inscriptions à faire sur les mandats doivent être formulées en chiffres arabes et en caractères latins, sans ratures ni surcharges, même approuvées.

Le montant de la monnaie divisionnaire peut être indiqué en chiffres seulement, mais le chiffre des unités doit être précédé d'un zéro lorsqu'il n'y a pas de dizaines.

Les inscriptions au crayon ne sont pas admises. Toutefois, les indications de service peuvent être portées au crayon-encre.

2. L'adresse des mandats doit désigner le bénéficiaire de façon que la personnalité de l'ayant droit soit nettement déterminée.

Les adresses abrégées et les adresses télégraphiques ne sont pas admises.

3. Il est interdit de consigner sur les mandats d'autres annotations que celles que comporte la contexture des formules. L'expéditeur a, toutefois, le droit d'ajouter, sur le coupon, une communication particulière destinée au bénéficiaire du mandat.

4. Les mandats de service doivent porter au recto l'annotation « Service des postes » ou une mention analogue.

Article 103.

TRANSMISSION DES MANDATS.

Sauf arrangement contraire, les mandats sont transmis à découvert. Ils sont insérés dans les dépêches de la manière prescrite à l'article 157, § 1, du règlement de la convention.

Article 104.

MANDATS TÉLÉGRAPHIQUES.

1. Les mandats télégraphiques sont rédigés par le bureau de poste expéditeur et adressés au bureau de poste destinataire.

MONEY ORDERS — DETAILED REGULATIONS.

DETAILED REGULATIONS FOR THE EXECUTION OF THE MONEY
ORDERS AGREEMENT.

The undersigned, having regard to Article 4 of the Universal Postal Convention concluded at Cairo on March 20th, 1934, have, in the name of their respective Administrations, drawn up by mutual consent the following measures for ensuring the execution of the Money Orders Agreement:

CHAPTER I.

ISSUE. TRANSMISSION. PAYMENT.

Article 101.

MONEY ORDER FORMS.

Money Orders are prepared on a form made of stout cardboard similar to form MP 1 annexed hereto.

Article 102.

ENTRIES TO BE MADE ON FORMS. PRIVATE COMMUNICATIONS.

1. Entries on Money Orders must be made in Arabic figures and in Roman characters, without erasures or alterations, even though certified.

A fraction of the monetary unit may be expressed in figures only, but the figure "0" must precede the figure stating the number of monetary units if it is less than ten.

Entries in pencil are not allowed. Service instructions may, however, be written in indelible pencil.

2. The address of a Money Order must describe the payee in such a manner as to allow the identity of the person entitled to payment to be clearly determined.

Abbreviated addresses and telegraphic addresses are not allowed.

3. No notes may be made on an Order except those required by the text of the form. The remitter, however, has the right to enter on the coupon any communication which he may wish to make to the payee.

4. A "Service" Money Order must bear on the front the words "Service des postes" or a similar inscription.

Article 103.

TRANSMISSION OF MONEY ORDERS.

In the absence of any agreement to the contrary, Money Orders are transmitted *à découvert*, and included in despatches in the manner prescribed by Article 157, § 1, of the Detailed Regulations of the Convention.

Article 104.

TELEGRAPH MONEY ORDERS.

1. Telegraph Money Orders are prepared by the issuing post office and are addressed to the post office of destination.

MANDATS — RÈGLEMENT.

Ils sont dressés en français, sauf arrangement contraire, et libellés comme suit :

(Indications de service, s'il y a lieu.)

(Avis de payement, s'il y a lieu.)

Mandat (N^o postal d'émission).

(Nom du bureau de poste de destination.)

(Nom de l'expéditeur.)

(Montant de la somme transmise.)

(Désignation exacte du bénéficiaire, de sa résidence et, s'il est possible, de son domicile.)

(Communication particulière, le cas échéant.)

Les indications du télégramme doivent toujours figurer dans l'ordre ci-dessus.

2. Les indications de service sont exprimées en toutes lettres ou d'après les abréviations autorisées dans le service télégraphique.

3. Lorsque les mandats télégraphiques sont émis, soit par des bureaux de poste de localités non dotées d'un service télégraphique, soit, dans des localités pourvues de plusieurs bureaux de poste, par un de ces bureaux non chargé du service télégraphique, le nom du bureau d'origine doit être indiqué immédiatement après le numéro postal d'émission, de la manière suivante :

« Mandat 404 de pour »

Si la localité où se trouve le bureau de poste destinataire n'est pas pourvue d'un bureau télégraphique, le mandat télégraphique doit porter l'indication du bureau postal destinataire et celle du bureau télégraphique qui le dessert.

En cas de doute quant à l'existence d'un bureau télégraphique dans la localité ou lorsque le bureau télégraphique desservant ne peut être indiqué, le télégramme-mandat doit porter, soit le nom de la subdivision territoriale, soit celui du pays de destination, soit ces deux indications ou toute autre indication jugée suffisante pour l'acheminement du télégramme-mandat.

4. Le montant de la somme transmise doit être exprimé en chiffres et, en ce qui concerne les unités monétaires (franc, reichsmark, etc.), en toutes lettres dans la monnaie du pays de destination.

5. Lorsqu'il s'agit d'un bénéficiaire féminin, le nom patronymique, même s'il est accompagné d'un prénom, doit être précédé de l'un des mots « Madame » ou « Mademoiselle », à moins que cette indication ne fasse double emploi avec celle d'une qualité, d'un titre, d'une fonction ou d'une profession permettant de déterminer nettement la personnalité de l'ayant droit.

L'expéditeur et le bénéficiaire ne peuvent être désignés par une abréviation ou un mot conventionnels.

6. L'indication du nom de la résidence du bénéficiaire peut être omise dans les cas où ce nom est le même que celui du bureau de poste de destination.

Pour les télégrammes-mandats adressés « poste restante » ou « télégraphe restant », l'indication de service correspondante, portée en tête du télégramme, suffit et il n'y a pas lieu de faire suivre le nom du bénéficiaire de la mention « poste restante » ou « télégraphe restant ».

MONEY ORDERS — DETAILED REGULATIONS.

In the absence of any agreement to the contrary, they are drawn up in French and are worded as follows :

- (Indications de service, s'il y a lieu.)
- (Service instructions, if necessary.)
- (Avis de payement, s'il y a lieu.)
- (Advice of payment, if required.)
- Mandat (N^o postal d'émission).
- Order (No. of the Order at the post office of issue).
- (Nom du bureau de poste de destination.)
- (Name of the office of destination.)
- (Nom de l'expéditeur.)
- (Name of the remitter.)
- (Montant de la somme transmise.)
- (Amount remitted.)
- (Designation exacte du bénéficiaire, de sa résidence et, s'il est possible, de son domicile.)
- (Exact designation of the payee, of the place where he lives and, if possible, of his full address.)
- (Communication particulière, le cas échéant.)
- (Private communication, if any.)

The particulars on the telegram must always appear in the order given above.

2. Service instructions must be expressed in words or by abbreviations authorised in the telegraph service.

3. When a Telegraph Money Order is issued either by a post office in a place at which there is no telegraph service, or, in a place where there are several post offices, by an office which is not a telegraph office, the name of the office of origin must appear immediately after the number of the Order at the post office of issue, in the following manner :

" Mandat 404 de pour "
 (Money Order 404 from to)

If there is no telegraph office in the place where the office of payment is situated, the Telegraph Money Order must bear the name of the post office of payment and that of the telegraph office serving that post office.

In case of doubt as to the existence of a telegraph office in the district or when the proper telegraph office cannot be named, the Telegraph Money Order must bear either the name of the territorial subdivision or that of the country of destination, or both, or any other particulars considered sufficient for the despatch of the Order.

4. The amount transmitted must be expressed in figures and the units of currency (francs, Reichsmarks, etc.) in words, in the currency of the country of payment.

5. When the payee is a woman, the surname, even though accompanied by a Christian name, must be preceded by one of the words "*Madame*" or "*Mademoiselle*", unless this is rendered unnecessary by the use of a rank, title, position or profession indicating clearly the identity of the payee.

Neither the remitter nor the payee may be described by a conventional abbreviation or word.

6. The name of the place where the payee lives may be omitted if it is identical with that of the post office of payment.

For Telegraph Money Orders addressed "poste restante" or "télégraphe restant", the corresponding service instruction at the top of the telegram is sufficient and the name of the payee need not be followed by the words "poste restante" or "télégraphe restant".

MANDATS — RÈGLEMENT.

7. La répétition partielle est obligatoire (répétition, de bureau à bureau, des noms propres et des nombres).

8. Le bureau de poste expéditeur adresse sous enveloppe au bureau de poste destinataire, à titre confirmatif et par le plus prochain courrier, un avis d'émission du mandat, conforme au modèle MP 2 ci-annexé. Il est interdit d'appliquer des timbres-poste ou des empreintes d'affranchissement sur cet avis.

9. Le bureau destinataire doit effectuer le paiement sans attendre la réception de l'avis d'émission. Il rattache celui-ci, autant que possible, au mandat acquitté par le bénéficiaire.

10. Les administrations ont la faculté d'autoriser les bureaux télégraphiques de localités pourvues d'un ou de plusieurs bureaux de poste à recevoir de l'expéditeur et à payer au lieu de destination le montant des mandats télégraphiques.

Article 105.

AVIS DE PAYEMENT.

1. Les mandats ordinaires dont l'expéditeur demande un avis de paiement doivent porter au recto et en tête l'annotation très apparente « Avis de paiement ».

2. Les dispositions des articles 126 et 127 du règlement de la convention concernant les avis de réception s'appliquent aux avis de paiement. Toutefois, lorsqu'un avis de paiement est demandé postérieurement au dépôt, il est fait usage, non de la formule C 13 prévue dans la convention, mais de la formule MP 3 de l'arrangement.

Les administrations dont le régime intérieur ne permet pas l'emploi des formules jointes par l'administration expéditrice sont autorisées à dresser des avis de paiement de leur propre service.

3. Le soin d'établir un avis de paiement pour un mandat télégraphique incombe à l'administration destinataire qui le fait parvenir au bureau d'origine immédiatement après le paiement et sans attendre la réception de l'avis d'émission.

Article 106.

MANDATS EXPRÈS.

Les dispositions de l'article 142 du règlement de la convention sont applicables aux mandats ordinaires à remettre par exprès.

CHAPITRE II

FORMALITÉS DIVERSES.

Article 107.

MANDATS IRRÉGULIERS.

1. Les mandats ordinaires dont le paiement n'a pu être effectué pour l'une des causes suivantes :
- a) Indication inexacte, insuffisante ou douteuse du nom ou domicile des bénéficiaires ;
 - b) Différences ou omissions de noms ou de sommes ;
 - c) Ratures ou surcharges dans les inscriptions ;
 - d) Omission de timbres, de signatures ou d'autres indications de service ;

MONEY ORDERS — DETAILED REGULATIONS.

7. Partial repetition (repetition from office to office of proper names and numbers) is compulsory.

8. In confirmation of the telegram of advice, the office of issue sends under cover to the office of payment by the next mail an advice of the issue of a Money Order, similar to form MP 2 annexed hereto. Neither postage stamps nor "Postage Paid" impressions must be used on this advice.

9. The paying office must make payment without awaiting the receipt of the advice of issue. This is attached, whenever possible, to the Money Order bearing the receipt of the payee.

10. Administrations are empowered to authorise the telegraph offices, in places where there are one or more post offices, to receive from the remitter and to pay at the place of destination the amount of Telegraph Money Orders.

Article 105.

ADVICE OF PAYMENT.

1. An ordinary Money Order of which the remitter applies for an advice of payment must be clearly marked at the top of the front side with the words "*Avis de paiement*" (Advice of payment).

2. The provisions of Articles 126 and 127 of the Detailed Regulations of the Convention concerning advices of delivery are applicable to advices of payment. When, however, an advice of payment is applied for after the issue of the Order, the form to be used is not form C 13 prescribed by the Convention but form MP 3 of the Agreement.

Administrations whose internal legislation does not permit the use of the forms attached by the Administration of origin are authorised to prepare advice of payment forms used in their own service.

3. The responsibility for preparing an advice of payment of a Telegraph Money Order rests with the Administration of destination, which sends it to the office of origin immediately after payment without waiting for the advice of issue.

Article 106.

EXPRESS MONEY ORDERS.

The provisions of Article 142 of the Detailed Regulations of the Convention are applicable to ordinary Money Orders intended for express delivery.

CHAPTER II.

MISCELLANEOUS FORMALITIES.

Article 107.

IRREGULAR MONEY ORDERS.

1. A Money Order which cannot be paid for one of the following reasons :

- (a) Incorrect, insufficient, or doubtful description of the name or address of the payee ;
- (b) Difference or omission of name or amount ;
- (c) Erasure of, or alteration to, the entries ;
- (d) Omission of stamps, signatures, or other service entries ;

MANDATS — RÈGLEMENT.

e) Indication du montant à payer dans une monnaie autre que celle qui est admise à cet effet par les administrations correspondantes ;

f) Emploi de formules non réglementaires ;

sont renvoyés, le plus tôt possible, sous enveloppe, au bureau d'origine pour être régularisés, à moins que le bénéficiaire, ayant été avisé, ne réclame l'application des dispositions du § 2 ci-après.

Toutefois, dans les rapports avec les pays éloignés, l'administration de destination est autorisée à faire payer les mandats dont le montant est indiqué dans une monnaie autre que celle qui est admise, lorsqu'elle est en état d'effectuer la conversion au taux dont se sert l'administration d'émission, à condition d'en donner immédiatement avis à cette dernière. Les risques résultant de la conversion erronée sont à la charge de l'administration qui l'a effectuée.

2. Si le bénéficiaire d'un mandat ordinaire le désire et offre de payer tous les frais, les irrégularités qui s'opposent au paiement peuvent être régularisées par la voie télégraphique, au moyen d'un avis de service taxé. Le mandat est, dans ce cas, conservé par le bureau de destination, lequel en opère la régularisation à la réception du télégramme rectificatif et joint ce télégramme au mandat.

Dans le cas où le télégramme rectificatif a été motivé par une erreur imputable au service, la taxe doit en être remboursée à qui de droit.

3. Les mandats télégraphiques dont le paiement ne peut être effectué par suite d'adresse insuffisante ou inexacte, ou pour une autre cause non attribuable au bénéficiaire, donnent lieu à l'envoi au bureau d'origine d'un avis de service télégraphique indiquant la cause du non-paiement. Le bureau d'origine vérifie si l'irrégularité provient d'une erreur imputable au service. Dans l'affirmative, il la rectifie sur-le-champ par avis de service télégraphique. Dans le cas contraire, il prévient l'expéditeur qui est admis à rectifier l'irrégularité par un avis de service taxé.

Les mandats télégraphiques dont l'irrégularité n'a pas été rectifiée dans un délai raisonnable au moyen d'un avis de service télégraphique sont régularisés dans la forme prescrite pour les mandats ordinaires.

4. Les mandats télégraphiques dont l'avis d'émission seul est parvenu, mais dont le télégramme fait défaut, ne doivent pas être payés au simple vu de la première de ces pièces. Avant tout, il y a lieu de réclamer le télégramme au moyen d'un avis de service télégraphique. Les avis d'émission qui ne seraient pas parvenus au bureau destinataire par premier courrier, après la date du mandat, sont réclamés au moyen d'un bulletin de vérification conforme au modèle C 18 annexé au règlement de la convention.

Article 108.

MANDATS ÉGARÉS, PERDUS OU DÉTRUITS.

1. Les mandats égarés, perdus ou détruits peuvent être remplacés, à la demande de l'expéditeur ou du bénéficiaire, par des autorisations de paiement que délivre l'administration d'origine, après avoir constaté, d'accord avec l'administration de destination, que le mandat n'a été ni payé, ni remboursé, ni réexpédié.

La durée de validité des autorisations de paiement est la même que celle des mandats.

2. Lorsqu'un mandat est égaré, perdu ou détruit, et qu'il en est demandé simultanément le remboursement par l'expéditeur et le paiement par le bénéficiaire, l'autorisation doit être délivrée au profit du premier.

3. Lorsque le remboursement d'un mandat égaré, perdu ou détruit est réclamé par l'expéditeur, celui-ci doit produire le récépissé à l'appui de sa demande. L'administration d'origine accorde le remboursement après s'être assurée que l'administration de destination n'a pas payé et ne payera pas le mandat.

Lorsque l'administration de destination répond qu'un mandat ne lui est pas parvenu, l'administration d'origine peut délivrer une autorisation de paiement, sous la réserve que le mandat

MONEY ORDERS — DETAILED REGULATIONS.

(e) Entry of the amount payable in a currency other than that allowed for this purpose by the Administrations concerned ;

(f) Use of irregular forms;

is returned as soon as possible, under cover, to the issuing office for correction, unless the payee, after being advised, requests that the provisions of § 2 below should apply.

In services with distant countries, however, the paying Administration is authorised to pay a Money Order, even though the amount is expressed in a currency other than that allowed, when it is in a position to convert the amount at the rate used by the Administration of issue, on condition of giving immediate notice of the fact to the latter. The risks resulting from errors in conversion are borne by the Administration which makes the conversion.

2. If the payee of an ordinary Money Order so desires and offers to pay all charges, the irregularities which prevent payment may be corrected by telegraph by means of a paid service message. The Order is, in that case, kept by the office of destination, and is corrected by it on receipt of the correcting telegram, which is attached to the corrected Order.

If the correcting telegram has been necessitated by a service error, the charges for this telegram must be refunded.

3. In the case of a Telegraph Money Order which cannot be paid in consequence of insufficient or incorrect address, or for any other cause not attributable to the payee, a service telegram is sent to the office of origin stating the cause of non-payment. The office of origin then determines whether or not the irregularity preventing payment arises from a service error. If so, it corrects the error immediately by a service telegram. In the contrary case, it informs the remitter, who is allowed to correct the error by a paid service message.

If an irregularity in a Telegraph Money Order has not been corrected within reasonable time by means of a service telegram, the Order is corrected in the manner prescribed for ordinary Money Orders.

4. If the postal advice of issue only of a Telegraph Money Order has been received at the office of payment, and the telegram of advice is missing, payment may not be made on the former document alone. The first step is to apply for the telegram of advice by means of a service telegram. A postal advice which is not received by the office of payment by the first post after the date of issue of the Telegraph Money Order to which it relates is applied for by means of a Verification Note identical with or similar to form C 18 annexed to the Detailed Regulations of the Convention.

Article 108.

MISSING, LOST OR DESTROYED MONEY ORDERS.

1. A Money Order which is missing, lost or destroyed may be replaced at the request of the remitter or the payee by means of an authority to pay (*autorisation de paiement*) issued by the Administration of origin after it has ascertained from the Administration of payment that the Order has not been paid, refunded or retransmitted.

The period of validity of an authority to pay is the same as that of a Money Order.

2. When a Money Order is missing, lost or destroyed, and the remitter applies for repayment and the payee for payment simultaneously, the authority to pay must be issued in favour of the remitter.

3. When the repayment of a Money Order which is missing, lost or destroyed is claimed by the remitter, he must furnish his receipt in support of his claim. The Administration of origin authorises repayment after it has ascertained that the Administration of destination has not paid, and will not pay, the Order.

When the Administration of destination replies that it has not received a Money Order, the Administration of origin may issue an authority to pay, provided that the Money Order does not

MANDATS — RÈGLEMENT.

ne figure dans aucun des comptes mensuels dressés jusqu'à l'expiration de la durée de sa validité. Toutefois, si aucune réponse n'a été obtenue de l'administration de destination dans le délai prévu à l'article 26, § 1, de l'arrangement pour le désintéressement du réclamant, et si le titre ne figure sur aucun des comptes mensuels reçus à l'expiration de ce délai, l'administration d'origine est autorisée à procéder au remboursement des fonds. Notification de ce remboursement est adressée sous pli recommandé à l'administration de destination et le mandat, réputé désormais comme définitivement perdu, n'est plus susceptible d'être porté ultérieurement en compte.

Article 109.

VISA POUR DATE.

Le visa pour date dont il est question à l'article 17 de l'arrangement doit être inscrit sur le mandat même.

Article 110.

RETRAIT. MODIFICATION D'ADRESSE.

1. Les dispositions des articles 148 et 149 du règlement de la convention sont applicables aux retraits ou modifications d'adresse des mandats de poste. Toutefois, les demandes postales de modification d'adresse doivent être accompagnées d'un fac-similé, sur papier ordinaire, de l'adresse du bénéficiaire avec tous les détails nécessaires.

S'il s'agit d'une modification d'adresse demandée par voie télégraphique, cette demande doit être confirmée, par le premier courrier, par une demande postale portant en tête l'annotation soulignée au crayon de couleur « Confirmation de la demande télégraphique du... ».

Dans ce cas, le bureau destinataire se borne à retenir le mandat, à la réception du télégramme, et attend la confirmation postale pour faire droit à la demande.

Le bureau destinataire d'un mandat télégraphique doit, en outre, être en possession de l'avis d'émission, avant de donner suite à une demande de modification d'adresse.

Toutefois, l'administration destinataire peut, sous sa propre responsabilité, donner suite à une demande télégraphique de modification d'adresse sans attendre la confirmation postale, ni, le cas échéant, l'avis d'émission.

2. S'il s'agit de la simple correction d'une adresse prévue par l'article 149 du règlement de la convention, il peut être procédé à la rectification sans attendre l'arrivée de l'avis d'émission.

Article III.

RÉEXPÉDITION.

1. Le bureau qui réexpédie un mandat ordinaire par voie postale biffe, s'il y a lieu, d'un trait de plume, les indications du montant du mandat de manière à laisser reconnaître les inscriptions primitives. L'indication se trouvant sous la rubrique « Somme versée » doit rester intacte. Le montant du mandat est converti en monnaie du pays de la nouvelle destination d'après le taux fixé pour les mandats émanant du pays réexpéditeur. Le résultat de la conversion est inscrit sur le mandat en chiffres et en toutes lettres, autant que possible au-dessus des indications primitives concernant le montant. La nouvelle indication du montant est signée par l'agent de service.

Le même procédé doit être suivi en cas de réexpéditions ultérieures.

En cas de réexpédition sur le pays de première destination, le bureau réexpéditeur rétablit le montant primitif ; si la réexpédition a lieu sur le pays d'origine, il substitue au montant indiqué celui qui est inscrit, aux indications de service, en monnaie du pays d'origine.

MONEY ORDERS — DETAILED REGULATIONS.

appear in any monthly account prepared up to the date of expiration of its period of validity. If, however, no reply has been received from the Administration of destination within the period prescribed by Article 26, § 1, of the Agreement for the indemnification of the claimant, and if the Order is not included in any monthly account received by the expiration of that period, the Administration of origin is authorised to proceed with the repayment of the amount. Notification of this repayment is made, under registered cover, to the Administration of destination. The Money Order, which is thenceforth regarded as definitely lost, may not, at a later date, be included in the accounts.

Article 109.

EXTENSION OF PERIOD OF VALIDITY.

The authority for the extension of validity referred to in Article 17 of the Agreement must be written on the Order itself.

Article 110.

WITHDRAWAL. ALTERATION OF ADDRESS.

1. The provisions of Articles 148 and 149 of the Detailed Regulations of the Convention are applicable to withdrawals or to alteration of address. An application for alteration of address sent by post must, however, be accompanied by an exact reproduction, on ordinary paper, of the address of the payee, together with all necessary particulars.

If an alteration of address is applied for by telegraph, this application must be confirmed by first post by means of a postal application marked at the top with the words, underlined in coloured pencil, "*Confirmation de la demande télégraphique du*" ("Confirmation of the telegraphic application of the").

In this case, the office of destination, on receipt of the telegram, retains the Money Order and awaits postal confirmation before complying with the application.

Further, the office of payment of a Telegraph Money Order must be in possession of the advice of issue before acceding to a request for alteration of address.

The Administration of payment may, however, on its own responsibility, accede to a telegraphic request for an alteration of address without awaiting the arrival of the postal confirmation or of the advice of issue.

2. If a simple correction of an address provided for by Article 149 of the Detailed Regulations of the Convention is concerned, the correction may be made without awaiting the arrival of the advice of issue.

Article 111.

RETRANSMISSION.

1. The office which retransmits an ordinary Money Order by post strikes out, if necessary, with a pen the entries relating to the amount of the Order in such a way as to leave the original entries legible. The entry appearing under the heading "*Somme versée*" (Amount deposited) must be left untouched. The amount of the Order is converted into the currency of the new country of destination, in accordance with the rate fixed for Money Orders emanating from the retransmitting country. The resulting amount is entered in figures and words as far as possible immediately above the original entry of the amount. The new entry of the amount must be signed by the officer concerned.

This same method must be followed in the event of subsequent retransmissions.

In the event of retransmission to the original country of destination, the retransmitting office restores the original amount; if the retransmission is effected to the country of origin, it substitutes for it the amount which is entered, in the service instructions, in the currency of the country of origin.

MANDATS — RÈGLEMENT.

2. La réexpédition d'un mandat télégraphique par voie postale est effectuée dans les mêmes conditions et sans qu'il y ait lieu d'attendre l'avis d'émission. Toutefois, lorsque la réexpédition sur le pays d'origine a lieu avant l'arrivée de l'avis d'émission, le bureau réexpéditeur se borne à modifier l'adresse du bénéficiaire et biffe, d'un trait de plume, les indications du montant.

Le mandat est transmis sous enveloppe au bureau de la nouvelle destination. Il en est de même de l'avis d'émission dès son arrivée au bureau réexpéditeur.

3. En cas de réexpédition, par voie télégraphique, d'un mandat ordinaire, le bureau réexpéditeur établit un mandat télégraphique pour la somme restant après déduction de la taxe du télégramme et de la taxe postale. Cette dernière est calculée sur le montant du mandat original, déduction faite du montant de la taxe du télégramme.

La conversion en monnaie du pays de la nouvelle destination est effectuée dans les conditions prévues au § 1.

Le mandat original est quittancé par le bureau réexpéditeur et comptabilisé comme mandat payé, après avoir été revêtu de la mention « Réexpédié le montant de
à sous déduction de la taxe de ».

Le coupon du mandat original est annexé à l'avis d'émission pour être remis au destinataire.

4. La réexpédition d'un mandat télégraphique par voie télégraphique est opérée dans les conditions indiquées au § 3 et sans qu'il y ait lieu d'attendre l'avis d'émission.

5. Les dispositions des §§ 3 et 4 sont applicables aux cas de réexpédition des mandats ordinaires ou télégraphiques originaires d'un pays contractant sur un autre pays contractant avec lequel le pays d'origine n'entretient pas un échange de mandats, ou sur un pays ne participant pas à l'arrangement. Il en est de même en cas de réexpédition des mandats originaires d'un pays non participant sur un pays signataire de l'arrangement.

6. Les demandes de réexpédition sont enregistrées, pour mémoire, par le premier bureau de destination, et, le cas échéant, par les bureaux destinataires ultérieurs. Le bureau qui opère la réexpédition d'un mandat dans les conditions prévues ci-dessus en donne avis au bureau d'émission.

Article 112.

MANDATS TOMBÉS EN REBUT.

Préalablement au renvoi à l'administration d'origine des mandats qui n'ont pu être payés aux bénéficiaires pour une cause quelconque, le bureau de destination les enregistre pour mémoire et les frappe du timbre ou les munit de l'étiquette dont l'usage est prescrit par l'article 147, § 1, du règlement de la convention, pour les correspondances tombées en rebut.

Les mandats télégraphiques renvoyés doivent être mis sous enveloppe, accompagnés des avis d'émission y relatifs.

Toutefois, les mandats créés dans les conditions prévues aux §§ 3, 4 et 5 de l'article 111 doivent être transmis à l'administration qui les a établis ; celle-ci en met le montant à la disposition de l'administration dont émane le titre original, soit au moyen d'un nouveau mandat en franchise de taxe, soit par voie de déduction au compte mensuel des mandats payés.

Article 113.

RÉCLAMATIONS.

1. Toute réclamation relative à un mandat ordinaire ou télégraphique est établie sur une formule conforme au modèle MP 3 ci-annexé et transmise, en règle générale, par le bureau d'origine directement au bureau de destination.

MONEY ORDERS — DETAILED REGULATIONS.

2. The retransmission of a Telegraph Money Order by post is effected under the same conditions, and without obligation to await the arrival of the advice of issue. But when the retransmission to the country of issue takes place before the arrival of the advice of issue, the retransmitting office simply changes the payee's address and strikes out with a pen the statement of the amount.

The Money Order is sent under cover to the new office of destination. The advice of issue is similarly dealt with on its arrival at the retransmitting office.

3. In the event of retransmission by telegraph of an ordinary Money Order, the retransmitting office prepares a Telegraph Money Order for the amount remaining after the deduction of the telegraph and postal charges. The postal charges are calculated on the amount of the original Money Order after deduction of the amount of the charges for the telegram of advice.

The conversion into the currency of the new country of destination is made in accordance with paragraph 1 above.

The original Order is receipted by the retransmitting office and is brought to account as a paid Order noted "*Réexpédié le montant de à sous déduction de la taxe de*" (Amount retransmitted to after deduction of charge of).

The coupon of the original Order is annexed to the advice of issue for delivery to the payee.

4. The retransmission of a Telegraph Money Order by telegraph is effected under the same conditions as are indicated in paragraph 3, and without obligation to await the arrival of the advice of issue.

5. The provisions of paragraphs 3 and 4 apply in the case of the retransmission of ordinary or Telegraph Money Orders from a contracting country to another contracting country with which the country of origin does not maintain a Money Order Service, or to a country not party to the Agreement. They also apply in the case of the retransmission of Money Orders issued in a country not a party to the Agreement for payment in a country Party to it.

6. Applications for retransmission are recorded for reference by the original office of destination and by the subsequent offices of destination, if any. The office which retransmits an Order under the conditions prescribed above notifies the office of issue to that effect.

Article II2.

UNDELIVERED MONEY ORDERS.

Before returning to the Administration of origin a Money Order which it has not been possible to pay to the payee for any reason, the office of destination records it for reference and either stamps it or attaches to it the label prescribed by Article 147, § 1, of the Detailed Regulations of the Convention, for use in the case of undelivered postal packets.

Returned Telegraph Money Orders must be placed in a cover, accompanied by the relative advices of issue.

But Money Orders issued in the circumstances stated in §§ 3, 4 and 5 of Article III must be transmitted to the Administration which issued them; this Administration places the amount at the disposal of the Administration which issued the original Order, either by means of a new Order free of charge or by deduction from the monthly account of paid Orders.

Article II3.

ENQUIRIES.

1. Every enquiry regarding an ordinary or Telegraph Money Order must be made on a form identical with the form MP 3 annexed hereto and, as a general rule, is transmitted by the office of origin direct to the office of destination.

MANDATS — RÈGLEMENT.

Une seule formule peut être utilisée pour plusieurs mandats émis simultanément sur la demande du même expéditeur au profit du même bénéficiaire.

2. Lorsque le bureau destinataire est en état de fournir des renseignements définitifs sur le sort du titre réclamé, il renvoie la formule, complétée suivant le résultat des recherches, au bureau qui a reçu la réclamation. En cas de recherches infructueuses ou de paiement contesté, la formule est transmise à l'administration du pays d'origine par l'intermédiaire de l'administration du pays destinataire, en y ajoutant autant que possible une déclaration du bénéficiaire attestant qu'il n'a pas reçu le montant du mandat.

3. Toute administration peut demander, par une notification adressée au Bureau international, que les réclamations qui concernent son service soient transmises à son administration centrale ou à un bureau spécialement désigné.

Article II4.

RÉCLAMATIONS DES MANDATS ÉMIS DANS UN AUTRE PAYS.

Dans le cas prévu à l'article 22, § 3, de l'arrangement, la formule de réclamation MP 3 est transmise à l'administration d'origine. La formule doit être accompagnée du récépissé.

L'administration d'origine doit être mise en possession de la formule dans les délais prévus aux articles 22 et 23 de l'arrangement.

CHAPITRE III

COMPTABILITÉ.

Article II5.

COMPTES MENSUELS.

1. Chaque administration dresse, à la fin de chaque mois pour chacune des autres administrations, un compte mensuel conforme au modèle MP 4 ci-annexé et sur lequel sont récapitulés, autant que possible dans l'ordre chronologique et suivant l'ordre alphabétique des noms des bureaux d'émission, tous les mandats payés par ses propres bureaux, pour le compte de l'administration correspondante pendant le mois précédent.

Elle inscrit également sur ce compte le montant des taxes et des droits qui lui reviennent, en vertu de l'article 29, § 1, de l'arrangement, sur les mandats payés par ses bureaux ainsi que, le cas échéant, le montant des remboursements et celui des intérêts prévus aux articles 28 et 31 dudit arrangement.

2. Le compte mensuel est transmis à l'administration débitrice, au plus tard à la fin du mois qui suit celui auquel il se rapporte, accompagné des mandats de poste et des mandats télégraphiques quittancés, ces derniers complétés, autant que possible, par leurs avis d'émission.

Les avis d'émission qui parviennent à l'administration de destination après l'envoi du compte sur lequel sont décrits les mandats télégraphiques auxquels ils se rapportent sont renvoyés à l'administration d'origine annexés à l'un des comptes suivants.

3. A défaut de mandats payés, un compte mensuel négatif est adressé à l'administration correspondante.

4. Les différences constatées par l'administration débitrice dans les comptes mensuels sont reprises dans le premier compte mensuel à intervenir. Elles sont négligées si leur montant total n'excède pas 50 centimes par compte.

MONEY ORDERS — DETAILED REGULATIONS.

A single form may be used for several Money Orders if issued simultaneously at the request of the same remitter and to the same payee.

2. When the office of payment is able to furnish definite information as to the treatment of a Money Order in respect of which an enquiry is made, it completes this form in accordance with the result of its enquiries and returns it to the office which received the enquiry. If the enquiry is fruitless or payment is disputed, the form is forwarded to the Administration of the country of issue through the Administration of the country of payment, accompanied, if possible, by a declaration by the payee affirming that he has not received the amount of the Order.

3. Every Administration is entitled to request, by a notification addressed to the International Bureau, that enquiries which concern its service may be sent either to its central Administration or to an office specially appointed by it.

Article 114.

ENQUIRIES RELATING TO MONEY ORDERS ISSUED IN ANOTHER COUNTRY.

In the case covered by Article 22, § 3, of the Agreement, the enquiry form MP 3 is forwarded to the Administration of origin. The form must be accompanied by the receipt.

The form must reach the Administration of origin within the periods prescribed by Articles 22 and 23 of the Agreement.

CHAPTER III.

ACCOUNTING.

Article 115.

MONTHLY ACCOUNTS.

1. Each Administration prepares, at the end of each month, for each of the other Administrations, a monthly account identical with form MP 4 annexed hereto, and enters therein, as far as possible in order of date and in the alphabetical order of the names of the offices of issue, particulars of all Orders paid by its offices on behalf of the other Administration during the preceding month.

It enters also in this account the amount of the charges and fees due to itself, in accordance with § 1 of Article 29 of the Agreement, in respect of the Orders paid by its offices, as well as the amounts, if any, of repayments and of interest provided for in Articles 28 and 31 of the said Agreement.

2. The monthly account is forwarded to the debtor Administration not later than the end of the month which follows that to which it relates, together with the receipted ordinary and Telegraph Money Orders, the latter being accompanied, as far as possible, by their postal advices.

A postal advice which reaches the Administration of payment after the despatch of the account containing particulars of the Telegraph Money Order to which it relates is returned to the Administration of issue annexed to one of the subsequent accounts.

3. When there are no paid Orders, a monthly account form marked " Nil " is sent to the other Administration.

4. Any differences discovered by the debtor Administration in the monthly accounts are adjusted in the next available monthly account. They are disregarded if their total amount does not exceed 50 centimes for each account.

MANDATS — RÈGLEMENT.

Article 116.

COMPTES GÉNÉRAUX.

1. En cas de liquidation à l'aide d'un compte général, ce compte est dressé par l'administration créancière immédiatement après la réception des comptes mensuels et sans attendre qu'il ait été procédé à la vérification de détail de ces comptes. Le compte général est dressé sur une formule conforme au modèle MP 5 ci-annexé.

2. Le compte général doit être arrêté dans un délai de deux mois après l'expiration du mois auquel il se rapporte. Ce délai est porté à quatre mois dans les relations avec les pays éloignés.

Les administrations peuvent s'entendre en vue de dresser le compte général par trimestre, par semestre ou par année.

Article 117.

LIQUIDATION. ACOMPTES.

1. Sauf arrangement contraire, le solde du compte général ou les totaux des comptes mensuels sont réglés au moyen de chèques ou de traites payables à vue sur la capitale ou sur une place commerciale du pays créancier, en monnaie de ce pays et sans aucune perte pour lui, les frais du paiement restant à la charge de l'administration débitrice.

2. Le paiement doit être effectué, au plus tard, quinze jours après réception du compte général ou, si un compte général n'est pas dressé, après réception du compte mensuel. Ce délai est d'un mois pour les pays éloignés.

Si les deux administrations ne sont pas d'accord sur le montant de la somme à payer, la liquidation ne peut être différée que pour la partie contestée. En ce qui concerne cette partie, l'administration débitrice est tenue de notifier à l'administration créancière les raisons de la contestation, au plus tard dans le délai prévu à l'alinéa précédent.

3. Toute administration qui se trouve à découvert, vis-à-vis d'une autre administration, d'une somme supérieure à 30.000 francs-or, a le droit de réclamer, même avant la clôture du compte, un acompte ou solde provisoire jusqu'à concurrence des trois quarts du montant de sa créance. Il doit être satisfait à cette demande dans un délai de huit jours. En cas de non-paiement à l'expiration de ce délai, les prescriptions de l'article 31 de l'arrangement sont applicables.

CHAPITRE IV

COMMUNICATIONS. FORMULES.

Article 118.

COMMUNICATIONS A ADRESSER AU BUREAU INTERNATIONAL ET AUX ADMINISTRATIONS.

1. Les administrations doivent, trois mois au moins avant de mettre l'arrangement à exécution, communiquer aux autres administrations, par l'intermédiaire du Bureau international :

a) La liste des pays avec lesquels elles échangent des mandats sur la base de l'arrangement ;

b) La liste des bureaux qu'elles autorisent à émettre et à payer des mandats ou l'avis que tous leurs bureaux participent à ce service ;

c) Le cas échéant, l'avis de leur participation à l'échange des mandats télégraphiques ;

d) Le maximum qu'elles adoptent pour l'émission et le paiement des mandats ;

MONEY ORDERS — DETAILED REGULATIONS.

Article 116.

GENERAL ACCOUNTS.

1. If settlement is effected through a general account, this account is prepared by the creditor Administration immediately after the receipt of the monthly accounts and without waiting until the details have been checked. The general account is prepared on a form identical with MP 5 annexed hereto.

2. The general account must be prepared within two months after the expiry of the month to which it relates. This period is extended to four months in services with distant countries.

Administrations may, however, arrange among themselves for the general accounts to be prepared quarterly, half-yearly or annually.

Article 117.

SETTLEMENT. PAYMENTS ON ACCOUNT.

1. In the absence of any agreement to the contrary, the balance of the general account or the totals of the monthly accounts are paid by means of cheques or drafts payable at sight in the capital or at some commercial centre of the creditor country, in the currency of that country and without any loss to it, the cost of remitting the amount being borne by the debtor Administration.

2. Payment must be made not later than fifteen days after the receipt of the general account or, if a general account is not prepared, after receipt of the monthly account. This period is increased to a month for distant countries.

If the two Administrations cannot agree on the sum to be paid, settlement may be deferred, in respect of the contested part only. As regards that part, the debtor Administration is bound to notify the creditor Administration, at latest within the period stated in the previous paragraph, of the reasons for the contestation.

3. Any Administration finding that another Administration owes it more than 30,000 gold francs is entitled to claim, even before the account is closed, a payment on account or provisional settlement up to three-fourths of the amount due. This claim must be met within eight days. In case of non-payment within this period, the provisions of Article 31 of the Agreement apply.

CHAPTER IV.

COMMUNICATIONS. FORMS.

Article 118.

COMMUNICATIONS TO BE ADDRESSED TO THE INTERNATIONAL BUREAU AND THE ADMINISTRATIONS.

1. The Administrations must communicate to the other Administrations, through the International Bureau, at least three months before the Agreement is brought into operation :

(a) A list of the countries with which it exchanges Money Orders on the basis of the Agreement ;

(b) A list of the offices authorised to issue and pay Money Orders, or notification that all its offices take part in the service ;

(c) Notice, where necessary, of participation in the Telegraph Money Order Service ;

(d) The maximum amount which they adopt for the issue and the payment of Money Orders ;

MANDATS — RÈGLEMENT.

- e) La monnaie dans laquelle doit être exprimé le montant des mandats à destination de leurs pays ;
 f) Le tarif qu'elles appliquent ;
 g) La durée des délais après lesquels leur législation attribue définitivement à l'Etat le montant des mandats dont le paiement n'a pas été réclamé ;
 h) Le cas échéant, les taxes qu'elles perçoivent pour le paiement à domicile, la poste restante, le visa pour date, la réclamation et l'autorisation de paiement ;
 i) Leur décision en ce qui concerne la possibilité, dans leur pays, de transmettre ou non les mandats par voie d'endossement ;
 j) Un exemplaire de la formule de mandat qu'elles emploient ;
 k) L'orthographe, dans la langue officielle de leur pays, des noms de nombre de 1 à 1.000, qui sont à porter sur les mandats ;
 l) La liste des pays ne participant pas à l'arrangement, pour lesquels elles peuvent servir d'intermédiaire pour l'échange des mandats ;
 m) Le mode d'indication du droit qu'elles perçoivent sur les mandats émis.

2. Toute modification ultérieure doit être notifiée sans retard.

3. Les administrations correspondantes doivent se communiquer directement les taux de conversion qu'elles appliquent et toutes les modifications ultérieures apportées à ces taux.

Article 119.

FORMULES A L'USAGE DU PUBLIC.

En vue de l'application des dispositions de l'article 31, § 2, de la convention, sont considérées comme formules à l'usage du public les formules :

- MP 1 (Mandat de poste),
 MP 3 (Réclamation).

DISPOSITIONS FINALES

Article 120.

MISE A EXÉCUTION ET DURÉE DU RÈGLEMENT.

Le présent règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'arrangement concernant les mandats de poste.

Il aura la même durée que cet arrangement; à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les Parties intéressées.

Fait au Caire, le 20 mars 1934.

Pour l'Albanie :

Pan. NASSE.

Pour l'Allemagne :

K. ORTH.

K. ZIEGLER.

D^r W. SEEBASS.

Pour le Royaume de l'Arabie Saoudite :

Fawzan EL-SABEK.

Pour la République Argentine :

R. R. TULA.

Pour l'Autriche :

D^r Rudolf KUHN.

MONEY ORDERS — DETAILED REGULATIONS.

- (e) The currency in which the amounts of Money Orders addressed to their country must be expressed ;
- (f) The charges which they adopt ;
- (g) The length of the period after which, under its laws, the amounts of Orders not claimed become the absolute property of the State ;
- (h) If necessary, the charges it makes for payment at the payee's address, for *poste restante*, for extension of the period of validity, for enquiries and for the issue of an authority to pay. ;
- (i) Their decision as regards the possibility of transferring Money Orders within their territory by means of endorsement or not ;
- (j) A specimen of the Money Order form which they use ;
- (k) In the official spelling, the numbers from 1 to 1,000 which must be written on Money Orders ;
- (l) A list of the countries not participating in the Agreement for which they can act as intermediary for the exchange of Money Orders ;
- (m) The method of showing the charge made for the issue of a Money Order.
2. Any subsequent alteration must be notified without delay.
3. Administrations must notify direct to other Administrations concerned the rates of conversion which they adopt and all subsequent modifications in these rates.

Article 119.

FORMS FOR THE USE OF THE PUBLIC.

With a view to the application of the provisions of Article 31, § 2, of the Convention, the following forms are considered suitable for the use of the public :

- MP 1 (Money Orders),
MP 3 (Enquiries).

FINAL PROVISIONS.

Article 120.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE DETAILED REGULATIONS.

The present Detailed Regulations shall come into force on the same date as the Money Orders Agreement.

They shall have the same duration as that Agreement, unless they are renewed by mutual consent between the Parties concerned.

Done at Cairo, the 20th day of March, 1934.

For Albania :

Pan. NASSE.

For Germany :

K. ORTH.

K. ZIEGLER.

Dr. W. SEEBASS.

For the Kingdom of Saudi Arabia :

Fawzan EL-SABEK.

For the Argentine Republic :

R. R. TULA.

For Austria :

Dr. Rudolf KUHN.

MANDATS — RÉGLEMENT.

Pour la Belgique :

O. SCHOCKAERT.
E. MONS.

Pour la Bolivie :

Ernesto CÁCERES.

Pour Edmundo de la Fuente,

Ernesto CÁCERES.

Pour la Bulgarie :

IV. KATZAROFF.

Pour le Chili :

R. SUAREZ BARROS.

Pour la Chine :

HOO Chi-Tsai.
CHANG Hsin-Hai.
HUANG Nai-Shu.

Pour la République de Colombie :

E. ZALDÚA P.

Pour la République de Cuba :

Alfredo ASSIR.

Pour le Danemark :

C. MONDRUP.
Arne KROG.

*Pour la Ville libre de Dantzig :**Pour la République Dominicaine :*

Luis Alejandro AGUILAR.

Pour l'Égypte :

M. CHARARA.
E. MAGGIAR.
S. A. GHALWASH.

Pour l'Espagne :

Alonso CARO.
A. RAMOS.

Pour l'ensemble des Colonies espagnoles :

Demetrio PEREDA.

Pour l'Estonie :

G. E. F. ALBRECHT.

Pour l'Éthiopie :

ALAMOU Tch.

Pour la Finlande :

G. E. F. ALBRECHT.

Pour la France :

M. LEBON.
L. GENTHON.
P. GRANDSIMON.
A. CABANNE.
DUSSERRE.

Pour l'Algérie :

E. HUGUENIN.

Pour les Colonies et Protectorats français de l'Indochine :

NICOLAS.

Pour l'ensemble des autres Colonies françaises :

J. CASSAGNAC.

Pour la Grèce :

V. DENDRAMIS.
J. LACHNIDAKIS.

Pour la République du Honduras :

D^r TUCCIMEI.

Pour la Hongrie :

Charles DE FORSTER.

Pour l'Islande :

C. MONDRUP.
Arne KROG.

Pour l'Italie :

Pietro TOSTI.
GALDI Michele.

MONEY ORDERS — DETAILED REGULATIONS.

For Belgium :

O. SCHOCKAERT.
E. MONS.

For Bolivia :

Ernesto CÁCERES.
For Edmundo de la Fuente :
Ernesto CÁCERES.

For Bulgaria :

Iv. KATZAROFF.

For Chile :

R. SUAREZ BARROS.

For China :

Hoo Chi-Tsai.
CHANG Hsin-Hai.
HUANG Nai-Shu.

For the Republic of Colombia :

E. ZALDÚA P.

For the Republic of Cuba :

Alfredo ASSIR.

For Denmark :

C. MONDRUP.
Arne KROG.

*For the Free City of Danzig :**For the Dominican Republic :*

Luis Alejandro AGUILAR.

For Egypt :

M. CHARARA.
E. MAGGIAR.
S. A. GHALWASH.

For Spain :

Alonso CARO.
A. RAMOS.

For the whole of the Spanish Colonies :

Demetrio PEREDA.

For Estonia :

G. E. F. ALBRECHT.

For Ethiopia :

ALAMOU Tch.

For Finland :

G. E. F. ALBRECHT.

For France :

M. LEBON.
L. GENTHON.
P. GRANDSIMON.
A. CABANNE.
DUSSEYRE.

For Algeria :

E. HUGUENIN.

For the French Colonies and Protectorates of Indo-China :

NICOLAS.

For the whole of the Other French Colonies :

J. CASSAGNAC.

For Greece :

V. DENDRAMIS.
J. LACHNIDAKIS.

For the Republic of Honduras :

Dr. TUCCIMEI.

For Hungary :

Charles DE FORSTER.

For Iceland :

C. MONDRUP.
Arne KROG.

For Italy :

Pietro TOSTI.
GALDI Michele.

MANDATS — RÈGLEMENT.

Pour l'ensemble des Colonies italiennes :

CRETY DONATO.

Pour le Japon :

Masao SEKI.

T. HARIMA.

J. KAGEYAMA.

Pour le Chosen :

Masao SEKI.

Ryuzo KAWAZURA.

Pour l'ensemble des autres Dépendances japonaises :

T. HARIMA.

H. FUJIKAWA.

Pour la Lettonie :

Ls ROULET.

Pour les Etats du Levant sous mandat français (Syrie et Liban) :

CIANFARELLI.

L. PERNOT.

*Pour la République de Libéria :**Pour la Lithuanie :**Pour le Luxembourg :**Pour le Maroc (à l'exclusion de la Zone espagnole) :*

H. DUTEIL.

Pour le Maroc (Zone espagnole) :

A. RAMOS.

Pour le Nicaragua :

Victor DURÁN M.

Pour la Norvège :

Klaus HELSING.

Oskar HOMME.

Pour la République de Panama :

E. ZALDÚA P.

Pour le Paraguay :

R. R. TULA.

Pour les Pays-Bas :

DUYNSTEE.

V. GOOR.

Pour Curaçao et Surinam :

HOOGWOONING.

Pour les Indes néerlandaises :

PERK.

BRIL.

HOOGWOONING.

Pour le Pérou :

Ernesto CÁCERES.

Pour El mundo de la Fuente,

Ernesto CÁCERES.

Pour la Perse :

S. A. RAD.

R. ARDJOMENDE.

Pour la Pologne :

R. STARZYŃSKI.

Pour le Portugal :

A. DE Q. R. VAZ PINTO.

A. C. BIANCHI.

Pour les Colonies portugaises de l'Afrique occidentale :

Ernesto Julio NAVARRO.

Pour les Colonies portugaises de l'Afrique orientale, de l'Asie et de l'Océanie :

Mario CORRÊA BARATA DA CRUZ.

MONEY ORDERS — DETAILED REGULATIONS.

For the whole of the Italian Colonies :

CRETY DONATO.

For Japan :

MASAO SEKI.

T. HARIMA.

J. KAGEYAMA.

For Chosen :

MASAO SEKI.

Ryuzo KAWAZURA.

For the whole of the Other Japanese Dependencies :

T. HARIMA.

H. FUJIKAWA.

For Latvia :

LS ROULET.

*For the Levant States under French Mandate
(Syria and Lebanon) :*

CIANFARELLI.

L. PERNOT.

For the Republic of Liberia :

For Lithuania :

For Luxemburg :

For Morocco (except the Spanish Zone) :

H. DUTEIL.

For Morocco (Spanish Zone) :

A. RAMOS.

For Nicaragua :

VICTOR DURÁN M.

For Norway :

KLAUS HELSING.

OSKAR HOMME.

For the Republic of Panama :

E. ZALDÚA P.

For Paraguay :

R. R. TULA.

For the Netherlands :

DUYNSTEE.

V. GOOR.

For Curaçao and Surinam :

HOOGWOONING.

For the Netherlands Indies :

PERK.

BRIL.

HOOGWOONING.

For Peru :

ERNESTO CÁCERES.

For Edmundo de la Fuente,

ERNESTO CÁCERES.

For Persia :

S. A. RAD.

R. ARDJOMENDE.

For Poland :

R. STARZYŃSKI.

For Portugal :

A. DE Q. R. VAZ PINTO.

A. C. BIANCHI.

For the Portuguese Colonies in West Africa :

ERNESTO JULIO NAVARRO.

*For the Portuguese Colonies in East Africa,
Asia and Oceania :*

MARIO CORRÊA BARATA DA CRUZ.

MANDATS — RÈGLEMENT.

Pour la Roumanie :

Ilariu MANEANU.
C. STEFANESCU.

Pour la République de Saint-Marin :

CRETY Donato.

*Pour la République de El Salvador :**Pour le Territoire de la Sarre :**Pour le Siam :**Pour la Suède :*

Anders ÖRNE.
Gunnar LAGER.
Arvid BILDT.

Pour la Confédération suisse :

Ls ROULET.

Pour la Tchécoslovaquie :

Václav KUČERA.
Josef RADA.

Pour la Tunisie :

H. DUTEIL.

Pour la Turquie :

Yusuf ARIFI.
M. SAKIN.
M. TEVFIK.

Pour la République O. de l'Uruguay :

Arturo C. MASANÉS.

Pour l'Etat de la Cité du Vatican :

M^{sr} Giuseppe MAZZOLI.

Pour les Etats-Unis du Venezuela :

Luis Alejandro AGUILAR.

*Pour l'Yémen :**Pour le Royaume de Yougoslavie :*

Kosta ZLATANOVITCH.

MONEY ORDERS — DETAILED REGULATIONS.

For Roumania :

Ilariu MANEANU.
C. STEFANESCU.

For the Republic of San Marino :

CRETY Donato.

*For the Republic of El Salvador :**For the Territory of the Saar :**For Siam :**For Sweden :*

Anders ÖRNE.
Gunnar LAGER.
Arvid BILDT.

For the Swiss Confederation :

Ls ROULET.

For Czechoslovakia :

Václav KUČERA.
Josef RADA.

For Tunis :

H. DUTEIL.

For Turkey :

Yusuf ARIFI.
M. SAKIN.
M. TEVFIK.

For the Eastern Republic of Uruguay :

Arturo C. MASANÉS.

For the State of the City of the Vatican :

Mgr. Giuseppe MAZZOLI.

For the United States of Venezuela :

Luis Alejandro AGUILAR.

*For Yemen :**For the Kingdom of Yugoslavia :*

Kosta ZLATANOVITCH.

ANNEXES

Formules MP 1 à MP 5.

ANNEXES

Forms MP 1 to MP 5.

MANDATS — FORMULES.

M P 1 (Recto)
(Règl., art. 101)

<p style="text-align: center;">COUPON</p> <p><i>(Peut être détaché par le destinataire)</i></p> <hr style="width: 20%; margin: 5px auto;"/> <p>Montant du mandat en chiffres arabes</p> <div style="border: 1px solid black; width: 100%; height: 15px; background-color: #cccccc;"></div> <p style="text-align: center;">Désignation de l'expéditeur</p> <hr style="width: 20%; margin: 5px auto;"/> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>Timbre du bureau d'origine</p> <div style="border: 1px dashed black; width: 80px; height: 80px; margin: 10px auto;"></div> <p>Le 19.....</p>	<p style="text-align: center;">ADMINISTRATION DES POSTES</p> <p>d</p> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; width: fit-content; margin: 10px auto;"> <p style="text-align: center;">Cours du change :</p> <p>.....</p> <p>Somme payée :</p> <p>.....</p> <p style="text-align: center;">¹⁾</p> </div> <p style="text-align: center;">MANDAT DE POSTE INTERNATIONAL</p> <p>de la somme de <div style="border: 1px solid black; width: 100%; height: 15px; background-color: #cccccc;"></div></p> <p style="text-align: center;">(en chiffres arabes)</p> <p><div style="border: 1px solid black; width: 100%; height: 20px; background-color: #cccccc;"></div></p> <p style="text-align: center;">(les unités en toutes lettres et en caractères latins)</p> <p>payable à M.....</p> <p>Lieu de destination :</p> <p>Rue et numéro :</p> <p>Pays de destination :</p>	<p style="text-align: center;">Application des timbres-poste ou indication de la taxe perçue.</p> <hr style="width: 100%;"/> <p style="text-align: center;">Timbre du bureau d'origine</p> <div style="border: 1px dashed black; width: 100px; height: 100px; margin: 10px auto;"></div>												
<p style="text-align: center;">INDICATIONS DE SERVICE</p> <table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <td style="width: 15%;">Numéro</td> <td style="width: 5%;">}</td> <td style="width: 15%;">.....</td> <td style="width: 15%;">Signature de l'agent</td> </tr> <tr> <td>Date</td> <td style="border-left: 1px solid black;">d'émission</td> <td>.....</td> <td>qui a dressé</td> </tr> <tr> <td>Bureau</td> <td style="border-left: 1px solid black;">d'.....</td> <td>.....</td> <td>le mandat</td> </tr> </table> <p style="margin-top: 10px;">¹⁾ Indications à remplir par l'Administration destinataire, lorsqu'elle opère elle-même la conversion.</p>			Numéro	}	Signature de l'agent	Date	d'émission	qui a dressé	Bureau	d'.....	le mandat
Numéro	}	Signature de l'agent											
Date	d'émission	qui a dressé											
Bureau	d'.....	le mandat											
<div style="border: 1px solid black; padding: 5px; width: fit-content; margin: 10px auto;"> <p style="text-align: center;">Somme versée</p> <div style="border: 1px solid black; width: 100%; height: 15px; background-color: #cccccc;"></div> <p style="text-align: center;">(Monnaie du pays d'origine)</p> </div>														

(Dimensions : 105 × 148 ou 114 × 162 mm.)

MONEY ORDERS — FORMS.

M P 1 (Front)
(D.R., Art. 101)

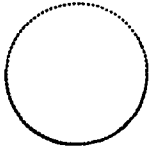
<p align="center">COUPON</p> <p><i>(May be detached by the payee.)</i></p> <hr/> <p>Amount of Money Order in arabic figures.</p> <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 15px; margin: 5px 0;"></div> <p>Name of Remitter</p> <hr/> <p>Stamp of office of issue</p> <div style="border: 1px dashed black; width: 80px; height: 80px; margin: 10px auto; border-radius: 50%;"></div> <p align="right">19.....</p>	<p align="center">POSTAL ADMINISTRATION</p> <p>of</p> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; width: fit-content; margin: 10px auto;"> <p align="center">Rate of exchange</p> <p>.....</p> <p align="center">Amount paid :</p> <p>.....</p> <p align="center">1</p> </div> <p align="center">INTERNATIONAL MONEY ORDER</p> <p>for the sum of <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 15px; display: inline-block;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 20px; height: 15px; display: inline-block;"></div></p> <p align="center">(in arabic figures)</p> <div style="border: 1px solid black; width: 100%; height: 20px; background-color: #cccccc; margin: 5px 0;"></div> <p align="center">(Units in words in Roman characters)</p> <p>payable to M.....</p> <p>Place of destination :</p> <p>Street and number :</p> <p>Country of destination :</p>	<p align="center">Postage stamps or indication of charge made</p> <hr/> <p align="center">Stamp of office of issue</p> <div style="border: 1px dashed black; width: 80px; height: 80px; margin: 10px auto; border-radius: 50%;"></div>										
<p align="center">SERVICE INSTRUCTIONS</p> <table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <td style="width: 30%;">Number</td> <td style="width: 5%; text-align: center;">}</td> <td style="width: 35%;">.....</td> <td rowspan="3" style="width: 30%; vertical-align: middle;">Signature of officer who prepared the Money Order</td> </tr> <tr> <td>Date</td> <td style="text-align: center;">}</td> <td>.....</td> </tr> <tr> <td>Office</td> <td style="text-align: center;">}</td> <td>.....</td> </tr> </table> <p align="center">of issue</p> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; width: fit-content; margin: 10px auto;"> <p align="center">Amount paid in</p> <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 15px; display: inline-block;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 20px; height: 15px; display: inline-block;"></div></div> <p align="center">(Currency of country of issue)</p> <p>¹ Particulars to be filled in by Administration of destination when that Administration makes the conversion.</p>			Number	}	Signature of officer who prepared the Money Order	Date	}	Office	}
Number	}	Signature of officer who prepared the Money Order									
Date	}										
Office	}										

(Dimensions : 105 × 148 or 114 × 162 mm.)

MANDATS — FORMULES.

M P 1 (Verso)

(Doit être imprimé en sens inverse du recto.)

	(Cadre réservé aux endossements, s'il y a lieu.)
	<p style="text-align: center;">QUITTANCE DU DESTINATAIRE</p> <hr style="width: 10%; margin: auto;"/> <p style="text-align: center;">Reçu la somme indiquée d'autre part,</p> <p>Lieu :, le 19.....</p> <p style="text-align: center;">Signature du destinataire :</p> <p style="text-align: right;">Timbre du bureau payeur</p> <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 100px; margin-left: auto; margin-right: auto; display: flex; flex-direction: column; align-items: center; justify-content: center;"><p>Registre d'arrivée</p><hr style="width: 20%; margin: 5px auto;"/><p>N°</p></div> <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 100px; margin-left: auto; margin-right: auto; display: flex; align-items: center; justify-content: center;"></div>

MONEY ORDERS — FORMS.

MP 1 (Back)

(Must be printed in the reverse direction to the front.)

(Space reserved for endorsements, if any)

RECEIPT OF PAYEE

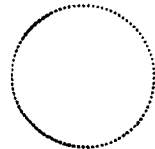
Received the sum indicated on the other side.

Place :, the 19.....

Signature of payee :

.....

Stamp of paying office



<p>Register of arrival</p> <p>_____</p> <p>No.</p>

MANDATS — FORMULES.

MP 2

(Règl., art. 104, § 8)

ADMINISTRATION DES POSTES


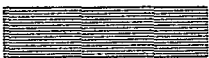
d.....

AVIS D'ÉMISSION D'UN MANDAT TÉLÉGRAPHIQUE

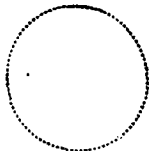
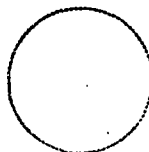
déposé au bureau d.....

le pour le bureau d.....

(Pays)

Nom de l'expéditeur 1	Numéro du mandat 2	Nom, prénoms, qualité et domicile du destinataire 3	Montant du mandat 4
			En monnaie du pays de destination 1) 
			En monnaie du pays d'origine 

A, le 19...

Timbre du bureau
d'origineTimbre du bureau
de destinationBureau de poste :
(Signature)

1) Le montant ne peut pas être payé sur le vu de cet avis d'émission, mais seulement sur celui du télégramme auquel cet avis se rapporte.

(Dimensions : 105 × 148 mm. Papier blanc ordinaire.)

MONEY ORDERS — FORMS.

MP 2

(D.R., Art. 104, § 8)

POSTAL ADMINISTRATION

of.....

ADVICE OF ISSUE OF A TELEGRAPH MONEY ORDER

issued at the office of

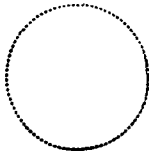
the payable at the office of

(Country)

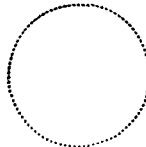
Name of remitter 1	No. of order 2	Name, Christian names, rank and address of payee 3	Amount of order 4

At, the 19...

Stamp of office
of issue

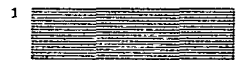


Stamp of office
of payment



Post Office :
(Signature)

Currency of country
of payment



Currency of country
of origin



¹ The amount cannot be paid on receipt of this Advice of Issue, but only on receipt of the telegram to which this Advice relates.

(Dimensions ; 105 x 148 mm., ordinary white paper.)

MANDATS — FORMULES.

M P 3

(Règl., art. 105, § 2, et 113, § 1)

ADMINISTRATION DES POSTES

d.....

BUREAU d.....

N°

RÉCLAMATION D'UN MANDAT

(A remplir par le bureau d'origine)

Nom et domicile du réclamant :

Bureau d'émission :

Date d'émission :

Numéro d'ordre :

Montant :

Nom du destinataire :

Adresse complète du destinataire :

Bureau de destination :

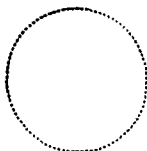
Renseignements complémentaires :

Si le mandat a été égaré, le montant doit être payé :

a) Au destinataire primitif ¹⁾ ;b) A l'expéditeur ¹⁾.

....., le 19.....

Signature :

Timbre du bureau
d'origine*(A remplir par le bureau destinataire)*¹⁾

Le mandat décrit ci-contre

— a été dûment payé au destinataire

le 19.....

— est encore en instance au bureau d.....

— a été renvoyé au bureau d'origine le

..... 19.....

— a été réexpédié le 19.....

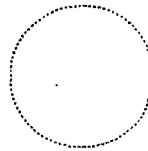
à

— n'est pas parvenu au bureau d.....

..... ²⁾

....., le 19.....

Signature :

Timbre du bureau
de destination¹⁾ Biffer les indications inutiles.²⁾ Ajouter la déclaration du destinataire.

(Dimensions : 148 × 210 ou 210 × 297 mm.)

MONEY ORDERS — FORMS.

MP 3

(D.R., Art. 105, § 2, and 113, § 1)

POSTAL ADMINISTRATION
of.....

OFFICE of.....
No.

ENQUIRY RELATING TO A MONEY ORDER

(To be filled in by office of issue)

(To be filled in by office of payment)

Name and address of applicant :

¹
The money order described opposite

Office of issue :

—was duly paid to the payee

Date of issue :

on the 19.....

No. :

—is still on hand at the office of

Amount :

Name of payee :

—was returned to the office of issue on the ...

Full address of payee :

..... 19.....

Office of payment :

—was retransmitted on the 19.....
to

Further particulars :

—has not reached the office of

If the money order is missing, the amount
should be paid :

- (a) to the original payee¹;
- (b) to the remitter¹.

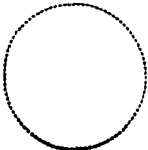
.....²
....., the 19.....

....., the 19.....

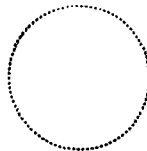
Signature :

Signature :

Stamp of office
of issue



Stamp of office
of payment



¹ Strike out line not required.
² Add the declaration of the payee.

(Dimensions : 148 × 210 or 210 × 297 mm.)

MANDATS — FORMULES.

MP 4 (Recto)
(Règl., art. 115, § 1)

ADMINISTRATION DES POSTES

19.....

MOIS

d.....

d.....

COMPTE MENSUEL

DES

MANDATS DE POSTE INTERNATIONAUX

ÉMIS PAR LES BUREAUX DE POSTE

d.....

ET PAYÉS PAR LES BUREAUX DE POSTE

d.....

PENDANT LE MOIS DÉSIGNÉ CI-DESSUS

Cahier N°.....

(Dimensions : 210 x 297 mm.)

MONEY ORDERS — FORMS.

M. P 4 (Front)
(D.R., Art. 115, § 1)

19.....

MONTH

of

POSTAL ADMINISTRATION

of

MONTHLY ACCOUNT
OF
INTERNATIONAL MONEY ORDERS

ISSUED BY THE POST OFFICES

of.....

AND PAID BY THE POST OFFICES

of.....

DURING THE MONTH INDICATED ABOVE

Account No.

(Dimensions : 210 × 297 mm.)

MANDATS — FORMULES.

MP 5
(Règl., art. 116, § 1)

ADMINISTRATION DES POSTES

d.....

COMPTE GÉNÉRAL

DES

MANDATS DE POSTE ÉCHANGÉS

entre

et

pendant 19.....

Période	Avoir de l'Administration d.....		Avoir de l'Administration d.....	
	Mandats	Droits	Mandats	Droits
1	2	3	4	5
.....
.....
.....
Totaux
Conversion au taux de :
..... =

Balance

.....

Acomptes

.....

Solde

.....

au crédit de l'Administration d.....
au débit de l'Administration d.....

Détail des acomptes :

Dressé à

Dates :

Montants :

le 19.....

(Signature)

.....
.....
.....
.....

Vu et accepté :

(Dimensions : 210 × 297 mm.)

MONEY ORDERS — FORMS.

M P 5
(D.R., Art. 116, § 1)

POSTAL ADMINISTRATION
of

GENERAL ACCOUNT

OF

MONEY ORDERS EXCHANGED

between
and.....
during 19.....

Period	Credit of the Administration of		Credit of the Administration of	
	Orders	Charges	Orders	Charges
1	2	3	4	5
.....
.....
Totals
Conversion at the rate of
=

Balance
.....

Payments on account
.....

Balance
.....

to the credit
debit of the Administration of

Details of payments on account : Prepared at

Date : Amount : on the 19.....

(Signature)

.....
.....
.....
.....

Verified and accepted :

(Dimensions : 210 × 297 mm.)

MANDATS — SUPPLÉMENT.

SUPPLÉMENT CONCERNANT
LE SERVICE DES BONS POSTAUX DE VOYAGE

TABLE DES MATIÈRES

TITRE PREMIER	TITRE II
DISPOSITIONS FONDAMENTALES	DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES
<p>CHAPITRE PREMIER.</p> <p>EMISSION DE BONS POSTAUX DE VOYAGE.</p> <p>Art.</p> <p>1. Bons postaux de voyage.</p> <p>2. Monnaie.</p> <p>3. Montant maximum.</p> <p>4. Taxes.</p> <p>5. Prix de vente.</p> <p>CHAPITRE II.</p> <p>PAYEMENT DES BONS.</p> <p>6. Paiement.</p> <p>7. Durée de validité.</p> <p>8. Opposition au paiement.</p> <p>CHAPITRE III.</p> <p>RESPONSABILITÉ ET COMPTABILITÉ.</p> <p>9. Étendue de la responsabilité.</p> <p>10. Partage des taxes.</p> <p>11. Décompte.</p> <p>CHAPITRE IV.</p> <p>DISPOSITIONS DIVERSES.</p> <p>12. Application des dispositions de l'arrangement.</p>	<p>CHAPITRE PREMIER.</p> <p>EMISSION DES CARNETS.</p> <p>Art.</p> <p>13. Description des bons et des couvertures de carnets. Approvisionnement.</p> <p>14. Emission des bons.</p> <p>15. Etablissement des carnets.</p> <p>CHAPITRE II.</p> <p>PAYEMENT DES BONS.</p> <p>16. Formalités.</p> <p>CHAPITRE III.</p> <p>DISPOSITIONS DIVERSES.</p> <p>17. Communications à adresser au Bureau international.</p> <p>18. Formules à l'usage du public.</p> <p>ANNEXES</p> <p>Formules MP 6 à MP 8.</p>

MONEY ORDERS — SUPPLEMENT.

SUPPLEMENT CONCERNING THE SERVICE OF
TRAVELLERS' POSTAL VOUCHERS.

TABLE OF CONTENTS.

<p style="text-align: center;">PART I. FUNDAMENTAL PROVISIONS.</p> <p style="text-align: center;">CHAPTER I. ISSUE OF TRAVELLERS' POSTAL VOUCHERS.</p> <p>Art.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Travellers' Postal Vouchers. 2. Currency. 3. Maximum Value. 4. Charges. 5. Cost. <p style="text-align: center;">CHAPTER II. PAYMENT OF VOUCHERS.</p> <ol style="list-style-type: none"> 6. Payment. 7. Period of Validity. 8. Demands for Stoppage of Payment. <p style="text-align: center;">CHAPTER III. RESPONSIBILITY AND ACCOUNTING.</p> <ol style="list-style-type: none"> 9. Extent of Responsibility. 10. Apportionment of Charges. 11. Accounts. <p style="text-align: center;">CHAPTER IV. MISCELLANEOUS PROVISIONS.</p> <ol style="list-style-type: none"> 12. Application of the Provisions of the Agreement. 	<p style="text-align: center;">PART II. REGULATIONS.</p> <p style="text-align: center;">CHAPTER I. ISSUE OF BOOKLETS.</p> <p>Art.</p> <ol style="list-style-type: none"> 13. Description of Vouchers and Booklet Covers. Supplies. 14. Issue of Vouchers. 15. Preparation of Booklets. <p style="text-align: center;">CHAPTER II. PAYMENT OF VOUCHERS.</p> <ol style="list-style-type: none"> 16. Formalities. <p style="text-align: center;">CHAPTER III. MISCELLANEOUS PROVISIONS.</p> <ol style="list-style-type: none"> 17. Communications to be addressed to the International Bureau. 18. Forms for the Use of the Public. <p style="text-align: center;">ANNEXES.</p> <p>Forms MP 6 to MP 8.</p>
--	---

MANDATS — SUPPLÉMENT.

SUPPLÉMENT CONCERNANT LE SERVICE DES BONS POSTAUX DE VOYAGE

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS FONDAMENTALES

CHAPITRE PREMIER

EMISSION DE BONS POSTAUX DE VOYAGE.

Article premier.

BONS POSTAUX DE VOYAGE.

Les administrations qui sont convenues de participer au service émettent des bons postaux de voyage. Ces bons sont réunis en carnets.

Article 2.

MONNAIE.

Les bons sont libellés en francs-or tels qu'ils sont définis par l'article 29 de la convention.

Article 3.

MONTANT MAXIMUM.

Chaque bon est d'un montant fixe de 100 francs-or. Le montant maximum d'un carnet est de 1.000 francs-or.

Article 4.

TAXES.

La taxe à payer pour chaque bon de 100 francs-or est fixée par l'administration d'origine ; cette taxe ne peut, toutefois, dépasser $\frac{1}{2}$ % de la somme versée.

Article 5.

PRIX DE VENTE.

Chaque administration fixe elle-même le prix auquel elle débite les carnets.

Elle peut ajouter à la valeur de parité du montant en francs-or une somme qui doit rester dans des limites aussi restreintes que possible et qui sert à la garantir des pertes au change.

MONEY ORDERS — SUPPLEMENT.

SUPPLEMENT CONCERNING THE SERVICE OF TRAVELLERS' POSTAL VOUCHERS.

PART I.

FUNDAMENTAL PROVISIONS.

CHAPTER I.

ISSUE OF TRAVELLERS' POSTAL VOUCHERS.

Article 1.

TRAVELLERS' POSTAL VOUCHERS.

Such Administrations as have agreed to take part in the service issue travellers' postal vouchers. These vouchers are contained in booklets.

Article 2.

CURRENCY.

The vouchers are made out in gold francs as defined by Article 29 of the Convention.

Article 3.

MAXIMUM VALUE.

The value of each voucher is fixed at 100 gold francs. The maximum value of a booklet is 1,000 gold francs.

Article 4.

CHARGES.

The charge to be made for each voucher of 100 gold francs is fixed by the Administration of origin ; this charge may not, however, exceed $\frac{1}{2}$ per cent. of the amount expended.

Article 5.

COST.

Each Administration fixes the cost of its own vouchers.

It may add to the par value of the amount in gold francs a sum which must remain within as narrow limits as possible and serves as a guarantee against losses on exchange.

MANDATS — SUPPLÉMENT.

CHAPITRE II

PAYEMENT DES BONS.

Article 6.

PAYEMENT.

1. Le montant des bons doit être remis aux bénéficiaires dans la monnaie du pays où ces titres sont présentés au payement et au taux de parité du franc-or.

2. Le payement des bons est effectué par l'administration intéressée dans les conditions prescrites par ses règlements intérieurs pour les mandats de poste.

3. Les carnets de bons ou l'un ou l'autre des bons qu'ils contiennent ne sont transmissibles à des tiers ni par endossement ni par cession ; ils ne peuvent être mis en gage.

4. Lorsque le service payeur ne dispose pas des fonds nécessaires au payement du ou des bons qui lui sont présentés, le payement peut être suspendu jusqu'au moment où le service en question se sera procuré les fonds.

Article 7.

DURÉE DE VALIDITÉ.

Les bons sont valables pendant quatre mois à partir de la date de leur émission. Les mois se comptent de quantième à quantième, sans égard au nombre de jours dont ils se composent.

Article 8.

OPPOSITION AU PAYEMENT.

Sous réserve de ce qui serait prévu par la législation interne de chaque pays, les bureaux de poste ne donnent pas suite aux demandes qui sont présentées en vue de faire opposition au payement de bons régulièrement émis.

CHAPITRE III

RESPONSABILITÉ ET COMPTABILITÉ.

Article 9.

ETENDUE DE LA RESPONSABILITÉ.

1. Les administrations ne sont pas responsables des conséquences que peuvent entraîner la perte, la soustraction ou l'emploi frauduleux de carnets ou de l'un ou l'autre des bons qu'ils contiennent.

2. Aucune réclamation ne peut être introduite contre l'administration du pays d'émission si le carnet qui fait l'objet de la réclamation n'est pas produit.

En cas de perte d'un carnet ou d'un ou plusieurs bons, l'intéressé doit faire la preuve auprès de l'administration d'émission qu'il a demandé la délivrance d'un carnet de bons et qu'il a versé, à cet effet, la somme totale correspondante. Le remboursement ne peut être effectué que lorsque ladite administration s'est assurée que les titres déclarés perdus n'ont pas été payés, sans que le délai puisse excéder trois mois après l'expiration de la validité. Ce délai est porté à six mois dans les relations avec les pays éloignés.

MONEY ORDERS — SUPPLEMENT.

CHAPTER II.

PAYMENT OF VOUCHERS.

Article 6.

PAYMENT.

1. The amount of the vouchers must be delivered to the payee in the currency of the country in which they are presented for payment and at the par value of the gold franc.
2. Payment of vouchers is effected by the Administration concerned under the conditions laid down by its inland regulations for Money Orders.
3. Booklets of vouchers or any of the vouchers contained therein are not transferable to a third party either by endorsement or by assignment. They cannot be pledged.
4. When the paying service has not sufficient funds at its disposal to cash the voucher or vouchers presented to it, payment may be suspended until the service in question has procured the necessary funds.

Article 7.

PERIOD OF VALIDITY.

The vouchers are valid for four months from the date of issue. A month is regarded as the period between any date and the corresponding date in the following calendar month, irrespective of the number of days in the month.

Article 8.

DEMANDS FOR STOPPAGE OF PAYMENT.

Subject to the provisions of the internal legislation of each country, post offices ignore demands made for the stoppage of payment of vouchers which have been regularly issued.

CHAPTER III.

RESPONSIBILITY AND ACCOUNTING.

Article 9.

EXTENT OF RESPONSIBILITY.

1. The Administrations are not responsible for the consequences of the loss, abstraction or fraudulent use of the booklets or of any of the vouchers contained therein.

2. No claim may be brought against the Administration of the country of issue if the booklet which is the object of the claim is not produced.

In case of the loss of a booklet or of a voucher or vouchers, the person concerned must satisfy the Administration of issue that he has asked for the issue of a booklet of vouchers and has made the proper total payment therefor. A refund may be made only when the said Administration has ascertained that the vouchers declared to be lost have not been cashed, the time-limit being three months after the expiry of the validity. This period is increased to six months in service with distant countries.

MANDATS — SUPPLÉMENT.

Article 10.

PARTAGE DES TAXES.

L'administration d'origine bonifie à l'administration qui a effectué le paiement $\frac{1}{4}$ % de la somme totale des bons payés.

Article 11.

DÉCOMPTE.

Le décompte des sommes payées du chef des bons est dressé une fois par mois sur une formule conforme au modèle MP 6 ci-annexé, à joindre aux comptes des mandats de poste.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES.

Article 12.

APPLICATION DES DISPOSITIONS DE L'ARRANGEMENT.

Les dispositions de l'arrangement et de son règlement s'appliquent aux bons pour tout ce qui n'est pas expressément prévu dans le présent supplément.

TITRE II

DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES

CHAPITRE PREMIER

ÉMISSION DES CARNETS.

Article 13.

DESCRIPTION DES BONS ET DES COUVERTURES DE CARNETS. APPROVISIONNEMENT.

1. Les bons sont établis sur des formules conformes au modèle MP 7 ci-annexé.

Ils sont confectionnés en papier spécial, filigrané, avec impression de fond en guillochis ; ils portent, imprimés, le nom du pays d'origine ainsi qu'un numéro de série allant de 1 à 100.000 ; ils sont revêtus à la partie gauche d'un timbre sec en relief, identique pour tous les pays, et représentant une tête de Mercure.

2. La couverture des carnets est conforme au modèle MP 8 ci-annexé.

Le nom du pays d'origine y est imprimé au recto.

3. Les bons et les couvertures de carnets doivent être de couleur bleu clair.

4. Les administrations sont approvisionnées en bons et en couvertures de carnets par le Bureau international qui en fait assurer l'impression et les fournit au prix de revient.

Article 14.

ÉMISSION DES BONS.

Lors de l'émission, les bons sont revêtus, à la partie droite, de l'empreinte d'un timbre sec en relief, spécial au service qui les délivre.

MONEY ORDERS — SUPPLEMENT.

Article 10.

APPORTIONMENT OF CHARGES.

The Administration of issue credits the Administration which has made the payment with $\frac{1}{4}$ % of the total amount of the vouchers cashed.

Article 11.

ACCOUNTS.

The account of sums paid out in return for vouchers is drawn up once a month on a form in accordance with the annexed form MP 6, to be attached to the Money Order accounts.

CHAPTER IV.

MISCELLANEOUS PROVISIONS.

Article 12.

APPLICATION OF THE PROVISIONS OF THE AGREEMENT.

The provisions of the Agreement and its Detailed Regulations apply to vouchers in all matters not specifically mentioned in the present Supplement.

PART II.

REGULATIONS.

CHAPTER I.

ISSUE OF BOOKLETS.

Article 13.

DESCRIPTION OF VOUCHERS AND BOOKLET COVERS. SUPPLIES.

1. The vouchers are prepared on forms in accordance with the annexed form MP 7. They are made of special water-marked paper, the ground impression being a guilloche ; the name of the country of issue and a serial number ranging from 1 to 100,000 are printed on them ; the left-hand side is die-stamped with a head of Mercury, which is identical for all countries.
2. The cover of the booklet is identical with the attached form MP 8. The name of the country of issue is printed on the front.
3. Vouchers and booklet covers must be light blue in colour.
4. The Administrations are supplied with vouchers and booklet covers by the International Bureau, which arranges for their printing and supplies them at cost price.

Article 14.

ISSUE OF VOUCHERS.

At the time of issue, the vouchers are stamped on the right-hand side with a special die-stamp for each issuing service.

MANDATS — SUPPLÉMENT.

Article 15.

ETABLISSEMENT DES CARNETS.

1. Les bons dont l'émission a été demandée sont réunis et brochés en carnet, sous couverture MP 8. Ils sont classés dans leur ordre numérique.
2. Le service qui émet un carnet indique sur la couverture, dans l'emplacement réservé à cet effet, le dernier jour de validité des bons, au moyen d'une perforation qui traverse tout le carnet. Il porte également sur les filets de cette couverture le nombre de bons émis ainsi que les numéros des premier et dernier de ces bons.
3. Les inscriptions doivent être faites à la main, à la machine à écrire ou au moyen d'un procédé mécanique d'impression.
4. Une empreinte du timbre sec en relief, visé à l'article 14, doit être apposée sur la couverture et à l'endroit prévu à cet effet, lors de l'établissement du carnet.
5. Une notice placée avant le premier bon de chaque carnet indique les pays dans lesquels peut avoir lieu le paiement des bons et les équivalents fixes de 100 francs-or pour ces pays.

CHAPITRE II

PAYEMENT DES BONS.

Article 16.

FORMALITÉS.

Lors du paiement, le montant de la somme payée dans la monnaie nationale du pays, la date et le nom du bureau sont portés sur le bon qui est ensuite annulé selon la réglementation intérieure.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS DIVERSES.

Article 17.

COMMUNICATIONS A ADRESSER AU BUREAU INTERNATIONAL.

1. Chaque administration doit, trois mois au moins avant de mettre le service à exécution, communiquer aux autres administrations, par l'intermédiaire du Bureau international :
 - a) La somme payée dans sa monnaie nationale pour 100 francs-or ;
 - b) Les taxes perçues à l'émission ;
 - c) Des spécimens des empreintes du timbre sec en relief qui est apposé sur les bons et sur les couvertures ;
 - d) Les services qui émettent les carnets.
2. Toute modification ultérieure doit être notifiée sans retard.

Article 18.

FORMULES A L'USAGE DU PUBLIC.

En vue de l'application des dispositions de l'article 31, § 2, de la convention, sont considérées comme formules à l'usage du public les formules :

MP 7 (Bon postal de voyage),

MP 8 (Couverture du carnet de bons postaux de voyage).

MONEY ORDERS — SUPPLEMENT.

Article 15.

PREPARATION OF BOOKLETS.

1. Vouchers the issue of which has been requested are collected and bound into a booklet with MP 8 covers. They are arranged in numerical order.
2. The service issuing a booklet marks in the special place on the cover the last day of validity of the vouchers, by means of a perforation which pierces the whole booklet.
It also enters in the grid provided on the cover the number of vouchers issued, together with the numbers of the first and last of these vouchers.
3. Entries must be handwritten, typewritten or printed by a mechanical process.
4. At the time of preparation of the booklet, the special place on the cover must be stamped with the die stamp referred to in Article 14.
5. A note is inserted in front of the first voucher in each booklet stating in what countries the vouchers may be cashed, and the fixed equivalents of 100 gold francs for those countries.

CHAPTER II.

PAYMENT OF VOUCHERS.

Article 16.

FORMALITIES.

At the time of payment, the amount of the sum paid in the national currency of the country, the date and the name of the office are entered on the voucher, which is afterwards cancelled in accordance with the inland regulations.

CHAPTER III.

MISCELLANEOUS PROVISIONS.

Article 17.

COMMUNICATIONS TO BE ADDRESSED TO THE INTERNATIONAL BUREAU.

1. Each Administration must communicate to the other Administrations through the International Bureau, at least three months before the service is brought into operation :
 - (a) The amount paid in its national currency for 100 gold francs ;
 - (b) The charges made on issue ;
 - (c) Specimens of the die stamp used for the vouchers and their covers ;
 - (d) The services which issue the booklets.
2. Any subsequent change must be notified without delay.

Article 18.

FORMS FOR THE USE OF THE PUBLIC.

With a view to the application of the provisions of Article 31, § 2, of the Convention, the following forms are considered suitable for the use of the public :

- MP 7 (travellers' postal voucher),
- MP 8 (cover of the booklet of travellers' postal vouchers).

ANNEXES


Formules M P 6 à M P 8.

ANNEXES

Forms M P 6 to M P 8.

MANDATS — SUPPLÉMENT — FORMULES.


MP 7
(Supplément, art. 13, § 1)

<p>TALON à la disposition du titulaire</p> <hr style="width: 20%; margin: 5px auto;"/> <p>Bon postal de voyage N°</p> <p>MONTANT 100 francs-or</p> <p>Bureau de paiement</p> <p>Date de paiement</p>	<p>ADMINISTRATION DES POSTES</p> <p>d.....</p> <p>Valable jusqu'au inclusivement</p> <div style="display: flex; justify-content: space-between; align-items: center;"> <div style="text-align: center;">  <p>Tête de Mercure</p> </div> <div style="text-align: center;"> <p>BON POSTAL DE VOYAGE</p> <p>N°</p> </div> <div style="text-align: right; font-size: small;"> <p>Timbre sec (en relief) du bureau d'émission</p> </div> </div> <p style="text-align: center; margin-top: 20px;">Reçu contre ce bon postal de voyage l'équivalent de</p> <p style="text-align: center; font-size: large;">100 (cent) francs-or</p> <p style="text-align: center;">....., le 19..... <i>(Lieu)</i></p> <p>Signature : <i>(La signature doit être conforme à celle qui figure sur la couverture)</i></p> <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse; margin-top: 10px;"> <tr> <td style="width: 33%; padding: 5px; vertical-align: top;"> <p>Timbre du bureau payeur</p> </td> <td style="width: 33%; padding: 5px; vertical-align: top;"> <p>Payé : le 19..... <i>(Montant en monnaie du pays)</i></p> <p>par</p> </td> <td style="width: 33%; padding: 5px; vertical-align: top;"> <p>N° du payement</p> </td> </tr> </table>	<p>Timbre du bureau payeur</p>	<p>Payé : le 19..... <i>(Montant en monnaie du pays)</i></p> <p>par</p>	<p>N° du payement</p>
<p>Timbre du bureau payeur</p>	<p>Payé : le 19..... <i>(Montant en monnaie du pays)</i></p> <p>par</p>	<p>N° du payement</p>		

(Dimensions : 114 × 162 mm., couleur bleu clair)

MONEY ORDERS — SUPPLEMENT — FORMS.

MP 7
(Supplement, Art. 13, § 1)

<p>COUNTERFOIL (to be retained by the payee)</p> <hr style="width: 20%; margin: 10px auto;"/> <p>Travellers' Postal Voucher No.</p> <p>AMOUNT 100 gold francs</p> <p>Office of payment</p> <p>Date of payment</p>	<p>POSTAL ADMINISTRATION of</p> <p style="text-align: right;">Valid until inclusive</p> <div style="display: flex; justify-content: space-between; align-items: center;"> <div style="text-align: center;">  <p>Mercury's head</p> </div> <div style="text-align: center;"> <p>TRAVELLERS' POSTAL VOUCHER</p> <p>No.</p> </div> <div style="text-align: right; font-size: small;"> <p>Die stamp of office of issue</p> </div> </div> <p>Received as payment for this Travellers' Postal Voucher the equivalent of</p> <p style="text-align: center;">100 (one hundred) gold francs</p> <p>....., the 19..... (Place)</p> <p>Signature : <i>(The signature must correspond to that on the cover)</i></p>
	<div style="width: 30%; padding: 5px;"> <p>Stamp of paying office</p> </div> <div style="width: 40%; padding: 5px;"> <p>Paid :, the 19..... <i>(Amount in the currency of the country)</i></p> <p>by</p> </div> <div style="width: 30%; padding: 5px;"> <p>No. of payment</p> </div>

(Dimensions : 114 × 162 mm., colour light blue)

MANDATS — SUPPLÉMENT — FORMULES.

M P 8

(Supplément, art. 13, § 2)

(1^{re} page de la couverture)

ADMINISTRATION DES POSTES

d.....

Valable jusqu'au inclusivement

CARNET DE BONS POSTAUX DE VOYAGE

Contenant  bons N^{os}  à  à **100 francs-or**

M.

(Nom et prénoms)

.....

(Lieu de domicile)

.....

(Adresse)

.....

*(Signature du titulaire)*Timbre sec (en relief)
du bureau d'émissionVoir les dispositions à la 4^e page de la couverture.

(Dimensions : 114 × 162 mm., couleur bleu clair)

N^o 4051

MONEY ORDERS — SUPPLEMENT — FORMS.

MP 8
(Supplement, Art. 13, § 2)

(1st page of cover)

POSTAL ADMINISTRATION

of.....

Valid until inclusive

BOOKLET OF TRAVELLERS' POSTAL VOUCHERS

containing [] vouchers Nos. [] to [] at 100 gold francs

M.....

(Surname and Christian names(s))

.....

(Place of domicile)

.....

(Address)

.....

(Signature of holder)

Die stamp of office
of issue

See provisions on 4th page of cover.

(Dimensions : 114 × 162 mm., colour light blue)

MANDATS — SUPPLÉMENT — FORMULES.

(4^e page de la couverture)

- | | |
|--|---|
| <p>1. Les bons postaux de voyage sont libellés en francs-or. Le franc-or pris comme unité monétaire par l'Union postale universelle est d'un poids de 10/31^e de gramme et d'un titre de 0,900.</p> <p>2. Dans les bureaux participant au service, le paiement des bons a lieu dans la monnaie du pays payeur au taux de parité du franc-or. Le paiement a lieu contre remise du bon signé à l'encre. L'ayant droit doit justifier de son identité soit par la production de son passeport ou d'une carte d'identité postale, soit au moyen d'une autre preuve admise dans le pays payeur.</p> <p>3. Lorsque le service payeur ne dispose pas des fonds nécessaires au paiement du ou des bons qui lui sont présentés, le paiement peut être suspendu jusqu'à ce que le service se soit procuré les fonds.</p> <p>4. Les sommes versées pour être converties en bons sont, dans le délai de prescription fixé par la législation du pays d'émission, garanties aux ayants droit jusqu'au moment où les bons ont été régulièrement payés. La réclamation de l'ayant droit concernant le paiement d'un bon à une personne non autorisée n'est admise que dans le délai</p> | <p>d'un an à partir du lendemain de l'émission de ce bon. Les Administrations des postes ne sont pas responsables des conséquences que peuvent entraîner la perte, la soustraction ou l'emploi frauduleux de carnets ou de l'un ou l'autre des bons qu'ils contiennent.</p> <p>5. Aucune réclamation ne peut être introduite contre l'Administration du pays d'émission si le carnet qui fait l'objet de la réclamation n'est pas produit. Toutefois, en cas de perte, soit d'un carnet, soit d'un ou de plusieurs bons, l'intéressé devra faire la preuve auprès de l'Administration d'émission qu'il a demandé la délivrance d'un carnet de bons et qu'il a versé, à cet effet, la somme totale correspondante. Le remboursement ne pourra être effectué que lorsque ladite Administration se sera assurée que les bons déclarés perdus n'ont pas été payés.</p> <p>6. Les carnets ou l'un ou l'autre des bons qu'ils contiennent ne sont transmissibles à des tiers ni par endossement ni par cession ; ils ne peuvent être mis en gage.</p> <p>Il n'est pas donné suite aux demandes qui sont présentées en vue de faire opposition au paiement de bons régulièrement émis.</p> |
|--|---|

Certifié conforme à l'original :

Le Chef du Protocole
au Ministère des Affaires étrangères,
 M. Amin Fouad.

Certifié pour copie conforme :

Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas :
 A. M. Snouck Hurgronje.

MONEY ORDERS — SUPPLEMENT — FORMS.

(4th page of cover)

1. Travellers' postal vouchers are made out in gold francs. The gold franc taken as a unit of currency by the Universal Postal Union has a weight of 10/31sts of a gramme and a standard of 0.900.
2. In offices taking part in [the] service, payment of vouchers is made in the currency of the paying country at the par rate of the gold franc. Payment is made in exchange for the voucher signed in ink. The person claiming payment must prove his identity by producing his passport or a postal identity card, or by any other evidence accepted in the paying country.
3. When the paying service has not sufficient funds at its disposal to cash the voucher or vouchers presented to it, payment may be suspended until the service has procured the necessary funds.
4. Sums paid in to be converted into vouchers are, within the time-limit fixed by the legislation of the country of issue, guaranteed to the persons entitled to payment up to the time of official payment. Claims from such persons concerning the payment of a voucher to an unauthorised person must be made within a period of one year from the day following the issue of the voucher. The Postal Administrations are not responsible for the consequences of the loss, abstraction or fraudulent use of booklets or of any of the vouchers contained therein.
5. No claim may be brought against the Administration of the country of issue if the booklet which is the object of the claim is not produced. In the event of loss of a booklet or of a voucher or vouchers, however, the person concerned must satisfy the Administration of issue that he has asked for the issue of a booklet of vouchers and has made the proper total payment therefor. A refund may be made only when the said Administration has ascertained that the vouchers declared to be lost have not been cashed.
6. Booklets of vouchers or any of the vouchers contained therein are not transferable to a third party either by endorsement or by assignment. They cannot be pledged.
Demands made for the stoppage of payment of vouchers which have been regularly issued are ignored.

N° 4052.

ALBANIE, ALLEMAGNE,
ARABIE SAOUDIENNE,
RÉPUBLIQUE ARGENTINE,
AUTRICHE, etc.

(Union postale universelle.)

Arrangement concernant les vire-
ments postaux, et règlement d'exé-
cution. Signés au Caire, le 20 mars
1934.

ALBANIA, GERMANY,
SAUDI ARABIA,
ARGENTINE REPUBLIC,
AUSTRIA, etc.

(Universal Postal Union.)

Agreement concerning Transfers to
and from Postal Cheque Accounts,
and Detailed Regulations. Signed
at Cairo, March 20th, 1934.

VIREMENTS — ARRANGEMENT

UNION POSTALE UNIVERSELLE.

N° 4052. — ARRANGEMENT CONCERNANT LES VIREMENTS POSTAUX.
SIGNÉ AU CAIRE, LE 20 MARS 1934.

*Texte officiel français communiqué par les ministres des Affaires étrangères d'Égypte et des Pays-Bas.
L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 5 février 1937.*

TABLE DES MATIÈRES

	CHAPITRE PREMIER.		Art.
Art.	DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES.		15. Détermination de la responsabilité.
1.	Conditions de l'échange des virements.		16. Remboursement des sommes dues au réclamant.
2.	Objet de l'arrangement.		17. Remboursement à l'administration créancière.
	CHAPITRE II.		CHAPITRE V.
	CONDITIONS D'ADMISSION ET EXÉCUTION DES ORDRES DE VIREMENTS.		COMPTABILITÉ.
3.	Énoncé du montant des virements. Taux de conversion.	18.	Attribution des taxes.
4.	Montant maximum.	19.	Décomptes des sommes virées. Établissement des soldes et des intérêts.
5.	Taxes.	20.	Paiement des soldes. Intérêts moratoires.
6.	Franchises de taxe et de port.	21.	Compte général trimestriel.
7.	Avis de virement.		CHAPITRE VI.
8.	Virements télégraphiques.		DISPOSITIONS DIVERSES.
9.	Echange des listes de virements.	22.	Demande d'ouverture d'un compte courant postal à l'étranger.
10.	Bureaux d'échange.	23.	Liste des titulaires de comptes.
	CHAPITRE III.	24.	Application des dispositions d'ordre général de la convention.
	ANNULATION, RÉCLAMATIONS.	25.	Approbation des propositions faites dans l'intervalle des réunions.
11.	Annulation des ordres de virements.		DISPOSITIONS FINALES.
12.	Réclamations.	26.	Mise à exécution et durée de l'arrangement.
	CHAPITRE IV.		
	RESPONSABILITÉ.		
13.	Étendue de la responsabilité.		
14.	Exceptions au principe de la responsabilité.		

POSTAL CHEQUES — AGREEMENT.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

UNIVERSAL POSTAL UNION.

No, 4052. — AGREEMENT CONCERNING TRANSFERS TO AND FROM POSTAL CHEQUE ACCOUNTS. SIGNED AT CAIRO, MARCH 20TH, 1934.

French official text communicated by the Egyptian and the Netherlands Ministers for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place February 5th, 1937.

TABLE OF CONTENTS.

	CHAPTER I.		
	PRELIMINARY CLAUSES.		Art.
Art.	1. Conditions governing the Exchange of Transfers.		15. Fixing of Responsibility.
	2. Object of the Agreement.		16. Refund of Money due to Claimants.
			17. Refund to the Administration to which Money is due.
	CHAPTER II.		CHAPTER V.
	CONDITIONS GOVERNING THE ACCEPTANCE AND EXECUTION OF TRANSFER ORDERS.		ACCOUNTING.
3.	Indication of the Amount of Transfers. Rate of Conversion.	18.	Allocation of Charges.
4.	Maximum Amount.	19.	Statement of Sums transferred. Fixing of Balances and Interest.
5.	Charges.	20.	Payment of Balances. Moratorium Interest.
6.	Exemption from Charges and Postage.	21.	General Quarterly Account.
7.	Advice of Transfers.		CHAPTER VI.
8.	Telegraph Transfers.		MISCELLANEOUS PROVISIONS.
9.	Exchange of Lists of Transfers.	22.	Request for the Opening of a Postal Cheque Account in a Foreign Country.
10.	Offices of Exchange.	23.	List of Account-Holders.
	CHAPTER III.	24.	Application of the General Provisions of the Convention.
	CANCELLATION. CLAIMS.	25.	Approval of Proposals made in the Intervals between Meetings.
11.	Cancelling of Transfer Orders.		FINAL PROVISIONS.
12.	Claims.	26.	Entry into Force and Duration of the Agreement.
	CHAPTER IV.		
	RESPONSIBILITY.		
13.	Extent of Responsibility.		
14.	Exceptions to the Principle of Responsibility.		

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

VIREMENTS — ARRANGEMENT

UNION POSTALE UNIVERSELLE

Arrangement¹ concernant les virements postaux conclu entre L'ALBANIE, L'ALLEMAGNE, LE ROYAUME DE L'ARABIE SAOUDITE, LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE, L'AUTRICHE, LA BELGIQUE, LA BOLIVIE, LA RÉPUBLIQUE DE CUBA, LE DANEMARK, LA VILLE LIBRE DE DANTZIG, LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, L'ESPAGNE, l'ensemble des COLONIES ESPAGNOLES, L'ESTONIE, L'ETHIOPIE, LA FRANCE, L'ALGÉRIE, LA GRÈCE, LA RÉPUBLIQUE DU HONDURAS, LA HONGRIE, L'ITALIE, l'ensemble des COLONIES ITALIENNES, LE JAPON, LE CHOSÉN, l'ensemble des autres DÉPENDANCES JAPONAISES, LA LETTONIE, LA LITHUANIE, LE LUXEMBOURG, LE MAROC (à l'exclusion de la Zone espagnole), LE MAROC (Zone espagnole), LE PARAGUAY, LES PAYS-BAS, LES INDES NÉERLANDAISES, LA POLOGNE, LE PORTUGAL, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'AFRIQUE ORIENTALE, DE L'ASIE ET DE L'Océanie, LA ROUMANIE, LA RÉPUBLIQUE DE SAINT-MARIN, LE TERRITOIRE DE LA SARRE, LA SUÈDE, LA CONFÉDÉRATION SUISSE, LA TCHÉCOSLOVAQUIE, LA TUNISIE, L'ÉTAT DE LA CITÉ DU VATICAN, LES ÉTATS-UNIS DU VENEZUELA et LE ROYAUME DE YOUGOSLAVIE.

Les soussignés, plénipotentiaires des gouvernements des pays ci-dessus énumérés, vu l'article 3 de la Convention² postale universelle conclue au Caire le 20 mars 1934, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté l'arrangement suivant :

¹ Ratifications déposées au Caire :

ARABIE SAOUDIENNE	21 octobre 1934.	ESPAGNE (y compris l'ensemble des colonies espagnoles ainsi que le Maroc (Zone espagnole))	24 avril 1935.
PAYS-BAS (pour le Royaume en Europe et les Indes néerlandaises)	23 octobre 1934.	HONGRIE	1 ^{er} mai 1935.
SUISSE	20 novembre 1934.	TCHÉCOSLOVAQUIE	5 mai 1935.
SUÈDE	3 décembre 1934.	POLOGNE	17 septembre 1935.
DANEMARK	18 décembre 1934.	ETHIOPIE	22 septembre 1935.
ÉTAT DE LA CITÉ DU VATICAN	26 décembre 1934.	ROUMANIE	5 novembre 1935.
JAPON, CHOSÉN ET ENSEMBLE DES AUTRES DÉPENDANCES JAPONAISES	10 février 1935.	ESTONIE	4 juillet 1936.
ALLEMAGNE	16 février 1935.	YOUGOSLAVIE	26 juin 1937.
BELGIQUE	18 février 1935.	FRANCE	} 9 août 1937.
AUTRICHE	5 mars 1935.	ALGÉRIE	
ITALIE (y compris la Tripolitaine, la Cyrénaïque, l'Erythrée et la Somalie)	6 avril 1935.	MAROC (à l'exclusion de la Zone espagnole)	
		TUNISIE	

Adhésions :

Notifiées au Gouvernement égyptien conformément à l'article XIV du Protocole final de la Convention postale universelle :

LUXEMBOURG	18 août 1934.	HAÏTI	19 décembre 1934.
YÉMEN	20 août 1934.		

² Vol. CLXXIV, page 171, de ce recueil.

POSTAL CHEQUES — AGREEMENT.

UNIVERSAL POSTAL UNION.

Agreement¹ concerning Transfers to and from Postal Cheque Accounts concluded between ALBANIA, GERMANY, KINGDOM OF SAUDI ARABIA, ARGENTINE REPUBLIC, AUSTRIA, BELGIUM, BOLIVIA, REPUBLIC OF CUBA, DENMARK, FREE CITY OF DANZIG, DOMINICAN REPUBLIC, SPAIN, the Whole of the SPANISH COLONIES, ESTONIA, ETHIOPIA, FRANCE, ALGERIA, GREECE, REPUBLIC OF HONDURAS, HUNGARY, ITALY, the Whole of the ITALIAN COLONIES, JAPAN, CHOSEN, the Whole of the OTHER JAPANESE DEPENDENCIES, LATVIA, LITHUANIA, LUXEMBURG, MOROCCO (except the Spanish Zone), MOROCCO (Spanish Zone), PARAGUAY, NETHERLANDS, NETHERLANDS INDIES, POLAND, PORTUGAL, PORTUGUESE COLONIES IN WEST AFRICA, PORTUGUESE COLONIES IN EAST AFRICA, ASIA AND OCEANIA, ROUMANIA, REPUBLIC OF SAN MARINO, SAAR TERRITORY, SWEDEN, SWISS CONFEDERATION, CZECHOSLOVAKIA, TUNIS, THE STATE OF THE CITY OF THE VATICAN, THE UNITED STATES OF VENEZUELA and THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA.

Having regard to Article 3 of the Universal Postal Convention², concluded at Cairo on March 20th, 1934, the undersigned Plenipotentiaries of the Governments of the countries enumerated above have, by common agreement and subject to ratification, concluded the following Agreement:

¹ Ratifications deposited at Cairo :

SAUDI ARABIA	October 21st, 1934.	ITALY (including Tripolitania, Cyrenaica, Eritrea and Somaliland).	April 6th, 1935.
THE NETHERLANDS (for the Kingdom in Europe and the Netherlands Indies)	October 23rd, 1934.	SPAIN (including the Whole of the Spanish Colonies and Morocco (Spanish Zone))	April 24th, 1935.
SWITZERLAND	November 20th, 1934.	HUNGARY	May 1st, 1935.
SWEDEN	December 3rd, 1934.	CZECHOSLOVAKIA	May 5th, 1935.
DENMARK	December 18th, 1934.	POLAND	September 17th, 1935.
STATE OF THE CITY OF THE VATICAN	December 26th, 1934.	ETHIOPIA	September 22nd, 1935.
JAPAN, CHOSEN AND THE WHOLE OF THE OTHER JAPANESE DEPENDENCIES	February 10th, 1935.	ROUMANIA	November 5th, 1935.
GERMANY	February 16th, 1935.	ESTONIA	July 4th, 1936.
BELGIUM	February 18th, 1935.	YUGOSLAVIA	June 26th, 1937.
AUSTRIA	March 5th, 1935.	FRANCE	} August 9th, 1937.
		ALGERIA	
		MOROCCO (except the Spanish Zone)	
		TUNIS	

Accessions :

Notified to the Egyptian Government in accordance with Article XIV of the Final Protocol of the Universal Postal Convention :

LUXEMBURG	August 18th, 1934.	Haiti	December 19th, 1934.
YEMEN	August 20th, 1934.		

² Vol. CLXXIV, page 171, of this Series.

VIREMENTS — ARRANGEMENT

CHAPITRE PREMIER

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES.

Article premier.

CONDITIONS DE L'ÉCHANGE DES VIREMENTS.

L'échange des virements postaux, entre ceux des pays contractants dont les administrations conviennent d'établir ce service, est régi par les dispositions du présent arrangement.

Article 2.

OBJET DE L'ARRANGEMENT.

Tout titulaire d'un compte courant postal dans l'un des pays qui ont convenu d'échanger des virements peut ordonner des virements de son compte à un compte courant postal tenu dans un autre de ces pays.

CHAPITRE II

CONDITIONS D'ADMISSION ET EXÉCUTION DES ORDRES DE VIREMENTS.

Article 3.

ENONCÉ DU MONTANT DES VIREMENTS. TAUX DE CONVERSION.

Le montant des virements doit être indiqué en monnaie du pays de destination.

Toutefois, chaque administration peut consentir à ce que ledit montant soit indiqué par le titulaire du compte en monnaie du pays d'origine.

L'administration de ce dernier pays détermine elle-même le taux de conversion de sa monnaie en monnaie du pays de destination.

Article 4.

MONTANT MAXIMUM.

Chaque administration a la faculté de limiter le montant maximum des virements qu'un titulaire peut ordonner, soit dans une journée, soit au cours d'une période déterminée.

Article 5.

TAXES.

I. La taxe d'un virement ne doit pas dépasser 1‰ de la somme virée, chaque administration ayant d'ailleurs la faculté d'arrondir les fractions selon ses convenances de service. Cette taxe peut comporter un minimum de perception, sans que ce minimum puisse excéder 20 centimes.

POSTAL CHEQUES — AGREEMENT.

CHAPTER I.

PRELIMINARY CLAUSES.

Article 1.

CONDITIONS GOVERNING THE EXCHANGE OF TRANSFERS.

The exchange of transfers to and from postal cheque accounts between those of the contracting countries whose Administrations agree to establish this service shall be governed by the provisions of the present Agreement.

Article 2.

OBJECT OF THE AGREEMENT.

Any holder of a postal cheque account in any one of the countries which have agreed to exchange transfers may order transfers to be made from his account to a postal cheque account kept in another of those countries.

CHAPTER II.

CONDITIONS GOVERNING THE ACCEPTANCE AND EXECUTION OF TRANSFER ORDERS.

Article 3.

INDICATION OF THE AMOUNT OF TRANSFERS. RATE OF CONVERSION.

The amount of the transfer must be indicated in the currency of the country of destination. Nevertheless, any Administration may allow the said amount to be indicated by the account holder in the currency of the country of origin.

The Administration of the latter country shall itself determine the rate of conversion of its own currency into that of the country of destination.

Article 4.

MAXIMUM AMOUNT.

Every Administration shall be entitled to limit the maximum amount of the transfers that a holder may require either in a single day or during a specified period.

CHARGES.

Article 5.

1. The charge for a transfer must not exceed 1% of the amount transferred, each Administration having the right to round off fractional amounts, if necessary to meet the requirements of its service. A minimum amount may be fixed for this charge, but such minimum must not exceed 20 centimes.

VIREMENTS — ARRANGEMENT

2. L'inscription d'un virement au crédit d'un compte courant postal ne peut pas être soumise à une taxe supérieure à celle qui serait éventuellement perçue pour une même opération dans le service intérieur.

Article 6.

FRANCHISES DE TAXE ET DE PORT.

Sont exempts de toute taxe, les virements d'office relatifs au service qui sont échangés entre les administrations ou entre leurs bureaux.

Il en est de même, pour ce qui concerne la franchise de port, des plis adressés par les bureaux de chèques postaux à leurs titulaires de comptes résidant dans tout pays de l'Union et contenant des extraits de compte.

Ces plis doivent porter la désignation du bureau d'expédition ainsi que les mentions « Service des postes » et « Extrait de compte ».

Article 7.

AVIS DE VIREMENT.

1. Le titulaire de compte doit joindre un avis à tout ordre de virement.

Le verso de cet avis peut être utilisé pour une communication particulière destinée au bénéficiaire. Chaque administration est autorisée à percevoir, de ce chef, une taxe sur le titulaire du compte débité, à condition qu'une taxe de l'espèce existe dans son service intérieur.

2. Les avis de virement relatifs, soit à des virements ordinaires, soit à des virements télégraphiques sont envoyés, sans frais, aux bénéficiaires.

Article 8.

VIREMENTS TÉLÉGRAPHIQUES.

1. Dans les relations entre les administrations qui se sont mises d'accord à ce sujet, les virements peuvent être transmis par le télégraphe ou par la télégraphie sans fil ; ils sont qualifiés, en ce cas, de virements télégraphiques.

2. Sauf arrangement contraire, les virements télégraphiques peuvent, comme les autres télégrammes privés et aux mêmes conditions que ces derniers, être soumis aux formalités de traitement ou de transmission prévues aux règlements de service annexés à la convention internationale des télécommunications en vigueur, dans la mesure où ces formalités sont applicables aux virements télégraphiques.

3. Indépendamment de la taxe du télégramme, le virement télégraphique est soumis à la taxe de virement prévue à l'article 5 et, en outre, à une taxe fixe qui ne peut pas dépasser 1 franc. Il ne peut être grevé d'aucuns frais télégraphiques autres que ceux qui sont prévus par les règlements télégraphiques internationaux.

4. L'expéditeur d'un virement télégraphique peut ajouter au texte une communication particulière pour le bénéficiaire, pourvu qu'il en paie la taxe d'après le tarif. Cette taxe remplace et exclut, le cas échéant, celle dont l'application est autorisée par l'article 7, § 1, 2^e alinéa.

Article 9.

ECHANGE DES LISTES DE VIREMENTS.

1. Les administrations se communiquent les virements au moyen de listes une fois par jour ouvrable. Toutefois, elles peuvent s'entendre en vue de grouper dans une même liste les totaux de plusieurs journées.

POSTAL CHEQUES — AGREEMENT.

2. The charge for the entry of a transfer to the credit of a postal cheque account must not be higher than the charge that would be levied in respect of the same operation in the internal service.

Article 6.

EXEMPTION FROM CHARGES AND POSTAGE.

Official transfers relating to the service which are exchanged between the Administrations or between offices of the Administrations shall be free of charge.

The same rule shall apply, as regards exemption from postage, to packets sent by postal cheque offices to their account-holders residing in any country of the Union and containing statements of account.

Such packets must bear the name of the despatching office and must be marked "Service des postes" and "Extrait de compte" ("Postal service" and "Abstract of account").

Article 7.

ADVICE OF TRANSFERS.

1. The account-holder must attach an advice to every transfer order.

The back of this advice may be used for private communications to the payee. Each Administration shall have the right to collect a charge in respect of such communications from the holder of the debtor account, provided that a similar charge is made in its internal service.

2. Transfer advices relating either to ordinary transfers or to telegraph transfers shall be sent to the payees free of charge.

Article 8.

TELEGRAPH TRANSFERS.

1. In relations between Administrations which have reached an agreement on this subject, transfers may be effected by telegram or by wireless telegram. In such cases, they are described as telegraph transfers.

2. In the absence of an agreement to the contrary, telegraph transfers may, in the same way as other private telegrams and under the same conditions, be subjected to the same formalities in their treatment or transmission as are prescribed in the service regulations attached to the International Telecommunication Convention in force, in so far as such formalities are applicable to the telegraph transfers.

3. Independently of the charge for the telegram, telegraph transfers are subject to the charge for transfers laid down in Article 5, and, in addition, to a fixed charge not exceeding 1 franc. They cannot be subjected to any telegraph charges other than those prescribed by the International Telegraph Regulations.

4. The sender of a telegraph transfer may add to the text a private communication for the payee, provided that he pays the charge according to the tariff. This charge will take the place of, and will preclude the application of, any charges authorised under Article 7, § 1, sub-paragraph 2, of the Agreement.

Article 9.

EXCHANGE OF LISTS OF TRANSFERS.

1. Administrations shall notify transfers to each other by means of lists once every working day; or they may arrange to group in the same list the total transfers for several days.

VIREMENTS — ARRANGEMENT

Les avis de virement destinés aux titulaires de comptes à créditer sont joints aux listes.

Sauf arrangement contraire, le montant des virements est exprimé en monnaie du pays de destination sur les listes et sur les avis de virements.

2. Les virements télégraphiques font l'objet de listes journalières distinctes. Aucun avis de virement n'est joint à ces listes.

Article 10.

BUREAU D'ÉCHANGE.

Les administrations se notifient réciproquement les noms des bureaux de chèques qu'elles ont désignés pour l'échange des listes de virements.

CHAPITRE III

ANNULATION. RÉCLAMATIONS.

Article 11.

ANNULATION DES ORDRES DE VIREMENTS.

1. Les ordres de virements peuvent être annulés par le titulaire du compte débité tant que l'inscription au crédit du compte du bénéficiaire n'a pas été effectuée. Les demandes d'annulation doivent être adressées par le titulaire de compte à l'administration à laquelle il a donné l'ordre de virement.

2. La demande à formuler à cet effet est transmise par voie postale ou par voie télégraphique aux frais de l'expéditeur, qui doit payer, pour toute demande par voie postale, la taxe applicable à une lettre recommandée de port simple et, pour toute demande par voie télégraphique, la taxe du télégramme augmentée de la taxe postale de la lettre confirmative.

Article 12.

RÉCLAMATIONS.

1. La réclamation concernant l'exécution d'un ordre de virement doit être adressée par le titulaire du compte débité à l'administration à laquelle il a donné l'ordre, sauf le cas où il a autorisé le bénéficiaire à s'entendre avec l'administration qui tient le compte de celui-ci.

2. La réclamation concernant un ordre de virement peut donner lieu à la perception d'un droit égal à celui qui est fixé pour la réclamation d'un objet de correspondance.

3. Les réclamations ne sont admises que dans le délai d'un an à compter du lendemain du jour où l'ordre de virement a été donné.

Chaque administration est, toutefois, tenue de donner suite aux simples demandes de renseignements, introduites après ce délai, dont elle est saisie par une autre administration au sujet de virements ordonnés depuis moins de deux ans.

4. Lorsqu'une réclamation a été motivée par une faute de service, le droit de réclamation est restitué.

POSTAL CHEQUES — AGREEMENT

The transfer advices to be sent to the holders of the accounts to be credited shall be attached to the lists.

In the absence of arrangements to the contrary, the amount of the transfers shall be stated in the lists of transfers and on the transfer advices in the currency of the country of destination.

2. Telegraph transfers will be notified by means of separate daily lists. No transfer advices will be attached to these lists.

Article 10.

OFFICES OF EXCHANGE.

Administrations shall reciprocally notify to each other the names of the cheque offices which they have designated for the exchange of lists of transfers.

CHAPTER III.

CANCELLATION. CLAIMS.

Article 11.

CANCELLATION OF TRANSFER ORDERS.

1. Transfer orders may be cancelled by the holder of the debtor account so long as the credit entry has not been made in the account of the payee. Requests for cancellation must be addressed by the account-holder to the Administration to which he has given the order for transfer.

2. Such requests shall be transmitted by post or telegraph at the expense of the sender, who, in the case of a request transmitted by post, must pay the charge levied on an ordinary registered letter, and in the case of a request transmitted by telegraph the cost of the telegram plus the postage on the letter of confirmation.

Article 12.

CLAIMS.

1. Claims concerning the carrying out of a transfer order must be addressed by the holder of the debtor account to the Administration to which he gave the order for transfer, unless he has authorised the beneficiary to settle with the Administration with which the latter has his account.

2. A charge equal to that due in respect of a claim with regard to any mailed matter may be levied in respect of a claim concerning an order for transfer.

3. Claims shall not be admitted after the expiry of one year from the day following that on which the order for transfer is given.

Nevertheless, each Administration is bound to attend to ordinary requests for information addressed to it by another Administration, after the expiry of the above-mentioned period, relating to transfers which were ordered not more than two years previously.

4. Should a claim arise out of an error committed by the service, the charge in respect of the claim shall be refunded.

VIREMENTS — ARRANGEMENT

CHAPITRE IV

RESPONSABILITÉ.

Article 13.

ETENDUE DE LA RESPONSABILITÉ.

1. Les administrations sont responsables des erreurs commises par les services de leurs pays dans les inscriptions des virements au crédit des comptes courants postaux, ainsi que des indications erronées fournies par elles sur les listes de virements ou sur les virements télégraphiques qu'elles transmettent aux autres administrations.

Les dispositions de l'article 27, §§ 2 et 3, de l'arrangement concernant les mandats de poste s'appliquent également aux virements télégraphiques.

2. La responsabilité est limitée au remboursement de la somme portée au débit du titulaire.

3. Les administrations ne sont tenues à aucune responsabilité du chef des retards qui peuvent se produire dans la transmission et l'exécution des ordres de virements.

Article 14.

EXCEPTIONS AU PRINCIPE DE LA RESPONSABILITÉ.

Les administrations sont dégagées de toute responsabilité :

a) Lorsque, la preuve de leur responsabilité n'ayant pas été administrée autrement, elles ne peuvent rendre compte du virement par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure ;

b) Lorsque le titulaire du compte courant débité n'a formulé aucune réclamation dans le délai d'un an prévu à l'article 12.

Article 15.

DÉTERMINATION DE LA RESPONSABILITÉ.

La responsabilité incombe à l'administration dans le service de laquelle l'erreur a été commise. Lorsque l'erreur est imputable aux deux administrations ou si la responsabilité ne peut être établie, elles contribuent au remboursement par parts égales.

Article 16.

REMBOURSEMENT DES SOMMES DUES AU RÉCLAMANT.

L'obligation de rembourser la somme due au réclamant incombe à l'administration saisie de la réclamation, sous réserve de l'exercice de son droit de recours contre l'administration responsable.

Le remboursement doit avoir lieu dès que la responsabilité du service a été établie.

L'administration présumée responsable qui, après une mise en demeure, n'a pas répondu dans un délai de six mois est considérée comme ayant reconnu tacitement sa responsabilité.

POSTAL CHEQUES — AGREEMENT.

CHAPTER IV.

RESPONSIBILITY.

Article 13.

EXTENT OF RESPONSIBILITY.

1. Administrations shall be responsible for errors committed by the services of their countries in entering transfers to the credit of postal cheque accounts, and also for wrong information furnished by them on the lists of transfers or on telegraph transfers which they forward to other Administrations.

The provisions of Article 27, §§ 2 and 3, of the Agreement concerning Money Orders are also applicable to telegraph transfers.

2. Responsibility shall be limited to the refund of the sum entered to the debit of the account-holder.

3. Administrations shall be in no way held responsible for delay in the transmission or execution of transfer orders.

Article 14.

EXCEPTIONS TO THE PRINCIPLE OF RESPONSIBILITY.

Administrations are relieved of all responsibility :

(a) When their responsibility not having been proved otherwise, they are unable to account for transfers in consequence of the destruction of official documents owing to a case of "*force majeure*" ;

(b) When the holder of the debtor account has not made enquiry within the period of one year prescribed in Article 12.

Article 15.

FIXING OF RESPONSIBILITY.

The Administration responsible shall be that in whose service the error was committed. When the error is attributable to both Administrations, or when it cannot be determined which of them is responsible, they shall contribute to the refund in equal parts.

Article 16.

REFUND OF MONEY DUE TO CLAIMANTS.

The Administration with which a claim has been lodged shall be liable for the refund of the amount due to the claimant, subject to the exercise of its right to make a claim against the Administration responsible.

The refund shall be made as soon as the responsibility of the service has been established.

If an Administration is presumed to be responsible and, after a demand in due form, has not replied within a period of six months, it shall be deemed to have tacitly recognised its responsibility.

VIREMENTS — ARRANGEMENT

Article 17.

REMBOURSEMENT A L'ADMINISTRATION CRÉANCIÈRE.

L'administration responsable est tenue de désintéresser l'administration qui a effectué le remboursement dans un délai de trois mois à compter de l'envoi de la notification du remboursement. L'administration débitrice est redevable d'un intérêt de 5% l'an, à partir de l'échéance dudit délai.

CHAPITRE V

COMPTABILITÉ.

Article 18.

ATTRIBUTION DES TAXES.

Chaque administration garde en entier les taxes qu'elle a perçues.

Article 19.

DÉCOMPTES DES SOMMES VIRÉES. ÉTABLISSEMENT DES SOLDES ET DES INTÉRÊTS.

1. Les administrations dressent, pour chaque jour ouvrable et pour chaque pays participant, un compte sur lequel sont récapitulés les totaux des listes de virements reçues et expédiées le jour considéré.

2. Le règlement de ces comptes est basé sur le principe de la compensation réciproque. A cet effet, la créance la plus faible est convertie en monnaie de la créance la plus forte calculée d'après la moyenne arithmétique des cours du change cotés officiellement aux bourses ou aux banques spécialement désignées par chaque pays intéressé.

L'administration qui, pour une raison quelconque, ne désire pas faire application de la compensation réciproque peut déclarer qu'elle se libérera de la totalité des sommes dues.

3. La compensation est effectuée journalièrement. Toutefois, les administrations peuvent s'entendre en vue de grouper dans un même décompte les totaux de plusieurs journées.

4. Le solde résultant de chaque compte est productif d'intérêt à partir d'un délai et à un taux fixés d'un commun accord par les administrations des pays contractants. Le taux de cet intérêt ne peut excéder 5% l'an.

Article 20.

PAYEMENT DES SOLDES. INTÉRÊTS MORATOIRES.

1. En vue du paiement des soldes, chaque administration peut entretenir d'une manière quelconque, auprès de l'administration d'un pays contractant, un avoir en monnaie de ce pays. Si cet avoir ne suffit pas pour exécuter les ordres donnés, les virements sont néanmoins portés au crédit des comptes des bénéficiaires.

L'avoir peut servir également au règlement des soldes débiteurs de tous autres comptes postaux, télégraphiques ou téléphoniques. Il ne peut, en aucun cas, recevoir une affectation autre sans le consentement de l'administration qui l'a constitué.

2. L'administration créancière a le droit d'exiger en tout temps le paiement des soldes. Le cas échéant, elle fixe la date à laquelle le paiement devra être effectué, en tenant compte des délais

POSTAL CHEQUES — AGREEMENT.

Article 17.

REFUND TO THE ADMINISTRATION TO WHICH MONEY IS DUE.

The Administration responsible must settle with the Administration which has made the refund within three months after the despatch of the notice of refund. The debtor Administration shall be liable for interest at the rate of 5 per cent. per annum from the date of expiry of the said period.

CHAPTER V.

ACCOUNTING.

Article 18.

ALLOCATION OF CHARGES.

Each Administration shall retain the whole of the charges which it collects.

Article 19.

STATEMENT OF SUMS TRANSFERRED. FIXING OF BALANCES AND INTEREST.

1. The Administrations shall prepare for each working day and for each contracting country an account summarising the totals of the lists of transfers received and sent on the day in question.

2. The settlement of these accounts shall be based on the principle of reciprocal adjustment. To this end, the smaller credit shall be converted into the currency of the larger credit, calculated according to the arithmetical mean of the rates of exchange as quoted officially on the stock exchanges or by the banks specially nominated by each country concerned.

An Administration which, for any reason, does not desire to apply the principle of reciprocal adjustment may give notice that it will discharge the whole of the sums due.

3. This adjustment shall be effected daily. Offices may, however, arrange among themselves to group in the same statement the totals for several days.

4. The balance resulting from each account shall yield interest on the expiry of a period and at a rate to be fixed by mutual agreement by the Administrations of the contracting countries. The rate of such interest may not exceed 5 per cent. per annum.

*Article 20.*PAYMENT OF BALANCES. [§]MORATORIUM INTEREST.

1. With a view to the payment of balances, each Administration may maintain, in any manner, a credit account with the Administration of a contracting country in the currency of that country. If this account is not sufficient to enable the orders received to be executed, the transfers shall nevertheless be credited to the accounts of the payees.

This credit account may also be used for the settlement of sums due on any other postal, telegraphic or telephonic accounts. In no case may it be used for another purpose without the consent of the Administration which opened it.

2. The creditor Administration shall have the right to require at any time payment of the balances due to it. If necessary, it shall fix the date on which payment has to be made, making

VIREMENTS — ARRANGEMENT

de distance. Si l'administration débitrice n'a pas effectué le paiement à la date fixée, le taux de l'intérêt prévu à l'article 19, § 4, est augmenté de 2 % l'an, à compter du sixième jour qui suit cette date.

3. Il ne peut être porté préjudice aux dispositions du présent arrangement et de son règlement, concernant l'établissement des comptes et leur liquidation, par aucune mesure unilatérale, telle que moratoire, interdiction des transferts, etc.

Article 21.

COMPTE GÉNÉRAL TRIMESTRIEL.

A la fin de chaque trimestre, les administrations qui dressent les décomptes journaliers transmettent aux administrations correspondantes, pour approbation, une récapitulation générale desdits décomptes, des acomptes payés et, le cas échéant, des intérêts mis en compte. Les soldes du compte général trimestriel sont reportés au trimestre suivant. Les administrations peuvent s'entendre pour remplacer la récapitulation générale par l'indication du solde final des décomptes.

CHAPITRE VI

DISPOSITIONS DIVERSES.

Article 22.

DEMANDE D'OUVERTURE D'UN COMPTE COURANT POSTAL A L'ÉTRANGER.

En cas de demande d'ouverture d'un compte courant postal dans un pays étranger ayant adhéré à l'arrangement, l'administration du pays de résidence du requérant est tenue, pour la vérification de la demande, de prêter son concours à l'administration chargée de gérer le compte, lorsqu'elle exécute avec cette dernière le service des virements postaux.

Les administrations s'engagent à effectuer cet examen avec tous les soins et toute la diligence désirables sans, toutefois, qu'elles aient à assumer de responsabilité de ce chef.

L'administration du pays de résidence intervient aussi, autant que possible, pour la vérification, sur demande de l'administration qui gère le compte, des renseignements concernant la modification de la capacité juridique de l'affilié.

Article 23.

LISTE DES TITULAIRES DE COMPTES.

Les titulaires de comptes peuvent obtenir, par l'intermédiaire de l'administration qui tient leurs comptes, les listes de titulaires publiées par les autres administrations, aux prix déterminés par celles-ci dans leur service intérieur.

Les administrations se livrent réciproquement, à titre gratuit, les listes nécessaires pour les besoins du service.

Article 24.

APPLICATION DES DISPOSITIONS D'ORDRE GÉNÉRAL DE LA CONVENTION.

Les dispositions d'ordre général qui figurent aux titres I et II de la convention sont applicables aux virements postaux, à l'exception, toutefois, des prescriptions faisant l'objet de l'article 7.

POSTAL CHEQUES — AGREEMENT.

due allowance for the time required on account of distance. If the debtor Administration has not made the payment on the date fixed, the rate of interest mentioned in § 4 of Article 19 shall be increased by 2 per cent. per annum as from the sixth day after that date.

3. No unilateral measure, such as a moratorium, prohibition of transfer, etc., can diminish the effect of the terms of the present Agreement in relation to the keeping and settlement of accounts.

Article 21.

GENERAL QUARTERLY ACCOUNT.

At the end of each quarter, the Administrations which prepare the daily accounts shall forward for approval to the corresponding Administrations a general summary of the daily accounts, of sums paid out, and of interest charged, if any. The balance of the general quarterly account shall be carried over to the following quarter. Administrations may agree with one another to forward a statement of the final balance of the accounts in place of the general summary.

CHAPTER VI.

MISCELLANEOUS PROVISIONS.

Article 22.

REQUEST FOR THE OPENING OF A POSTAL CHEQUE ACCOUNT IN A FOREIGN COUNTRY.

When an application is made for the opening of a postal cheque account in a foreign country which has adhered to the Agreement, the Administration of the applicant's country of residence is bound to assist the Administration charged with the management of the account, in verifying the application, if it carries out the service of postal transfers with that Administration.

The Administrations undertake to carry out this investigation with all the necessary care and diligence, though not incurring any responsibility in this respect.

The Administration of the country of residence will also assist, so far as possible, on the request of the Administration which has the account, in verifying any information concerning a change in the legal capacity of the account-holder.

Article 23.

LIST OF ACCOUNT-HOLDERS.

Account-holders may obtain, through the Administration which keeps their accounts, lists of account-holders published by the other Administrations, at the price fixed by the latter in their internal service.

The Administrations shall furnish each other free of charge with the lists necessary for the requirements of the service.

Article 24.

APPLICATION OF THE GENERAL PROVISIONS OF THE CONVENTION.

The general provisions in Chapters I and II of the Convention shall apply to transfers to and from postal cheque accounts, with the exception, however, of the regulations laid down in Article 7.

VIREMENTS — ARRANGEMENT

Article 25.

APPROBATION DES PROPOSITIONS FAITES DANS L'INTERVALLE DES RÉUNIONS.

Pour devenir exécutoires, les propositions faites dans l'intervalle des réunions (articles 19 et 20 de la convention) doivent réunir :

a) Les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions ou de la modification des dispositions du présent arrangement et de son règlement ;

b) La majorité absolue, s'il s'agit de l'interprétation des dispositions du présent arrangement et de son règlement, hors le cas de dissentiment à soumettre à l'arbitrage prévu à l'article 11 de la convention.

DISPOSITIONS FINALES

Article 26.

MISE A EXÉCUTION ET DURÉE DE L'ARRANGEMENT.

Le présent arrangement sera mis à exécution le 1^{er} janvier 1935 et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des gouvernements des pays ci-dessus énumérés ont signé le présent arrangement en un exemplaire qui restera déposé aux archives du Gouvernement de l'Égypte et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait au Caire, le 20 mars 1934.

Pour l'Albanie :

Pan. NASSE.

Pour l'Allemagne :

K. ORTH.

K. ZIEGLER.

D^r W. SEEBASS.

Pour le Royaume de l'Arabie Saoudite :

Fawzan EL-SABEK.

Pour la République Argentine :

R. R. TULA.

Pour l'Autriche :

D^r Rudolf KUHN.

Pour la Belgique :

O. SCHOCKAERT.

E. MONS.

Pour la Bolivie :

Ernesto CÁCERES.

Pour Edmundo de la Fuente,

Ernesto CÁCERES.

Pour la République de Cuba :

Alfredo ASSIR.

Pour le Danemark :

C. MONDRUP.

Arne KROG.

*Article 25.*

APPROVAL OF PROPOSALS MADE IN THE INTERVALS BETWEEN MEETINGS.

To become binding, proposals made in the intervals between meetings (Articles 19 and 20 of the Convention) must obtain :

(a) Two-thirds of the votes, if they involve the addition of new provisions or any modification of the provisions of the present Agreement and its Detailed Regulations ;

(b) A simple majority, if they affect the interpretation of the provisions of the Agreement and its Detailed Regulations, except in the case of disagreement to be submitted to arbitration as provided in Article 11 of the Convention.

FINAL PROVISIONS.

Article 26.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE AGREEMENT.

The present Agreement shall come into force on January 1st, 1935, and shall remain in operation for an indefinite period.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the Governments of the above-named countries have signed the present Agreement in a single copy which shall remain in the archives of the Government of Egypt and a copy of which shall be delivered to each Party.

Done at Cairo, the 20th day of March, 1934.

For Albania :

Pan. NASSE.

For Germany :

K. ORTH.

K. ZIEGLER.

Dr. W. SEEBASS.

For the Kingdom of Saudi Arabia :

Fawzan EL-SABEK.

For the Argentine Republic :

R. R. TULA.

For Austria :

Dr. Rudolf KUHN.

For Belgium :

O. SCHOCKAERT.

E. MONS.

For Bolivia :

Ernesto CÁCERES.

For Edmundo de la Fuente :

Ernesto CÁCERES.

For the Republic of Cuba :

Alfredo ASSIR.

For Denmark :

C. MONDRUP.

Arne KROG.

VIREMENTS — ARRANGEMENT

Pour la Ville libre de Dantzig :

R. STARZYŃSKI.

Pour la République Dominicaine :

Luis Alejandro AGUILAR.

Pour l'Espagne :

Alonso CARO.

A. RAMOS.

Pour l'ensemble des Colonies espagnoles :

Demetrio PEREDA.

Pour l'Estonie :

G. E. F. ALBRECHT.

Pour l'Ethiopie :

ALAMOU Tch.

Pour la France :

M. LEBON.

L. GENTHON.

P. GRANDSIMON.

A. CABANNE.

DUSSERRE.

Pour l'Algérie :

E. HUGUENIN.

Pour la Grèce :

V. DENDRAMIS.

J. LACHNIDAKIS.

Pour la République du Honduras :

D^r TUCCIMEI.

Pour la Hongrie :

Charles DE FORSTER.

Pour l'Italie :

Pietro TOSTI.

GALDI Michele.

Pour l'ensemble des Colonies italiennes :

CRETY Donato.

Pour le Japon :

Masao SEKI.

T. HARIMA.

J. KAGEYAMA.

Pour le Chosen :

Masao SEKI.

Ryuzo KAWAZURA.

Pour l'ensemble des autres Dépendances japonaises :

T. HARIMA.

H. FUJIKAWA.

Pour la Lettonie :

Ls ROULET.

Pour la Lithuanie :

Pour le Luxembourg :

Pour le Maroc (à l'exclusion de la Zone espagnole) :

H. DUTEIL.

Pour le Maroc (Zone espagnole) :

A. RAMOS.

Pour le Paraguay :

R. R. TULA.

Pour les Pays-Bas :

DUYNSTEE.

V. GOOR.

Pour les Indes néerlandaises :

PERK.

BRIL.

HOOGWOONING.

POSTAL CHEQUES — AGREEMENT.

For the Free City of Danzig :

R. STARZYŃSKI.

For the Dominican Republic :

Luis Alejandro AGUILAR.

For Spain :

Alonso CARO.

A. RAMOS.

For the whole of the Spanish Colonies :

Demetrio PEREDA.

For Estonia :

G. E. F. ALBRECHT.

For Ethiopia :

ALAMOU Tch.

For France :

M. LEBON.

L. GENTHON.

P. GRANDSIMON.

A. CABANNE.

DUSSERRE.

For Algeria :

E. HUGUENIN.

For Greece :

V. DENDRAMIS.

J. LACHNIDAKIS.

For the Republic of Honduras :

Dr. TUCCIMEI.

For Hungary :

Charles DE FORSTER.

For Italy :

Pietro TOSTI.

GALDI Michele.

For the whole of the Italian Colonies :

CRETY Donato.

For Japan :

Masao SEKI.

T. HARIMA.

J. KAGEYAMA.

For Chosen :

Masao SEKI.

Ryuzo KAWAZURA.

For the whole of the Other Japanese Dependencies :

T. HARIMA.

H. FUJIKAWA.

For Latvia :

Ls ROULET.

For Lithuania :

For Luxemburg :

For Morocco (except the Spanish Zone) :

H. DUTEIL.

For Morocco (Spanish Zone) :

A. RAMOS.

For Paraguay :

R. R. TULA.

For the Netherlands :

DUYNSTEE.

v. GOOR.

For the Netherlands Indies :

PERK.

BRIL.

HOGEWOONING.

VIREMENTS — ARRANGEMENT

Pour la Pologne :

R. STARZYŃSKI.

Pour le Portugal :

A. DE Q. R. VAZ PINTO.

A. C. BIANCHI.

Pour les Colonies portugaises de l'Afrique occidentale :

Ernesto Julio NAVARRO.

Pour les Colonies portugaises de l'Afrique orientale, de l'Asie et de l'Océanie :

Mario CORRÊA BARATA DA CRUZ.

Pour la Roumanie :

Ilariu MANEANU.

C. STEFANESCU.

Pour la République de Saint-Marin :

CRETY Donato.

*Pour le Territoire de la Sarre :**Pour la Suède :*

Anders ÖRNE.

Gunnar LAGER.

Arvid BILDT.

Pour la Confédération suisse :

Ls ROULET.

Pour la Tchécoslovaquie :

Václav KUČERA.

Josef RADA.

Pour la Tunisie :

H. DUTEIL.

*Pour l'Etat de la Cité du Vatican :*M^{SE} Giuseppe MAZZOLI.*Pour les Etats-Unis du Venezuela :*

Luis Alejandro AGUILAR.

Pour le Royaume de Yougoslavie :

Kosta ZLATANOVITCH.

POSTAL CHEQUES — AGREEMENT.

For Poland :

R. STARZYŃSKI.

For Portugal :

A. DE Q. R. VAZ PINTO.

A. C. BIANCHI.

For the Portuguese Colonies in West Africa :

Ernesto Julio NAVARRO.

*For the Portuguese Colonies in East Africa,
Asia and Oceania :*

Mario CORRÊA BARATA DA CRUZ.

For Roumania :

Ilariu MANEANU.

C. STEFANESCU.

For the Republic of San Marino :

CRETY Donato.

*For the Territory of the Saar :**For Sweden :*

Anders ÖRNE.

Gunnar LAGER.

Arvid BILDT.

For the Swiss Confederation :

Ls ROULET.

For Czechoslovakia :

Václav KUČERA.

Josef RADA.

For Tunis :

H. DUTEIL.

For the State of the City of the Vatican :

Mgr. Giuseppe MAZZOLI.

For the United States of Venezuela :

Luis Alejandro AGUILAR.

For the Kingdom of Yugoslavia :

Kosta ZLATANOVITCH.

VIREMENTS — RÈGLEMENT

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT
LES VIREMENTS POSTAUX.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER.

EMISSION. TRANSMISSION. RÉCEPTION.

Art.

- 101. Avis de virement.
- 102. Liste de virements.
- 103. Lettres d'envoi.
- 104. Transmission des ordres de virements.
- 105. Virements télégraphiques.
- 106. Réception des virements.
- 107. Indications à porter sur les formules.

CHAPITRE II.

FORMALITÉS DIVERSES.

- 108. Annulation de virements.
- 109. Non-exécution d'un ordre de virement.
- 110. Réclamations.

CHAPITRE III.

COMPTABILITÉ.

Art.

- 111. Décomptes.
- 112. Payement des soldes.

CHAPITRE IV.

DISPOSITIONS DIVERSES.

- 113. Communications à adresser au Bureau international et aux administrations.
- 114. Formules à l'usage du public.
- 115. Demande d'ouverture d'un compte courant postal à l'étranger.

DISPOSITIONS FINALES.

- 116. Mise à exécution et durée du règlement.

ANNEXES

Formules VP 1 à VP 9.

 POSTAL CHEQUES — DETAILED REGULATIONS.

 DETAILED REGULATIONS FOR THE EXECUTION
 OF THE AGREEMENT CONCERNING TRANSFERS TO AND FROM
 POSTAL CHEQUE ACCOUNTS.

 TABLE OF CONTENTS.

CHAPTER I.

ISSUE. TRANSMISSION. RECEIPT.

Art.

- 101. Advice of Transfers.
- 102. Lists of Transfers.
- 103. Letters of Advice.
- 104. Transmission of Transfer Orders.
- 105. Telegraph Transfers.
- 106. Receipt of Transfers.
- 107. Method of filling in the Forms.

CHAPTER II.

VARIOUS FORMALITIES.

- 108. Cancellation of Transfers.
- 109. Non-Execution of a Transfer Order.
- 110. Claims.

CHAPTER III.

ACCOUNTING.

Art.

- 111. Statements of Account.
- 112. Payment of Balances.

CHAPTER IV.

MISCELLANEOUS PROVISIONS.

- 113. Communications to be addressed to the International Bureau and to Administrations.
- 114. Forms for the Use of the Public.
- 115. Applications for the Opening of a Postal Cheque Account in a Foreign Country.

FINAL PROVISIONS.

- 116. Entry into Force and Duration of the Detailed Regulations.

ANNEXES.

Forms VP 1 to VP 9.

VIREMENTS — RÈGLEMENT

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT
LES VIREMENTS POSTAUX

Les soussignés, vu l'article 4 de la Convention postale universelle conclue au Caire le 20 mars 1934, ont, au nom de leurs administrations respectives, arrêté, d'un commun accord, les mesures suivantes pour assurer l'exécution de l'arrangement concernant les virements postaux :

CHAPITRE PREMIER

EMISSION. TRANSMISSION. RÉCEPTION.

Article 101.

AVIS DE VIREMENT.

1. Les avis de virement doivent être libellés par le titulaire du compte à débiter, ou par le bureau auprès duquel ce compte est ouvert, sur une formule conforme au modèle VP 1 ci-annexé. Les administrations peuvent toutefois utiliser les formules de leur service intérieur.
2. Lorsque le montant du virement est indiqué en monnaie du pays d'origine, le bureau qui reçoit l'ordre de virement ou le bureau d'échange opère la conversion et inscrit, à l'encre rouge, sur l'avis, le montant du virement en monnaie du pays de destination.
3. Les avis de virement doivent être revêtus de l'empreinte du timbre à date du bureau d'origine.

Article 102.

LISTE DE VIREMENTS.

1. Les listes de virements sont établies par les bureaux d'échange sur une formule conforme au modèle VP 2 ci-annexé. Elles doivent contenir, pour chaque virement, toutes les indications que comporte le texte de la formule. Les listes de virements télégraphiques doivent porter en tête, en caractères très apparents, la mention « Virements télégraphiques ».
2. Chaque liste est frappée d'une empreinte du timbre du bureau d'échange qui l'a établie.
3. Lorsque, dans une même journée, plusieurs listes sont établies à destination du même bureau d'échange, elles portent un numéro d'ordre dont la série se renouvelle journalièrement.

Article 103.

LETTRES D'ENVOI.

1. Le total de chacune des listes destinées au même bureau d'échange est récapitulé sur une lettre d'envoi conforme au modèle VP 3 ci-annexé. Le total général de cette lettre doit être arrêté en toutes lettres ou être imprimé en chiffres, au moyen d'une machine à protéger les chèques.
2. Les lettres d'envoi sont frappées d'une empreinte du timbre du bureau d'échange qui les a établies et signées par le ou les fonctionnaires accrédités à cet effet. Chacune de ces lettres reçoit un numéro d'ordre dont la série se renouvelle chaque mois pour chacun des bureaux d'échange.

POSTAL CHEQUES — DETAILED REGULATIONS.

DETAILED REGULATIONS FOR THE EXECUTION OF THE AGREEMENT CONCERNING
TRANSFERS TO AND FROM POSTAL CHEQUE ACCOUNTS.

The undersigned, having regard to Article 4 of the Universal Postal Convention, concluded at Cairo on March 20th, 1934, have, in the name of their respective Administrations, drawn up by mutual consent the following measures for ensuring the execution of the Agreement concerning postal cheque accounts.

CHAPTER I.

ISSUE. TRANSMISSION. RECEIPT.

Article 101.

ADVICE OF TRANSFERS.

1. Transfer advices must be filled in by the holder of the account to be debited or by the office with which this account is opened on a form corresponding to model VP 1 annexed hereto. Administrations may, however, employ the forms in use in their internal service.
2. When the amount of the transfer is stated in the currency of the country of origin, the office which receives the transfer order or the office of exchange shall make the conversion and enter on the advice, in red ink, the amount to be transferred in the currency of the country of destination.
3. Transfer advices must bear the impression of the date stamp of the office of origin.

Article 102.

LISTS OF TRANSFERS.

1. The lists of transfers shall be prepared by the offices of exchange on a form corresponding to model VP 2 annexed hereto. They must furnish for each transfer order all the information required by the text of the form.

The list of telegraph transfers must be headed by the words "Telegraph Transfers" clearly written in bold letters.

2. Each list shall bear the stamp impression of the office of exchange which has prepared it.
3. When, in a single day, more than one list is prepared for one and the same office of exchange, the lists shall be numbered consecutively in a series which shall be renewed daily.

Article 103.

LETTERS OF ADVICE.

1. The total of each of the lists addressed to one and the same office of exchange shall be summarised in a letter of advice corresponding to model VP 3 annexed hereto. The general total of this letter must be expressed in words or printed in figures by a cheque-perforating machine.

2. The letters of advice shall bear the stamp impression of the office of exchange which has prepared them and shall be signed by the official or officials empowered to sign them. Each of these letters shall be numbered consecutively in a series which shall be renewed each month for each office of exchange.

VIREMENTS — RÈGLEMENT

La dernière lettre d'envoi expédiée à la clôture de chaque mois doit porter la mention « Dernière lettre d'envoi N° ». Lorsqu'un bureau d'échange n'a aucun virement à transmettre au bureau correspondant le dernier jour ouvrable d'un mois, il n'en doit pas moins lui adresser une lettre d'envoi négative désignée également comme « Dernière lettre d'envoi N° ».

Article 104.

TRANSMISSION DES ORDRES DE VIREMENTS.

Les lettres d'envoi, les listes et les avis de virements sont réunis en paquets clos et expédiés en franchise de port au bureau d'échange destinataire par les moyens les plus favorables. Ces envois peuvent être soumis à la formalité de la recommandation.

Article 105.

VIREMENTS TÉLÉGRAPHIQUES.

1. Les virements télégraphiques sont rédigés par le bureau des chèques postaux d'origine et adressés directement au bureau destinataire détenteur du compte courant.

Ils sont dressés en français, sauf arrangement contraire, et libellés comme suit :

(Indications de service, s'il y a lieu.)

Virement (N° d'émission).

..... (Nom du bureau de chèques destinataire).

..... (Nom ou désignation de l'expéditeur).

..... (Numéro du compte de l'expéditeur).

..... (Nom du bureau de chèques où le compte de l'expéditeur est ouvert).

..... (Montant de la somme virée).

..... (Nom ou désignation du bénéficiaire).

..... (Numéro du compte du bénéficiaire).

(Communication particulière, le cas échéant.)

Les indications du télégramme doivent toujours figurer dans l'ordre ci-dessus.

2. Les indications de service sont exprimées en toutes lettres ou d'après les abréviations autorisées dans le service télégraphique.

3. Les administrations peuvent convenir d'une clef secrète pour l'indication totale ou partielle du numéro d'émission et du montant de chaque virement télégraphique.

4. Le montant de la somme virée doit être exprimé en chiffres et, en ce qui concerne les unités monétaires (franc, reichsmark, etc.), en toutes lettres dans la monnaie du pays de destination.

5. Le nom de l'envoyeur et la dénomination du compte bénéficiaire ne peuvent être désignés par une abréviation ou un mot conventionnels.

6. La répétition partielle est obligatoire (répétition, de bureau à bureau, des noms propres et des nombres).

7. Le bureau de chèques destinataire doit opérer l'inscription au crédit sans attendre la réception de la liste de virements confirmative.

POSTAL CHEQUES — DETAILED REGULATIONS.

The last letter of advice sent at the end of each month must bear the words " Last letter of advice No..... ". When an office of exchange has no transfers to transmit to the office concerned on the last working day of a month, it must nevertheless send a letter of advice to that effect which must also bear the words " Last letter of advice No..... ".

Article 104.

TRANSMISSION OF ORDERS FOR TRANSFER.

The letters of advice, lists and transfer advices shall be made up together in closed packets and sent post free to the office of exchange of destination by the most appropriate means. They may be registered.

Article 105.

TELEGRAPH TRANSFERS.

1. Telegraph transfers are drawn up by the postal cheque office of origin and are addressed directly to the office of destination which has the postal cheque account.

They are drawn up in French and, unless otherwise agreed, they are worded as follows :

(Indications de service, s'il y a lieu).	(Service information, if any).
Virement (N ^o d'émission).	Transfer (Serial number of issue).
..... (Nom du bureau de chèques destinataire).	..... (Name of the postal cheque office of destination).
..... (Nom ou désignation de l'expéditeur).	..... (Name or description of the sender).
..... (Numéro du compte de l'expéditeur).	..... (Number of the sender's account).
..... (Nom du bureau de chèques où le compte de l'expéditeur est ouvert).	..... (Name of the postal cheque office in which the sender's account is kept).
..... (Montant de la somme virée).	..... (Amount of the transfer).
..... (Nom ou désignation du bénéficiaire).	..... (Name or description of the payee).
..... (Numéro du compte du bénéficiaire).	..... (Number of the payee's account).
(Communication particulière, le cas échéant).	(Private communication, if any).

The information given in the telegram must always be arranged in the above order.

2. Service information must be expressed in words or abbreviated in the manner authorised in the telegraph service.

3. Administrations may agree to adopt a secret notation for the total or partial indication of the number of issue and of the amount of each telegraph transfer.

4. The amount of the transfer must be expressed in figures, and as regards monetary units (franc, Reichsmark, etc.) in words, in terms of the currency of the country of destination.

5. The name of the sender and the description of the payee's account may not be indicated by an abbreviation or a code word.

6. The partial repetition of the telegram is obligatory (repetition of proper names and numbers from one office to another).

7. The cheque office of destination must enter the credit in the account without awaiting the list of transfers in confirmation.

VIREMENTS — RÈGLEMENT

Article 106.

RÉCEPTION DES VIREMENTS.

1. A l'arrivée au bureau d'échange des paquets contenant les lettres d'envoi, les listes et les avis de virements, ce bureau procède à la vérification de l'envoi. En cas de constatation d'une irrégularité quelconque ou d'une omission, il en donne connaissance au bureau d'échange expéditeur par lettre conforme au modèle VP 4 ci-annexé. Le bureau d'échange expéditeur doit répondre par le prochain courrier et, le cas échéant, faire parvenir un duplicata des pièces manquantes.

2. Lorsqu'une différence est constatée entre le montant porté sur un avis de virement et l'inscription de ce montant sur la liste de virements, le bureau d'échange destinataire est autorisé à créditer le compte courant du bénéficiaire pour la somme la plus faible.

L'avis de virement ou, selon le cas, la liste de virements et la lettre d'envoi sont rectifiés en conséquence, à l'encre rouge, et avis de la rectification est donné au bureau d'échange correspondant par lettre VP 4.

3. Les virements télégraphiques dont l'imputation au crédit ne peut être effectuée pour une cause non attribuable au destinataire donnent lieu à l'envoi au bureau d'origine d'un avis de service télégraphique indiquant le motif de la non-imputation. Le bureau de chèques d'origine vérifie si l'irrégularité provient d'une erreur imputable au service. Dans l'affirmative, il la rectifie sur-le-champ par avis de service télégraphique. Dans le cas contraire, la rectification éventuelle est faite par voie postale, après consultation de l'expéditeur. Toutefois, si ce dernier le désire et offre de payer les frais, la rectification peut être faite au moyen d'un télégramme de service taxé.

Les virements télégraphiques dont l'irrégularité n'a pas été rectifiée dans un délai raisonnable sont annulés d'après les règles indiquées à l'article 109 ci-après.

Article 107.

INDICATIONS À PORTER SUR LES FORMULES.

Les inscriptions sur les formules du service des virements doivent être faites en caractères latins et en chiffres arabes.

Les inscriptions au crayon-encre ou au crayon ordinaire ne sont pas admises. Toutefois, les signatures peuvent être données au crayon-encre.

CHAPITRE II

FORMALITÉS DIVERSES.

Article 108.

ANNULATION DE VIREMENTS.

1. La demande d'annulation d'un ordre de virement doit être formulée par écrit par le titulaire du compte débité. Après justification de la demande, justification dont l'administration du pays d'origine assume la responsabilité, il est procédé de la manière suivante :

a) Si la demande est destinée à être transmise par la voie postale, le bureau d'origine établit un avis conforme au modèle VP 5 ci-annexé et le transmet au bureau d'échange intéressé de son pays. Ce bureau d'échange complète l'avis en y indiquant les données

POSTAL CHEQUES — DETAILED REGULATIONS.

Article 106.

RECEIPT OF TRANSFERS.

1. When the packets containing the letters of advice, lists and transfer advices arrive at the office of exchange, the latter shall proceed to check the consignment. If any irregularity or omission is discovered, it shall notify the despatching office of exchange by a letter corresponding to model VP 4 annexed hereto. The despatching office of exchange must reply by the next post and, if necessary, send a duplicate of the missing documents.

2. When a difference is discovered between the amount shown on a transfer advice and the entry of the amount in the list of transfers, the office of exchange of destination shall be authorised to credit the payee's postal cheque account with the smaller of the two sums.

The transfer advice or the list of transfers and the letter of advice, as the case may be, are corrected accordingly in red ink, and notice of the correction is given to the corresponding exchange office by a letter in the form of VP 4.

3. When it is not possible for a telegraph transfer order to be placed to the credit of an account for reasons for which the addressee is not responsible, a service telegraphic advice will be sent to the office of origin stating the reason why the credit has not been entered. The cheque office of origin will ascertain whether the irregularity was due to an error for which the service was responsible. If it was so due, it will immediately rectify it by means of a service telegraphic advice. If it was not, any necessary rectification will be made by post, after consultation with the sender. Nevertheless, if the latter so desires and offers to pay the cost, the correction may be made by a chargeable service telegram.

Telegraph transfers containing irregularities which have not been rectified within a reasonable time will be cancelled in conformity with the rules laid down in Article 109 of the present Regulations.

Article 107.

METHOD OF FILLING IN FORMS.

The entries on the service forms used for transfers must be made in Latin characters and in Arabic figures.

Entries may not be made in copying-ink or ordinary pencil. Signatures may, however, be written in copying-ink.

CHAPTER II.

VARIOUS FORMALITIES.

Article 108.

CANCELLATION OF TRANSFERS.

1. A request for the cancellation of a transfer order must be made in writing by the holder of the debtor account. After the request has been verified by the Administration of the country of origin, which is responsible for this verification, the following procedure shall be employed:

(a) If the request is to be transmitted by post, the office of origin shall draw up an advice corresponding to model VP 5 annexed hereto and shall send it to the office of exchange concerned in its country. This office of exchange shall complete the advice,

VIREMENTS — RÈGLEMENT

de la transmission au bureau d'échange intermédiaire du pays de destination et l'adresse à celui-ci. La transmission est effectuée sous pli recommandé ;

b) Si la demande doit être faite par voie télégraphique, un télégramme de service taxé conforme au modèle VP 6 ci-annexé est transmis directement, par le bureau d'origine ou le bureau d'échange du pays d'origine, au bureau destinataire détenteur du compte courant. Ce télégramme doit être confirmé immédiatement par lettre de la façon indiquée sous la lettre a). Dans ce cas, la formule VP 5, qui doit passer par les bureaux d'échange des deux pays, porte en tête l'annotation soulignée au crayon de couleur :

« Confirmation de la demande télégraphique expédiée le par le bureau de chèques postaux à à l'adresse du bureau de chèques postaux à »

2. L'annulation de l'ordre de virement est opérée d'après les règles tracées à l'article 109 ci-après. Toutefois, si l'annulation a été demandée par la voie télégraphique, le bureau destinataire se borne à retenir l'ordre de virement et attend la confirmation postale pour faire droit à la demande.

3. Lorsqu'une demande d'annulation transmise par la voie postale ou télégraphique parvient au bureau destinataire trop tard pour que le virement puisse être annulé, ce bureau en informe aussitôt par lettre le bureau d'origine détenteur du compte. En cas de demande télégraphique, l'arrivée de la lettre confirmative ne doit pas être attendue pour donner cette information.

4. Il n'est pas tenu compte des demandes d'annulation qui seraient formulées et transmises dans des conditions autres que celles qui sont prescrites par le paragraphe premier.

Article 109.

NON-EXÉCUTION D'UN ORDRE DE VIREMENT.

Lorsque, pour une cause quelconque, un ordre de virement ne peut pas être porté au crédit d'un compte, il est rayé de la liste sur laquelle il est inscrit et le total de cette liste ainsi que celui de la lettre d'envoi correspondante sont rectifiés à l'encre rouge. Cette rectification est portée à la connaissance du bureau d'échange expéditeur au moyen de la lettre VP 4 à laquelle est joint l'avis se rapportant au virement non exécuté.

Si un ordre de virement primitivement non exécuté est de nouveau transmis au bureau d'échange destinataire, il doit être traité par le bureau d'échange expéditeur comme un nouvel ordre. Les inscriptions s'y rapportant dans la liste et la lettre d'envoi primitives restent annulées.

Toutefois, les administrations des pays contractants peuvent s'entendre pour que les virements non exécutés soient reportés sur une liste de virements au crédit de l'administration du pays d'origine ou mis en compte d'une autre manière. Le cas échéant, la conversion a lieu au cours du jour, comme pour les virements ordinaires, et l'avis de virement est pourvu d'une note explicative.

Article 110.

RÉCLAMATIONS.

Toute réclamation concernant l'exécution d'un ordre de virement donne lieu à l'établissement, par le bureau des chèques détenteur du compte débité, d'une formule conforme au modèle VP 7 ci-annexé. Cette formule est transmise, le cas échéant, par l'intermédiaire du bureau d'échange du pays expéditeur et du bureau d'échange du pays destinataire au bureau de chèques détenteur du compte à créditer.

POSTAL CHEQUES — DETAILED REGULATIONS.

filling in particulars of transmission to the intermediate office of exchange in the country of destination and shall address it to the latter. The advice shall be forwarded by registered letter ;

(b) If the request is to be made by telegraph, a chargeable service telegram corresponding to model VP 6 annexed hereto shall be sent direct by the office of origin or the office of exchange of the country of origin to the office of destination which keeps the current account. This telegram must be confirmed immediately by letter in the manner indicated above under (a). In this case, model VP 5, which must pass through the offices of exchange of both countries, shall be headed with the following words underlined in coloured pencil :

« Confirmation de la demande télégraphique expédiée le par le bureau de chèques postaux à à l'adresse du bureau de chèques postaux à »
(Confirmation of the telegraphic request despatched on by the postal cheque office at to the postal cheque office at)

2. Cancellation of the transfer order shall be effected in accordance with the rules laid down in Article 109 of the present Regulations. If, however, cancellation has been requested by telegraph, the office of destination shall merely keep the transfer order and await postal confirmation before carrying out the request.

3. When a request for cancellation despatched by post or telegraph reaches the office of destination too late for the transfer to be cancelled, that office shall at once inform by letter the office of origin which keeps the account. In the case of a telegraphic request, this information must be given without awaiting the arrival of the letter of confirmation.

4. Requests for cancellation made or forwarded otherwise than as laid down in § 1 shall be ignored.

Article 109.

NON-EXECUTION OF A TRANSFER ORDER.

When, for any reason whatever, a transfer order cannot be placed to the credit of an account, it shall be struck out of the list on which it is entered, and the total of the list and that of the corresponding letter of advice shall be corrected in red ink. This correction shall be brought to the notice of the despatching office of exchange by means of the letter shown in model VP 4 and the advice relating to the transfer which has not been carried out shall be attached to this letter.

If a transfer order not executed at first is again sent to the office of exchange of destination, it must be treated by the despatching office of exchange as a new order. The original entries in the list and letter of advice shall be cancelled.

Nevertheless, the Administrations of the contracting countries may agree that transfers which have not been carried out shall be shown on a list of transfers to the credit of the Administration of the country of origin, or brought into account in some other way. Any conversions that are necessary shall take place at the rate of exchange of the day, as in the case of ordinary transfers, and the advice of transfer shall have an explanatory letter attached to it.

Article 110.

CLAIMS.

Should any claim be made in respect of the execution of a transfer order, the cheque office which keeps the debtor account shall draw up a form in conformity with model VP 7 annexed hereto. This form shall be forwarded, if necessary, through the office of exchange of the despatching country and the office of exchange of the country of destination to the cheque office which keeps the account to be credited.

VIREMENTS — RÈGLEMENT

CHAPITRE III

COMPTABILITÉ.

Article III.

DÉCOMPTES.

Les décomptes journaliers sont établis sur des formules conformes au modèle VP 8 ci-annexé.

Ils sont transmis le plus tôt possible à l'administration correspondante.

Article II2.

PAYEMENT DES SOLDES.

1. Les sommes dues au titre des virements postaux sont réglées au moyen de chèques ou de traites payables à vue sur la capitale ou sur une place commerciale du pays créancier, en monnaie de ce pays et sans aucune perte pour ce dernier, les frais de paiement restant à la charge de l'administration débitrice.

2. Toute administration peut se faire ouvrir par les autres administrations un compte courant postal aux conditions ordinaires et demander, une fois pour toutes, l'imputation d'office sur l'actif de ce compte du montant des soldes débiteurs constatés à sa charge.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES.

Article II3.

COMMUNICATIONS À ADRESSER AU BUREAU INTERNATIONAL ET AUX ADMINISTRATIONS.

1. Les administrations doivent, le cas échéant, communiquer aux autres administrations, par l'intermédiaire du Bureau international, l'avis de leur participation à l'échange des virements télégraphiques.

2. Les administrations se communiquent directement, en nombre suffisant pour les besoins du service, les spécimens des empreintes des timbres en usage dans les bureaux d'échange et des signatures des fonctionnaires qui ont qualité, dans chacun de ces bureaux, pour signer les lettres d'envoi.

Lorsqu'il y a lieu de notifier ultérieurement de nouvelles signatures ou de remplacer l'une ou l'autre des signatures déposées, une nouvelle liste comprenant les spécimens des signatures de tous les fonctionnaires autorisés doit être transmise à l'administration correspondante. Toutefois, s'il s'agit seulement d'annuler l'une ou l'autre des signatures communiquées, il suffit de la faire biffer dans la liste existante qui continue à être utilisée.

^{ann.} 3. Si la demande en est faite expressément, les administrations se communiquent le taux de conversion qu'elles ont fixé pour les ordres de virements.

POSTAL CHEQUES — DETAILED REGULATIONS.

CHAPTER III.

ACCOUNTING.

Article III.

STATEMENTS OF ACCOUNT.

Daily statements of account shall be prepared on forms in conformity with model VP 8 annexed hereto.

They shall be transmitted as soon as possible to the Administration concerned.

Article II2.

PAYMENT OF BALANCES.

1. The settlement of the sums due on account of postal transfers shall be effected by cheques or drafts payable at sight on the capital or a commercial place of the creditor country, in the currency of that country and without loss to the latter, the costs of payment being borne by the debtor Administration.

2. Any Administration may open a postal current account with the other Administrations, subject to the usual conditions, and may request those Administrations in future to deduct, without further instructions, from the credit of this account the amount of the debtor balances ascertained to be chargeable to it.

CHAPTER IV.

MISCELLANEOUS PROVISIONS.

Article II3.

COMMUNICATIONS TO BE ADDRESSED TO THE INTERNATIONAL BUREAU AND TO ADMINISTRATIONS.

1. Administrations taking part in the exchange of telegraph transfers must notify the fact to the other Administrations through the International Bureau.

2. The Administrations shall supply each other direct, in sufficient number to meet the requirements of the service, with specimens of the impressions of the stamps in use at the offices of exchange and of the signatures of the officials empowered at each of these offices to sign the letters of advice.

When new signatures have to be notified later or any of the signatures so supplied has to be replaced, a fresh list containing specimen signatures of all authorised officials shall be sent to the corresponding Administration. Nevertheless, if it is merely required to cancel one or other of the signatures communicated, it is sufficient to strike it out of the existing list, which shall continue to be employed.

3. Offices shall inform each other of the rate of conversion which they have fixed for transfer orders, if a specific request to that effect is made.

VIREMENTS — RÈGLEMENT

Article 114.

FORMULES A L'USAGE DU PUBLIC.

En vue de l'application des dispositions de l'article 31, § 2, de la convention, est considérée comme formule à l'usage du public la formule :

VP 1 (Avis de virement).

Les formules du service intérieur utilisées comme avis de virement dans les conditions indiquées à l'article 101 ne sont pas soumises à ces dispositions.

Article 115.

DEMANDE D'OUVERTURE D'UN COMPTE COURANT POSTAL À L'ÉTRANGER.

1. Les demandes d'ouverture de comptes courants postaux dans des pays étrangers doivent être libellées par les requérants. Elles sont adressées à l'administration qui sera chargée de gérer ces comptes, soit directement par les requérants, soit par l'intermédiaire du bureau de chèques dans le ressort duquel se trouve la résidence des intéressés.

2. Ce dernier bureau doit, selon les règles établies pour l'ouverture d'un compte courant postal dans son propre pays, procéder à la vérification, tant des demandes faites par son intermédiaire que de celles qui lui seraient communiquées par l'administration étrangère directement saisie. Il rectifie, en cas de besoin, après avoir consulté le requérant, les indications erronées de la demande et il joint à celle-ci une attestation dûment remplie, conforme au modèle VP 9 ci-annexé. Dans certains cas particuliers non prévus dans la texture de cette formule, il la complète ou la rectifie, s'il y a lieu, au moyen d'une lettre explicative.

Il transmet le tout au bureau de chèques d'échange du pays destinataire, par l'intermédiaire du bureau d'échange de son propre pays. Les attestations sont frappées d'une empreinte du timbre en relief du bureau d'échange du pays intervenant et signées par le ou les fonctionnaires accrédités pour la certification des lettres d'envoi.

DISPOSITIONS FINALES

Article 116.

MISE À EXÉCUTION ET DURÉE DU RÈGLEMENT.

Le présent règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'arrangement concernant les virements postaux.

Il aura la même durée que cet arrangement, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les Parties intéressées.

Fait au Caire, le 20 mars 1934.

Pour l'Albanie :

Pan. NASSE.

Pour l'Allemagne :

K. ORTH.

K. ZIEGLER.

D^r W. SEEBASS.

Pour le Royaume de l'Arabie Saoudite :

Fawzan EL-SABEK.

Pour la République Argentine :

R. R. TULA.

Pour l'Autriche :

D^r Rudolf KUHN.

POSTAL CHEQUES — DETAILED REGULATIONS.

Article 114.

FORMS FOR THE USE OF THE PUBLIC.

For the purposes of Article 31, § 2, of the Convention, form VP 1 (transfer advice) is considered as a form for the use of the public.

Internal service forms employed as transfer advices in the manner indicated in Article 101 are not subject to these provisions.

Article 115.

APPLICATIONS FOR THE OPENING OF A POSTAL CHEQUE ACCOUNT IN A FOREIGN COUNTRY.

1. Applications for the opening of postal cheque accounts in foreign countries must be made out by the applicants. They are addressed to the Administration which will have the management of these accounts, either directly by the applicants or through the postal cheque office serving the district of residence of the parties concerned.

2. The latter office must, in conformity with the rules laid down for the opening of postal cheque accounts in its own country, proceed to verify applications, whether made through the said office or communicated to it by a foreign Administration to which they have been directly submitted. It corrects any mistakes in the application, if necessary, after consulting the applicant, and it attaches thereto an attestation, duly completed, in the form of model VP 9 annexed hereto. In special cases not provided for in the wording of that form, it may supplement or correct the form by means of an explanatory letter.

It forwards the whole of these documents to the postal cheque office of exchange of the country of destination through the office of exchange of its own country. The attestations are stamped with the stamp, in relief, of the exchange office of the intervening country, and are signed by the official or officials empowered to certify letters of advice.

FINAL PROVISIONS.

Article 116.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE DETAILED REGULATIONS.

The present Regulations shall be binding as from the date of the entry into force of the Agreement concerning transfers to and from postal cheque accounts.

They shall have the same duration as that Agreement, unless renewed by common consent between the Parties concerned.

Done at Cairo, the 20th day of March, 1934.

For Albania :

Pan. NASSE.

For Germany :

K. ORTH.

K. ZIEGLER.

Dr. W. SEEBASS.

For the Kingdom of Saudi Arabia :

Fawzan EL-SABEK.

For the Argentine Republic :

R. R. TULA.

For Austria :

Dr. Rudolf KUHN.

VIREMENTS — RÈGLEMENT

Pour la Belgique :

O. SCHOCKAERT.
E. MONS.

Pour la Bolivie :

Ernesto CÁCERES.

Pour Edmundo de la Fuente,

Ernesto CÁCERES.

Pour la République de Cuba :

Alfredo ASSIR.

Pour le Danemark :

C. MONDRUP.
Arne KROG.

*Pour la Ville libre de Dantzig :**Pour la République Dominicaine :*

Luis Alejandro AGUILAR.

Pour l'Espagne :

Alonso CARO.
A. RAMOS.

Pour l'ensemble des Colonies espagnoles :

Demetrio PEREDA.

Pour l'Estonie :

G. E. F. ALBRECHT.

Pour l'Ethiopie :

ALAMOU Tch.

Pour la France :

M. LEBON.
L. GENTHON.
P. GRANDSIMON.
A. CABANNE.
DUSSEYRE.

Pour l'Algérie :

E. HUGUENIN.

Pour la Grèce :

V. DENDRAMIS.
J. LACHNIDAKIS.

Pour la République du Honduras :

D^r TUCCIMEI.

Pour la Hongrie :

Charles DE FORSTER.

Pour l'Italie :

Pietro TOSTI.
GALDI Michele.

Pour l'ensemble des Colonies italiennes :

CRETY Donato.

Pour le Japon :

Masao SEKI.
T. HARIMA.
J. KAGEYAMA.

Pour le Chosen :

Masao SEKI.
Ryuzo KAWAZURA.

Pour l'ensemble des autres Dépendances japonaises :

T. HARIMA.
H. FUJIKAWA.

Pour la Lettonie :

Ls ROULET.

*Pour la Lithuanie :**Pour le Luxembourg :**Pour le Maroc (à l'exclusion de la Zone espagnole) :*

H. DUTEIL.

Pour le Maroc (Zone espagnole) :

A. RAMOS.

POSTAL CHEQUES — DETAILED REGULATIONS.

For Belgium :

O. SCHOCKAERT.
E. MONS.

For Bolivia :

Ernesto CÁCERES.

For Edmundo de la Fuente :

Ernesto CÁCERES.

For the Republic of Cuba :

Alfredo ASSIR.

For Denmark :

C. MONDRUP.
Arne KROG.

*For the Free City of Danzig :**For the Dominican Republic :*

Luis Alejandro AGUILAR.

For Spain :

Alonso CARO.
A. RAMOS.

For the whole of the Spanish Colonies :

Demetrio PEREDA.

For Estonia :

G. E. F. ALBRECHT.

For Ethiopia :

ALAMOU Tch.

For France :

M. LEBON.
L. GENTHON.
P. GRANDSIMON.
A. CABANNE.
DUSSERE.

For Algeria :

E. HUGUENIN.

For Greece :

V. DENDRAMIS.
J. LACHNIDAKIS.

For the Republic of Honduras :

Dr. TUCCIMEI.

For Hungary :

Charles DE FORSTER.

For Italy :

Pietro TOSTI.
GALDI Michele.

For the whole of the Italian Colonies :

CRETY Donato.

For Japan :

Masao SEKI.
T. HARIMA.
J. KAGEYAMA.

For Chosen :

Masao SEKI.
Ryuzo KAWAZURA.

For the whole of the Other Japanese Dependencies :

T. HARIMA.
H. FUJIKAWA.

For Latvia :

Ls ROULET.

*For Lithuania :**For Luxemburg :**For Morocco (except the Spanish Zone) :*

H. DUTEIL.

For Morocco (Spanish Zone) :

A. RAMOS.

VIREMENTS — RÈGLEMENT

Pour le Paraguay :

R. R. TULA.

Pour les Pays-Bas :

DUYNSTEE.

V. GOOR.

Pour les Indes néerlandaises :

PERK.

BRIL.

HOOGWOONING.

Pour la Pologne :

R. STARZYŃSKI.

Pour le Portugal :

A. DE Q. R. VAZ PINTO.

A. C. BIANCHI.

Pour les Colonies portugaises de l'Afrique occidentale :

Ernesto Julio NAVARRO.

Pour les Colonies portugaises de l'Afrique orientale, de l'Asie et de l'Océanie :

Mario CORRÊA BARATA DA CRUZ.

Pour la Roumanie :

Ilariu MANEANU.

C. STEFANESCU.

Pour la République de Saint-Marin :

CRETY Donato.

Pour le Territoire de la Sarre :

Pour la Suède :

Anders ÖRNE.

Gunnar LAGER.

Arvid BILDT.

Pour la Confédération suisse :

Ls ROULET.

Pour la Tchécoslovaquie :

Václav KUČERA.

Josef RADA.

Pour la Tunisie :

H. DUTEIL.

Pour l'Etat de la Cité du Vatican :

M^{GR} Giuseppe MAZZOLI.

Pour les Etats-Unis du Venezuela :

Luis Alejandro AGUILAR.

Pour le Royaume de Yougoslavie :

Kosta ZLATANOVITCH.

POSTAL CHEQUES — DETAILED REGULATIONS.

- For Paraguay :*
R. R. TULA.
- For the Netherlands :*
DUYNSTEE.
v. GOOR.
- For the Netherlands Indies :*
PERK.
BRIL.
HOOGWOONING.
- For Poland :*
R. STARZYŃSKI.
- For Portugal :*
A. DE Q. R. VAZ PINTO.
A. C. BIANCHI.
- For the Portuguese Colonies in West Africa :*
Ernesto Julio NAVARRO.
- For the Portuguese Colonies in East Africa,
Asia and Oceania :*
Mario CORRÊA BARATA DA CRUZ.
- For Roumania :*
Ilariu MANEANU.
C. STEFANESCU.
- For the Republic of San Marino :*
CRETY Donato.
- For the Territory of the Saar :*
- For Sweden :*
Anders ÖRNE.
Gunnar LAGER.
Arvid BILDT.
- For the Swiss Confederation :*
Ls ROULET.
- For Czechoslovakia :*
Václav KUČERA.
Josef RADA.
- For Tunis :*
H. DUTEIL.
- For the State of the City of the Vatican :*
Mgr. Giuseppe MAZZOLI.
- For the United States of Venezuela :*
Luis Alejandro AGUILAR.
- For the Kingdom of Yugoslavia :*
Kosta ZLATANOVITCH.

ANNEXES

Formules VP 1 à VP 9.



ANNEXES

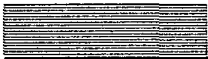
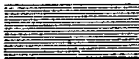
Forms VP 1 to VP 9.

VIREMENTS — FORMULES

VP 1

(Règl., art. 101, § 1)

AVIS DE VIREMENT
(à transmettre au bénéficiaire)

.....  

doivent être inscrits sur ordre du

titulaire du compte N°

.....

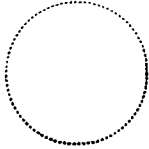
.....

au crédit du compte N°

.....

.....

Timbre du bureau des
chèques postaux d'origine




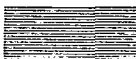
Communications
au verso

(Dimensions : 74 × 105 mm.)

POSTAL CHEQUES — FORMS.

. V P 1
(D.R., Art. 101, § 1)

ADVICE OF TRANSFER
(to be forwarded to the beneficiary)

.....  

is to be placed by order of the

holder of Account No.

.....

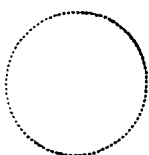
.....

to the credit of Account No.

.....

.....

Stamp of the postal
cheque office



Communications
overleaf.

(Dimensions : 74 × 105 mm.)

VIREMENTS — FORMULES

ADMINISTRATION DES POSTES

V P 2
(Règl., art. 102, § 1)

d.....

Bureau des chèques postaux

d.....

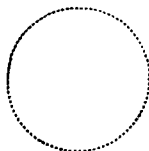
LISTE DE VIREMENTS N°.....

..... annexes

pour le bureau des chèques postaux d.....

N° d'ordre des virements 1	Bénéficiaire		Tireur	Montant 5		
	Compte 2	Nom et lieu du domicile 3	Compte 4			
	N°		N°			
	à		à			
	N°		N°			
	à		à			
	N°		N°			
	à		à			
	N°		N°			
	à		à			
	N°		N°			
	à		à			
	N°		N°			
	à		à			
	N°		N°			
	à		à			
	N°		N°			
	à		à			
	N°		N°			
	à		à			
	N°		N°			
	à		à			
	N°		N°			
	à		à			
			Total			

Timbre (en relief) du bureau des chèques postaux d'échange



(Dimensions : 176 × 250 ou 210 × 297 mm.)

VIREMENTS — FORMULES

ADMINISTRATION DES POSTES

d.....

V P 3
(Règl., art. 103, § 1)

Bureau des chèques postaux

d.....

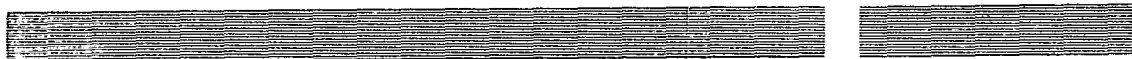
LETTRE D'ENVOI N°.....

..... listes

Le bureau des chèques postaux d..... est prié de vouloir bien effectuer les virements figurant aux listes ci-jointes, lesquelles s'élèvent respectivement aux montants ci-après :

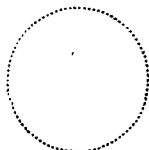
Numéro d'ordre des listes	Montant	
1	2	
1		
2		
3		
4		
5		
6		
7		
8		
9		
10		
Total		

Arrêté à la somme de



(en toutes lettres)

Timbre (en relief) du bureau
des chèques postaux d'échange



dont l'Administration des postes d..... doit être débitée.
....., le 19.....

Signatures :

.....

(Dimensions : 148 x 210 mm.)

POSTAL CHEQUES — FORMS.

POSTAL ADMINISTRATION
of

V P 3
(D.R., Art. 103, § 1)

Postal Cheque Office
of.....

LETTER OF ADVICE No.....

..... lists

The Postal Cheque Office of is requested to make the transfers appearing in the attached lists, which amount to the following sums respectively :

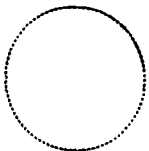
Serial number of lists 1	Amount 2	
1		
2		
3		
4		
5		
6		
7		
8		
9		
10		
Total ...		

Total sum of



(in words)

Stamp (in relief) of the
postal cheque office of exchange



To be debited to the Post Office of
....., the 19.....

Signatures :

.....

(Dimensions : 148 × 210 mm.)

VIREMENTS — FORMULES

VP 4

(Règl., art. 106, § 1)

ADMINISTRATION DES POSTES

d.....

Bureau des chèques postaux
d.....

..... annexes

RECTIFICATION A LA LETTRE D'ENVOI N°

en date du du bureau des chèques postaux d.....

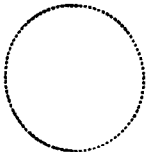
Le total de la lettre d'envoi ci-dessus désignée a dû être rectifié à.....
(en toutes lettres)

a) Parce que $\frac{\text{le}}{\text{les}}$ virement... ci-après $\frac{\text{n'a}}{\text{n'ont}}$ pu être exécuté... ¹⁾

N° de la liste	N° d'inscription sur la liste	Bénéficiaire		Tireur		Montant		Motif
		Bureau des chèques et N° du compte	Nom et lieu du domicile	Bureau des chèques et N° du compte	Nom et lieu du domicile			
1	2	3	4	5	6	7		8

b) Pour la raison indiquée ci-après : ¹⁾

Timbre (en relief)
du bureau des chèques
postaux d'échange



....., le 19.....

Signatures :

¹⁾ Biffer l'indication inutile.

(Dimensions : 148 × 210 mm.)

POSTAL CHEQUES — FORMS.

V P 4
(D.R., Art. 106, § 1)

POSTAL ADMINISTRATION
of

Postal Cheque Office
of.....
..... Annexes

CORRECTION OF LETTER OF ADVICE No.....

dated from the Postal Cheque Office of

The total of the above-mentioned letter of advice has had to be corrected to
(in words)

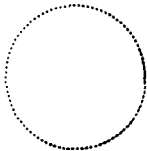
(a) because the transfer(s) mentioned below could not be carried out ¹.

No. of list	No. on list	Beneficiary		Drawer		Amount	Reason
		Cheque office and No. of account	Name and address	Cheque office and No. of account	Name and address		
1	2	3	4	5	6	7	8

(b) for the reason given below ¹ :

.....
.....

Stamp (in relief)
of the postal cheque office
of exchange



....., the 19.....

Signatures :

.....

¹ Cross out what does not apply.

(Dimensions : 148 × 210 mm.)

VIREMENTS — FORMULES

VP 5
(Règl., art. 108, § 1)

ADMINISTRATION DES POSTES

d.....

Bureau des chèques postaux

d.....

DEMANDE D'ANNULATION D'UN ORDRE DE VIREMENT

Demande par voie postale.

Prière d'annuler le virement désigné ci-après et de nous renvoyer l'avis correspondant :

A remplir par le bureau
des chèques postaux
d'origine

Bureau des chèques postaux, N° du compte, nom et lieu de domicile du tireur :

Montant :
(en chiffres, en monnaie du pays de destination)

Bureau des chèques postaux, N° du compte, nom et lieu de domicile du bénéficiaire :

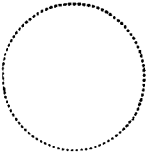
A remplir par le
bureau des chè-
ques postaux
d'échange

L'avis de virement a été expédié le 19..... par lettre d'envoi

N° et inscrit dans la liste de virements N° sous le N° d'ordre

Timbre du bureau
des chèques postaux
d'échange

Signature :



(Dimensions : 148 x 210 mm.)

POSTAL CHEQUES — FORMS.

VP 5
(D.R., Art. 108, § 1)

POSTAL ADMINISTRATION

of

Postal Cheque Office

of

REQUEST FOR CANCELLATION OF A TRANSFER ORDER.

Sent by Post.

Kindly cancel the under-mentioned transfer and send us the corresponding advice :

To be filled
in by the postal cheque
office of origin

Postal cheque office, number of the account, name and address of the drawer :

Amount :
(in figures, in the money of the country of destination)

Postal cheque office, number of the account, name and address of the beneficiary :

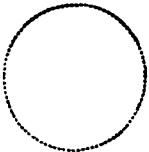
To be filled in
by the postal
cheque office
of exchange

Advice of transfer was despatched on19..... by letter

No. and entered in list of transfers No. under serial No.

Stamp of the
postal cheque office
of exchange

Signature :



.....

(Dimensions : 210 × 297 mm.)

VIREMENTS — FORMULES

V P 6

(Règl., art. 108, § 1)

ADMINISTRATION DES POSTES

d.....

DEMANDE D'ANNULATION D'UN ORDRE DE VIREMENT

Demande par voie télégraphique.

Annuler virement

.....
(Bureau des chèques postaux, N° du compte, nom et lieu de domicile du tireur).....
(Montant en chiffres, en monnaie du pays de destination).....
(Bureau des chèques postaux, N° du compte, nom et lieu de domicile du bénéficiaire)

Chèques postaux

(Sans signature)

(Dimensions : 148 × 210 mm.)

N° 4052

POSTAL CHEQUES — FORMS.

VP 6
(D.R., Art. 108, § 1)

POSTAL ADMINISTRATION

of

REQUEST FOR CANCELLATION OF A TRANSFER ORDER.

Sent by Telegraph.

Cancel transfer

.....
(Postal cheque office, number of account, name and address of the drawer)

.....
(Amount in figures, in money of the country of destination)

.....
(Postal cheque office, number of account, name and address of the payee)

Postal cheque.
(No signature)

(Dimensions : 148 × 210 mm.)

VIREMENTS — FORMULES

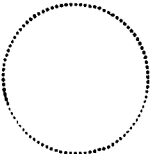
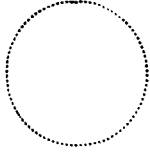
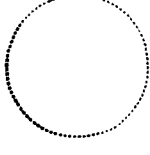
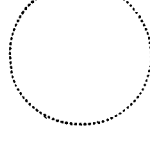
ADMINISTRATION DES POSTES

d.....

VP 7
(Règl., art. 110)

Bureau des chèques postaux
d.....

RÉCLAMATION CONCERNANT UN ORDRE DE VIREMENT NON EXÉCUTÉ

A remplir par le bureau des chèques d'origine	}	Nom, lieu de domicile et numéro du compte du tireur :	
		Montant du virement :	
		<i>(en chiffres, en monnaie du pays de destination)</i>	
		Date du débit : 19.....	
		Nom, lieu de domicile et N° du compte du bénéficiaire :	
		Bureau des chèques détenteur du compte courant à créditer :	
A remplir par le bureau des chèques d'origine	}	Le virement désigné ci-dessus a été transmis le 19..... au bureau d'échange d..... <i>(voir bordereau N°)</i>	
		Signature :	
A remplir par le bureau d'échange de l'Administration d'origine	}	Le virement désigné ci-dessus a été décrit sous le N° de la liste N° transmise le 19..... au bureau d'échange d.....	
		Signature :	
A remplir par le bureau d'échange de l'Administration destinataire	}	Le virement désigné ci-dessus a été transmis le 19..... au bureau des chèques d..... <i>(voir bordereau N°)</i>	
		Signature :	
A remplir par le bureau des chèques détenteur du compte à créditer	}	Le virement désigné ci-dessus a été	
		Signature :	

(Dimensions : 148 × 210 mm.)

POSTAL CHEQUES — FORMS.

POSTAL ADMINISTRATION

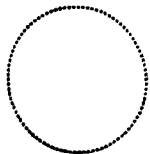
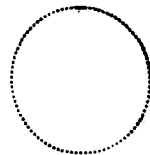
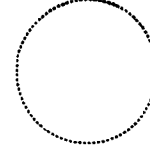
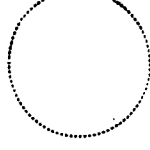
of

V P 7

(D.R., Art. 110)

Postal Cheque Office
of.....

CLAIM CONCERNING A TRANSFER ORDER NOT EXECUTED.

To be filled in by the cheque office of origin	}	Name, address and number of the drawer's account :	
		Amount of the transfer :	
		<i>(In figures, in the money of the country of destination)</i>	
		Date of the debit :	19.....
		Name, address and number of the payee's account :	
		Cheque office keeping the postal cheque account to be credited :	
To be filled in by the cheque office of origin	}	The above transfer was despatched on	
		..... 19..... to the office of exchange	
		of <i>(See Memo No.)</i> Signature :	
To be filled in by the office of exchange of the Administration of origin	}	The above transfer bears the number	
		in list No. despatched on	
		to the office of exchange of Signature :	
To be filled in by the office of exchange of the Administration of destination	}	The above transfer was despatched on	
		..... 19..... to the cheque office	
		of <i>(See Memo No.)</i> Signature :	
To be filled in by the cheque office keeping the account to be credited	}	The above transfer was	
		
		Signature :	

(Dimensions : 148 × 210 mm.)

VIREMENTS — FORMULES

ADMINISTRATION DES POSTES

VP 8

d.....

DÉCOMPTE

(Règl., art. III, 1^{er} al.)

des listes de virements échangées le
entre

I. Récapitulation des virements

Virements :			
a) A destination d.....		Bureaux d'échange	b) En provenance d.....
1		2	3
Total I a.....			Total I b.....

II. Calcul du cours moyen entre les cours de la bourse d..... et celle d..... de la veille (derniers cours notés)

Il a été noté pour des traites à courte échéance				Cours de parité	Cours de décompte
le	à la bourse	pour 100	pour 100		
1	2	3	4	5	6
				100 =	
...../.....	d..... sur.....	.....	.....	.....	100 =,
...../.....	d..... sur.....	.....	.....	100 =	100 =,

III. Différence d'après I en convertissant la somme la plus faible dans la monnaie de la somme la plus forte suivant le cours de décompte II.

1		2	
Total I a.....		Total I b.....	
à déduire le total I b. :		à déduire le total I a.	
Débit de l'Administration des postes d.....		Créance de l'Administration des postes d.....	

....., le 19.....
Le décompte ci-dessus est reconnu exact et accepté :
....., le 19.....

(Dimensions : 210 x 297 mm.)

POSTAL CHEQUES — FORMS.

POSTAL ADMINISTRATION

VP 8

of STATEMENT OF ACCOUNT

(D.R., Art. III, 1st para.)

of the lists of transfers exchanged on
between

I. Summary of Transfers

Transfers				
(a) For.....		Offices of exchange	(b) From	
1		2	3	
Total I a			Total I b	

II. Calculation of the mean rate between the Stock Exchange rates of
and of on the previous day (last rates quoted).

Quoted for short-dated drafts				Par rate	Rate at which calculated
Date	on the Stock Exchange	for 100	for 100		
1	2	3	4	5	6
...../.....	of on .....	.....	.....	100 =	100 =
...../.....	of on .....	.....	.....	100 =	100 =

III. Difference according to I on converting the smaller sum into the currency of the larger sum at the rate calculated in II.

1		2	
Total I a		Total I b	
Deduct total I b		Deduct total I a	
To the debit of the Postal Administration of		To the credit of the Postal Administration of	

....., the 19.....

The above statement has been found correct and accepted :
....., the 19.....

(Dimensions : 210 x 297 mm.)

VIREMENTS — FORMULES

V P 9 (Recto)
(Règl., art. 115, § 2)

ATTENTION ! NE PAS FAIRE USAGE D'ABRÉVIATIONS, SAUF DANS LE CAS OÙ LE REQUÉRANT EN IMPOSERAIT UNE DANS LA DÉSIGNATION DE SON COMPTE.

ADMINISTRATION DES POSTES

d....., le19.....

Bureau des chèques postaux

d.....

..... annexe...

ATTESTATION

I. Désignation du compte courant demandé :

.....
.....
.....

Le requérant est ¹⁾

— Les requérants sont ¹⁾

.....
.....
.....

Le requérant vient de s'installer ²⁾

— est sous-locataire ²⁾

¹⁾ Biffer les indications inutiles et désigner le ou les requérants d'une manière plus détaillée sur les lignes en pointillé, par exemple :

particulier, gens mariés,
établissement commercial ou industriel non inscrit au registre du commerce, société non commerciale non inscrite au registre des sociétés, firme enregistrée (en indiquant la nature de la firme, par exemple : société commerciale en nom collectif, société en commandite simple, société en commandite par actions, société anonyme par actions, société à responsabilité limitée, etc.) inscrite au registre du commerce, sous le N° —, société coopérative enregistrée — inscrite au registre des coopératives, sous le N°, société non commerciale enregistrée, — inscrite au registre des sociétés non commerciales enregistrées, sous le N° —, administration, etc.

²⁾ Biffer les indications inutiles.

(Dimensions : 210 × 297 mm.)

POSTAL CHEQUES — FORMS.

V P 9 (Front)
(D.R., Art. 115, § 2)

NOTE! NO ABBREVIATION MAY BE USED, EXCEPT WHERE THE APPLICANT REQUIRES THE USE OF AN ABBREVIATION IN THE DESCRIPTION OF HIS ACCOUNT.

POSTAL ADMINISTRATION

of, the 19.....

Postal Cheque Office

of

..... Annex

ATTESTATION.

I. Description of the postal cheque account for which application is made :

.....
.....
.....

The applicant is 1

The applicants are 1

.....
.....
.....

The applicant has just taken up his residence 2

is a sub-tenant 2

1 Strike out the words which do not apply and insert a more precise description of the applicant or applicants on the dotted lines, e.g. :
private individual, married couple,
commercial or industrial establishment not entered in the trade register, non-commercial association not entered in the register of companies, registered firm (state the nature of the firm, e.g., commercial partnership, ordinary partnership company, joint-stock association of partners, joint-stock company, limited liability company, etc.) entered in the trade register under No. —, registered co-operative society, — entered in the register of co-operatives under No., non-commercial registered company, — entered in the register of non-commercial registered associations, under No. —, Board, etc.

2 Strike out the words which do not apply.

(Dimensions : 210 x 297 mm.)

VIREMENTS — FORMULES

V P 9 (Verso)

II. Nom ¹⁾ et désignation détaillée des personnes ²⁾ qui sont fondées de représenter légalement le requérant d'après le registre du commerce, le registre des coopératives, le registre des sociétés non commerciales, d'après le contrat de société, d'après les statuts, etc. :

- 1°
- 2°
- 3°
- 4°
- 5°
- 6°
- 7°
- 8°
- 9°
- 10°

Les personnes indiquées sous les N^{os} ³⁾ peuvent signer seules.
Dans la procuration des personnes énumérées ci-dessus, figurent les restrictions suivantes ³⁾ :

.....
.....

III. La demande d'ouverture d'un compte courant postal à

.....

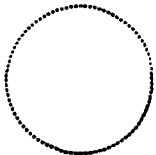
a été vérifiée par nous conformément aux règlements qui sont en vigueur dans notre pays pour l'ouverture d'un compte courant postal.

Il ressort du résultat de cet examen que nous n'hésiterions pas, le cas échéant, à faire ouvrir dans notre service un compte courant en faveur du requérant sous la désignation indiquée ci-dessus ³⁾.

Un compte est déjà tenu chez nous sous cette désignation. Le requérant a le droit de signer ; sa signature est conforme à celle que nous possédons ici ³⁾.

Timbre (en relief)
du bureau
des chèques postaux .

Signatures du bureau des chèques postaux :



.....

¹⁾ Biffer les indications sous II, lorsque le requérant est un particulier.

²⁾ Par exemple, titulaire, sociétaire fondé de pouvoir, gérant, porteur de procuration, porteur de procuration collective, directeur, membre du comité directeur, éditeur, etc.

³⁾ Biffer les indications inutiles.

Certifié conforme à l'original :

*Le Chef du Protocole
au Ministère des Affaires étrangères,
M. Amin Fouad.*

Certifié pour copie conforme :

*Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères,
A. M. Snouck Hurgronje.*

POSTAL CHEQUES — FORMS.

VP 9 (Back)

II. Names¹ and full descriptions of the persons² who are legally entitled to represent the applicant according to the trade registers, according to the register of co-operatives, according to the register of non-commercial associations, according to the deed of partnership, according to the articles of association, etc.

- 1.
- 2.
- 3.
- 4.
- 5.
- 6.
- 7.
- 8.
- 9.
- 10.

The persons mentioned under Nos.³ are alone empowered to sign.

The powers conferred upon the persons enumerated above are subject to the following restrictions³ :

.....
.....

III. The request for the opening of a postal cheque account at

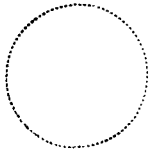
.....

has been verified by us in conformity with the regulations in force in our country regarding the opening of postal cheque accounts.

As a result of this investigation we would feel no hesitation, if application were made, in opening a postal cheque account in our service for the applicant as described above.³

An account is already being kept in our service under this description. The applicant is entitled to sign ; his signature corresponds to the specimen in our files.³

Stamp (in relief) of the postal cheque office



Signatures of the postal cheque office :

.....

¹ Strike out the indications given under II if the applicant is a private individual.

² For example : account-holder, signing official of a company, manager, holder of a power of attorney, holder of a collective power of attorney, director, member of the Board, publisher, etc.

³ Strike out the words which do not apply.

